SANS FRONTIERES

ISSN 2519-2639

Septembre 2017

Revue de l'Institut franco-russe de Donetsk

HOMMAGE AUX SOLDATS DU FEU DE DONETSK

LA SPIRULINE : UNE RÉPONSE À LA MALNUTRITION AU TCHAD

UNE REPRÉSENTATION DE LA RPD DÉSORMAIS OUVERTE EN FRANCE !

SANS FRONTIÈRES
Certificat d'enregistrement
AAA No 000105 du 21.02.2017
Édition en ligne depuis 2015
ISSN 2519-2639

EQUIPE EDITORIALE :

Directeur de la Rédaction :
François MAURICE
Rédactrice en chef :
Elena SYDOROVA
Secrétaire général :
Guennady KLIAGUINE

Rédacteurs :
Alexandre ARTAMONOV – Daniela ASARO-ROMANOFF - Christophe BAGOT – Karine BECHET-GOLVKO – Guillaume BERNARD – Nicolas BONNAL – Gaétan BOUCHARD – Jean-Charles BRADLEY - David BRET – Bertrand BRISSET – Tiffany BUTON - Stanislav BYSHOK – Erwan CASTEL – Alexandra CERDAN – Antoine CHARPENTIER – Françoise COMPOINT – Slobodan DESPOT – Grégory DUFOUR – Antoine DUVIVIER – Sylvain FERREIRA – Philippe GAUCHER – Anna GICHKINA – Vincent GOJON - Bruno GUIGUE – Yannick JAFFRÉ – Alexandre LATSA – Emmanuel LEROY – Anatoly LIVRY – Pascal K. MAS – François MAULD d'AYMÉE – Olivier MENUT – Nikola MIRKOVIC – Michel MOGNIAT – Xavier MOREAU – Roland PIETRINI – Tetyana POPOVA-BONNAL – Nicolas SAVY – Jocelyne SIGNOUREL CAMBILLAU - Vladimir TCHERNINE – Pascal TRAN-HUU – Jean-Cyril VADI – Christian VANNESTE – Athanase VANTCHEV de THRACY – Alexandre WATTIN

Contributeurs à ce numéro :
Samir ANTAKI – Gérard BRAZON – Gabriel GALICE – Mikhail GAMANDIY-EGOROV – Jean GOYCHMAN – Richard LE HIR – Alexandre PAJON – Ardent PANGADJANGA – Iurie ROŞCA – Jacques SAPIR

NOS CONTACTS:
Rédaction « Sans Frontières »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk,
République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69
courriel : revuesf@gmail.com
http://sf.donntu.org

RÉSEAUX SOCIAUX :
https://www.facebook.com/sf.dfst.untd
https://vk.com/sf.dfst.untd
https://twitter.com/revuesf

SOMMAIRE

L'Édito 4

Nos nouveaux rédacteurs 4

DONBASS

Elena SYDOROVA
Le Centre de Représentation officielle de la République Populaire de Donetsk désormais ouvert à Marseille ! 6

Elena SYDOROVA
Entrevue avec Hubert Fayard, Président du Centre de Représentation de la République Populaire de Donetsk en France 13

Elena SYDOROVA
Les deuxièmes et troisièmes Rencontres francophones de l'Institut franco-russe de Donetsk 20

Erwan CASTEL
Hommage aux soldats du feu de Donetsk 23

FRANCE

Christian VANNESTE
On ne combat le mal absolu qu'absolument ! 26

Alexandre LATSA
Réflexions sur l'élection d'Emmanuel Macron 30

Antoine CHARPENTIER
Saad Hariri et Emmanuel Macron : Retour sur une visite d'État 39

Yannick JAFFRÉ
Quand on se tue à répéter que le niveau baisse… la preuve par le petit Nicolas Hénin 41

RUSSIE

Mikhail GAMANDIY-EGOROV
À terme une base russe au Venezuela ? 45

POLITIQUE & SOCIÉTÉ

Roland PIETRINI
Guerre froide : qu'est-ce qui a foiré ? 48

Jean GOYCHMAN
Ukraine : le plan américain pour l'Europe 53

Jean GOYCHMAN
Le château de cartes de l'Europe 57

Jacques SAPIR
Le déficit commercial et l'Euro 60

Slobodan DESPOT
La poire d'angoisse 62

Anatoly LIVRY
Asile politique en Suisse pour les patriotes français 66

Gabriel GALICE
L'Union Européenne doit travailler avec la Russie 69

Vincent GOJON
« Parler la langue des autres… et faire leurs guerres » 73

Bruno GUIGUE
La supercherie du droit-de-l'hommisme 80

Gérard BRAZON
Les antifas devront-ils enfin rendre des comptes à la justice ? 84

Gaétan BOUCHARD
L'antifascisme chimérique des antifas du Québec 88

François MAURICE
Agriculture. La spiruline : une réponse à la malnutrition au Tchad 91

HISTOIRE

Iurie ROȘCA
100 ans après le coup d'État bolchevique : entrevue avec Valérie BUGAULT 95

Alexandre WATTIN
1918-1930 : Une autre histoire franco-allemande 104

Richard LE HIR
« Mon ami Johnson » savait-il qu'il jouait dans la cour des Grands 116

Samir ANTAKI
Hagob et l'homme du désert 124

Alexandre PAJON
Anne de Kiev, princesse varègue devenue reine des Francs 129

Ardent PANGADJANGA
De Berlin à Bandung 132

CULTURE

Anna GICHKINA
La littérature russe gardienne de l'Évangile 137

Michel MOGNIAT
Catherine La Grande 146

Athanase VANTCHEV de THRACY
La dormeuse 155

Gaétan BOUCHARD
La rose de Jérico 156

Olivier MENUT
La Médaille Pierre de Coubertin : la plus prestigieuse médaille olympique 157

SANTÉ & GASTRONOMIE

Nicolas SAVY
Deux cousins : les vins de Cahors français et russes 165

L'ÉDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

L'actualité internationale demeure agitée en ce retour de vacances estivales… Les conflits, qu'ils soient en Syrie, en Irak ou dans le Donbass, continuent de faire d'innocentes victimes parmi les populations civiles… Les États-Unis et la Corée du Nord se menacent mutuellement de destruction… Les terroristes « qui n'ont à rien à voir avec l'Islam » continuent de commettre des attentats en Europe au cri « d'Allahu akbar »… Autant dire que « Sans Frontières » aura encore de sombres pages à écrire dans les mois qui viennent. Mais en ce mois de septembre, l'évènement important, à nos yeux, a été l'inauguration du Centre de représentation de la RPD en France. Cette ouverture représente une belle opportunité pour nos lecteurs de pouvoir s'engager aussi dans les actions concrètes qui seront initiées par Monsieur Hubert Fayard, Président du Centre.

Au moment où nous bouclons ce numéro, nous ne savons pas encore avec certitude l'avenir de « Sans Frontières ». Néanmoins de nouveaux auteurs continuent de nous rejoindre afin d'apporter encore plus de diversité dans les analyses et les sujets abordés. Qu'ils soient les bienvenus.

Bonne lecture à tous.

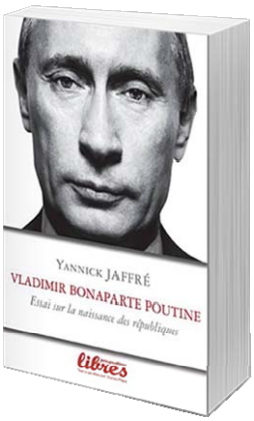
Elena Sydorova,
Rédactrice en chef

Le Comité de rédaction de « Sans Frontières » a le plaisir d'accueillir trois nouveaux rédacteurs : Yannick JAFFRÉ, Antoine CHARPENTIER et Athanase VANTCHEV de THRACY.

Yannick JAFFRÉ

Yannick Jaffré est professeur agrégé de philosophie. Il vit et enseigne à Lyon depuis 2004. Engagé politiquement pour la défense de la souveraineté et de l'identité de la France, il milite aux côté de Jean-Pierre Chevènement en 2000-2002. Après avoir pris part à la campagne référendaire de 2005, il se tourne en 2012 vers le Front national de Marine Le Pen. Il y cofonde et préside le Collectif Racine des enseignants patriotes. Il quitte ce parti à la fin de l'année 2015.

Essayiste, Yannick Jaffré, outre de nombreux articles, contributions et interventions publiques rassemblés sur son blog « Sévèrement Français » (http://yannickjaffre.fr/), a publié en 2014 Vladimir Bonaparte Poutine, Essai sur la naissance des républiques, aux éditions Perspectives libres. Il y conduit une analogie entre le Consulat bonapartiste, la Russie poutinienne et la France contemporaine. Le redressement et la stabilisation de la Russie opérés par Poutine, comparable à l'œuvre consulaire (et non impériale) de Bonaparte, permet de mesurer par contraste la gravité de la situation française actuelle. A travers ce billard à trois bandes il traite des questions de l'État et du droit, du rôle du chef et de l'incarnation de l'autorité, du réalisme en matière internationale. Russophone et russophile, il plaide pour un libre rapprochement entre la France et la Russie, moyen pour la première de sortir de l'euro-mondialisme dans lequel ses élites l'enfoncent depuis quarante ans.



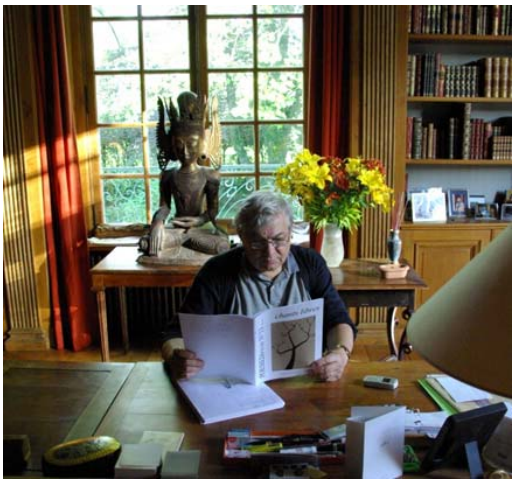
Antoine CHARPENTIER

Antoine Charpentier journaliste et écrivain politique indépendant spécialiste du Moyen-Orient et l'Europe. Détenteur d'une licence en sciences politiques, un master d'histoire contemporaine. Actuellement il achève un Master en histoire des religions sur le rôle des chrétiens en politique. Enfin il mène plusieurs recherches en parallèle sur le Moyen Orient, les minorités et leurs avenirs.

Il est l'auteur de différents articles publiés notamment en Irak.

Athanase VANTCHEV DE THRACY

Athanase Vantchev de Thracy est sans doute l'un des grands poètes contemporains français. Né le 3 janvier 1940 à Haskovo en Bulgarie, cet homme d'immense culture, parlant plusieurs langues, poursuit, pendant plus de dix-sept ans, des études supérieures dans les universités les plus prestigieuses d'Europe où il fait la connaissance approfondie de la poésie mondiale.
Athanase a écrit 24 recueils de poésies (en vers classiques et en vers libres) couvrant presque tous les spectres de la prosodie : épopées, odes, sonnets, bucoliques, idylles, pastorales, motets, ballades, élégies, rondeaux, épodes, satires, hymnes, thrènes, lais, épigrammes, épitaphes, virelais, etc.
Il publie une série de monographies et une thèse de doctorat sur « La symbolique de la lumière dans la poésie de Paul Verlaine ». Il rédige, en bulgare, une études sur le grand seigneur épicurien Pétrone surnommé Petronius Arbiter elegantiarum, favori de Néron, auteur du Satiricon, et une maîtrise, en langue russe, intitulée « Poétique et métaphysique dans l'œuvre de Dostoïevski ».
Grand connaisseur de l'Antiquité, Athanase consacre de nombreux articles à la poésie grecque et latine. Lors de son séjour de deux ans en Tunisie, il publie successivement trois ouvrages sur les deux cités puniques tunisiennes : « Monastir-Ruspina – la face de la clarté », « El-Djem-Thysdrus – la fiancée de l'azur », « Les mosaïques thysdriennes ». Pendant ses séjours en Syrie, en Turquie, au Liban, en Arabie Saoudite, en Jordanie, en Irak, en Egypte, au Maroc, en Mauritanie, il fait la connaissance émerveillée de l'islam, et passe de longues années à étudier l'histoire sacrée de l'Orient. De cette période date sa remarquable adaptation en français de l'ouvrage historique de Moustapha Tlass « Zénobie, reine de Palmyre ».



Il consacre entièrement les deux années passées en Russie (1993-1994) à l'étude de la poésie russe. Traducteur d'une pléiade de poètes, Athanase est lauréat de nombreux prix littéraires nationaux et internationaux.

LE CENTRE DE REPRÉSENTATION OFFICIELLE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE DONETSK DESORMAIS OUVERT À MARSEILLE !

Elena Sydorova
Rédactrice en chef

Notre jeune République a actuellement une représentation officielle en France. Cela constitue une excellente nouvelle pour tous les acteurs de l'amitié franco-russe.

Au centre de cette initiative est Monsieur Hubert FAYARD, Président du Centre des Indépendants des Bouches-du-Rhône (CNIP) et Conseiller municipal de Coudoux.

Le 17 juin 2017, une annonce légale sur le Centre de représentation officielle en France de la République Populaire de Donetsk est publiée dans le Journal officiel de la République française. Déclaré à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence dans le département Bouches-du-Rhône (Provence-Alpes-Côte-d'Azur), cette association a pour le but de représenter en France la République Populaire de Donetsk.

Un travail en commun de plusieurs mois avec l'équipe de Novorossia Today (Erwan CASTEL et Svetlana KISSILEVA) et le Ministère des Affaires Étrangères de la RPD a précédé à cet événement.

M. FAYARD connaissait Donetsk encore avant la guerre, il a également eu une visite pendant le conflit, mais cet été il a décidé de faire une démarche permettant d'améliorer des liaisons d'information, économiques et culturelles entre nous et le peuple français.

Accompagné par Christiane PUJOL, conseillère départementale des Bouches-du-Rhône et cadre du mouvement « Debout la France » (DLF), Christian BORELLI, conseiller national des Républicains (LR) et conseiller municipal de Vitrolles et Marc PUJOL, assistant, il arrive, le 24 juin 2017, à Donetsk. Sans prendre le temps de se reposer, ils rencontrent très rapidement les résidents francophones de Donetsk afin de discuter de la situation dans le Donbass. Nous serons vite rejoints par M. Emmanuel LEROY, le Président de l'association « Urgence Enfants du Donbass », et son épouse Mme Estelle MOSER, et par M. Kris ROMAN, le Président de l'association « Euro-Rus », pour continuer la soirée dans les échanges fructueux.

149e année. - N°24 samedi 17 juin 2017

JOURNAL OFFICIEL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

D.I.L.A
CN=DILA - SIGNATURE-03,OU=0002 13000918600011,O=DILA-,C=FR
75015 Paris
2017-06-17 08:02:19

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.journal-officiel.gouv.fr

Associations — **Fondations d'entreprise**

Associations syndicales de propriétaires — **Fonds de dotation**

Fondations partenariales

Annonce n° 113
13 - Bouches-du-Rhône
ASSOCIATIONS
Créations

Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence
CENTRE DE REPRESENTATION OFFICIELLE EN FRANCE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE DONETSK (RPR).
Objet : représenter en France la République populaire de Donetsk. La représentation officielle en France de la République Populaire de Donetsk (RPR) est une organisation autonome, volontaire et à but non lucratif, créée sur la base de l'humanité, de la liberté de religion et du respect des êtres humains en vue de mettre en oeuvre des intérêts communs
Siège social : 26, avenue de la République, 13111 Coudoux.
Date de la déclaration : 09 juin 2017.

Le 25 juin 2017 la délégation française est reçue par Mme Natalia NIKONOROVA, Ministre des Affaires étrangères qui accueille la délégation avec courtoisie et enthousiasme.

À l'issue de l'entretien, la délégation se rend à Oktiabrskiy, la zone bombardée de Donetsk qui se trouve près de la ligne de front.

Dirigé par Erwan CASTEL, volontaire français, demeurant à Donetsk, les élus ont pu voir par leurs propres yeux les dégâts et la souffrance du peuple suite aux actions militaires ukrainiennes.

Malgré les résidentiels et les infrastructures qui sont toujours sous les obus, les habitants ne s'arrêtent pas à entretenir leur quartier et font tout pour que la vie continue. À l'instar de cette femme courageuse, dont la maison, construite par sa famille pour 20 ans, a été détruite pendant un bombardement incessant durant 20 minutes, et qui a recueilli toute l'admiration du groupe. Malgré tout, elle ne perd pas l'espoir et continue de vivre avec un optimisme exceptionnel.

Si les infrastructures peuvent être restaurées, il est impossible de faire revenir les morts, telles les vies de ces jeunes garçons tués par des tirs ukrainiens pendant leur jeu au football…

Le matin du jour suivant a été prévu pour les missions humanitaires. Ainsi deux visites se sont succédées : la visite du service de traumatologie et un orphelinat.

Durant ces visites, l'association d'Emmanuel LEROY, « Urgence Enfants du Donbass », a offert des équipements médicaux et des médicaments nécessaires pour le soin des patients. Il a pu être constaté par nos visiteurs le professionnalisme du personnel de l'hôpital qui permet de résoudre les tâches les plus difficiles dans les conditions de guerre. Car malheureusement, les traitements des civils blessés par des éclats d'obus, des mines ou par des balles de snipers sont devenus leur quotidien. En 2014 l'hôpital a été également bombardé mais les médecins n'ont à aucun moment cessé leur travail.

Le 26 juin 2017, au cours d'une conférence de presse, Mme NIKONOROVA et M. FAYARD ont signé le protocole d'accord. Madame la Ministre a souligné l'importance et l'intérêt de la coopération avec la France, notamment dans le domaine social, culturel, international et surtout celui d'information. M. FAYARD s'est engagé à transmettre la voix de la RPD en France.

Emmanuel LEROY

M. BORELLI et Mme PUJOL ont reconnu que la visite leur a permis de voir et de comprendre la situation réelle au Donbass, de mieux appréhender les besoins et plus encore de mesurer combien la désinformation sur la situation dans le Donbass était criante.

Après la réunion du Comité du Conseil du peuple pour la politique extérieure et les échanges internationaux, la délégation française a participé aux Deuxièmes Rencontres francophones organisées par l'Institut Franco-Russe de Donetsk.

Deux mois plus, le 25 septembre 2017, s'est tenue l'inauguration de la Représentation de la République Populaire de Donetsk à Marseille.

M. Hubert FAYARD, Président du Centre de Représentation, a salué tous les invités : les élus, les médias, les représentants des associations et des autorités et. Malgré que pas tous les personnalités politiques et diplomatiques ont pu venir, M. FAYARD les a remercié pour leurs messages d'excuses.

Madame NIKONOROVA, la Ministère des Affaires étrangères, a adressé son message vidéo à l'équipe de la Représentation :

« Au nom des autorités de la République Populaire de Donetsk, je tiens à vous féliciter à l'occasion de l'inauguration du Centre de représentation de la République Populaire de Donetsk à Marseille. C'est un événement d'une grande L'ouverture du cinquième centre de représentation de notre République en Europe est un événement marquant dans la vie politique de notre jeune État. Dans ce processus d'émergence de la République Populaire de Donetsk en tant qu'acteur à part entière dans l'arène des relations internationales, la diplomatie populaire joue un rôle particulièrement important par la mise en place et le développement de liens culturels, économiques et sociaux, qui ne limitent pas la reconnaissance de notre État uniquement sur un plan diplomatique.

Dans cette situation l'installation des contacts directs avec le public européen est très importante, puisque cela signifie l'expansion de l'information nette à propos des conditions du déroulement du conflit au Donbass, celle d'habitation de la population, de l'établissement de notre République comme État, de notre développement, de nos succès et réussites. Nous voudrions exprimer notre profonde et sincère reconnaissance à l'égard de toute l'équipe du Centre, et en particulier à

notre collaboration sera longue et fructueuse en termes de renforcement des liens entre la République Populaire de Donetsk et la France. Nous espérons également qu'elle contribuera à briser le blocus médiatique et à tisser des relations fortes entre nos deux peuples qui, en fin de compte, permettra d'instaurer la paix sur la terre du Donbass. Mes félicitations pour l'ouverture. Bonne chance. »

Après les applaudissements, M. FAYARD a exprimé son admiration pour le courage de Madame la Ministre et a également transmis ses amitiés à tous qui se trouvent à Donetsk, notamment à Svetlana KISSILEVA, correspondant dont les photos du conflit ont été projetées sur l'écran, Elena de l'Institut franco-russe de Donetsk et les volontaires français : Erwan, Philippe et Sébastien. Deux associations humanitaires ont été aussi évoquées : l'association « Vostok France-Solidarité Donbass » et l'association « Urgence enfants du Donbass » qui fournissent une grande aide à la population dans la zone de guerre.

Puis, selon la tradition lors des inaugurations,

l'égard de Monsieur Fayard, pour tout le travail réalisé pour la création de ce Centre de représentation de la République Populaire de Donetsk en France. Tous vos efforts et toutes vos actions sont vraiment très importants pour l'ensemble de la population de la République Populaire de Donetsk. Nous espérons que

M. FAYARD a invité les élus et les autorités franco-russes à venir couper le ruban tricolore.
M. Hubert FAYARD a ensuite attiré l'attention sur le fait que les informations sur le Donbass sont dissimulées et, plus encore, déformées en France.
Il a rappelé que durant sa visite récente, la délégation française a pu voir les souffrances des civils qui se trouvent sous les bombardements de l'armée ukrainienne depuis 2014. La mission principale du Centre de représentation, venant d'être inauguré, sera donc de servir de fenêtre dédiée pour les Français afin de leur faire connaître la situation réelle à Donetsk. Différentes expositions et salons sont prévus à cette fin. Le Centre de Représentation de la RPD est également intéressé par les activités de l'Institut Franco-Russe de Donetsk et planifie de réaliser des échanges culturels avec eux.

Après avoir lu le livre de Laurent BRAYARD « Ukraine, le royaume de la désinformation », Jacques CLOSTERMANN, citoyen d'honneur de Donetsk, ancien pilote de chasse et de ligne, a commencé à s'intéresser le sujet et est venu au Donbass en janvier 2016. Réinformé, il a créé des liens d'amitié avec les francophones du Donbass, notamment Elena SYDOROVA, rédactrice en chef de la revue « Sans Frontières » et Anna POPOVA, Maître de conférences, ainsi que plusieurs enseignants des universités. Il était particulièrement touché par leur attachement à la France. Ses rencontres avec Monsieur Alexandre ORLOV, Ambassadeur de la Russie en France, ont également contribué pour développer des liaisons entre les cultures française et russe.

En réalisant un parallèle avec l'article de Kendal NEZAN « Les Kurdes n'ont pas d'autre choix que de prendre leur destin en main » paru dans le Monde à ce jour-là, où il criait le besoin d'un referendum d'autodétermination pour les territoires kurdes libérés de l'occupation de l'organisation État islamique, processus considéré par chacun comme démocratique, M. CLOSTERMANN a transmis un message de la part du peuple du Donbass pour le peuple français : « Nous sommes Russes, notre culture est russe, nous parlons le russe, nous avons une envie de rester Russes, nous avons une envie de continuer à parler le russe ».
Monsieur Xavier MOREAU, homme d'affaires, dirigeant du site d'analyse géopolitique STRATPOL auteur et rédacteur de la revue « Sans Frontières », a ensuite expliqué les origines de la guerre dans le Donbass et l'histoire de la formation de l'Ukraine.

Pour conclure, Président du Centre a souligné que la Représentation était apolitique et bénévole et que pour cette raison toutes les personnes qui souhaitent participer au soutien de la RPD sont les bienvenues, quelles que soient leurs orientations politiques.

E.S.

ENTREVUE AVEC HUBERT FAYARD

Président du Centre de Représentation de la République populaire de Donetsk en France

Elena Sydorova
Rédactrice en chef

Pour faire suite à l'article sur l'inauguration du Centre de représentation officielle de la République populaire de Donetsk en France, nous vous proposons une entrevue exclusive avec Monsieur Hubert FAYARD, Président du Centre, afin d'évoquer avec lui l'histoire de la création de la Représentation, ses objectifs et projets.

Elena Sydorova : Bonjour Monsieur Fayard. Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs, s'il vous plaît ?

Huber Fayard : Je m'appelle Hubert Fayard, j'ai 59 ans et je vis en Provence, près de la ville d'Aix-en-Provence. Je suis veuf et père de quatre enfants.

Cadre territorial, j'ai débuté en politique dans les années 80 pour m'engager aux côtés de Jean-Marie Le Pen et de Jean-Pierre Stirbois au sein du Front National.

Élu en 1992, Conseiller régional d'Auvergne puis en 1998, Conseiller régional de Provence, j'ai exercé les fonctions de Premier Maire adjoint dans la commune de Vitrolles durant plusieurs années. Patriote, gaulliste, je suis fier de mon nom (hêtre en vieux français), de mes racines vellaves (Le Velay) et de mes passions bien françaises que sont le monde cynégétique, le rugby et l'histoire.

Actuellement, je suis comme beaucoup de français, orphelin car aucun mouvement de rassemblement de toutes les droites (des Républicains au Front National) n'existe dans l'actuel paysage de la politique française.

E.S. : Depuis quand vous intéressez-vous aux pays de la CEI ?

H.F. : Il y a très longtemps que je m'intéresse à l'est. J'étais à Moscou et dans les pays baltes dès 1991. Depuis, j'ai eu l'occasion de voyager dans de nombreux pays de l'est européen, dans les pays baltes, en Russie et en Ukraine. Et comme beaucoup de Français, je porte une admiration réelle au Président Poutine.

E.S. : Connaissiez-vous la ville de Donetsk avant la guerre ?

H.F. : Oui, je suis venu deux fois dans le Donbass avant la guerre, en 2013 et 2014. Je me souviens de l'aéroport de Donetsk, flambant neuf, et de la ville de Lugansk.

J'avais sillonné l'Ukraine et le Donbass, en free-lance

pour un magazine français.
J'étais par hasard à Kiev au début des événements sur la place Maïdan et j'avais été frappé par la vision des portraits d'Hitler accrochés à la façade de la mairie de Kiev.

E.S. : Pourquoi le conflit au Donbass a attiré votre attention ?
H.F. : J'ai toujours soutenu les causes des peuples qui défendaient leur indépendance et la terre de leurs ancêtres et particulièrement la cause du Donbass.
J'ai suivi au quotidien les évènements du Donbass depuis le déclenchement des hostilités en 2014, agissant à mon humble niveau sur les réseaux sociaux en diffusant les informations. Puis, j'ai pu être en relation directe avec Erwan CASTEL et Svetlana KISSILEVA, nos deux amis journalistes.

E.S. : Comment l'idée de créer la Représentation de la République Populaire de Donetsk est née ?
H.F. : L'idée est née en regardant un reportage sur Arte concernant la représentation de la RPD en Tchéquie. Je me suis dit : pourquoi pas en France ?
Et c'est avec Erwan Castel et Svetlana KISSILEVA que l'idée s'est concrétisée. Nous avons beaucoup échangé et je me suis porté volontaire pour lancer l'opération.

E.S. : Quelles étaient les étapes à suivre pour y arriver ?
H.F. : Après avoir rédigé les statuts et après validation, j'ai déposé officiellement en Sous-Préfecture d'Aix-en-Provence, l'association « Centre de représentation de la République populaire de Donetsk en France », dépôt qui a été par la suite, conformément à la loi, publié au Journal Officiel de la République française. Notre association est régie par la loi de 1901 et je dirais également, protégée par la loi 1901. Vous comprendrez pourquoi par la suite.
Cette association que j'ai l'honneur de présider est également codirigée par Svetlana KISSELEVA et Jean-François PIERRE.

E.S. : Qui compose votre équipe ?
H.F. : L'équipe est active en France et à Donetsk. En France, je suis entouré des deux élus qui m'ont accompagné en juin dernier à Moscou puis à Donetsk, Christiane PUJOL Conseillère départementale des Bouches-du-Rhône et Christian BORELLI, Conseiller municipal de Vitrolles mais aussi par Marc PUJOL, l'époux de Christiane, Jacques CLOSTERMANN, citoyen d'honneur de Donetsk, fils du célèbre héros de la France Libre, et par Christian CAMISULI, le jeune de l'équipe responsable politique à Marseille. À Donetsk, ce sont le binôme Svetlana KISSILEVA et Erwan CASTEL qui

sont nos fidèles et actifs correspondants.

E.S. : Du 24 au 26 juin vous avez rendu une visite officielle à Donetsk. Dans ce cadre le protocole d'accord avec Mme Natalia NIKONOROVA, la Ministre des Affaires étrangers de la RPD, a été signé. Est-ce que vous aviez également d'autres objectifs durant cette mission ?

H.F. : Oui, outre cette signature et ma nomination au poste de représentant honoraire pour la France, j'avais organisé la venue de cette délégation d'élu à Moscou puis à Donetsk.

À Moscou, j'ai pu rencontrer la secrétaire internationale de la Young Guard, Mlle **Daria SHAROVA**, une jeune femme brillante qui défend sans relâche l'image de sa patrie et nous avons eu l'honneur avec les deux élus d'être reçus officiellement à la Douma par la députée de Crimée, Natalya POKLONSKAYA.

C'était la première fois et je dois dire que j'étais très impressionné par l'accueil reçu au Parlement et par cette rencontre très protocolaire mais très instructive.

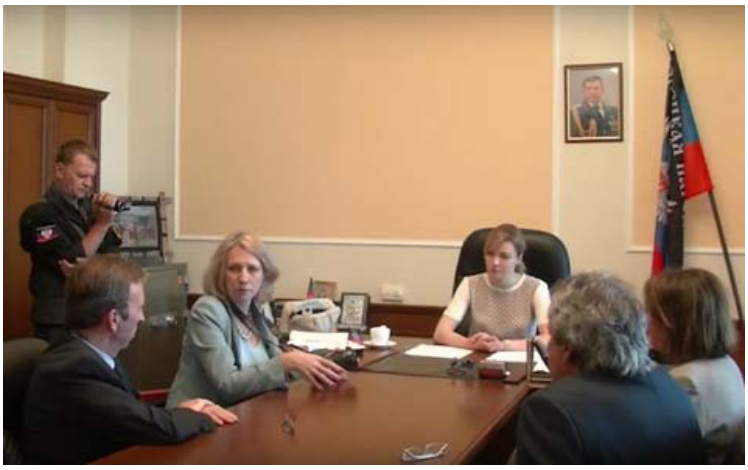
Nous avions abordé notre projet de représentation en France, n'oublions pas que la grand-mère de l'ancienne procureur de Crimée habite le Donbass, terre d'origine de Natalya POKLONSKAYA.

Nous avons évoqué également les possibilités de partenariat entre une ville française et une ville de Crimée, en présence du maire de la ville d'Eupatoria, projet que je porte avec Jacques CLOSTERMANN.

Ensuite, nous avons pris la direction de Donetsk où nous avons passé un séjour inoubliable auprès de tous nos amis et très bien organisé par le Ministère des Affaires étrangères dirigé par Madame Natalia NIKONOROVA. Il est vrai que les élus français ne se sont pas bousculés pour venir dans le Donbass et notre venue a déclenché une vague de protestation des autorités ukrainiennes.

À la vue des réactions sur les réseaux sociaux et dans la presse, notre mission était réussie car nous

avions brisé un peu la chape de plomb médiatique, sans oublier les articles fantaisistes et informations tronquées.
Notre séjour fut riche en émotions lors des visites de l'hôpital, de l'orphelinat et des babouchkas dans leur maison en ruine après les bombardements.



E.S. : Vous avez participé aux Deuxièmes Rencontres francophones organisées par l'Institut Franco-Russe de Donetsk. Quelles sont vos impressions sur cette manifestation ?
H.F. : Je dois vous dire mon étonnement de voir les membres de l'institut, parler notre langue avec passion et justesse. J'étais heureux de cette première rencontre (il y en aura beaucoup d'autres, j'espère !) et de nos échanges. Je dois féliciter toute l'équipe de l'Institut qui entretient avec fierté et courage la petite flamme de la francophonie sur les terres du Donbass, sans oublier sa directrice vous-même ma chère Elena qui fait un travail remarquable avec la revue dans laquelle j'ai l'honneur de figurer aujourd'hui.

E.S. : Comment pourriez-vous présenter la ville de Donetsk en quelques mots-clés ?
H.F. : J'ai visité Donetsk avant la guerre et lors de mon dernier séjour en juin, j'ai trouvé la ville très propre, beaucoup plus propre que certaines villes françaises, et bien aménagée. On se sentait loin de la guerre et pourtant la ligne de front n'était qu'à deux kilomètres. C'est vraiment une capitale d'une République avec une administration, un parlement qui fonctionnent. On est loin du « pays fantôme » évoqués par certains journalistes…

E.S. : Le 25 septembre 2017 c'était le jour de l'inauguration de la Représentation de la RPD en France à Marseille. Quel était le programme de cet événement ?

H.F. : Nous avions programmé une réception dans les salons de l'hôtel Novotel Prado à deux pas de notre adresse au 180 avenue du Prado, dans le 8° arrondissement de Marseille.

La Représentation existe officiellement à Marseille depuis le 1er septembre au cœur de la belle ville de Marseille sur l'une des plus grandes avenues de la capitale des Bouches-du-Rhône.

Cette réception-inauguration a donc eu lieu le lundi 25 septembre en fin d'après-midi malgré les nombreuses tentatives d'intimidations, menaces et fausses informations. Les extrémistes ukrainiens avaient lancés des appels à manifester devant l'hôtel. Ils avaient exigés auprès des autorités françaises la fermeture de notre association. Un point presse entre les ministères des affaires étrangères de la France et de l'Ukraine a eu lieu spécialement sur notre existence mais les autorités de Kiev semblaient ignorer les lois françaises. Ils pensaient faire fermer immédiatement notre représentation…

Et pour finir, l'ambassade d'Ukraine de Paris avait envoyé en mission ses deux attachés militaires. Lundi matin, le directeur de l'hôtel me contacte pour me demander si les colonels Vadim K et Oleg S figuraient parmi nos invités. Après recherches, nous avons découvert que nos deux « touristes » étaient les deux colonels de l'ambassade venus « renifler » notre réception. J'ai alerté les services de police et la presse et nos deux colonels (qui réfutent aujourd'hui leur déplacement et pour cause), sont repartis comme des voleurs, avant notre arrivée.

Objectif atteint ! Une soixantaine de participants

étaient présents avec beaucoup de médias pour couvrir l'événement et plusieurs élus de la République, sans oublier les représentants des associations franco-russes.
Après la présentation des missions de la Représentation, l'assistance a pu entendre le message d'amitié en vidéo, de la Ministre des Affaires étrangères de la RPD, Madame Natalia NIKONOROVA. Les élus présents ont ensuite symboliquement coupé le ruban tricolore afin d'officialiser l'ouverture du Centre.
Parmi les élus, on pouvait reconnaître Christiane PUJOL, Conseillère départementale DLF, et Christian BORELLI Conseiller municipal LR et Conseiller National des Républicains, qui m'avaient accompagnés à Moscou puis Donetsk en juin dernier. Trois Maires adjoints de Marseille avaient fait le déplacement pour honorer de leur présence cette inauguration et de très nombreux élus, députés français et élus locaux, nous avaient fait parvenir des messages d'excuses.

Parmi eux, j'aimerai citer tout particulièrement Monsieur le Maire de Marignane et Vice-Président du département, Éric LE DISSÈS qui a confirmé dans la presse (la Provence, édition de l'étang, 3/10/17) son soutien officiel à l'ouverture de la Représentation de la RPD à Marseille.
Jacques CLOSTERMANN, citoyen d'honneur de Donetsk et fils du légendaire Pierre Clostermann, compagnon de la libération et le brillant Xavier MOREAU, fondateur de Stratpol.com, ont pris la parole pour évoquer la situation actuelle dans le Donbass et la genèse des événements qui ont conduit à ce sale conflit.
Le principal, c'est qu'on parle de vous - pour ou contre, peu importe. J'avais convié toute la presse locale et nationale à notre réception et les médias avaient fait le déplacement. La presse française, russe et… ukrainienne avaient répondu présente avec même un direct de la première chaine TV de Kiev. L'important était de brisé le mur médiatique et nous avons atteint notre objectif avec un déferlement d'articles dans la presse ukrainienne. Il vous suffit de taper dans les principaux moteurs de recherche comme Yandex ou Google, « DNR Marseille » et vous pourrez découvrir l'ampleur des retombées médiatiques. Mais certains médias ont malgré tout effectué un travail objectif.
Encore aujourd'hui, les dommages collatéraux de notre ouverture se poursuivent chez nos amis ukrainiens qui continuent à envoyer des lettres au Président Macron et au Premier ministre afin de demander la fermeture du Centre.

E.S. : Quelles sont les fonctions de la Représentation ?
H.F. : Les fonctions de la Représentation sont multiples. Bien évidement c'est représenter en France une entité à savoir la République Populaire de Donetsk. Bien que non reconnue par la France, le Donbass existe et on ne peut pas rayer son existence d'un trait de plume ou d'un coup de gomme. La République de Donetsk existe, fonctionne et vit. Le peuple du Donbass existe et a choisi la voie de la défense de sa langue, de son identité et surtout de prendre en main son destin.
Nous allons pouvoir diffuser à notre tour l'information. Actuellement en France, pays qui siège à Minsk dans le cadre du format Normandie des accords européens dits accords de Minsk (très peu respectée par l'Ukraine), il faut bien reconnaitre qu'une forme de désinformation existe sans oublier le basching anti Russie et anti poutine de la presse occidentale toujours avide de titres à sensations. Nous allons donc ouvrir une fenêtre en France et offrir une autre source d'information que celles issues d'Euromaidan-Presse !
Nous allons organiser des conférences notamment avec notre ami Xavier MOREAU, créer des liens culturels, économiques, étudiants mais aussi scolaires entre des classes françaises et de la République de Donetsk.
Un site officiel sera mis en ligne prochainement. Il offrira informations et services aux internautes

français mais vous pouvez venir consulter la page Facebook du Centre.
Enfin, nous apporterons notre soutien aux associations qui viennent aider la population du Donbass durement frappée par le conflit. Ces deux associations sont Vostok et Urgence Enfants du Donbass. Elles se démènent avec peu de moyens et sans aucun soutien des autorités françaises, pour organiser des missions humanitaires sur les terres du Donbass.

E.S. : Est-ce les Français peuvent adhérer aux activités de la Représentation ou bien proposer leurs propres projets ?
H.F. : Oui, nous invitons tous les amis du Donbass et d'ailleurs… toutes celles et tous ceux qui souhaitent apporter leur pierre à l'édifice, à nous adresser leur cotisation ou leur don via notre compte PayPal (adresse sur la page Facebook du Centre). Contrairement aux affirmations de beaucoup de médias, nous n'avons aucun soutien financier étranger et nous sommes des bénévoles à 1000 %.
Les Français intéressés peuvent aussi nous aider en offrant leurs services. Nous cherchons à avoir des contacts dans les universités (afin de créer des dialogues entre étudiants français et de Donetsk), dans le milieu scolaire (jumelage de classes de primaires), culturel mais aussi économique.
Nous travaillons également à l'ouverture d'une antenne régionale de la Représentation dans la moitié nord de la France.

E.S. : Merci Monsieur FAYARD et bon courage pour toutes vos actions au profit de Donetsk et de ses habitants.

REPRÉSENTATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE DONETSK

180 avenue du Prado,
13008 Marseille, France
Tél : +33 6 14 08 31 32

Courriel :
representation.france.rpd@gmail.com

http://representation-rpd.blogspot.fr

FB :
https://www.facebook.com/Centre-de-la-représentation-de-la-République-de-Donetsk-en-France-1859336504305178/

L'association « Urgence Enfants du Donbass »
https://urgence-enfants-donbass.fr

L'association « Vostok France-Solidarité Donbass »
http://vostokfrance.wixsite.com/vostok

Les deuxièmes et troisièmes Rencontres francophones de l'Institut franco-russe de Donestk

Elena Sydorova
Rédactrice en chef

L'Institut Franco-Russe de Donetsk réalise traditionnellement diverses manifestations interculturelles. Le format « Rencontres Francophones » propose de se réunir autour des personnalités intéressantes durant leur visite Donetsk.

Les Deuxièmes Rencontres francophones se sont tenues le 26 juin 2017. Les étudiants et anciens étudiants du Département Français des Sciences et Techniques de l'Université Nationale Technique de Donetsk, les professeurs des universités, les Français demeurant à Donetsk et les représentants des médias, se sont tous retrouvés dans une salle mise aimablement à disposition par l'équipe de Novorossia.Today.

La délégation française (Hubert FAYARD, Président du Centre des Indépendants des Bouches-du-Rhône (CNIP) et Conseiller municipal de Coudoux ; Christiane PUJOL, Conseillère départementale des Bouches-du-Rhône et cadre du mouvement « Debout la France » (DLF) ; Christian BORELLI, Conseiller national des Républicains (LR) et Conseiller

municipal de Vitrolles et Marc PUJOL, assistant), qui venait de signer avec la ministre des affaires étrangères un protocole d'accord, a présenté ses projets et objectifs, visant notamment au renforcement des relations franco-donbassiennes. Les participants des Rencontres ont été les premiers à découvrir la création et l'ouverture prochaine du Centre de la Représentation de la République Populaire de Donetsk à Marseille et la nomination d'Hubert Fayard en qualité de Président du Centre. Se trouvant toujours au centre des évènements internationaux de la République, nos francophones ont ainsi pu faire les premiers échanges avec les délégués et les questionner sur les futures activités de ce futur Centre.

Parmi les invités spéciaux des deuxièmes rencontres francophones, il y avait également Kris ROMAN, Président du cercle de réflexion géopolitique « Euro-Rus », et Emmanuel LEROY, Président de l'association humanitaire « Urgence Enfants du Donbass ». Ce dernier est intervenu sur le thème « L'Occident et le concept de guerre totale ». En évoquant l'histoire de l'hégémonie anglo-saxonne, Monsieur LEROY a axé notre attention sur le grand danger que porte la culture américaine. Celle-ci lui apparaît être une arme plus puissante que les balles et les obus. Une question frappante mais tellement actuelle et importante a été posée : quel est le besoin des soldats sur le front, si la société du spectacle et la société de consommation imposées par les Anglo-saxons sont dans les cœurs ?

Les discutions vives ont provoqué une envie de se rencontrer encore une fois. Ainsi, deux mois plus tard, le 1er septembre 2017, nous avons organisé Les Troisièmes Rencontres francophones avec Emmanuel LEROY pour parler du sujet « Donbass 2017 : Pourquoi la guerre ? » Cette fois c'était un dîner-débat, au sein d'un restaurant à Donetsk. L'ambiance moins officielle a permis d'analyser franchement des problèmes existant et de trouver des solutions éventuelles.

Les débats d'idées se sont échauffés entre deux intellectuels : Emmanuel LEROY et Erwan CASTEL. Rouslan STRAOUSSOV, Anna POPOVA, Svetlana KISSILEVA et Sébastien HAIRON ont également exprimé leurs opinions. Malgré les avis parfois

divergents durant le débat, tout le monde a trouvé un point commun dans l'intention de garder nos racines et nos cultures. Les bonnes questions, celles qui font réfléchir, ont été ultérieurement posées aux étudiants par François MAULD D'AYMÉE, professeur de français du DFST. Ainsi grâce à ces discutions, à ces regards différents mais également aux critiques exprimées, nous avons pu aborder tous les nuances de l'objet d'études et faire des conclusions pertinentes.

Comme fruit de ces échanges, nous pouvons mentionner une idée visant à générer des concepts et des propositions pratiques adaptés aux conditions contemporaines pour lutter contre la pseudo culture moderne et pour défendre le système de valeurs traditionnelles formées au sein des cultures russes et françaises.

E.S.

Hommage aux soldats du feu de Donetsk

Erwan Castel
Volontaire en Novorossiya

Ce dimanche 20 août 2017, Donetsk a vécu une aggravation des bombardements ukrainiens, principalement en journée dans le secteur de Trudovsky au Sud-Ouest de la ville puis le soir dans son secteur Nord, où des tirs d'artillerie, entre 20h00 et 22h00, ont rempli l'atmosphère du quartier Est d'Oktyabrsky entre Yakolevka et l'aéroport.

UN SOLDAT DU FEU ASSASSINÉ PAR LES UKRAINIENS

En après-midi des bombardements ukrainiens ont frappé le front Ouest de Donetsk provoquant des incendies dans les quartiers résidentiels touchés par les tirs de mortier. Lorsqu'une unité de pompiers du Ministère des Situations d'urgence de la RPD, arrive vers 15h00 au 115, rue Zeleny Gaï elle est aussitôt prise sous le feu de lance-grenades automatiques (AGS) ukrainiens.

Le chef de la 3ème unité d'intervention des pompiers de la DNR a été tué et 2 autres pompiers blessés par les tirs criminels effectués depuis les positions du bataillon paramilitaire « Donbass-Ukraine » alors qu'ils combattaient l'incendie de la maison. Les deux blessés ont été transportés à l'hôpital n°14 du district Petrovski de Donetsk.

Par les hasards de la guerre, alors que nos pensées étaient déjà dirigées vers ces pompiers qui jour et nuit secourent les personnes sous les bombardements, je

me suis retrouvé au cœur d'une de leurs interventions après que le quartier où j'habite ait été à nouveau durement bombardé dans la soirée.

Aussi je tiens à travers ce modeste reportage à rendre particulièrement hommage à ces soldats du feu qui témoignent par leur sacrifice de la réalité dramatique de cette guerre amis aussi de la bravoure de ce peuple du Donbass qui est toujours debout et confiant au milieu de ruines !

Les bombardements meurtriers ukrainiens se sont poursuivis toute la journée se déplaçant vers le Nord-Ouest de Donetsk, dans le secteur de Staromikhaïlovka, puis au Nord, sur le front de l'aéroport international et jusque dans le secteur de Yassinovataya.

Une fois encore au cours de ces nouvelles violations du cessez le feu par Kiev, le quartier d'Oktyabrsky n'a pas été épargné par l'artillerie lourde ukrainienne qui a frappé à plusieurs reprises son secteur Est (quartier n°15 dépendant du district de Kievsky) avec des obusiers positionnés au nord de Peski (à l'Est de l'aéroport).

Voici l'extrait d'un journal de bord pour cette période :

⇒ *20h00 Depuis plus d'une heure duels d'artillerie sur le secteur de l'aéroport, Spartak et Yakolevka. Les ukrainiens utilisent les obusiers déployés au sud d'Avdeevka et au Nord de Peski.*

⇒ *20h30 Les républicains ripostent.*

⇒ *21h00 Arrivée de tirs de l'artillerie lourde ukrainienne dans le secteur de l'aéroport. Dans une rue voisine 2 voitures civiles s'en vont direction Donetsk.*

⇒ *21h30 des obus d'artillerie lourdes frappent en sifflant le secteur où j'habite.*

À ce moment-là je sors à l'extérieur pour essayer de repérer d'où proviennent les tirs et s'ils touchent des

Position du secteur bombardé décrit dans cet article (cercle rouge), mais d'autres zones ont été durement touchées à l'Ouest et au Nord de Donetsk

maisons habitées. À ce moment précis plusieurs impacts de 122 mm frappent la zone 3 obus explosent du côté de la voie ferrée, entre le ballast et la rue Artemovskaia, et tandis qu'une autre retentit également au milieu du quartier entre Spartak au Nord et Putilovka au Sud.

⇒ *Une maison, heureusement inhabitée, est touchée à moins de 500 mètres, et elle est très rapidement détruite par l'incendie. Avec les voisins nous fermons les canalisations de gaz qui entourent le brasier et attendons les pompiers...*

⇒ *22h00 les tirs d'obusiers cessent dans le secteur, mais à 500 mètres au Nord, des rafales de mitrailleuses continuent à retentir autour des sentinelles qui veillent aux parapets des tranchées.*

Les pompiers du Ministère des Situations d'Urgence de la RPD arrivent rapidement sur les lieux et s'attaquent à l'incendie qui menace les maisons voisines dont certaines sont habitées. Le travail est réalisé rapidement, dans le calme malgré des bombardements qui continuent à proximité. En moins de 30 minutes après leur arrivée, les pompiers parviennent à maîtriser l'incendie avant que de repartir dans la nuit vers d'autres secteurs bombardés.

Cette journée de dimanche a donc été marquée par une reprise sensible des bombardements ukrainiens mais aussi des combats au sol avec notamment une tentative de percée menée par la 57ème brigade d'infanterie ukrainienne dans le secteur de Zhabichevo, un village situé au Nord de Donetsk. Si cette attaque au sol s'est soldée par un nouvel échec des ukrainiens, en revanche leur artillerie a réussi à réaliser des frappes criminelles nombreuses qui ont provoqué plusieurs victimes (bilan provisoire ! 1 tué et 2 blessés chez les pompiers, 1 femme blessée à Yasinovataya) ainsi que des dégâts matériels importants (au moins 6 maisons détruites).

À la veille de la fête nationale de l'indépendance ukrainienne, le régime vacillant de Porochenko semble vouloir offrir une victoire au général Mattis le chef du Pentagone qui viendra assister à la parade de l'OTAN qui est organisée ce 24 août dans les rues de Kiev.

Mais les actes criminels de cette armée ukrainienne qui finalement est capable de tirer efficacement que sur des civils, ne font qu'éclabousser un peu plus de sang et de honte, ce régime de laquais inaptes, servant un mondialisme haineux et essoufflé...

Dans les prochains jours nous pourrons certainement vérifier concrètement la teneur des discussions entre le chef du Pentagone et le Président ukrainien qui vont signer le protocole de livraisons d'armes létales étasuniennes sur le front du Donbass...

Ce n'est pas demain la veille que les soldats du feu de Donetsk pourront se reposer !

E.C.

Sources : http://nrt24.ru/fr/news/un-pompier-tue-et-deux-autres-blesses-dans-un-pilonnage-des-forces-kieviennes

On ne combat le mal absolu qu'absolument !

Christian Vanneste
Député honoraire
Président du Rassemblement pour la France (RPF)

La neutralisation du groupe islamiste de 12 membres à l'origine des attentats de Barcelone et de Combrils apparaît comme une bonne nouvelle.

Nous aurions tort d'en tirer un quelconque soulagement. La maladresse et l'amateurisme des terroristes ont permis d'éviter un épouvantable carnage. On imagine avec horreur quel massacre deux camionnettes bourrées de bonbonnes de gaz et munies d'une charge explosive auraient pu déclencher au milieu de la foule des promeneurs des Ramblas après sans doute avoir fauché nombre d'entre eux. L'explosion providentielle d'Alcanar a empêché peut-être l'attentat le plus meurtrier et le plus dévastateur en Europe.

Le risque de pareilles catastrophes demeure, lui, bien présent, et les failles des auteurs ne peuvent que l'accentuer, si on y réfléchit. On se rappelle les réseaux terroristes des années 1970-1980, et le personnage principal qui reste dans toutes les mémoires, « Carlos », toujours emprisonné en France depuis 1994 quand Charles Pasqua l'avait « récupéré » au Soudan. Cet aventurier, même s'il s'est converti à l'islam en prison au début des années 2000, par admiration pour Ben Laden, était un « professionnel », formé dans les écoles, les camps, au sein des réseaux soviétiques qui mêlaient les causes communiste et nationaliste arabe, notamment à travers des organisations palestiniennes comme le FPLP, ou des cellules révolutionnaires « rouges » en Allemagne ou au Japon. Les Etats jouaient un rôle de premier plan dans le terrorisme international. Les acteurs étaient donc dotés d'armes, de couvertures et de moyens financiers importants. Les actes commis étaient ciblés pour obtenir des décisions par le chantage, ou pour affaiblir des ennemis, comme Israël, l'Arabie saoudite ou l'Iran ou faire pression sur

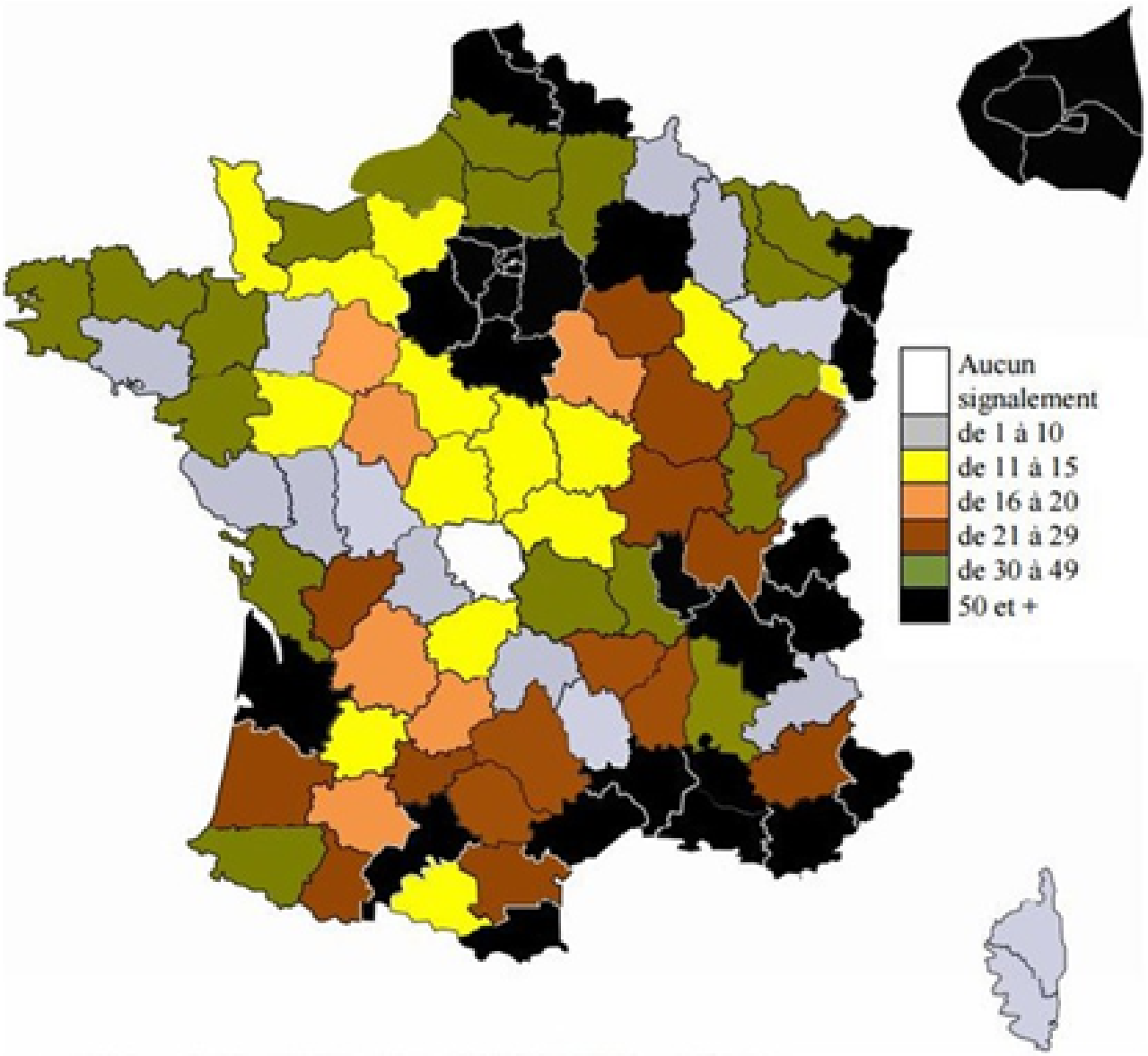
des pays comme la France.
Même si nombre de ces extrémistes de gauche faisaient preuve d'un fanatisme peu compatible avec l'équilibre mental, leur « chef » tenait à la vie, qu'on lui a laissée, on se demande pourquoi… Amateur d'alcool et de femmes, Illich Ramirez Sanchez, dit « Carlos », ce vénézuélien, fils d'un bourgeois communiste et désigné comme un héros révolutionnaire par Hugo Chavez, n'est en France qu'un assassin condamné à la réclusion à perpétuité. Organisateur d'opérations spectaculaires comme la prise en otage à Vienne de 66 participants à une réunion de l'OPEP, il préféra empocher 20 millions de dollars plutôt que d'exécuter les représentants iranien et saoudien, et de finir en martyr.
La France avait subi des attentats, des policiers notamment avaient été assassinés, la communauté juive avait déjà eu à souffrir de ces actions. Mais, il y avait dans l'ensemble une logique et des limites qui étaient définies par des États, l'URSS, les États nationalistes arabes, et par les organisations palestiniennes qui se « proclamaient » antisionistes et non antisémites, dont les plus dures étaient dirigées par des chrétiens, comme Habache ou Haddad.
L'effondrement de l'Empire soviétique et de ses satellites a complètement changé le paysage. Les islamistes ont remplacé les nationalistes arabes. Les États autrefois impliqués sont pour la plupart opposés au terrorisme religieux. Plusieurs d'entre eux assurent leur survie ou leur renaissance en le combattant. L'argent et les armes qui circulent viennent le plus souvent des monarchies pétrolières, auparavant la cible des nationalistes arabes, qui encouragent l'expansion de l'islam. Cette aide est beaucoup plus diffuse qu'autrefois. Les réseaux ne sont sans doute pas liés directement aux structures étatiques, mais la connivence idéologique et l'importance colossale des flux d'argent expliquent ce phénomène dont l'ampleur ne cesse de croître. Le salafisme se développe dans tout l'islam où on observe un retour à des pratiques qu'en dehors de l'Arabie proprement dite les musulmans avaient abandonnées.
Ce prosélytisme touche également l'immigration musulmane en Europe, et l'on voit avec effroi grossir le nombre des « radicalisés » estimé à 18 000 et en croissance de 60 % en deux ans tandis que la sympathie pour le djihadisme grandit notamment chez les jeunes.
On a pu souligner à plusieurs reprises l'inefficacité du classement « s » de plusieurs auteurs d'attentat, mais

La justice française a condamné à la réclusion à perpétuité le Vénézuélien Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos, figure du terrorisme des années 1970-1980, pour un attentat à Paris en 1974 qui avait fait deux morts et 34 blessés

deux leçons de Barcelone sont beaucoup plus inquiétantes. D'une part, les auteurs n'avaient pas été repérés du tout. D'autre part, ce noyau s'était constitué autour d'une petite mosquée et de son imam dans une modeste bourgade au pied des Pyrénées. Bref, même si l'on pense que les effectifs potentiels demeurent faibles, ils ne le sont que par rapport à une masse considérable de personnes, dans le rayonnement à signaux faibles de centaines de lieux de culte, jusque dans les plus petites communes. Lunel et son contingent de djihadistes avaient déjà semé l'émoi.

On voit donc que le danger ne peut être rationnellement circonscrit et que toute négociation avec de jeunes fanatiques est exclue, alors qu'elle était possible avec les terroristes « professionnels » des générations précédentes. La police catalane n'a souvent eu pour seule solution que de les abattre. La menace atteint donc un niveau sans précédent, totalement inconnu. N'importe qui, n'importe où, peut

NOMBRE TOTAL DE SIGNALEMENTS ENREGISTRÉS PAR LE CNAPR ET PAR LES CELLULES DÉPARTEMENTALES ENTRE LE 29 AVRIL 2014 ET LE 21 MAI 2015 (FRANCE MÉTROPOLITAINE)



Source : Unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT), Ministère de l'Intérieur

devenir une victime, isolée, ou parmi d'autres, visée par un individu ou un groupe, et quelquefois même par un déséquilibré qui aura copié le mode d'action qui l'aura fasciné. Faut-il donc s'y habituer, comme le pensent des Valls ou des Macron ? Évidemment non !

Il faut au minimum tirer quatre conclusions de cette situation qui n'a pas de solution politique à court terme.

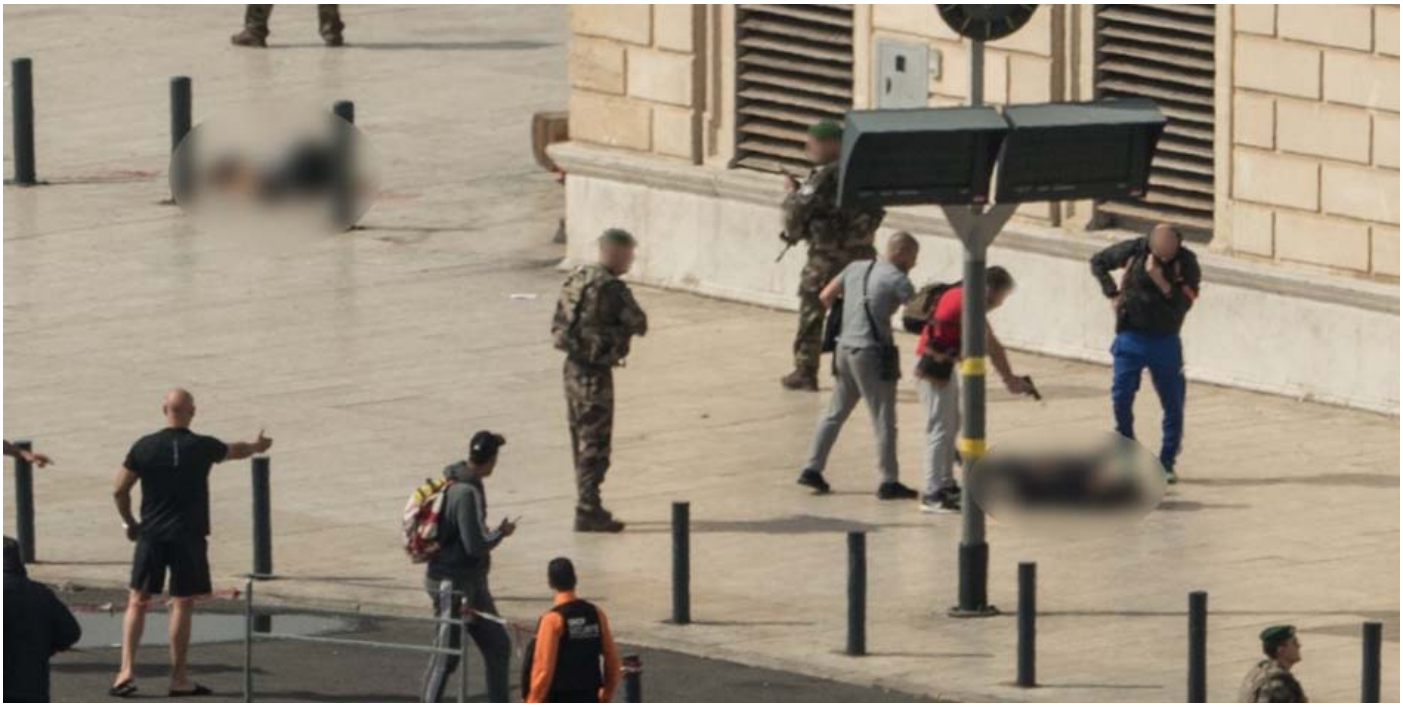
La première consiste à prendre conscience du problème posé par l'immigration musulmane.

La seconde conduit à interdire toute propagation d'un enseignement qui menace notre société dans son existence même. La démocratie libérale peut tolérer le pluralisme des idées sauf celle qui a pour but de la détruire et en a aussi les moyens. L'extrémisme de droite, qui est toujours l'obsession des bobos qui sévissent dans les rédactions parisiennes, peut être critiqué et combattu. Il n'a nullement les moyens, les troupes, ni même la volonté de renverser notre système politique. Il ne faut pas brandir l'épouvantail pour cacher le prédateur. Le terrorisme islamiste veut clairement nous détruire. L'islamisme pèse de plus en plus sur notre société et joue déjà un rôle dominant en certains lieux. On ne peut le combattre que résolument en affirmant sans complexe notre identité culturelle. Tout signe de faiblesse est un encouragement au mal.

C'est pourquoi, en troisième lieu, il faut une mobilisation civique contre le fléau terroriste. Le fait que le renseignement ait bien fonctionné pour repérer Younès Abouyacoub est le point le plus positif des derniers événements. Enfin, il faut un changement radical de nos alliances.

On ne peut chérir les États dont les idées sont celles que nous devons combattre sur notre sol. La tolérance à l'intolérable, comme l'amitié intéressée avec celui qui nourrit l'intolérable, sont des contradictions mortelles.

C.V.



1er octobre 2017 : un terroriste tue deux jeunes femmes devant la gare Saint-Charles de Marseille avant d'être abattu par les militaires du dispositif Sentinelle

RÉFLEXIONS SUR L'ÉLECTION D'EMMANUEL MACRON

Alexandre LATSA
Analyste et écrivain
Membre LR Russie

UN COUP D'ÉTAT

Oui un coup d'état dans le sens que pour la première fois sans doute dans l'histoire de la France, le déroulé d'une élection a pu suivre un scénario prévu et exécutée avec le soutien actif du désormais premier des pouvoirs : le pouvoir médiatique. Un pouvoir médiatique ayant permis que ne soit respecté un agenda planifié en amont par ceux-là mêmes pour qui l'élection d'Emmanuel macron était, et de loin, la meilleure solution pour « leurs » intérêts[1]. La plateforme *En Marche* est juste le nouvel emballage d'un produit destiné à maintenir l'hyper structure actuelle (ses élites et ses réseaux) mais avec un peu de maquillage, en l'espèce quelques nouveaux visages, mais surtout l'affirmation martelée que *En Marche* serait le médicament nécessaire à l'organisme France.

Le peuple français qui était sur le point de manifester sa colère, son insatisfaction, ses inquiétudes et son rejet profond et viscéral du système sociétaliste s'est fait voler son destin par une incroyable manipulation des esprits et des cœurs.

L'élection d'Emmanuel Macron s'est faite sans programme, sans idée, sans projet mais par des phrases vides et des slogans, présentés comme des paroles quasi-divines par le premier pouvoir. Son élection a été rendue possible par une incroyable campagne marketing ayant vendu l'image du candidat et notamment « *sa jeunesse, son énergie, sa volonté de rendre les choses différentes » (SIC)* pour citer **Ruth Elkrieff.**

Jamais dans l'histoire de France une campagne n'avait pourtant vu de candidats avec des projets authentiques et radicalement différents (Fillon, Mélenchon, Le Pen, Asselineau …) mais c'est le candidat du vide qui l'a emporté. La machine médiatique[2] a noyé toute réflexion authentique et toute velléité de débat dans un bruit de fond confus mais en assénant une image : celle d'Emmanuel Macron, censé porter un projet nouveau comme un sorcier congolais devant des disciples en transe. Emmanuel Macron n'avait-il pas lui-même du reste parlé de magie en politique ?

Hagards, sonnés par cette hyper matraquage médiatique les électeurs français se sont fait voler leur élection en se faisant indirectement priver de tout droit à une quelconque réflexion indépendante. La victoire d'Emmanuel Macron et de la plateforme EM est la victoire des artisans de la société liquide dont Emmanuel Macron est l'artefact le plus abouti.

François Fillon, lors d'un de ses meetings à Besançon, affirmait lui-même discerner *«dans le projet d'Emmanuel Macron le souhait d'une société d'individus et non plus de citoyens, une société plastique, une société liquide.»* Une société liquide, médiatique et financière dont l'extase provoquée par ce 7 mai 2017 est inversement proportionnelle avec le vide abyssal des Champs Élysées qui accompagna la prise de fonction du nouveau président.

L'incroyable scénario médiatico-totalitaire visant à présenter le socialiste libéral et pro-européen Emmanuel Macron comme le candidat dont le destin était de gagner s'est accompagné d'une opération de guerre médiatique totale à l'encontre du candidat François Fillon dans le but d'effriter au maximum sa base électorale en noyant ce dernier sous l'acte d'accusation de « corruption ».

L'objectif était double :

- Permettre à Marine Le Pen d'arriver au second tour

et ainsi assurer une victoire qui plus est « morale » d'Emmanuel Macron en lui permettant d'achever la libéralisation de la gauche, dynamique entamée en 1983.
- Affaiblir au maximum le parti LR en vue des Législatives de juin 2017 et sans doute sur la plus longue durée historique en vue des élections présidentielles de 2022 afin d'empêcher l'émergence d'une quelconque dynamique conservatrice, seul danger politique réel pour la vague sociétaliste et pro-européenne. Une vague conservatrice que François Fillon représentait, peut-être même malgré lui.

OBJECTIF PREMIER : ACHEVER LA GAUCHE FRANÇAISE

L'effritement et la cannibalisation de la droite française pour la contraindre à se centriser est un objectif stratégique et politique limpide, pendant historique du processus qui a frappé la gauche française depuis 1971. Un processus ayant vu la destruction du parti communiste (jugé trop proche de Moscou) par une nouvelle gauche socialiste (SFIO) devenue peu à peu proto-libérale (PS) puis dès 1983 la mort de cette gauche « socialiste » (7% à la présidentielle de 2017) par sa lente libéralisation et sa mue vers une troisième gauche, toujours plus diversitaire (« il n'y a pas de culture française ») toujours plus sociétale et surtout toujours plus atlantiste et libérale.
Cette troisième gauche que l'on peut qualifier de libéro-sociétaliste, euro-fédéraliste dont l'émergence fortement appuyée médiatiquement a entrainé l'avènement et la prise de pouvoir d'Emmanuel Macron, Young Leader de la fondation franco-américaine, banquier d'affaires ayant réussi à constituer un gouvernement de socialistes et centristes libéraux et l'émergence d'un ersatz de société civile sans queue ni tête visant à donner l'illusion d'une promotion des minorités. C'est le long mais inévitable avènement de cette gauche diversitaire qui nait en France sur le modèle américain et avec du reste l'aide active des réseaux américains comme on peut s'en rendre compte ici[3], là[4] ou là[5].
Un processus qui n'est pas un hasard de l'histoire mais bel une évolution politique et historique accompagnant sur la période récente la reconversion de l'extrême gauche française, antisoviétique, à l'économie de marché et la construction européenne mais surtout sous drapeau atlantiste, sorte de réalisation d'une fusion plus qu'inattendue que certains qualifient de nouveau courant de pensée maoccidentaliste.

OBJECTIF SECOND : TUER TOUTE DYNAMIQUE CONSERVATRICE / NÉO-GAULLISTE

Le Chiraquisme a vu la « droite » tomber dans un piège stratégique qui allait neutraliser de facto toute possibilité de résurgence souverainiste et conservatrice.
Sous pression de la pensée dominante et du politiquement correct, la droite allait moralement se voir interdire d'aborder les thématiques d'identité, de souveraineté, de patriotisme et de civilisation en se faisant systématiquement accusé de faire le jeu du Front national. En cédant cette rhétorique, la droite allait de retrouver contrainte de laisser prospérer un Front National à sa droite, Front national qui allait prospérer sur ces thématiques pour capter les électeurs de cette France dite périphérique, menacés par l'immigration et mondialisation économique.
Prise en étau et acculée, les brillants stratèges de l'UMP puis des LR allaient terminer de faire perdre à leur famille de pensée la légitimité même morale à occuper le terrain sécuritaire, identitaire, et se retrouver contrainte de se lancer dans une course au centre, une course avec la gauche.
Ce concept d'union de la droite et du centre aurait peut-être pu fonctionner si dans la même séquence historique, le centre n'allait pas lui glisser inexorablement vers la gauche que l'on pense au soutien de François Bayrou à Ségolène Royal en 2007 puis à François Hollande en 2012.
L'élection présidentielle de 2017 sera la consécration de l'échec de cette stratégie puisque le centre et même la gauche de la droite (les LR constructivistes) se trouveront en parfaite harmonie morale et politique avec la nouvelle gauche au sein de la plateforme En Marche.
Une nouvelle harmonie pour une nouvelle alliance politique et un nouveau front républicain mais sans les courants de droite française incarnée par le courant réaliste des LR, et sans la mouvance souverainiste de droite, soit les électorats

conservateurs de Fillon, sécurito/identitaires de Le Pen et souverainistes de Dupont-Aignant.
L'objectif est limpide comme de l'eau de roche : stériliser les pans fondamentaux de l'héritage Gaulliste afin d'empêcher un potentiel parti de conservateur de s'y référer, prendre le pouvoir et porter atteinte au grand agenda d'intégration européenne et euroatlantique.
L'élection de 2017 ne devait permettre qu'une pseudo-alternance destinée à leurrer les électeurs mais ne remettant en cause ni la construction Européenne, ni l'OTAN, ni le mariage pour tous, ni l'agenda de Bruxelles qu'Emmanuel Macron ne cesse de confirmer dans sa communication « *Reconquérir la souveraineté par l'Europe pour bâtir ensemble une puissance européenne. Nos défis ne sont plus à l'échelle de nos Nations.* » (https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/905849990618206209).

Un processus européen piloté d'un pôle bruxellois sans souveraineté et qui ne peut nous empêcher de repenser à cette question du Général de Gaulle : « *mais qui est le vrai fédérateur derrière tout ça ?* ».
On comprend mieux la guerre totale menée par « le système » contre tout ce qui aurait pu faire ressurgir cette sève historique nationale, conservatrice et gaullienne, capable de remettre en cause ces trajectoires et de replacer les intérêts supérieurs de la nation française au centre du jeu.

L'ÉLECTION S'EST-ELLE JOUÉE AILLEURS ?

Sur le plan international les élections de 2017, présidentielles et législatives n'ont en réalité apporté aucuns changements. Bien au contraire elles ont vu l'accélération des grandes dynamiques initiées par la direction civilisationnelle *imposée* à la France depuis la révolution de couleur qu'aura été mai-68 ayant entrainé directement le départ du général de Gaulle. Une direction civilisationnelle ayant vu l'entrée de la France dans un processus d'intégration à l'agrégat civilisationnel euroatlantique ainsi que dans l'OTAN.
Cette dynamique, initiée au cours cinquante dernières années a entrainé la France dans un processus d'auto décomposition systémique : identitaire, culturel, civilisationnel mais aussi économique. En effet la construction européenne au lieu de construire l'Europe l'a déconstruite sur le plan civilisationnel, Bruxelles s'attelant à construire le mondialisme et à transformer la civilisation Européenne en Open-society, en village global mais sous domination militaire, politique et économique américaine.
Les Français doivent être conscients que c'est sans doute la principale des raisons pour laquelle le grand dispositif s'est attaqué avec tant de véhémence à **François Fillon**, qui s'est pourtant avéré un bien piètre « potentiel De Gaulle » et surtout d'une lâcheté sans fond face au « système » médiatique. Ce que ce système craignait plus que tout n'était pas le candidat de la droite conservatrice en tant que tel mais paradoxalement car il était le seul candidat qui

« aurait » pu, involontairement sans doute, provoquer une disjonction et initier, poussé par l'histoire, des dynamiques nouvelles sur le plan intérieur mais aussi extérieur.
Quelles sont-elles ?
Sur le plan intérieur, contribuer au déclenchement d'une dynamique authentiquement Conservatrice et de rassemblement de la droite hors des murs tandis que sur le plan extérieur réorienter la politique extérieure française sur un axe moins atlantiste et plus fortement non aligné.
Ce grand réalignement de la France en géopolitique était la terreur du dispositif adverse qui pendant la campagne n'a cessé de présenter le candidat de la Droite comme étant l'ami de Poutine et aussi l'ami d'Assad.
Mais après tout De Gaulle n'est-il pas lui-même allé dans les peu démocratiques Union Soviétiques et république populaire de Chine pour aller redonner à la France une voix dissonante et non totalement alignée ?

LES DROITES LES PLUS BÊTES DU MONDE ET LA NOUVELLE TRAHISON DU CENTRE

Engagée dans une bataille pour un centre qui n'est pas de Droite, les élites des partis captivant les électorats dits de droite (conservateurs, patriotes, sécuritaires et identitaires) se sont retrouvées pris au piège de leur inconsistance, de leur incompétence mais aussi et surtout de leur manque de courage.
Alors que la plateforme LR avait un boulevard pour gagner cette élection, le candidat Fillon n'a su saisir la fabuleuse opportunité d'aller chercher les électeurs sur leurs attentes profondes. La principale erreur du candidat Fillon fut sans doute son inconsistance pour résister au rouleau compresseur médiatique en s'affirmant incapable de prendre les risques nécessaires à créer cette rupture dialectique qui aurait pu lui permettre d'apparaitre comme un candidat rebelle et donc de rupture.
Incapable de résister aux pesanteurs et gravités internes de la machine LR, c'est à cause de la gauche de la droite, soit du centre, que LR perdit cette élection puisque ce centre allait une fois de plus, comme en 2007 puis 2012, trahir la droite en se ralliant au candidat de gauche. Quel gâchis alors que les électeurs de la primaire choisirent précisément le

candidat le plus conservateur pour mener cette bataille.
Un gâchis d'autant plus que si le FN semblait promis à un score élevé dans un contexte global lui étant plus que favorable, ses élites choisirent eux également une stratégie sans doute assez suicidaire électoralement en s'aventurant sur le terrain risqué de l'économie et d'une très hypothétique (à ce jour) sortie de l'Euro. Une stratégie suicidaire car déployée au détriment des thématiques traditionnelles d'identité, d'immigration, de sécurité, de civilisation qui sont précisément les thématiques permettant la jonction des électorats patriotes, conservateurs et sécuritaires en récupérant le vote des catégories populaires aujourd'hui captées par le FN.
Le bloc conservateur a payé, encore une fois, la terrible division structurelle qui le frappe, l'éparpillement de ses électorats entre divers partis et surtout l'inconsistance et l'incompétence de ces dirigeants.

LES NOUVELLES RUPTURES

En remportant 88 % à Neuilly-sur-Seine, 84 % à Saint

-Denis et 95 % à New York, Emmanuel Macron s'affirme comme le candidat de l'économisme, des métropoles-états, d'une européanisation accélérée et de la mondialisation heureuse. Une population qui considère que l'on est un urbain et un citoyen du monde des grandes villes avant d'être un citoyen d'une Patrie ou d'un état et que les institutions[6] priment sur l'identité.

Emmanuel Macron a réussi à souder les électorats des français hors-sol avec celui de la France diversitaire.

Son adversaire du second tour Marine Le Pen est-elle arrivée en tête chez les jeunes et surtout les primo-votants (obtenant 44% des voix des jeunes qui travaillent !) ainsi que dans cette France périphérique qui souffre de la mondialisation économique et d'un multiculturalisme ayant abouti au chaos migratoire ayant vu des pans entiers de population fuir les banlieues des grandes villes. Une France périphérique pour laquelle il n'y a pas d'Open Society mais un besoin de frontières, de moins d'immigration et surtout de plus d'emplois.
Cette distinction sociologico-électorale devrait de toute évidence s'accroitre avec la disparition des classes moyennes qui devraient grossir les rangs de la France périphérique à l'avenir et accentuer la vague conservatrice à venir. Selon Mathieu Bock-Côté[7] :

> « Il ne faut en effet pas confondre l'avortement de la campagne Fillon avec l'avortement d'une tendance lourde qui s'est développée dans la société française pour répondre à sa décomposition ».

Ces tendances lourdes, amplifiées par la complexe situation internationale devraient aboutir à une profonde recomposition des partis politiques français dont la fragilité s'est avérée aussi grande que n'est avéré le rejet des électeurs à leur égard, électeurs qui sont réussi à faire perdre les deux grands partis traditionnels de gouvernance.

LES PARTIS POLITIQUES ACTUELS DEVRAIENT DONC DISPARAITRE

1) Il sera intéressant de voir ce que peut devenir la plateforme En Marche et surtout si elle arrive à consolider son ancrage au centre en devant une nouvelle plateforme politique française initiant un mode de gouvernance de coalition systématique et qui aspire sans cesse les ressources du centre et du centre droit soit l'aile gauche de LR. Le tour de magie ne se reproduira sans doute pas en 2022 sauf bien

sûr en cas d'absence totale d'une quelconque opposition crédible ce qui pourrait être le principal objectif stratégique d'Emmanuel Macron au cours de son mandat afin de s'assurer une réélection même sans résultats parlant au cours de son premier quinquennat.

2) La situation est sans doute critique au Front National. La normalisation initiée par Marine Le Pen et Florian Philippot et la cannibalisation idéologique et tactique du parti par ce dernier ont presque fini par transformer le FN en un parti patriote de gauche délaissant sans doute excessivement l'identité et le sociétal, sujets pourtant brulants pour leurs électeurs. Le départ de Florian Philippot devrait accélérer la dynamique née du second tour de l'élection présidentielle : celle de la disparition inévitable du Front National, ou de son retour au statut de groupuscule.

3) A gauche le PS en en mort clinique tandis qu'il faudra voir si la France Insoumise peut transformer l'essai et sortir des ornières et des pièges qui l'attendent. **Jean Luc Mélenchon** ne devrait visiblement pas s'accorder plus de destin que celui d'être un Tsipras français, soit la troisième roue du système marchand, libéral et atlantiste, un système dont il est finalement membre du parti socialiste de 1976 à 2008, tout comme Emmanuel Macron.

Il est un comble que cette élection ai signé la mort du PS mais que le président et celui que les médias nous désignent comme son principal opposant soit tous les deux issus de ce cadavre politique.

4) La situation est presque aussi grave aux LR qui ne se sont pas encore relevés du chaos des présidentielles. Pire les élites de ce parti semblent déterminées à continuer à aller chercher « au centre » les électeurs qui lui manquent, répétant ainsi le mode opératoire qui leur a fait perdre l'élection présidentielle de 2017. Les militants lors des dernières primaires du parti ont pourtant systématiquement choisi les candidats les plus à droite (Sarkozy, Fillon …) tandis que le centre est à chaque élection un soutien du candidat de gouvernance de gauche : Hollande, Royal puis Macron.

Qu'est ce qui ne tourne pas rond chez les « élites » de droite ?

L'élection plausible de **Laurent Wauquiez** devrait remettre une forme d'ordre dans le parti et pourrait lui permettre d'assumer sa ligne droitière décomplexée, mais est-ce que cela sera possible avec l'ancienne garde à bord tout en maintenant une alliance avec un centre qui s'affirme clairement à gauche ?

2017 : UNE LEÇON POUR LES NAÏFS

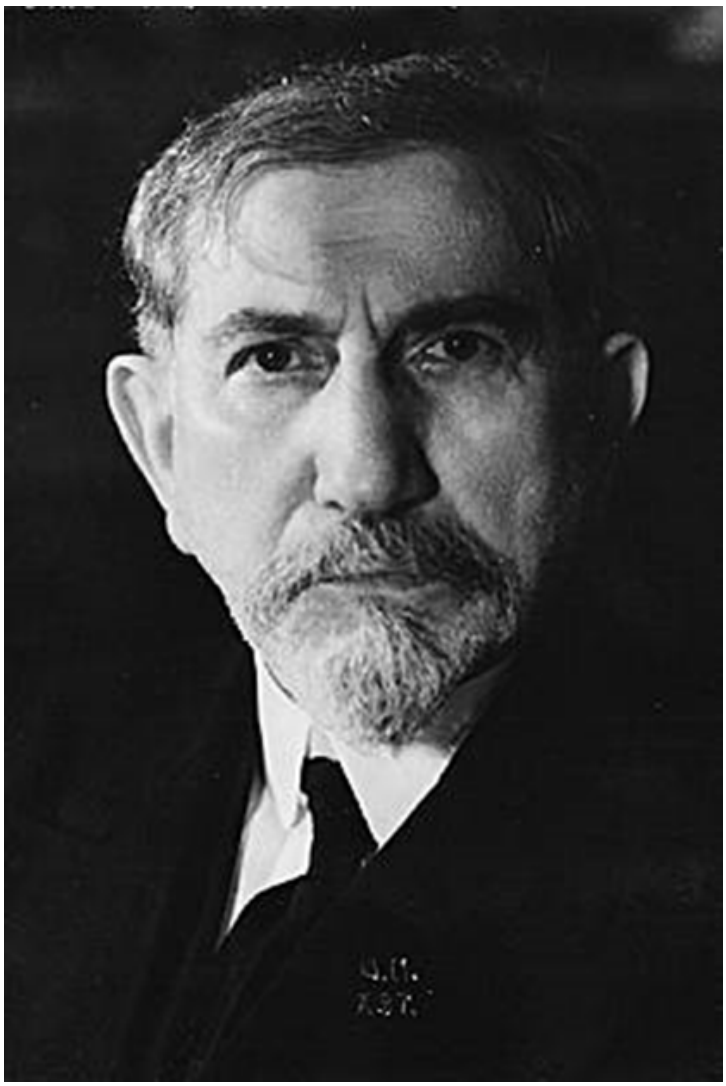
Pendant ce temps le nouveau grand centre sociétaliste et européiste incarné par le candidat Macron et sa plateforme En Marche pérennise le contrôle de la gouvernance sur la France et périphérise encore plus toute opposition en mettant fin au clivage droite-gauche et en éloignant de la gouvernance tant la gauche dite anti libérale de Mélenchon, la mouvance nationaliste DLF/FN et la droite conservatrice en général.

L'élection du candidat qui représente l'alliance des Frances les plus a-conservatrices et antinationales est un sursaut stratégique absolument incroyable des structures de gouvernances qui nous montrent leur

pouvoir mais aussi que la France, au sein de l'union européenne, s'éloigne de plus en plus de la Démocratie et se transforme de plus en plus en territoire sous contrôle de réseaux de puissances.
Des réseaux notamment médiatiques en premier lieu puisqu'EnMarche souhaite par exemple désormais créer son propre média[8] tout comme du reste la France Insoumise[9]. Les campagnes politiques à venir passeront sans doute par d'authentiques guerres médiatiques qui remettront le combat des idées et des concepts au cœur du grand jeu.

LA FRANCE COULE

Oui la France coule. Non l'élection de Macron n'y changera rien.
La France est en train de disparaitre tout bonnement et simplement. Elle dépérit à cause de ses élites, de droite comme de gauche qui se sont avérés incapables de faire face aux réseaux qui ont pris le pouvoir en France et n'obéissent plus au politique, un peu comme en Amérique.
La France ne peut plus faire face à la mondialisation malheureuse qui la dépèce depuis des décennies ni aux vagues de migrants sub-sahariens qui rentrent sur son territoire comme dans un terrain vague, sous le regard incrédule de ces habitants qui n'ont aucun moyen d'empêcher tous ces processus.
Cette involution historique qui frappe la France n'est pas le fruit du hasard.
Elle est une démonstration historique que les nations sont des organismes fragiles et que leur capacité à perdurer, exister en bonne santé et même survivre repose avant tout sur la bonne santé des organes qui les composent et en premier lieu du principal d'entre eux : l'État.
Un État qui lorsque n'exécute plus sa mission principale qui est d'assurer la gestion pérenne du territoire (que ce soit sur le plan économique, sécuritaire ou moral) mais aussi de garantir l'unité nationale, on voit alors ce même territoire être frappé par des dynamiques de décompositions qu'elles soient territoriales, humaines, religieuses ou ethniques.



« Tout désespoir en politique est une sottise absolue ».
Charles Maurras

MAIS QUE FAIRE ALORS ?

Il n'y a sans doute aucun espoir sans une rupture totale avec les structures de gouvernances actuelles issues de cette révolution de couleur qu'a été mai68, coincées dans une trajectoire atlantiste et néo-conservatrice, des élites qui ont détruit la souveraineté de la France et l'amènent vers le chaos et sans aucun doute la guerre.
Pour que quelque chose ne se passe il faudrait que ne rejaillisse cette substance visant à reconstruire le processus historique national et redonne à la France une nouvelle élite, pragmatique mais surtout qui se destine à sauver la France, et ce à n'importe quel prix, fut ce-t-il de sortir provisoirement du champ démocratique tel que nous le concevons aujourd'hui.
En termes plus clairs et pour les initiés, permettre l'instauration d'une

démocratie souveraine et d'une authentique verticale du pouvoir afin de permettre le retour d'un État puissance qui se décide à administrer et protéger son territoire. Un peu comme l'État russe qui s'est remis à maitriser et administrer son territoire en 2000, moment historique que l'analyste russe Alexandre Prokhanov résume en ces termes :

> « L'État, cette grande substance secrète de l'histoire russe qui en 1991 bascula dans le gouffre et fut réduite en cendres, s'est relevé, lentement, sûrement, de plus en plus rapidement, inébranlable et invincible dans son mouvement ascendant. Car en lui agit le destin. Et cet État a choisi Poutine pour conduire le processus historique en Russie. Ce n'est pas lui qui construit l'État, c'est l'État qui le construit. ».

POUR UN NOUVEAU RASSEMBLEMENT NÉO-GAULLISTE : CONSERVATEUR, PATRIOTE ET RÉFORMATEUR

La prise de pouvoir du General de Gaulle, tout comme celle de Vladimir Poutine en Russie se sont faites sur des dynamiques identiques et qu'il convient d'observer. La réaffirmation de l'État bien sûr, mais aussi et surtout par une recomposition / fusion des blocs politiques existants et pourtant en totale opposition que l'on pense au CNR ou a Russie-Unie qui couvre un spectre considérablement plus large qu'EnMarche en France aujourd'hui.
Si le CNR avait réuni les mouvements de résistance, de droite comme de gauche, Russie-unie a lui unifié politiquement nationaux-libéraux, conservateurs et étatistes sous une direction réformatrice / patriote incarnée par le président Russe Vladimir Poutine.
La reprise du pouvoir ne se fera pas sans un redressement national qui verra les élites du grand redressement reposer au centre du débat et surtout au centre de leurs actions politiques les question de retour des Frontières, d'identité et de souveraineté pourraient être les questions clef des élections de 2022, soit les enjeux civilisationnels car[10]

> « Les questions identitaires et anthropologiques sont celles à partir desquelles le conservatisme est appelé à s'inscrire durablement dans la démocratie contemporaine ».

Mais pour la France une question se pose : n'est-il pas trop tard ?

A.L.

Alexandre Latsa, membre LR Russie,
Moscou, 24/09/2017

---

1. https://www.youtube.com/watch?v=N2H1iap_YLg

2. https://www.humanite.fr/macron-les-medias-et-le-cac-40-635224

3. http://alexandrelatsa.ru/2011/05/lassaut-americain-sur-les-banlieux-francaises-1/

4. http://alexandrelatsa.ru/2011/05/lassaut-americain-sur-les-banlieux-francaises-2/

5. http://alexandrelatsa.ru/2011/05/lassault-americain-sur-les-banlieues-francaises-3/

6. http://www.lepoint.fr/politique/habermas-l-inspirateur-d-emmanuel-macron-21-09-2017-2158596_20.php

7. http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/09/13/31001-20160913ARTFIG00130-mathieu-bock-cote-la-gauche-taubirienne-entend-piloter-un-changement-de-civilisation.php

8. http://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/pourquoi-en-marche-veut-creer-son-propre-media_2278203.html

9. http://www.ozap.com/actu/-le-media-la-france-insoumise-lance-son-site-d-information-en-janvier/537582

10. http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/09/13/31001-20160913ARTFIG00130-mathieu-bock-cote-la-gauche-taubirienne-entend-piloter-un-changement-de-civilisation.php

Saad Hariri et Emmanuel Macron : Retour sur une visite d'Etat

Antoine Charpentier
Journaliste et écrivain politique
spécialiste du Moyen Orient

La visite de Saad Hariri à Paris au lendemain de la reddition de Daech à son rival chiite, le Hezbollah libanais, de surcroît le jour de la fête religieuse d'Al Adha, était surtout destinée à détourner l'attention de l'opinion française sur l'exploit militaire réalisé par le Hezbollah libanais contre les groupements terroristes sunnites à la frontière syro-libanaise. En voulant donner de la visibilité au premier ministre libanais en faillite politique et financière, elle a voulu renflouer un de ses rares partenaires au Liban. Tout d'abord politiquement, par son accueil par le président Emmanuel Macron, accréditant ainsi l'image d'un interlocuteur des dirigeants occidentaux, puis économiquement en acceptant de servir de paravent aux entreprises françaises, sous couvert de sociétés mixtes franco-libanaises dans le plan de reconstruction de la Syrie, dont la France est exclue.

Au moment où l'Europe perd la main sur le Moyen-Orient, la France cherche d'autres voies afin de revenir dans la course. La perspective économique alléchante en Syrie pousse la France à mettre de l'eau dans son vin en ce qui concerne le départ du président syrien Bachar Al-Assad, tant réclamé par la France dès le début de la crise syrienne.

Suite à la visite du premier ministre libanais en

Russie, lieu où se trouve la clé du marché syrien, Jean-Yves le Drian ministre français des affaires étrangères s'y est rendu à son tour, déclarant à l'issue de sa rencontre avec son homologue russe

que : « Nous pouvons commencer la mise en œuvre du processus politique sans préalable. C'est à dire sans le préalable départ de Bachar El-Assad ».

En revanche, la France accepte-t-elle le maintien du Président Bachar El-Assad au pouvoir en Syrie sans aucune contrepartie ? La nouvelle dynamique française annoncée quelques jours auparavant serait-elle tout simplement un contournement du problème ?

Lors d'une conférence de presse du président Macron le 19 septembre, dans le cadre de l'Assemblée Générale de l'ONU, ce dernier a déclaré que : « Bachar Al-Assad, c'est un criminel, il devra être jugé et répondre de ses crimes devant la justice internationale. Mais je n'ai pas fait de sa destitution un préalable, par pragmatisme. »

La France semblerait souffler le chaud et le froid et les discours de ses dirigeants pointent l'évolution des négociations à propos de la reconstruction de la Syrie et le marché qui s'y profile. En revanche, la France prépare t'elle le terrain, afin de dire en cas d'investissements économiques en Syrie, qu'elle n'a pas eu le choix à propos du sort du président syrien, et qu'elle est devant le fait accompli ?

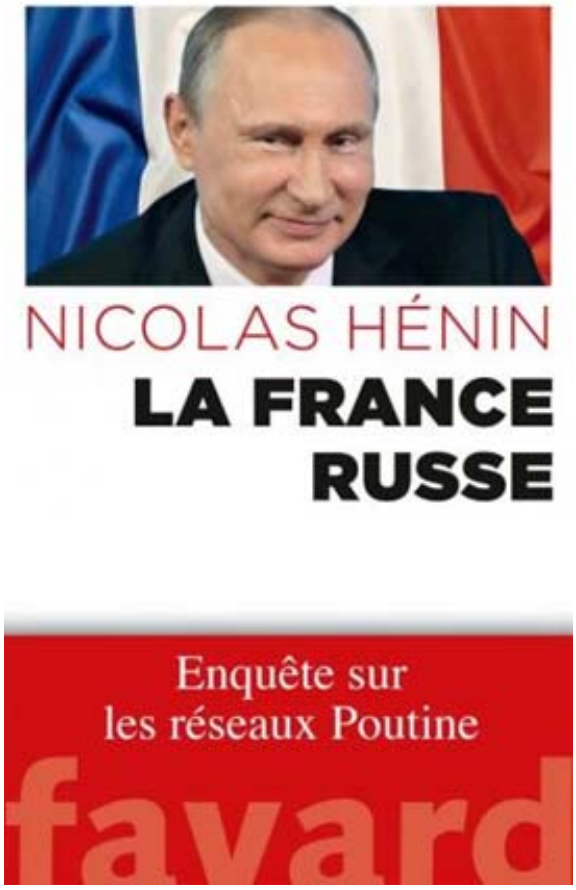
A.C.

Quand on se tue à répéter que le niveau baisse…

la preuve par le petit Nicolas Hénin

Yannick JAFFRÉ

Je me croyais en vacances… et voilà qu'à peine ma dernière copie de bac corrigée, je suis rattrapé par le boulot. C'est qu'un ami vient de porter à ma connaissance le passage d'un livre récemment paru où je me trouve mentionné, *La France russe* de Nicolas Hénin. En mission atlantisto-bobo, ce garçon voudrait établir, pour les dénoncer, les liens entre l'« extrême droite » et la Russie de Poutine. Ayant publié il y a deux ans *Vladimir Bonaparte Poutine, Essai sur la naissance des républiques* (aux éditions Perspectives libres), j'offre au petit Nicolas, qui a sautillé vers mon livre sans l'avoir lu, l'occasion de mesurer sa taille exacte. Mais



c'est vite fait que je retourne au turbin pour le corriger, sa poussive commission ne méritant pas davantage.

J'ai donc rapidement parcouru son gros article de *Libération* relié pour y relever un style médiocre, une documentation incertaine, de lourdes déficiences conceptuelles que des trouvailles journaleuses échouent à compenser – du genre, en titre de chapitre, « Le Pen s'habille en Pravda »…

Comme tous ses semblables dans la profession, il réduit à l'« extrême droite », dont il ne maîtrise ni l'histoire ni l'étroit périmètre actuel, la vaste mouvance qui s'oppose de près ou de loin à l'idéologie libérale, atlantiste et multiculturaliste. À savoir aussi

des gaullistes, des patriotes de gauche, des économistes hétérodoxes, des catholiques politiques…

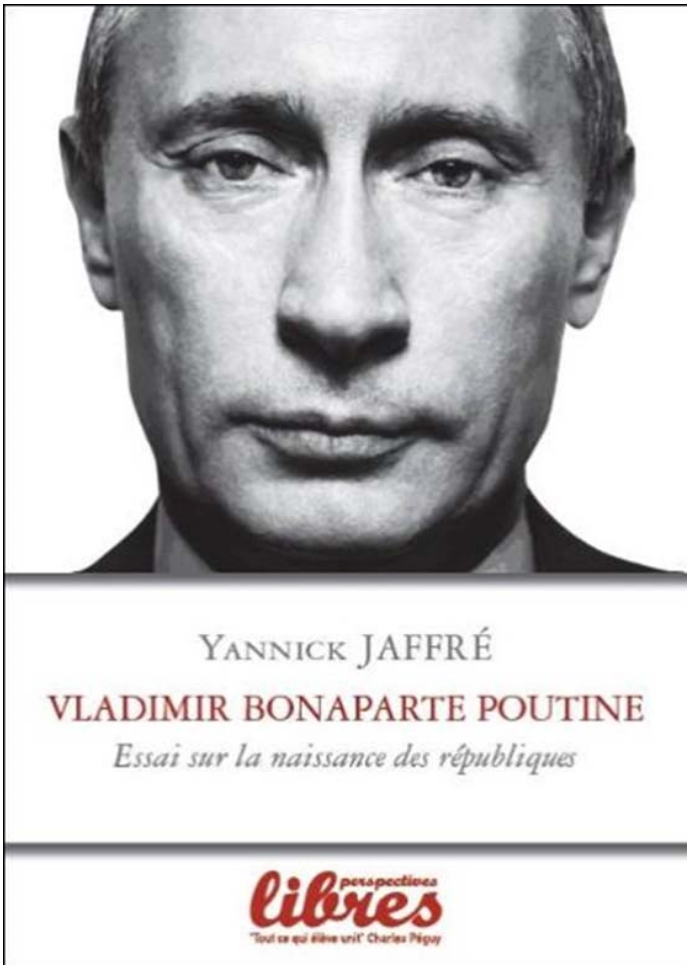
Quant à la Russie de Poutine, elle est elle-même repeinte en dictature journalicide, le petit Nicolas ignorant que les assassinats de journalistes, qui sont majoritairement le fait de mafieux locaux, ont décru sous Poutine par rapport à l'ère Eltsine. Inutile de s'attarder, on est en présence d'un de ces innombrables livres de (mauvais) journalistes qui, contre toute évidence, croient penser.

Les deux passages qui me concernent résument les tares du genre. J'y suis d'abord présenté comme un « proche d'Alain Soral ». Or dans cette réalité qui n'intéresse pas le petit Nicolas, je ne l'ai jamais rencontré. Mais faisons preuve de charité pédagogique en accordant à l'« enquêteur » qu'on peut être proches sans se connaître – par les réseaux et par les idées. Je vois d'ici l'instruction menée par Minicolas dans le premier domaine : elle a dû se réduire au seul acte de recherche dont il est capable, à l'instar de mes plus mauvais élèves, c'est-à-dire la « googlisation ». Et il trouve encore le moyen de s'y tromper…

Qu'aurait-elle dû lui apprendre ? Que les éditions Kontre Kulture conduites par Alain Soral ont diffusé, comme elles sont libres de le faire, mon livre sur leur catalogue. Je les en remercie chaleureusement et, moindre des courtoisies, leur avais accordé un entretien vidéo au moment de la parution. *Rien de plus*.

Sur le plan des idées, si ce petit bonhomme avait un peu de culture, et s'il m'avait lu surtout, il saurait qu'entre Soral et moi il y aura toujours l'islam. Part faite de la diversité de ses courants, il y voit un môle vertueux de résistance au mondialisme. Je l'inscris dans une critique complète du messianisme abrahamique qui agit à mes yeux, aujourd'hui comme toujours, contre les nations. Il envisage l'existence d'une importante communauté de musulmans patriotes français. Je vois par les grands nombres que l'islam n'est pas un corps soluble dans la France. *Rien de moins*.

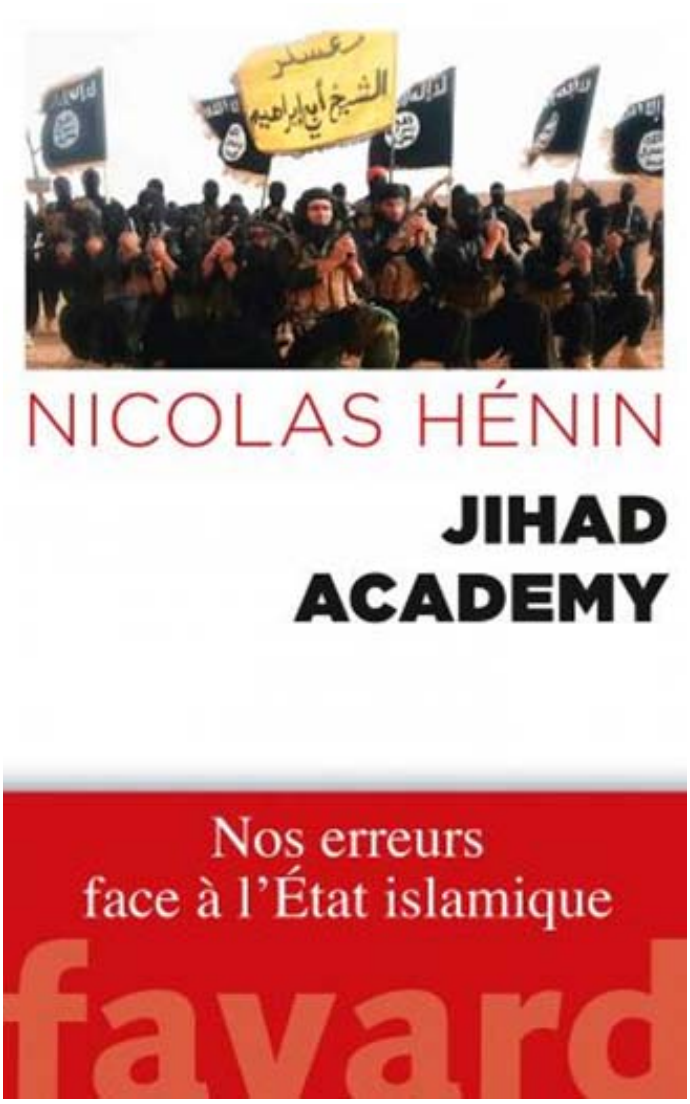
Nicolicule poursuit en caractérisant mon livre comme une « hagiographie de Poutine ». Faux, nul, zéro, redoublement demandé ! S'il contient en effet tous les éléments biographiques disponibles sur le terriblement secret Vladimir Vladimirovitch, il est un ample essai de philosophie politique qui suit « Poutine de l'antiquité à nos jours ». Remontant des Grecs anciens jusqu'à nous, il pratique un billard à trois bandes entre le Consulat, la Russie de Poutine et la France contemporaine. Et, non, je ne fonde pas l'analogie entre Poutine et Bonaparte sur la lutte qu'ils auraient mené contre une « décadence » provoquée par la révolution française et l'implosion de l'URSS. Voilà ce qui arrive quand on parle de ce qu'on n'a pas lu : je n'emploie pas *une seule fois* le terme dans l'ouvrage. J'y expose en revanche de manière détaillée le *bouleversement objectif* des institutions et



des mœurs politiques consécutif à ces deux événements majeurs. Et j'y décris la façon dont Bonaparte et Poutine y ont porté remède sans les « contre-révolutionner ».

Allez, parce que je suis un correcteur bienveillant, un bon point qui, hélas !, ne sauvera pas cette déplorable copie : il est exact qu'à mes yeux l'exemple du redressement russe doit intéresser les patriotes français, non comme modèle à imiter mais comme expérience dont s'inspirer. Pourtant, catastrophe, ça se gâte aussitôt après! Le candidat-essayiste renvoie en effet le Poutine de Jaffré à l'« homme providentiel » de conception « fasciste » puis, à une phrase de distance, au « défenseur des racines chrétiennes de l'Europe ». Il faudrait savoir… mais petit Nicolas ne sait pas. Je montre en réalité que Poutine mène une politique d'autorité de l'État traduisible dans les termes français d'un gaullo-bonapartisme classique ; et que, soucieux d'entretenir l'identité spirituelle russe, il ne mène pas une politique de civilisation orthodoxo-centrée. Bref, cette copie est un naufrage, rédigée à la truelle de surcroît.

Avec le même esprit de justice qui m'anime en jury de bac, j'ai consulté, pour rééquilibrer sa note, le dossier de ce personnage dont j'ignorais jusqu'à maintenant l'existence. J'ai alors appris qu'il avait été retenu en otage par Daesh entre 2013 et 2014. Reçu à ce titre dans l'émission « On n'est pas couché » du 21 mars 2015, il accuse alors la politique étrangère française d'être responsable du djihadisme en France, mais *parce qu'elle bombarde les djihadistes en Syrie*.



Il avait en revanche soutenu toutes les interventions atlantistes contre les nationalismes laïcs, remparts devant l'islamisme, en Irak, en Libye et en Syrie. Mais il ne sort de cette impasse intellectuelle, morale et politique que pour pointer ailleurs la cause du mal, selon lui plus profonde encore. Ce sont au choix la société, la nation ou le peuple français qui auraient essentiellement *commis* les djihadistes : « Le fait est que c'est une nouvelle illustration d'une trahison de l'Occident, de cette société qui refuse de les intégrer à la maison, chez eux, en France. » On n'a pas donné à ces pauvres chéris ce qu'ils voulaient (et quoi, au juste? En plus des allocations, de soins solidaires, d'une instruction gratuite, de libertés publiques ?), ils sont donc acculés. Au comble de la détresse, il ne leur reste plus qu'à aller finir des innocents à l'arme blanche dans une salle de concert passée à la kalachnikov. La mort dans l'âme ?

Nicolas le *dhimmi* explique apparemment dans sa précédente livraison, *Djihad academy,* que les motivations des Abaaoud, Kouachi et Cie ne sont pas « purement religieuses » – quelle découverte ! Depuis quand l'ont-elles jamais été dans l'histoire, le religieux se mêlant toujours à d'autres passions et intérêts ? Mais le but de l'opération est clair : dédouaner du Bataclan la religion du paradis aux 70 vierges pour accuser, donc, la méchante société française. Nicolas le « stockholmisé » aggrave encore son cas en invitant à ne pas défendre les chrétiens d'Orient (ni même à leur délivrer des visas) parce que, précisément, ils sont ciblés pour attirer l'attention… Évitons d'encourager les djihadistes, en somme, en abandonnant les chrétiens à leurs lames. Lisons-le une dernière fois pour fixer la note : « Nous avons des masses de gens qui sont très largement privés de moyens d'expression, qui sont enfermés parce qu'ils ne peuvent pas manifester dans la rue, parce qu'ils ne peuvent pas écrire ce qu'ils veulent sur leur mur Facebook et quand les gens sont à ce point restreints dans leur champ d'expression, que font-ils ?

Ils s'enferment, ils s'enterrent dans de l'action clandestine et de l'action violente et ça donne le terrorisme (sic). » Qu'ajouter ?…

A l'évidence, le petit Nicolas présente tous les symptômes de la *dhimmitude boboïdée*. Je vois mal à ce degré de progression quel traitement recommander. Je préconise toutefois, pour sauver ce qui peut encore l'être, un stage de remise à niveau en histoire, en français et en déontologie. Avec, dans cette dernière matière, la récitation en boucle de ce mantra : « Je jure de ne plus parler désormais que des livres que j'aurai vraiment lu ! Je jure de ne… ». Ah ! devant ce fiasco d'école de journalisme, je ne peux m'empêcher de penser, avec mélancolie, que l'argent public inévitablement versé pour sa libération aurait mieux servi au budget des services spéciaux. Question de priorités. Pour qu'on en change radicalement, il faudrait que s'établisse en France ce régime « gaullo-poutinien » qu'il redoute. D'ici là pas d'inquiétude, mon petit Nicolas : malgré ton lamentable niveau, tu t'en sortiras toujours. Dans ton univers social, le ridicule ne tue pas, l'incompétence prospère et la bien-pensance rapporte.

Y.J.

À terme une base russe au Venezuela?

Mikhail GAMANDIY-EGOROV
Entrepreneur. CEO & Fondateur du projet BRICS Dream

Alors que les États-Unis et son bras droit l'Otan possèdent des dizaines de bases militaires à l'étranger, le temps approche vraisemblablement pour mettre un peu d'ordre dans le secteur.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro est arrivé en visite officielle en Russie. D'une part pour rencontrer de nouveau le leader russe et de l'autre pour prendre part à la Semaine énergétique de Russie 2017. Si l'accent de la rencontre a été mis sur l'amitié qui unit les deux pays et les nombreux domaines d'intérêts réciproques, notamment dans le secteur énergétique, il n'en demeure pas moins que la sphère de la Défense reste elle aussi une orientation prioritaire dans les relations russo-vénézuéliennes, de même qu'avec d'autres pays

latino-américains.
Juste avant son départ pour Moscou, le leader du Venezuela (https://fr.sputniknews.com/tags/geo_Venezuela/) avait déclaré : « Je vais avoir une réunion de travail très importante avec le président Vladimir Poutine. Très importante pour l'avenir de la coopération financière, technologique, agricole et militaire entre la Russie et le Venezuela ». À noter que la visite de Maduro à Moscou est la première étape d'une tournée dans trois pays: Russie, Biélorussie, Turquie. Les médias occidentaux n'ont évidemment pas pu manquer l'occasion de dire que c'était une «tentative du Venezuela de sortir de l'isolement imposé par la communauté internationale »... À ce niveau rien de nouveau côté mainstream occidental. De la même manière depuis 3 ans ces mêmes médias s'acharnaient à parler de la prétendue «isolation» de la Russie et restent maintenant bouche bée en observant les leaders des quatre coins du monde faire pratiquement la queue pour atterrir dans la capitale russe, y compris les alliés encore déclarés du camp atlantiste. À ce titre le tout récent reportage de BFM TV sur la venue du roi saoudien en Russie (la première visite officielle d'un monarque saoudien en terre russe), qui a suivi l'arrivée du président Maduro, avec une délégation de près de 1000 personnes a fait bien sourire, surtout les mots de la fin.
Dans le cas du Venezuela, il est aussi ridicule de parler d'un quelconque isolement, sachant que plusieurs pays d'Amérique latine n'ont pas manqué d'afficher leur soutien à Caracas face aux pressions occidentales. Ajoutez à cela le soutien officiel de Moscou, Pékin et Téhéran et il devient réellement absurde qu'une communauté représentant moins de 10 % de la population terrestre puisse encore s'autoproclamer « communauté internationale »... Passons.
Au-delà de la rencontre très constructive Poutine-Maduro et du renforcement de l'alliance qui caractérise les deux pays, l'heure est effectivement à l'intensification du partenaire bilatéral. Ainsi, Rosneft et Gazprom se voient offrir de nouvelles opportunités d'affaires sur le sol de la République bolivarienne (le premier y étant déjà très actif). Pour rappel aussi: la Russie et le Venezuela font partie du comité chargé par l'OPEP d'assurer le suivi de l'accord passé entre les pays membres du cartel pétrolier pour réduire l'offre et stabiliser les prix du brut.
Mais en supplément des accords économiques et

© REUTERS/ Miraflores Palace

© REUTERS/ Miraflores Palace

énergétiques qui caractérisent les relations entre les deux nations, l'interaction dans le secteur de la Défense est effectivement appelée elle aussi à croître, surtout au moment où la rhétorique agressive émanant de Washington en direction de Caracas et d'autres capitales de cette région du monde ne fait que s'intensifier.

Pour rappel, plusieurs hauts cadres du ministère russe de la Défense, y compris le ministre Choïgou, avaient déclaré à maintes reprises que la Russie avait entamé une série de négociations en vue de retrouver des bases militaires à l'étranger, utilisées dans le passé par l'URSS, voire en créer de nouvelles. En Asie, c'est le Vietnam qui a été mentionné. En Amérique latine: Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, notamment.

À noter qu'actuellement la présence militaire russe en dehors des frontières nationales se trouve principalement chez les alliés de l'étranger dit « proche » d'ex-URSS: Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Abkhazie, Ossétie du Sud, République moldave du Dniestr. La Syrie, bien qu'alliée de longue date mais considérée comme faisait partie de l'étranger « lointain » est un peu l'exception à la règle. Mais soyons honnêtes : même si cette présence devait s'élargir aux pays d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine mentionnés (voire à d'autres), elle resterait inférieure en terme de nombre par rapport aux bases militaires américaines et plus généralement occidentales de par le monde. C'est un fait. Et c'est pourquoi la rhétorique d'une Russie « agressive », venant de la part de ceux qui ne négocient même pas mais imposent leur présence à différents endroits de la planète, fait sourire.

En ce qui concerne le cas particulier du Venezuela, il faut savoir qu'il est plus que probable que l'opposition locale (libéraux + extrême-droite) soutenue depuis Washington et plusieurs capitales occidentales fera de son mieux pour bloquer tout accord russo-vénézuélien en la matière. Mais plus les atteintes à la souveraineté vénézuélienne se poursuivront de la part de ceux qui se sont un peu trop habitués à dicter leur volonté, plus Caracas aura la détermination de la protéger par un renforcement des alliances existantes. Et probablement, il ne sera pas le seul. Le reste à suivre.

M. G.-E.

Guerre froide : qu'est-ce qui a foiré ?

Roland PIETRINI
Auteur et Consultant

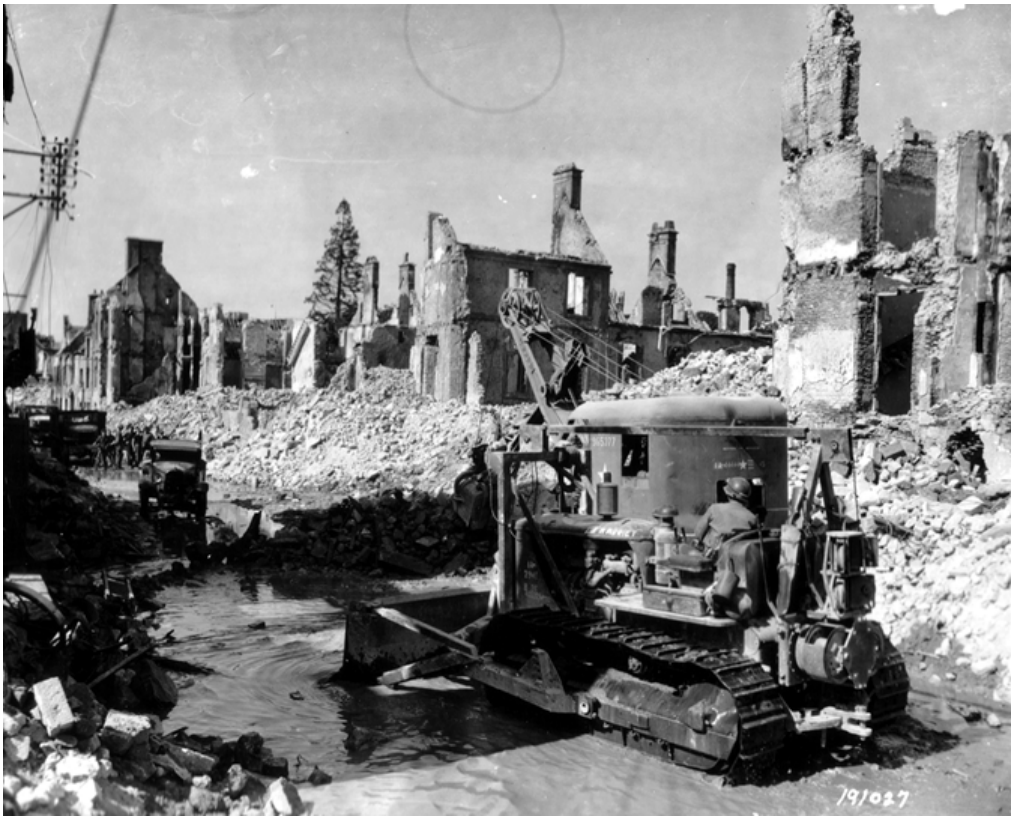
Les États-Unis ont toujours eu besoin d'un ennemi bien identifié pour se construire, au tout début, ce fut contre la Nation indienne, plus tard, la lutte contre le communisme et l'URSS furent un catalyseur de puissance, puis après la chute de l'empire soviétique et après le 11 septembre, l'inhibiteur fut la lutte contre « l'axe du mal », qui désignait le terrorisme et l'Irak.

Aujourd'hui, cette désignation - axe du mal[1] - en langage néo-conservateur, désigne la Corée du Nord et derrière elle la Chine et l'Iran, la Russie restant toujours l'ennemi générique à vaincre.

Chaque fois que l'Amérique du Nord a voulu jouer la carte de la neutralité et du retour sur soi, elle l'a payé du prix du sang, Pearl Harbor en est un exemple. Mais, elle en a aussi payé le prix fort lors de son interventionnisme en se désignant toujours comme étant la seule force capable de lutter conte le « Mal ».

Mais ce qui fait essentiellement la différence de perception sur le « sang versé » entre les E.U et l'Europe et les E.U avec l'Asie, c'est que les populations civiles américaines ont échappé systématiquement à l'horreur de la destruction et de l'holocauste, (11 septembre exclu), alors que le nombre de morts civils de l'Oural à Brest lors des différentes guerres, en rajoutant celles des Corées, du Viêt-Nam, d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie, la liste n'est pas close, sont énormes.

A titre d'exemple, lors de la première guerre mondiale la France perdit 300 000 civils l'Allemagne 426 000,



La ville de Cherbourg totalement détruite par les bombardements anglo-américains

plus de 400 000[4].

La guerre de Corée de 1950 à 1953 « pèse » pour 35 000 morts au combat et le Viêt-Nam a coûté 58 000 morts. A titre de comparaison, la guerre d'Afghanistan et les deux guerres d'Irak représentent seulement 6500 morts. Le ratio étant de 6 blessés pour un mort environ en moyenne pour chacun de ses conflits. C'est peu par rapport au nombre de morts au combat subis par les armées européenne, soviétique et japonaises. Mais ces deux guerres, Afghanistan et Irak, ont causé un nombre de morts civils exponentiels. En 13 ans de guerre en Afghanistan, 13000 « civils » en ont payé le prix, en Irak, 110000. Une étude menée par plusieurs organisations internationales (ONU) estime que le bilan humain civil des opérations militaires en Irak, en Afghanistan et au Pakistan serait très largement sous-estimé, et atteindrait 1,3 millions de morts dits « contre le terrorisme ». On peut cependant supposer que ces victimes sont de manière générale celles à la fois du terrorisme et de la lutte contre le terrorisme[5].

les États-Unis 757, lors de la seconde guerre mondiale, la France perdit, 350 000 civils, le III° Reich, 1 220 000 uniquement sur les territoires allemands et autrichiens, l'Union Soviétique, plus de 12 millions, les USA environ 1700. Cela change le paradigme.

En effet, la représentation du monde et des guerres ne peut être vue de la même manière des deux côtés de l'Atlantique et du Pacifique. D'un côté, les E.U ont appris à faire des guerres dites propres ou de « zéro mort » qui en est sa perversion ultime[2], de l'autre, les populations qui sont sous les bombes, n'en ressentent pas vraiment les nuances. Cette dérive est d'ailleurs valable pour les guerres modernes menées par la Russie et ces alliés. A une différence près, les Russes sont moins hypocrites et usent moins de mots pour agir sensiblement de la même façon.

Il en est de même pour les morts au combat, en Europe lors de la première guerre mondiale[3], le corps expéditionnaire américain perdit plus de 53 000 hommes. Lors de la seconde guerre mondiale à partir de 1941 jusqu'en 1945, le bilan fut plus lourd,

Cette réflexion sur le coût humain des guerres ne mènerait nulle part si elle ne traduisait pas une approche radicalement différente de la réflexion américaine sur son propre engagement. Et il y a de quoi s'inquiéter pour l'avenir, lorsque l'on sait l'importance que prendront l'Intelligence Artificielle, les drones et les robots dans les guerres futures.

Des guerres où ceux qui détiendront le pouvoir de porter la destruction, agiront, sans se mettre en péril eux-mêmes, où les robots remplaceront l'homme, des guerres par procuration en quelque sorte. C'est un futur très proche, imaginé par James Cameron, (La guerre des Etoiles) où les robots, émancipés, feront

Un graffiti à Sanaa dénonçant les attaques des drones américains au Yémen, en novembre 2014

la loi.

Car les automatismes et les Intelligences Artificielles sont d'ores et déjà dans la réflexion de nos États-majors. Les entrainements sont de plus en plus virtuels et risquent de changer progressivement la psychologie du combattant. Cette révolution de l'hyper numérique est aussi discriminante que ne le fut le nucléaire à son balbutiement.

La dissuasion future sera celle de l'IA et fera la différence entre ceux qui la détiendront et ceux qui ne pourront la détenir. C'est pourquoi, la riposte terroriste a de beaux jours devant elle, car du fond de leurs Etats poubelles, un certain nombre de mabouls, qui ne le sont pas tant que cela, l'ont compris.

Le danger de cette déconnexion de l'homme avec son propre environnement renforce l'idée que le virtuel est une réalité augmentée. Nous sommes à l'aube d'une révolution profonde de notre appréciation du monde, où la décision de tuer se prendra face à un ordinateur dans le confort de salle hors du temps baignées par la climatisation, cela est déjà vrai pour les drones tueurs, demain ce seront des unités entières qui seront commandées et dirigées dans un vaste jeu de guerre. Répandre ainsi le sang et éliminer l'adversaire sans le « re-sentir » permet des exploits. Mais, l'humain et l'humanité risque d'y perdre leur âme et surtout, il sera possible de lancer des guerres à moindre coût humain, pour celui qui en aura la capacité bien évidemment.

La tentation de régler les conflits de ce monde uniquement par la destruction de l'autre en lieu et place de la compréhension de l'autre et de l'outil diplomatique n'en sera que plus grande.

A moins qu'on ne se dirige vers un apartheid de deux

mondes celui qui détient le savoir et donc le pouvoir, et l'autre, qu'on laissera crever dans son isolement.

Et pourtant, ce tableau noir, que l'on pourrait définir comme simple vision dans l'eau de seltz, devient peu à peu la réalité d'aujourd'hui. Elle est illustrée par une politique étrangère américaine qui hésite entre deux extrêmes, le retrait ou l'interventionnisme, en attendant qu'elle ait les moyens de faire sa guerre par procuration et que nous lui emboitions le pas.

En attendant, faute de choix, et de réflexion sur l'avenir, l'Europe, une fois de plus, risque d'en payer le prix.

De la conférence de Yalta à Bagdad, en passant par le blocus de Berlin, la crise de Cuba ou la guerre du Vietnam, les États-Unis ont depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, joué un rôle déterminant dans la construction du monde d'aujourd'hui. Ce rôle déterminant, contrebalancé par l'équilibre de la terreur entre les deux superpuissances nucléaires prit fin à la chute de l'URRS. Mais cela ne suffisait pas, il fallait humilier le vaincu et faire renaitre de ses cendres, la politique dite de « l'endiguement », ou du « Containment », qui fut formulée par **George Kennan** dès 1947.

Une Europe, incapable de mettre en place une politique étrangère et de défense indépendante de celle des États-Unis, et qui est contrainte d'appliquer ses normes, par manque de volonté et surtout pour avoir feint de croire que la chute du Mur de Berlin allait ouvrir une période de paix et d'harmonie entre les nations.

Cette Europe paralysée et incapable le sera d'autant plus à l'avenir elle a choisi de grossir sans avoir pu solidifier ses fondations. L'intégration de certains pays de l'est mais pas seulement, la Grèce en est un exemple, s'est réalisée sans vision, dans une fuite en avant, une politique de courte vue parfaitement suicidaire.

Nous avons construit une pyramide de sable sur un terrain marécageux. Tout est à reconstruire, ou à construire, en commençant pas une politique de défense indépendante qui doit s'appuyer sur les deux seules nations qui comptent aujourd'hui : l'Allemagne pour sa puissance économique, et la France parce qu'elle détient, encore et pour combien de temps, l'arme nucléaire, la seule qui soit indépendante à l'ouest hors des E.U, et de ses alliés immédiats.

La Grande-Bretagne a choisi, comme d'habitude, lorsque le navire prend l'eau, de quitter le navire.

L'intégration des robots et de l'I.A est une autre révolution, dont il faudra bien se préoccuper un jour.

D'autant plus, que la résurrection de la guerre froide représente en toute objectivité quelques avantages pour une Amérique (USA) qui ne souhaite pas que la Russie se rapproche économiquement des pays européens, car ce serait alors l'éclosion d'un formidable continent, allant de l'Asie à la péninsule européenne et dont les richesses seraient bien supérieures à celles des États -Unis et de la Chine réunis.

Les USA n'ont jamais voulu une Europe forte et organisée, elle ne l'a souhaité que face à une URSS représentant l'ennemi à abattre. D'ailleurs, lors de la guerre froide, face à la menace du communisme et de l'URSS, l'unité européenne, réduite à la seule Europe de l'Ouest, ne pouvait faire courir de risque au leadership américain. La chute du mur de Berlin a changé la donne, pire, encore le réveil d'une puissante Russie qui se rapprocherait de l'Europe n'est certainement pas tolérable pour les USA[6]. Qu'on se le dise, les USA ne veulent pas d'une Europe fédérale économiquement fiable et militairement crédible, et feront tout pour attiser les tensions entre la Russie et l'Europe.

Le monde d'aujourd'hui subit un certain nombre d'évolutions profondes qui vont creuser un fossé entre deux approches du monde. Celle de l'hyper domination numérique en tête de laquelle est l'Amérique avec Google, Apple, Facebook, Amazon qui sont entrés dans nos vies et qui nous ont totalement emprisonnés et phagocytés, espionnent chacun de nos faits et gestes, et un monde moyenâgeux de croyances débiles et d'extrémismes aveugles.

Qu'est-ce qui a foiré ? A quel moment on a fait fausse

route ? Il est trop tard pour faire machine arrière. Nous ne maitrisons plus l'avenir de ce monde qui, dans dix ans à peine, sera différent de celui que nous connaissons aujourd'hui.
Il faut espérer que le pire ne soit pas inscrit dans nos gènes.

R.P.

Notes :

1. Cette expression est due à David Frum (https://fr.wikipedia.org/wiki/David_Frum), rédacteur des discours du président Bush (https://fr.wikipedia.org/wiki/George_W._Bush), qui l'employa pour la première fois le 29 janvier 2002 (https://fr.wikipedia.org/wiki/Janvier_2002) lors de son discours sur l'état de l'Union (https://fr.wikipedia.org/wiki/Discours_sur_l%27%C3%A9tat_de_l%27Union_(%C3%89tats-Unis_d%27Am%C3%A9rique)). Elle a notamment été utilisée par l'administration Bush dans le cadre de la préparation de l'opinion publique américaine et internationale à l'entrée en guerre en Irak (https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_en_Irak) en 2003 (https://fr.wikipedia.org/wiki/2003) et également à des fins de pressions politiques sur les pays concernés, en les stigmatisant et ainsi les mettre au ban de la communauté internationale.

2. Avec la fin de la Guerre froide et la multiplication des déploiements de troupes dans des conflits de moindre ampleur et aux justifications moins évidentes pour le grand public, il fallait trouver un nouveau moyen d'obtenir le soutien de la population américaine. Ainsi naquit le *« zéro mort »*. Ce concept idéalise une guerre qui n'exposerait pas la vie de nos soldats car c'est bien uniquement de *« zéro mort ami »* que l'on parle. Il repose sur une supériorité technologique qui permettrait, principalement par des moyens aériens, de localiser, d'identifier puis de *« traiter »* (observez l'euphémisme) une cible sans s'exposer sur le terrain. Les images déversées en flot continu sur CNN pendant la Guerre du Golfe de 1991 illustrent ce concept. Les frappes de précision des missiles diffusées en boucle à l'époque sont aujourd'hui gravées dans l'inconscient collectif. (École de Guerre | 13.04.2012 à 18h08 | Par Gauthier Dupire, capitaine de corvette, officier de marine, stagiaire de la promotion Maréchal Juin de l'École de guerre). En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/04/13/il-faut-achever-le-zero-mort_1685470_3232.html#rlClRowpGbqqYG22.99

3. (L'**entrée** dans la Première **Guerre mondiale** des **États-Unis** eu lieu en avril 1917, après deux ans et demi d'efforts déployés par le président Woodrow Wilson pour garder les **États-Unis** neutres dans cette **guerre**.

4. Les E.U entrèrent en guerre en 1941 lorsque Allemagne et l'Italie la leurs déclarèrent le 11 décembre 1941 vers 10h 00. C'est à 15 h00 que les EU répondent à leur tour (Pearl Harbour avait eu lieu 4 jours auparavant le 7 décembre, et les E.U ayant déclaré la guerre au Japon le 8 décembre). La seconde guerre mondiale pour les américains débute effectivement à cette date.

5. Les conclusions des trois organisations internationales sont extrêmement critiques à l'égard des bilans habituellement cités par les médias : la base de données Iraq Body Count, par exemple, ne compte que les morts civils confirmés par au moins deux sources journalistiques différentes. Le nombre généralement admis de civils tués en Irak se situe ainsi autour des 110 000, alors que ce nouveau rapport le situe à 1 million. De façon générale, les données citées habituellement seraient 40 fois inférieures à la réalité. Ces chiffres corroborent une étude publiée par la revue scientifique médicale britannique Lancet (http://web.mit.edu/CIS/pdf/Human_Cost_of_War.pdf) en 2006. Au million de morts irakiens s'ajoutent 220 000 Afghans et 80 000 Pakistanais.

6. Le Plan Marshall ne fut pas seulement une aide économique et financière, mais une obligation pour les nations à coopérer tout en assurant la stabilisation politique de l'Europe et son développement économique dans l'intérêt des seuls États-Unis. « le Plan Marshall fut moins un geste purement désintéressé qu'un acte suprêmement intelligent ». disait Robert Marjolin.

Ukraine : le plan américain pour l'Europe

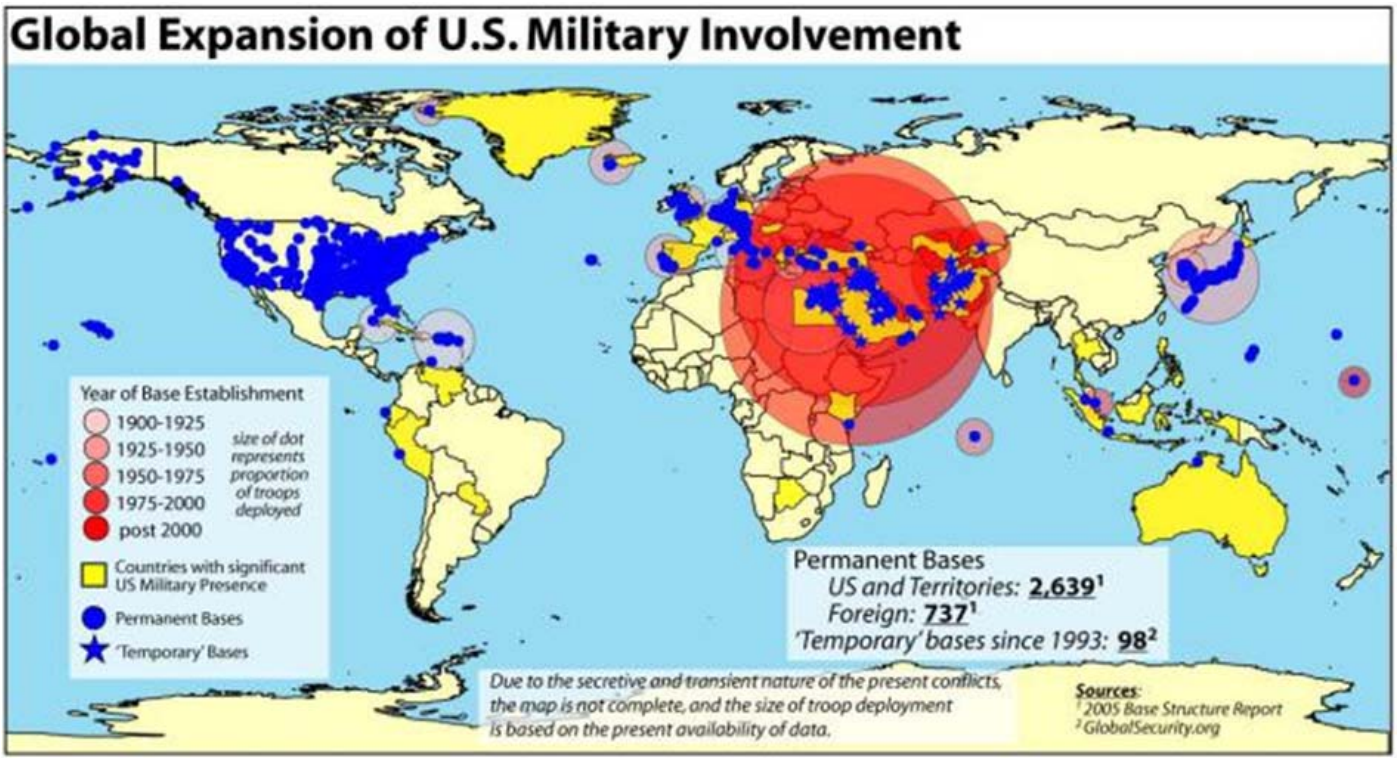
Jean Goychman
Analyste politique et Conseiller régional

Il y a un peu plus de deux ans, j'avais relaté comment le Département d'État américain avait « organisé » la révolution ukrainienne[1] en relatant une conversation téléphonique entre Victoria Nuland et l'ambassadeur américain en poste à Kiev. Comme par hasard, certaines personnes citées dans la conversation se sont retrouvées dans le nouveau gouvernement ukrainien.

Il y a un an, Georges Friedmann, à l'occasion d'une réunion du « Chicago Council[2] »
a très clairement affiché les orientations à court et moyen terme de la politique étrangère américaine en matière européenne[3].

Et Georges Friedman n'est pas n'importe qui. Il enseigne depuis plus de 20 ans les sciences politiques au Dickinson College, université américaine de réputation mondiale en matière d'enseignement. Il est également le fondateur et l'actuel dirigeant de la société Stratfor, société spécialisée dans le renseignement et la prospective géopolitique. A ce titre, il est influent auprès du SHAPE (Quartier Général des Forces Alliées en Europe), de l'US Army War College et de la RAND Corporation. Bref, quelqu'un qui sait de quoi il parle.

Et que nous dit-il, ce cher homme ? Et bien il nous explique que la vocation des États-Unis d'Amérique



est de dominer le monde, ce qui ne nous surprend pas trop, et il nous donne la perspective de l'action qui est menée dans ce but en Europe. Il reprend par ailleurs d'une autre façon le propos d'Henry Kissinger « l'Europe, quel numéro de téléphone ? » exprimant ainsi que pour la sphère politique des États-Unis, l'Europe n'existait pas en tant qu'entité. A rapprocher de l'exclamation de Victoria Nuland « Fuck the Europe » qu'elle n'a jamais démenti avoir prononcé, même si elle a présenté ses excuses pour la forme, mais pas pour le fond.

Puis il continue en nous expliquant qu'il y aura probablement de nouvelles guerres entre les États européens parce qu'il ne voyait pas comment on pourrait les éviter et que cela coûterait de nombreuses vies humaines. Il évacue assez vite cette sombre perspective pour revenir à la domination américaine qui est, selon lui, d'ores et déjà acquise du fait que la marine américaine contrôle tous les océans de la planète, et que c'est une situation sans

précédent dans l'histoire de l'Humanité Il complète son inventaire en évoquant la suprématie dans le domaine spatial, histoire de nous faire comprendre que les dés sont définitivement joués. Il aurait pu également ajouter cette « arme de destruction massive » qu'est le dollar, mais ne mélangeons pas tout…

Revenons à notre Europe, où plutôt à la leur. Georges Friedman nous donne un éclairage quelque peu différent de celui qui nous est traditionnellement fourni par les médias, relais de la diplomatie. Les Américains ont un problème récurrent qui remonte quasiment à Bismarck avec l'Allemagne et la Russie. Ils sont convaincus, d'après Georges Friedman, qu'une coopération économique entre ces deux pays serait à même de menacer leur propre supériorité. Leur objectif est donc de l'empêcher par tous les moyens qui sont à leur disposition. Leur stratégie est donc de créer une sorte de bande « neutre » qui s'étendrait de la mer Baltique au Nord à la mer Noire au Sud. Cela permettrait d'isoler par une barrière infranchissable la Russie de l'Allemagne, interdisant ou du moins rendant extrêmement difficiles les échanges entre les deux pays. La principale question qui se pose alors aux stratèges américains est : Que vont faire les Russes et les Allemands placés en face d'une telle situation

En premier chef, que va faire la Russie avec l'Ukraine ? Vont-ils créer une « zone tampon » avec l'Ukraine, qui resterait au minimum neutre, ou bien vont-ils laisser les occidentaux s'installer à 100 km de Stalingrad et 500 km de Moscou ?

Friedman pense que le statut de l'Ukraine présente une menace pour la Russie, et que cela soulève une question pour les Américains : Où s'arrêteront-ils ?

Il justifie ainsi le pré-positionnement des troupes du Général Hodges en Roumanie, Bulgarie et Pologne, donc de la mer Noire à la Baltique, non sans ajouter que Hodges portera ainsi le chapeau. Ainsi, les évènements d'Ukraine n'auraient été que le prétexte pour justifier un tel positionnement.

La seconde question concerne les Allemands : Que vont-ils faire ? Cela semble être la principale interrogation du conférencier, qui n'hésite pas à dire que « la véritable inconnue dans l'équation européenne, ce sont les Allemands » La position de l'Allemagne est assez « ambiguë » car Gerhard Schröder, ancien chancelier, est membre du Conseil d'Administration de Gazprom et ils ont des relations étroites et ancestrales avec la Russie.

La question est complexe et, pour la résumer, Friedman se demande quel sera le tropisme Allemand le plus fort ? Préfèrerons-t-ils les Occidentaux ou bien les Russes ? S'ils perdent la zone de libre-échange Euro Atlantique, ils devront construire quelque chose d'autre.

C'est cela que redoutent le plus les Américains, et depuis des siècles, nous dit-il. L'alliance entre la technologie et le capital Allemand avec les ressources et la main d'œuvre Russe semble être la seule combinaison qui les effraie réellement.

Il conclue ensuite son discours en insistant sur cette inconnue que représente la position allemande en disant que celui qui connaît la réponse « connaît l'histoire des vingt prochaines années »

Alors, bien sûr, les sceptiques resteront dans leur scepticisme. Mais au-delà du rejet ou de l'acceptation en bloc de cette vision qui nous concerne directement, que peut-on tirer de cette analyse ?

Certes, la parole de Georges

Des soldats américains défilent dans Kiev pour la première fois en ce 24 août 2017

Friedman n'engage que lui-même. Cependant, son entreprise, Stratfor, bien que de droit privé est souvent considérée comme une « CIA occulte » et ne vit que sur les crédits d'État. Elle peut parfaitement être amenée, sur commande, à jouer un rôle d'information ou de désinformation. Compte-tenu du contexte de cette réunion de Chicago, je pencherais plutôt pour la première hypothèse. Mais le plus intéressant est quand même cette continuité dans la vision qu'a de l'Union Européenne la classe dirigeante américaine. Il est clair que, pour eux, cette union n'existe pas que tout ce qui a été fait depuis plusieurs décennies n'avait comme unique objectif que de réaliser la zone de libre-échange euro-atlantique. Friedman occulte d'ailleurs complètement le côté « vassalisé » de cette Europe, comme si c'était une évidente conséquence de la 2ème guerre mondiale.

Encore une fois, de Gaulle a eu raison de tenter de bâtir une « Europe des Nations » avec l'Allemagne comme moteur économique et la France comme garante de son indépendance. Les Allemands n'ont pas voulu, préférant la soumission à l'Amérique, on verra bien ce qu'ils vont faire maintenant….

J.G.

---

[1] Voir le lien : http://www.gilbertcollard.fr/blog-2/le-bal-masque-de-lukraine/

[2] Le « Chicago Council » est une section du CFR (Council for Foreign Relations) qui est une sorte de « Think Tank » qui réfléchit sue la politique étrangère des USA. Fondé en 1921, il est issu de l' « American Round Table » elle-même fondée en 1861. Le CFR est notamment à l'origine de la SDN à laquelle les États-Unis n'ont jamais adhéré. Son implication est permanente et il regroupe environ 5000 personnes. Le lien suivant : http://fr.wikipedia.org/wiki/Council_on_Foreign_Relations/ décrit d'une manière assez précise les actions et les orientations du CFR

[3] Lien : https://www.youtube.com/watch?v=u1a0FD6iiek/

Jean Goychman 27/04/15

Le château de cartes de l'Europe

Jean Goychman
Analyste politique et Conseiller régional

L'Europe ne serait-elle qu'un château de cartes prêt à s'écrouler ?

Il ne se passe pas une journée sans que les médias ne relatent les dissensions internes qui traversent l'Union Européennes de part en part. Quand on connaît le tropisme de l'ensemble de la presse « bien-pensante » et des chaînes de télé « grand public » pour soutenir sans réserves le bien-fondé des institutions européennes, tout en passant soigneusement sous silence tout ce qui pourrait faire croire au lecteur ou au téléspectateur que quelque chose « ne tourne plus rond », il y a de quoi se poser des questions.

Après avoir connu une « phase ascendante « jusqu'au début des années 2000, la construction européenne a marqué une sorte de palier, après le traité de Nice. Ce traité, signé « à l'arraché » ne répondait de fait en rien aux exigences du moment. Le problème qui se posait était de pouvoir éviter une situation de blocage au sein de l'Europe si on ne modifiait pas les règles de représentativité des pays avant l'entrée massive de certains pays du PECOS (1) afin de pouvoir adopter un certain nombre de décisions. Rappelons qu'au départ, toutes les décisions européennes devaient être prises à l'unanimité des pays-membres, représentés par leurs ministres respectifs.

À partir de 1964, on s'orienta vers un autre système, qui était celui de la « règle majoritaire », à la place de l'unanimité précédemment requise. De Gaulle poussa un « coup de gueule » et suspendit la présence des ministres français. Ce fut « la politique de la chaise

vide », qui eut pour effet le blocage des institutions européennes.
Il faut se souvenir qu'à l'époque, de Gaulle était le seul à soutenir la vision d'une « Europe des patries » alors que les autres étaient acquis à la thèse « fédéraliste de l'Europe », Il s'agissait essentiellement de la RFA, agitée en sous-main par **Jean Monnet et Robert Schuman**, dont les liens avec le Département d'État Américain ont pu être mis en évidence ensuite, mais que de Gaulle connaissait.

En 1966, le « compromis du Luxembourg » mit fin à cette crise institutionnelle en reconnaissant « l'exception d'intérêt vital » qui exigeait l'unanimité lorsque les intérêts considérés comme vitaux d'un pays étaient en jeu. Ce fut le cas de l'agriculture pour la France. Cette clause d'exception a d'ailleurs été invoquée, par le Front de Gauche en 2011 afin que la France soit exemptée de la ratification du Traité de Lisbonne, sans toutefois quitter l'Union Européenne.
Or, on ne pouvait passer impunément avec les mêmes règles déjà « bancales » d'une Europe de 6 pays à une Europe à 27. D'autant plus que le statut même de l'Union Européenne n'est pas vraiment défini. Il ne s'agit ni d'un État, ni d'une organisation internationale. Ce qui était déjà perceptible il y a près de 50 ans est devenu de plus en plus évident au fil du temps. La méthode des « petits pas avec encliquetage » interdisant tout retour en arrière avait de moins en moins d'adeptes. Or, toute la construction européenne continue d'être basée sur ce processus dont l'avantage immédiat est de maintenir les peuples dans l'ignorance de ce qui se trame.
Censé remettre à plat toutes ces questions, le traité de Nice, vite oublié, n'a réussi qu'à justifier le projet de traité constitutionnel, avec le succès que nous connaissons. De fait, dans les pays dans lesquels les référendums n'existent pas, il a été vite ratifié. Par contre, les peuples auxquels la question a été posée ont clairement répondu non, à commencer par les français le 29 mai 2005. Ne pouvant pas changer le peuple, on s'est contenté de bricoler la constitution, ouvrant ainsi une voie qui aurait dû rester close à tout jamais. De fil en aiguille, de petit pas en petit pas, tout ce qui constitue l'essence de notre démocratie, à savoir la souveraineté populaire, se trouve progressivement écartée au profit d'un vote du Congrès, fût-il à la majorité des 3/5 èmes. C'est ainsi que nous, peuple français, nous sommes vu imposer le traité de Lisbonne, copie conforme du projet de traité constitutionnel. Si cela n'est pas une forfaiture, il y a quand-même, comme aurait dit Michel Audiard, un vague cousinage.
Tout ceci laisse des traces de plus en plus profondes et nos technocrates bruxellois le sentent bien. Ils semblent pris aujourd'hui d'une sorte de frénésie afin d'accélérer encore le transfert des quelques domaines où les souverainetés nationales peuvent encore s'exercer vers ces institutions dont les règles déjà approximatives commencent à être remises en question. Je prends deux exemples récents :
Le premier est une directive européenne du mois d'aout 2015 qui permet aux banques, en cas de faillite, de spolier les comptes de dépôt de leurs clients. Les 6 pays de la zone euro qui ne l'avaient pas encore transposé dans leur réglementation nationale se sont vus menacés de sanctions par la commission à la fin de l'année 2015.
Le second est plus récent et date du 12 janvier 2016. Il s'agit de modifier « en douce » l'article 48 du traité de Lisbonne de façon à pouvoir faire évoluer ce traité sans avoir besoin du consentement des peuples.

L'idée de Monsieur **Andrew Duff** (2) est de soumettre un protocole qui n'a rien d'anodin puisqu'il s'agit de conférer à la Commission

Européenne des droits jusqu'à présent exclusivement détenus par le ministère des finances. Il s'agit du prélèvement de l'impôt et de l'émission des bons du trésor (3).
On sent bien qu'ils sont prêts à tout pour empêcher l'écroulement et que la moindre velléité d'indépendance – sans même parler d'autonomie - provoque chez eux des réactions épidermiques et disproportionnées.
C'est ainsi qu'ils n'ont reculé devant rien pour interdire aux grecs de quitter l'euro, jusqu'à organiser eux-mêmes une crise des liquidités en asséchant les banques grecques ou en mettant hors-jeu Yanis Varoufakis, le ministre des Finances d'un gouvernement régulièrement élu.
Aujourd'hui, c'est le départ de la Grande Bretagne hors de l'Union Européenne qui devrait les paniquer. Mais en réalité, que l'Angleterre reste ou parte, nos technocrates s'en fichent royalement. Elle n'a jamais été et ne sera jamais véritablement européenne. C'est dans leurs gènes. Ils ne respectent que les règlements dont ils sont à l'origine. De Gaulle le savait parfaitement et s'était toujours opposé à leur entrée dans l'Europe. Ce qui les inquiète plus que tout, c'est la valeur d'exemple que cela aurait sur les autres. Jusqu'à présent, le seul argument opposé à ceux qui voudraient tenter une sortie de l'UE est celui de la peur. Malheur à vous si vous nous quittez. Nous ne commercerons plus avec vous, nous n'achèterons plus vos produits, nous n'irons plus chez vous pour passer nos vacances et autres boniments.
En d'autres temps, la sortie de l'Angleterre aurait pu passer inaperçue. Seulement voilà. Il y a cette foutue crise des réfugiés. Et elle n'était pas prévue, du moins pas aussi tôt. Sous la pression des peuples, les frontières sont réapparues. Devant l'impuissance caractérisée de l'Union Européenne à trouver une solution efficace et satisfaisante, sans même parler de la lamentable histoire des 3 milliards d'euros versés à la Turquie pour qu'elle fasse ce qu'ils ne sont pas capables de faire, certains pays, notamment d'Europe centrale ou de l'Est, prennent leurs distances vis-à-vis de Bruxelles. Au clivage déjà existant entre le Nord et le Sud, une nouvelle ligne de fracture entre l'Est et l'Ouest est en train d'apparaître.
Si vous ajoutez à cela la politique monétaire de plus en plus controversée de la BCE et le rejet grandissant de la perspective du traité Euro-Atlantique, l'incompréhension du maintien des sanctions économiques envers la Russie, dont les victimes principales sont les européens eux-mêmes, vous avez tous les ingrédients de l'instabilité. Car cet équilibre apparent est fragile et instable, comme l'est celui d'un château de carte dont le moindre courant d'air peut provoquer l'écroulement complet et irréversible.

J.G.

---

(1) Les PECOS sont les 21 Pays d'Europe Centrale et Orientale.
Ils comprennent les 11 pays suivants : Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovénie, Slovaquie ;
6 autres pays, issus de l'ancienne Yougoslavie à l'exception de l'Albanie : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro, Serbie, Kosovo ;
4 anciennes républiques anciennement soviétiques sont membres ou participants de la CEI et tous les auteurs ne les considèrent pas comme des PECO : certains en excluent la Russie, d'autres toute la CEI : Biélorussie, Moldavie, Ukraine, Russie.

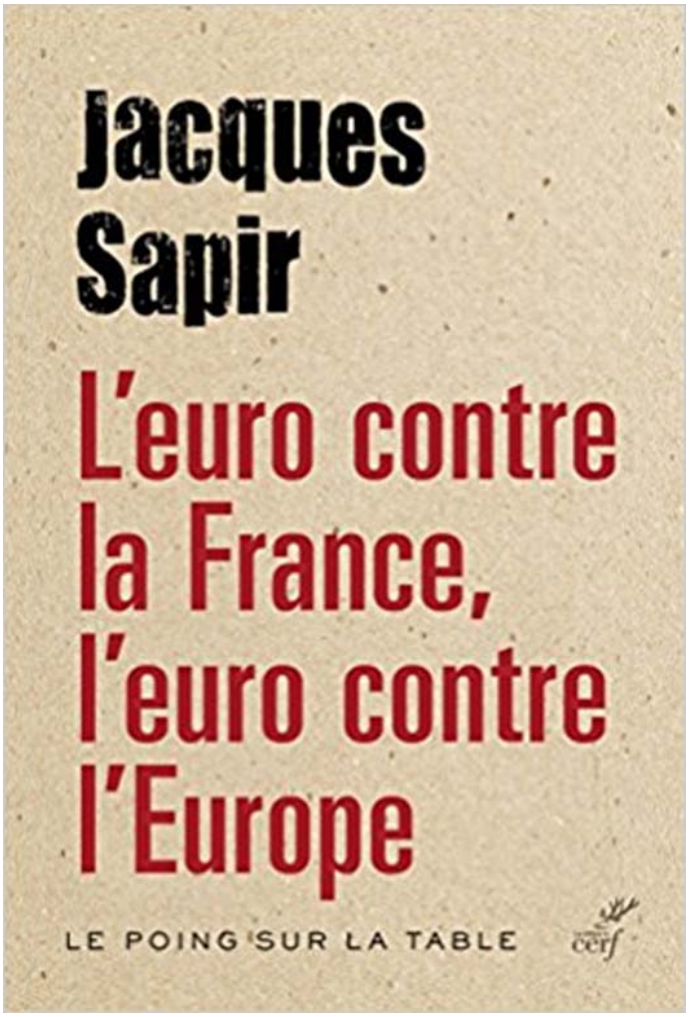
(2) Andrew Duff, d'origine anglaise, est un ancien président de l'Union des Fédéralistes Européens. Il est député au Parlement Européen depuis 1999.

(3) Voir l'article très documenté de Vincent Brousseau sur ce sujet : http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/les-dangers-du-tres-discret-projet-177145.

Le déficit commercial et l'Euro

par Jacques SAPIR
Économiste et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Les derniers chiffres du commerce extérieur confirment ce que nous savions depuis des années. L'Euro est, pour la France, un piège mortel. L'accroissement récent du déficit commercial avec les autres pays montre bien la nature même de ce piège [1]. Le problème, ici n'est pas conjoncturel. Cela fait plus de 15 ans que le commerce extérieur de la France est régulièrement en déficit. Au-delà d'accidents qui peuvent être liés à la conjoncture, et qui peuvent accroitre ou diminuer ce déficit, la question de l'Euro doit donc être posée.



La publication de l'édition 2017 du *External Sector Report* du FMI a souligné ce problème [2]. Dans ce rapport, les économistes et les statisticiens du FMI calculent, par rapport à la balance courante mais aussi à la balance des capitaux, les écarts du taux de change réel (soit corrigé de l'inflation) entre les pays.
On voit que cet écart est aujourd'hui dramatique entre l'Allemagne, dont la monnaie est largement sous-évaluée, et la France l'Italie et l'Espagne. Si l'Euro n'existait pas, les taux de change se seraient modifiés, à la hausse pour l'Allemagne, et à la baisse pour la France bien évidemment.
Ces résultats ne sont que la confirmation de ceux du même rapport de l'année précédente. Déjà, le *External Sector Report* 2016 montrait bien l'ampleur du problème [3].

	Point médian	Point bas	Point haut
France	6,0%	3,0%	9,0%
Allemagne	-15,0%	-20,0%	-10,0%
Italie	5,0%	0,0%	10,0%
Espagne	7,5%	5,0%	10,0%
Ecart France/Allemagne	21%	23%	19%
Ecart Italie/Allemagne	20%	20%	20%
Ecart Espagne/Allemagne	22,5%	25%	20%

IMF, External Sector Report 2016, Washington DC, Résultats tirés de la table p. 35

L'Euro provoquait un écart de change de 19 % à 23 % avec l'Allemagne. Ceci s'est aggravé en un an. Si l'on regarde les résultats de l'édition de 2017 de External Sector Report on constate d'ailleurs cette aggravation. L'écart entre la France et l'Allemagne, du à la rigidité de l'Euro, atteint désormais de 24 % à 28 %.

Country	REER Gap Midpoint	Low	High
Belgium	7.5	5.0	10.0
Netherlands	-9.0	-12.0	-6.0
France	11.0	8.0	14.0
Germany	-15.0	-20.0	-10.0
Spain	7.5	5.0	10.0
Italy	9.0	6.0	12.0
United Kingdom	7.5	0.0	15.0
Poland	-5.0	-10.0	0.0
Sweden	-7.5	-10.0	-5.0
Switzerland	-1.5	-5.5	2.5
Japan	-7.0	-14.0	0.0
Korea	-10.0	-15.0	-5.0
United States	15.0	10.0	20.0

Sources: IMF Staff Assessments and IMF International Financial Statistics (IFS)

IMF, External Sector Report 2017, Washington DC

Il est clair que l'Euro a abouti à un déséquilibre massif au niveau des taux de changes virtuels. Comme l'Euro a supprimé la possibilité de rééquilibrer les niveaux par des dépréciations et des appréciations de taux de change, il ne laisse que deux solutions : la dévaluation interne (ce que le gouvernement tente de faire) ou les transferts budgétaires dont on sait qu'ils sont impossibles politiquement. On constate aussi que les politiques visant à améliorer la compétitivité de nos entreprises en transférant une partie des charges sociales sur les impôts, ce que fait le CICE, ne fonctionne pas. Ces politiques se traduisent en réalité par des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises, cadeaux qui sont immédiatement utilisés pour accroitre les dividendes des actionnaires.
On le constate donc à nouveau. La seule solution pour sauvegarder une industrie française et pour réduire le déficit commercial est une sortie de l'Euro. Le plus tôt sera le mieux.

J.S.

Notes :

[1] http://www.lepoint.fr/economie/commerce-exterieur-la-degringolade-continue-11-08-2017-2149375_28.php

[2] Voir la note du 29 juillet sur RussEurope, https://russeurope.hypotheses.org/6180

[3] Ces deux rapports peuvent être consultés ici:
A – 01 – External sector report 2016 – copie : https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/981/files/2017/07/A-01-External-sector-report-2016-copie.pdf
A – 01 – 2017-external-sector-report : https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/981/files/2017/07/A-01-2017-external-sector-report.pdf

LA POIRE D'ANGOISSE

Slobodan DESPOT
Editeur, essayiste et écrivain

Les progrès de la censure et de l'autocensure en Europe sont stupéfiants. Chaque semaine nous apporte son lot d'étoupes, de bâillons et de sparadraps. Si le mouvement poursuit sur sa propre logique, nous serons bientôt tous muets.

Rayonnant à partir de quelques sujets « chauds » comme l'islam et ses corollaires l'islamisme et la vague migratoire, le féminisme, la cause LGBT ou les changements climatiques, l'habitude du non-dit, de la prestidigitation verbale, du détournement du regard et du transfert de réaction s'étend à tous les domaines. Le continent qui a sanctifié l'individu, et avec lui la liberté de pensée et d'expression, est en train de se transformer rapidement en une « planète silencieuse »[1] où l'expression ne demeure libre que sur des sujets sans conséquence. C'est vrai sur les réseaux sociaux, mais plus flagrant encore dans le milieu des causeurs professionnels, des journalistes, dont la mission devrait être justement de maintenir larges ouvertes les portes de l'expression publique.

VERS LA FIN DU DEBAT PUBLIC

Il n'y a pour cela, en principe, qu'une recette : l'usage des droits acquis. Pousser les battants du portail, fouler sans cesse les sentiers afin que l'herbe ne les recouvre, entretenir le tapage pour que le moindre frôlement ne devienne suspect aux oreilles des censeurs. « La liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas », martèle la devise du *Canard enchaîné*, à quoi fait écho le slogan historique du *Figaro* (© Beaumarchais) : « Sans liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur ». Or la liberté de la presse n'est plus qu'une vue de l'esprit dans des groupes à la botte d'une poignée d'individus surpuissants, participants indifférents du « Casino » global.

Quant à la *liberté de blâmer*, le *Figaro* lui-même, comme le reste des médias de grand chemin, en a fait un éventail de complaisance qu'il agite sous le cul des puissants du moment pour les aider à dissiper leurs flatulences (non sans s'extasier, au besoin, sur les senteurs exquises d'icelles). Pour entretenir le mythe d'une liberté dont il ne se sert plus, il a créé (imité en cela par les autres grands journaux) un bac à sable virtuel à responsabilité limitée — la tribune du « Vox » — où gesticulent et ronchonnent des jobards non rémunérés, y compris, à l'occasion, l'auteur de ces lignes. On s'achète ainsi un alibi tout en gonflant son trafic sans frais.

Les « débats, opinions, controverses » (sic) qui alimentent ces plateformes à fleurets mouchetés sont certes un genre populaire, mais bien trop risqué pour des journalistes « sérieux ». Non seulement c'est frivole, mais encore ça peut coûter cher. Un mot de travers, et voilà tel gros annonceur qui se barre. Dur, par ces temps de disette publicitaire! On ne se risque plus à cela, dans les rédactions. Lesquelles se sont brusquement «dépolitisées» sous le couvert très mince d'une déontologie nouvelle axée sur les « faits » et le «fact-checking» (on ne dira pas « vérification des faits », ça ferait trop franchouillard).

UNE IDEOLOGIE SANS… IDEES

De quoi s'agit-il ? Dans un premier temps, on fait

mine de renoncer à toute orientation « partisane » au profit d'une prétention à l'« objectivité » dont les étudiants de journaliste de première année devraient savoir qu'elle est totalement illusoire (la seule approximation honnête, en l'occurrence, se résumant à une subjectivité assumée). Dans un second mouvement, on s'appuie sur une nouvelle rhétorique technicienne pour se hisser « au-dessus de la mêlée », à la hauteur cristalline des « faits purs » et laisser les débats d'opinion aux hominidés d'en bas qui croient encore que les gazettes représentent avant tout — comme jadis et comme partout — des courants d'idées qui s'affrontent. On fait donc appel à des outils « scientifiques », comme les algorithmes mis (presque) gracieusement à disposition par Google.[2]

Voilà donc la nouvelle fonction de la « grande presse » : la traque aux « fake news » — en français: aux nouvelles contrefaites — des contrefaçons dont elle s'institue elle-même la juge et l'arbitre.[3]

Résultat concret n° 1 : sous couvert d'une dépolitisation de surface, l'instauration d'un contrôle idéologique strict et monolithique de l'expression et de la pensée, soutenue par la tyrannie du conformisme sur les réseaux sociaux. Un contrôle qui a ceci de remarquable qu'il est persuadé de n'agir au nom d'aucune idéologie particulière, mais, en quelque sorte, de la réalité et de la bonne foi elles-mêmes.

On étudiera avec profit, à ce propos, la stupéfaction apparemment sincère de Samuel Laurent, l'agité

responsable du *Decodex* du *Monde*, lorsque Daniel Schneidermann lui flanque sous le nez l'idéologie de son employeur: « Nous? Le Monde ? On a une idéologie ? C'est quoi notre idéologie? » Certes, l'exemple est un peu extrême, le journaliste en question constituant un cas flamboyant de simplet colérique et inculte.

Résultat concret n° 2 : désaffection du public pour ces officines de patronage moral dont il n'apprend plus grand-chose, sinon des directives stéréotypées de pensée et de comportement.

Résultat concret n° 3 : l'effondrement économique des journaux, concomitant avec la migration de la publicité vers d'autres horizons. Et la dépendance de plus en plus aiguë des rédactions survivantes vis-à-vis des puissances de l'économie ou des subsides de l'État.

DROIT DANS LE MUR

Ce n'est pas l'analyse que font les principaux intéressés. Or la situation est particulièrement claire, et préoccupante, en Suisse romande, petite aire francophone, mais spécifique. La concentration-épuration des médias privés y est devenue telle que les plus optimistes ne peuvent plus parler de pluralité. En face d'une presse chancelante, seule la régie d'État de la SSR (radio-télévision) semble offrir des perspectives professionnelles à peu près viables pour les journalistes de métier. Du coup, le secteur sinistré commence à évoquer la concurrence déloyale du secteur public. Dans le milieu politique, les ultralibéraux en appellent à l'abolition de la redevance généralisée, tandis que les gauchistes appellent à étendre les subventions.

On est frappé par le manque de bon sens de ces raisonnements. L'abolition de la redevance aboutirait à un paysage médiatique utilitaire, mû par la publicité, sans esprit de communauté, sans identification

nationale, sans mémoire collective — bref sans « chose publique ». Et le subventionnement reviendrait à financer par l'argent du contribuable des groupes cyniques qui assassinent leurs propres titres de presse en organisant la concurrence interne avec leurs propres plateformes numériques! Encore un bel « autogoal » socialiste, en somme [4]

C'est que personne n'ose aborder les questions de fond: comment un service public payé par la redevance peut-il se permettre d'entretenir un parti pris politique ostensible et régulièrement contraire au sentiment exprimé par une majorité de la population (car la Suisse a cet avantage d'être un institut de sondage permanent) ? Comment peut-il entrer en concurrence avec le privé dans le domaine publicitaire ? Et comment, avec tout cela, la télévision d'État n'arrive-elle pas à assurer un programme culturel décent ni à proposer autre chose que des reprises durant tout l'été ? (Alors que notre modeste Antipresse n'a livré dans la même période que du contenu neuf...)

Où qu'on se tourne, on marche sur des œufs. Chacun sait que le statu quo conduit directement à la mort, mais personne n'ose le bouleverser ni pointer du doigt les problèmes de fond. Parmi ces problèmes, l'un des premiers, et des plus graves, est la tyrannie sans partage de la pensée unique qui éteint le débat, terrorise les personnes et rend les contenus stéréotypés et prévisibles.

LE SYNDROME DE LA CREMAILLERE

Il ne s'agit évidemment pas d'un phénomène uniquement cantonné aux médias, mais ceux-ci ont considérablement contribué à l'instauration d'une police de la pensée qui a fini par les rendre eux-mêmes… superflus. A quoi bon s'informer, débattre, enquêter, si une part significative des opinions (sur l'islam, les minorités sexuelles, le climat, etc.) sont criminalisées et bannies de l'espace public ? Quel « bon journalisme » (celui que tous appellent de leurs vœux) pourra-t-on pratiquer si l'on s'interdit de voir la voiture qui brûle devant notre porte ou de nommer la religion de la plupart des individus et des gangs qui violent et qui tuent pour raisons religieuses en Europe? Plus largement encore: qu'est-ce qu'une institution de l'info comme CNN a-t-elle à répondre aux attaques d'un Trump lorsqu'elle censure ses propres titres pour ne surtout pas mettre en rapport les Antifas et la violence criante qui est au cœur de leur action ? De qui se moque-t-on ?

Ajoutez à cela le tabou des conflits d'intérêts entre le monde politique et les cartels pharma-banque-assurance, et l'on ne vous proposera bientôt plus que des «enquêtes de fond» sur les bons plans du samedi soir ou les « vraies » méthodes amincissantes.

Le slogan du *Canard* dit juste: la liberté de la presse (et d'expression) ne s'use que quand on ne s'en sert pas. D'où la souricière où les médias, et toute une société avec eux, ont fini par s'engouffrer. Avec toutes les crises et le délitement auxquels l'Europe fait face, c'est encore le délit verbal qui y suscite les plus furieuses chasses à l'homme. De jour en jour, l'espace du débat libre se restreint - et chaque nouvelle atteinte à cette liberté devient la norme pour le lendemain. Lorsqu'une banque supprime ses tirelires-cochonnets pour ne pas froisser la clientèle « multiculturelle », la banque concurrente qui omet de le faire à son tour devient instantanément une institution islamophobe. La crémaillère de la pensée unique interdit tout retour en arrière. Et il ne se trouvera personne dans le débat public pour dénoncer le grotesque et le danger de cette

FORTIS BANQUE

Aux Pays-Bas, le cochon-tirelire n'est pas «islamiquement correct»

(à Amsterdam). La banque Fortis vient d'annoncer le retrait d'une tirelire en forme de cochon, offerte en cadeau à toute ouverture de compte Eurokids pour mineurs. Le cochon «ne remplit pas les conditions imposées par une société multiculturelle», a expliqué la banque, qui se défend de céder aux plaintes reçues de clients musulmans. Un autre cadeau plus «religieusement correct» a été trouvé : une encyclopédie pour enfants. Pendant ce temps, des conseillers municipaux travaillistes d'Amsterdam se prennent le bec pour savoir si les travailleurs sociaux de la ville doivent renoncer ou non à serrer la main des femmes musulmanes. Job Cohen, le maire, ne voit pas pourquoi ce devrait être obligatoire, tandis que des conseillers municipaux d'un quartier difficile, Slotervaart, estiment que tout le monde doit s'adapter à la «norme» du pays.

involution. Sinon, bien entendu, les « islamophobes » de service. Qui ne sont parfois que de simples honnêtes gens conscients de ce qui fait la dignité des individus et de ce qui les réduit à une masse de perdition.

LA POIRE D'ANGOISSE

L'imagination humaine, en Europe particulièrement, a été extrêmement fertile en matière de méthodes et d'outils de torture. L'une de ses inventions les plus raffinées tient en la poire d'angoisse, cette boule dotée d'expansion à vis qu'on fourrait dans la bouche des prisonniers pour les faire taire. Quelques tours de clef en plus, et l'on pouvait tout aussi bien leur fracasser la mâchoire et le crâne.

> « Le bourgeois surpris pensa crier au voleur; mais à l'instant les trois autres accoururent, et l'empoignant lui firent ouvrir la bouche et lui mirent leur poire d'angoisse dedans, qui en même temps s'ouvrit et se délâcha, faisant devenir le pauvre homme comme une statue béante et ouvrant la bouche sans pouvoir crier ni parler que par les yeux. »

Nous, Européens, sommes en train de nous fourrer volontairement une poire d'angoisse dans la bouche, feignant encore de croire qu'il ne s'agit que d'une prothèse dentaire. Pour le moment, elle ne fait qu'entraver la parole et la déglutition, mais ce n'est qu'une affaire de degré et de temps. Il importe de la recracher avant qu'il devienne physiquement impossible de l'ôter.
C'est pour cette raison que nous avons décidé, à l'Antipresse, de lancer dès ce numéro 91 une rubrique intitulée *La poire d'angoisse* où nous recenseront les dégâts commis au jour le jour par ce bâillon d'un autre temps dans l'Europe du XXIe siècle.

S.D.

Notes :

1. Allusion au titre d'un prodigieux roman de C. S. Lewis consacré justement à… l'écrasement de l'humanité «naturelle» sur la Terre par l'Ingénierie des âmes.

2. Google, justement: cette maison si ouverte d'esprit qui a viré séance tenante un de ses propres ingénieurs, et des plus brillants, à cause d'un mémo interne où ce jeune idiot s'était autorisé la franchise. Depuis, d'aucuns l'ont surnommée Goolag…

3. Ainsi *Le Monde* avec le Décodex (merci Google), son pittoresque index de l'information francophone mis en place pour jauger, entre autres… les confrères. Ce même *Monde* qui ne se gène pas pour tronquer grossièrement les propos de ses «bêtes noires» afin de les rendre plus noires encore.

4. Voir « Qui a (vraiment) tué la presse papier ? », Antipresse n° 62.

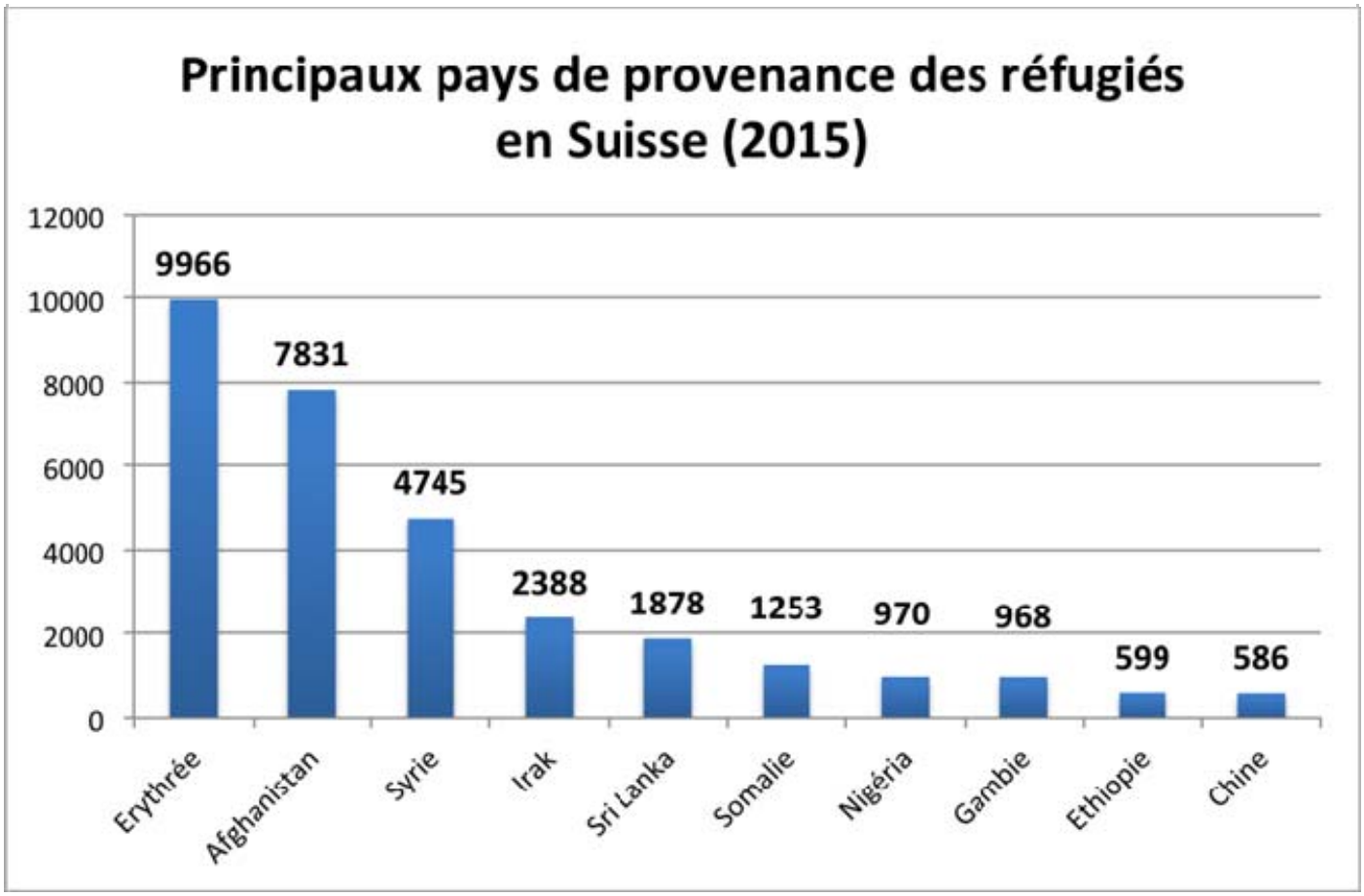
Asile politique en Suisse pour les patriotes français

Dr. Anatoly Livry
Homme de lettres et Philosophe

Quand on fustige la République anthropophage dite « française », on est en fait porté par le même amour de la France et de l'Europe que les dissidents soviétiques naguère poussés par cette soif de renaissance propres aux peuples de l'Eurasie luttant contre le socialisme meurtrier de l'URSS. Voilà pourquoi abattre l'héritier direct de Sarkozy-Hollande, ce gouvernement de Macron avec ses maîtres cosmopolites, est l'expression ultime d'une certaine charité envers les Français et les autres nations de l'Occident ployant sous le joug de la communauté prétendument « européenne ».

Or cette enclave de libertés relatives qu'est la Confédération helvétique, mon pays, je la préviens dès maintenant, quelques mois avant que la France de Macron n'implose : premièrement, sortir de la Convention de Schengen et, deuxièmement, casser les accords bilatéraux avec la France voisine, ce pays qui vit dans un état d'urgence permanent, autrement dit dans une situation quasi de guerre depuis 2015 (un désastre civique qui sera bientôt éternisé par Macron dans le Code pénal).

Des millions de Français poussés à bout par les réformes d'un Macron brisant le code du travail national et faisant imploser de ce fait l'équilibre économique des pays voisins en toute connaissance de cause submergeront bientôt la Suisse (comme ce fut le cas jadis pendant les guerres 1870-71, 1914-18, 1939-45) si aucune barrière n'est au préalable dressée. Seulement, cette fois-ci, ce seront des millions d'Africains et d'Asiates, naturalisés par des gouvernements français criminels, qui, majoritairement occuperont la Suisse, faisant valoir leur carte



d'identité française ! Il est cependant primordial pour l'esprit européen que ce poumon alpin de l'Europe reste de préférence indemne de la folie de cette Ve république schizophrène ayant élu un président sans qu'il n'ait à présenter de programme précis. De même, il est vital que la Suisse, au lieu d'accueillir les Afro-Asiates, démarre une nouvelle politique d'asile visant à recevoir des réfugiés politiques bien plus authentiques, ces Français de souche persécutés par la république macronienne pour des raisons ethniques et religieuses. Je présume que la Convention de Genève telle qu'elle définit actuellement les droits des réfugiés politiques pourrait permettre à des milliers de Français de souche d'obtenir le statut de réfugiés politiques en Suisse ! Cette famille française des Pyrénées Orientales par exemple[1] pourrait parfaitement obtenir l'asile politique en Suisse car chassée de son domicile non seulement pour ses origines ethniques françaises, mais également en raison de son engagement politique patriotique.

Mieux encore : si cette famille parvient à prouver que les pouvoirs locaux l'avaient consciemment abandonnée à la vengeance d'une communauté ethnique et religieuse alors majoritaire (ce qui ne fut pas sans répercussion sur la santé des deux adultes et l'équilibre psychique des trois enfants en bas âge), l'asile politique en Suisse reviendrait à ces personnes de plein droit, exactement pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles naguère j'ai obtenu l'asile politique en France, chassé de l'URSS que je fus par des persécutions antisémites. Je sais donc de quoi je parle.

J'estime par ailleurs que le gouvernement de Macron, et son gourou en particulier, vit dans un écartèlement constant entre sa posture moralisatrice et cette dictature avérée qu'il installe à tous les niveaux en France, raison pour laquelle la Confédération helvétique devrait faire entrer, refusant de se laisser submerger par les crétins d'électeurs cocufiés de Macron qui viendront très bientôt chercher la gamelle dès que la République française aura sombré dans un désastre prévisible, les vrais dissidents idéologiques, ces Français qui, pour la grandeur future de la France et de l'Europe, quittent actuellement la France et exigent d'être déchus de leur nationalité française : un Rivarol à Berlin ou un *Savoisien* Maistre à Saint-Pétersbourg ont plus servi

l'esprit français que la plèbe régicide de braves citoyens qui a submergé Paris le 21 janvier 1793.
Un regard de bon sens ne peut que prévoir la catastrophe économique, politique, démographique mais surtout civilisationnelle qui attend la France actuelle avec ses centaines de zones occupées par des puissances étrangères[2]. Commencer par dresser un barrage entre la Suisse et cette Ve république française en état d'urgence permanent et son sordide pouvoir totalitaire n'est que la manifestation du bon sens de tout peuple qui souhaite sa survie en dépit de l'acharnement cosmopolite cherchant à le contaminer par tous les moyens.
Chacun des éléments évoqués où je fustige Macron et ses marionnettistes frappe dans son cœur même ce système haïssant les nations et s'acharnant à tout prix à les métisser. Je le sais par certains retours, ces signaux que la despotie de Macron m'envoie : dès que je suis entré en dissidence, l'on a immédiatement supprimé ma page française wikipedia, mais surtout l'on a interdit que cette page soit rétablie, et ce, jusqu'en 2022 (autrement dit : jusqu'aux prochaines élections présidentielles !...). Un auteur de 17 livres publiés intervenant dans de grands médias internationaux qui lui consacrent par ailleurs des articles est ainsi inaccessible à un lecteur lambda francophone qui pourrait vouloir se renseigner sur lui. L'on m'a interdit par une crise d'hystérie institutionnelle (issue d'un organisme stalinien nommé le Conseil national des universités) de chercher ne serait-ce qu'un poste de maître de conférences chez moi en France et le gouvernement de Macron essaie de me faire taire à tout prix, raison pour laquelle des chercheurs académiques d'Europe, d'Asie et d'Amérique s'emparent de mon cas administrativo-universitaire (« Il faut défendre Anatoly Livry »[3], François Garçon, Maître de conférences HDR, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur du Master 2 professionnel Cinéma Télévision Nouveaux médias, docteur en histoire après des études aux universités de Genève et d'Oxford (St Peter's College), co-lauréat du prix d'histoire Gustave Ador, lauréat d'une bourse Besse (Oxford) et du Fonds National Scientifique suisse[4] afin d'illustrer la raison pour laquelle il ne faut en aucun cas prendre au sérieux ce Macron et sa « majorité démocratique » qui affament littéralement les Français tout en interdisant à des dissidents condamnés pour des délits d'opinion de se présenter aux élections après avoir subi les sentences d'un tribunal religieux, car c'est à quoi s'apparente ce dogme « antiraciste » républicain autodestructeur[5].

A.L.

Notes :

1. https://www.youtube.com/watch?v=Eg0yhAn7loA

2. http://www.citoyens-et-francais.fr/article-la-liste-des-quartiers-sensibles-de-france-ou-regnent-la-delinquance-les-dealers-les-armes-et-les-is-125522553.html

3. https://www.les4verites.com/politique/il-faut-defendre-anatoly-livry

4. http://anatoly-livry.e-monsite.com/medias/files/il-faut-defendre-anatoly-livry.pdf

5. http://www.licra.org/communique-ineligibilite-des-racistes-et-des-antisemites-les-deputes-ont-dit-oui/

L'UNION EUROPÉENNE DOIT TRAVAILLER AVEC LA RUSSIE

Gabriel Galice
Président de l'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève (GIPRI)

Contribution au dîner-débat de l'Assemblée Parlementaire Européenne à Strasbourg le 4 octobre 2017

Une remarque liminaire : le chercheur pour la paix n'est pas un moraliste prêchant le bien contre le mal. Il pose des questions, il met en question, il cherche à comprendre les ressorts décisionnels en tenant compte du poids du passé dans le présent, en s'interrogeant sur les rapports de forces, en privilégiant la confrontation diplomatique sur l'affrontement militaire. A l'adage « *Si vis pacem, para bellum* », l'irénologue préfère la formule : « *Si vis pacem, cole iusticiam* » (si tu veux la paix, cultive la justice) lancée par **Albert Thomas** en 1949 lors de l'ouverture de la 12ème session de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à Genève. L'OIT reçoit le Prix Nobel de la paix en 1969. Parlons donc paix et justice, si vous le voulez bien, en tâchant de concilier éthique de conviction et éthique de responsabilité.

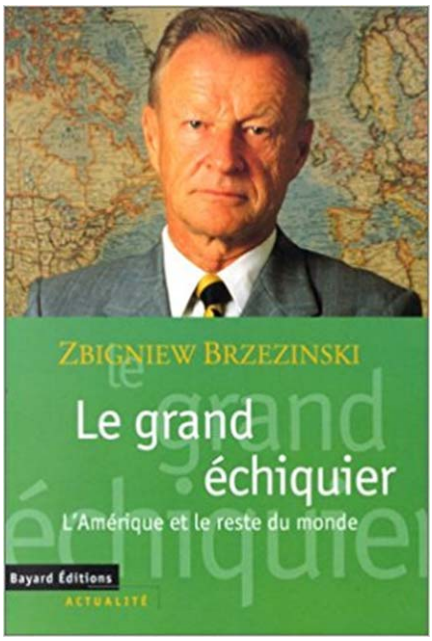
L'Occident commet depuis 25 ans une erreur historique en maltraitant la Russie. Je le pense, d'autres aussi, aux États-Unis d'Amérique notamment. « Nonetheless, the West is making a historic mistake in treating Russia as a strategic pariah» explique le

professeur Kapchan, de l'université de Georgetown, Senior Fellow du Council on Foreign Relations. Plus significative encore est l'analyse d'Henry Kissinger, dans l'entretien avec Der Spiegel, le 13 novembre 2014, évoquant les tensions entre l'Ouest et la Russie à propos de l'Ukraine. Spiegel : vous êtes en train de dire que l'occident a au moins une part de responsabilité dans l'escalade ? Kissinger : Oui, je dis cela. L'Europe et l'Amérique n'ont pas compris l'impact de ces événements, commençant avec les relations économiques de l'Ukraine avec l'Union européenne et culminant avec les manifestations à Kiev. Tout cela, et leur impact, aurait dû faire l'objet d'un dialogue avec la Russie ». George Friedman ose la franchise: « And to be frank, Europe and the Americans held Russia in contempt. It was weak and poor and the West would do what they wanted to do. »

1. COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?

L'illusion de paix post Guerre froide aura été de courte durée. Les drames yougoslave et irakien justifieront l'OTAN après le démantèlement du Pacte de Varsovie. La thérapie de choc appliquée à l'économie russe a enrichi une oligarchie s'appropriant les reliquats de la propriété collective, appauvri les classes populaires et favorisé les forces centrifuges sur l'immense territoire. Le sabotage des négociations de Rambouillet a imposé à la Serbie des conditions qu'Henry Kissinger jugea inacceptables , dont le stationnement de 30 000 soldats de l'OTAN .

L'Eurasie est l'enjeu de la domination mondiale. Zbignew Brezinski l'explique magistralement dans son célèbre livre « Le grand échiquier – L'Amérique et le reste du monde », puissant ouvrage de géopolitique prospective. Publié en 1997, il décrit cinq pays géostratégiques : la France, l'Allemagne, la Russie, la Chine,



Des soldats américains et allemands de la KFOR à la frontière entre la Serbie et le Kosovo à Jarinje le 27 septembre 2011 - © AFP

l'Inde et cinq « pivots géopolitiques » : la Turquie, l'Ukraine, l'Iran, l'Azerbaïdjan et la Corée. Pour stabiliser sa domination, l'Amérique doit, selon l'auteur, soutenir l'extension conjointe, à l'Est, de l'UE et de l'OTAN. Brezinski pose la question décisive de savoir s'il fallait ou non inclure la Russie dans l'UE et dans l'OTAN. Il tranche pour la négative tout en prévoyant la réaction russe : « Exclure la Russie (de l'UE ou de l'OTAN) pourrait être lourd de conséquences – cela validerait les plus sombres prédictions russes -, mais la dilution de l'Union européenne ou de l'OTAN aurait des effets fortement déstabilisateurs. »

George Friedman le dit plus crûment : Le but des États-Unis a toujours été d'empêcher une alliance germano-russe qui conférerait aux deux pays la suprématie sur l'Eurasie. Dans les scénarios qu'il élabore, G. Friedman simule l'éclatement d'une guerre le 24 novembre 2050 entre une alliance turco-japonaise et un bloc américano-polonais.

George Kennan, qui fut le théoricien de l'endiguement pendant la Guerre froide, ne manqua pas de dénoncer l'extension de l'OTAN vers l'Est. Pourtant, le Président William Clinton engagea cette politique, y compris pour complaire à son électorat d'origine est-européenne. C'est le cocktail hubris et électoralisme étasuniens + intérêts économiques (dont ceux du lobby militaro-industriel qui s'assure un monopole sur l'équipement des armées de l'OTAN) + ressentiment et craintes est-européens à l'encontre de la Russie qui impulsèrent l'erreur stratégique.

2. POURQUOI SORTIR DE L'IMPASSE ?

Les trois raisons qui plaident en faveur de bonnes relations de l'UE avec la Fédération de Russie sont 1) la nécessité politique d'un bon voisinage, 2) les complémentarités économiques, pour autant que le développement ne se limite pas à la croissance mais soit soucieux de fiscalité harmonisée et d'emplois, 3) le souci de l'équilibre stratégique sur le continent eurasiatique et dans le monde. La Russie n'est plus un empire, les États-Unis d'Amérique le sont, la Chine et l'Allemagne le sont devenu ou le deviennent.

En clair, l'UE peut jouer un rôle d'équilibre modérateur entre la Chine et les États-Unis en s'appuyant sur la Russie, laquelle ne choisit l'alliance avec la Chine (Organisation de Coopération de Shanghai notamment) que par défaut. Dans une optique multipolaire, l'intérêt de la Russie est symétrique de celui de l'UE : travailler avec l'Occident et avec la Chine. Mon point de vue recoupe exactement celui exprimé par le « Club des vingt », concluant : « Un axe Paris-Berlin-Moscou serait un gage idéal de paix pour l'Europe, et même au-delà face au risque de duopole sino-américain. Est-ce contradictoire avec « L'initiative des 3 mers », chapeautée par le Président Trump ?

Le partenariat transatlantique n'implique pas d'accompagner les faucons étasuniens dans leur

desseins de domination de l'Eurasie par UE et OTAN interposées.

3. COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE?

3.1. Respecter la vérité, même quand elle fait mal. À commencer par la vérité historique. Il faut rendre hommage à la Russie postsoviétique d'avoir reconnu le massacre des officiers polonais à Katyn. Il faut regretter l'attitude des dirigeants polonais refusant d'inviter les dirigeants russes à la commémoration de la libération du camp d'Auschwitz, le 27 janvier 2015, alors que la 107ème division de l'Armée rouge qui libéra le camp, dirigée par le colonel Vassili Petrenko, d'origine ukrainienne, mort à Moscou, comportait une majorité de soldats russes et que la Russie a de loin payé le plus lourd tribut de morts civils et militaires dans la 2ème Guerre mondiale. L'attitude du président François Hollande ne fut pas plus honorable, qui refusa de se rendre à la commémoration de l'armistice à Moscou. La vérité historique exige aussi de rappeler que les habitants de la Crimée se sont déjà prononcés en 1991 sur l'indépendance de leur pays, lors d'un référendum organisé par Moscou avec l'accord de Kiev, ensuite abusivement tenu pour nul et non avenu par le parlement ukrainien.

3.2. Que l'UE se montre digne de la paix et de la coopération ou qu'elle renonce à elle-même, laissant aux États-membres – ou à certains d'entre eux - le soin de conduire leurs politiques divergentes. Envers la Russie, deux blocs d'États se distinguent, ceux qui sont favorables au partenariat avec la Russie et ceux qui rejoignent l'hostilité des faucons étasuniens, tant démocrates que républicains (Alliance for Securing Democracy) Les dirigeants de l'UE mènent actuellement une politique contraire aux intérêts économiques, sociaux, politiques, culturels de ses peuples. Ces dirigeants ont malencontreusement reconduit les sanctions contre la Russie, au détriment des deux parties. Les dirigeants veulent parfois la guerre, leurs peuples en font toujours les frais. La lutte efficace contre le terrorisme est une raison supplémentaire d'un partenariat étroit avec la Russie. Au sortir de la guerre froide, il aurait été préférable de mettre en œuvre les articles 46 et 47 de la Charte de l'ONU, stipulant la constitution d'un comité d'état-major auprès du Conseil de Sécurité, plutôt que d'étendre et de renforcer l'OTAN (passage obligé des nouveaux pays adhérant à l'UE).

3.3. En tout cas, l'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève, le GIPRI, dont je préside le Conseil de Fondation, s'emploie et s'emploiera à jeter des ponts. Nous jouerons la carte de la Grande Europe, dont la Russie fait partie, par l'histoire, par la géographie, par la culture, par la nécessité des équilibres stratégiques aussi. Nous accueillerons volontiers les bonnes volontés de l'UE et de la Russie à se joindre à nous.

G.G.

"Parler la langue des autres... et faire leurs guerres"

Vincent GOJON
Auteur, ingénieur et expert en aéronautique
Prix de Mars de l'Ecole de guerre 1996

Qui n'a pas dans ses souvenirs de film américain, qui n'a pas eu sa sensibilité, son jugement formés par eux – qui n'a pas cherché à s'identifier à un de leurs personnages, qui ne va pas placer ce genre de références dans sa conversation quotidienne… au point d'en arriver à penser et à réagir comme eux, pour leur plus grand intérêt, oubliant hélas trop souvent ce pays pourtant si fort d'où il vient et que l'on va désormais qualifier de « franchouillard » … faisant tout soi-même pour ne pas mériter ce qualificatif.

Vaste sujet, déjà abondamment traité, aussi allons-nous nous concentrer sur le domaine des opérations militaires, aux implications si nombreuses sur la marche du monde en ce début de XXI° siècle.

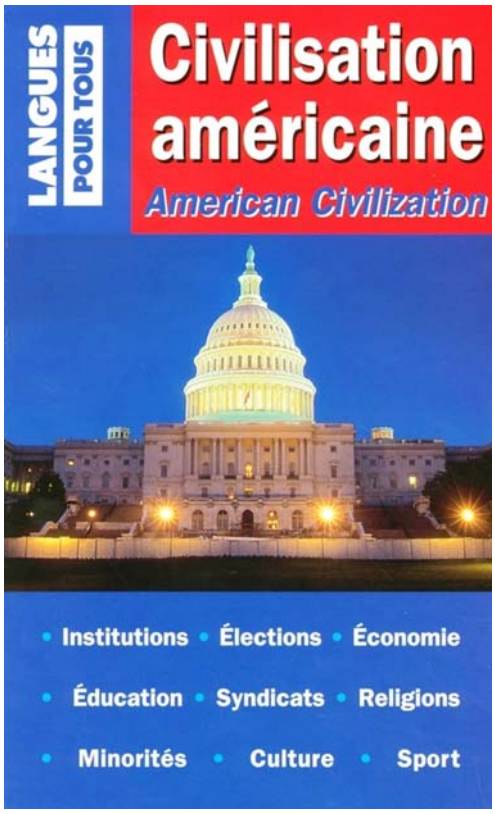
Reparlons des films, et spécialement de ceux de ces dernières années – que l'on vous conseillera de regarder en VO, car il faut bien apprendre l'anglais n'est-ce-pas, et tant pis si on acquiert ainsi l'accent de la populace américaine (oui, il y a assez peu de films « *british Oxford* ») Là on y verra les Américains sauver la planète (enfin la Californie ou New York) face aux zombies, aux virus, aux extra-terrestres… et très, trop souvent face à d'horribles Russes –plus qu'avant ? Du répugnant « Salt » au ridicule « Air Force One » ce ne sont que mafias russes, soldats félons, dirigeants fêlés qui rêvent de redonner au pays sa grandeur perdue…

Tout cela se règlera dans la violence malsaine et chaque année pire (pauvres adolescents) avec la même scène de fin qui n'en finit pas, où le méchant – vraiment très méchant, jamais d'empathie, de recul – se verra éparpiller par le Bon. On reconnait d'ailleurs très vite le Méchant, on le sentirait presque. Tout cela dans une orgie de violence et de grossièreté, dont les effets à long terme ne sont pas encore évalués : personne ne se demande pourquoi les enfants de braves Camerounais transplantés en banlieues françaises deviennent d'agressifs rappeurs que l'on

croirait sortis du Bronx ? Notons aussi qu'on se trahit beaucoup dans ces films, où finalement honneur et fidélité ne sont jamais valorisés, que positions et grades ne veulent rien dire, et qu'on préfère toujours s'appesantir sur la noirceur vénale des caractères.
Moralité : ne faire confiance à personne, tout le monde a son prix – un peu sombre, non ? enfin il parait que c'est ce qu'il faut montrer, comme leurs films de gangsters. Une des premières choses sacrifiées ainsi est la considération due aux grades et au rang – mais comme pour les accents, quel est le public visé ?

L'Aube rouge

En même temps viendra l'étude de la langue anglaise, qui sera le prétexte d'un bon endoctrinement, sur tous les sujets de la bien-pensance dominante.
On ne dira jamais assez le rôle des cours d'anglais dans la dissémination de la bien-pensance universaliste.
Notez qu'une fois la grammaire étudiée et le vocabulaire maitrisé, on pourrait s'intéresser à mille et un sujets, qu'on développerait donc en anglais : non, et qui de nous ne se souvient pas des heures passées à discourir sur les droits de l'homme, les discriminations, le racisme, les droits des minorités, bref tout ce qui rend petit à petit invivables ces grands pays d'Amérique du Nord : ouvrez un de leurs journaux, écoutez une télévision, on ne parle que de ça ! et les sujets militaires n'y échappent pas : tout le monde aura un avis sur la ridicule polémique des transgenres, comme s'il s'agissait de son propre pays...



L'étude des diverses Constitutions américaines, du système judiciaire, des élections occupera des mois – on aurait pu approfondir ainsi l'Australie, l'Irlande, l'important étant d'apprendre la langue elle-même – mais non, il faut bien s'imprégner de ce qui est censé être la lumière du monde. On aurait pu parler de sciences, de nature, de comédies, se raconter des blagues : non, ces pauvres élèves puis étudiants devront subir des heures de « civilisation américaine » – oui, ça s'appelle vraiment comme ça.
Et après toutes ces années, une fois le pli pris, notre jeune soldat va débuter dans la carrière. Ce seront les murs de l'académie recouverts de photos de l'USAF sans que figure une seule photo de l'armée de l'air ou des avions nationaux – je l'ai vu – on s'émerveillera ensuite sur leurs machines volantes, car bien sûr on aura vu Top Gun et équivalents, on regrettera juste de n'avoir que ce que l'industrie nationale nous donne (dans les pays d'à côté on passera de suite au matériel américain, à la demande générale – eh oui, le gavage dure depuis des années chez eux aussi). On s'attachera ensuite à sélectionner certains que l'on enverra poursuivre, au début ou plus tard, une scolarité temporaire de l'autre côté de l'Atlantique : au retour, soyez-en sûrs, ce seront les plus zélés vendeurs de tout ce qu'ils auront vus. Ils auront bien sûrs été observés là-bas, par leurs supérieurs mais aussi pendant leur temps libre,

durant lequel des bénévoles civils les cornaqueront pour être bien sûrs qu'il n'y a aucune déviance. Notons que ce n'est jamais que le système des Young Leaders, vous savez ce programme merveilleux de formatage de nos élites politiques à l'esprit d'outre-Atlantique : ils y vont (parrainage nécessaire !) puis au retour vous vanteront les quotas, la discrimination positive, l'acceptation des déviations sexuelles, l'interventionnisme US nécessaire… N'ironisez jamais sur les messages qu'on vous demandera de véhiculer, vous passeriez aussitôt la trappe – quel dommage, au vu de ce que cela va vous rapporter par la suite. Il n'a échappé à personne que les actuels Présidents et Premier Ministre français actuels sont tous les deux passés par ce programme …

Continuons dans la carrière : ce sera la formation technique (pourquoi encore s'embêter avec le français et son vocabulaire aéronautique ?) puis les exercices, les manœuvres avec les Américains qui vous notent, parfois formellement (OTAN) parfois amicalement (combien de fois avez-vous entendu dire « *les Américains ont été impressionnés* » alors qu'ils étaient juste joyeusement polis : « *great, nice job, tremendous !* »

On est tellement désespéré de plaire que certains officiers retombent en enfance, on s'accroche des galons US sur ses tenues car bien sûr « ils » ne connaissent pas les nôtres (et alors ?)

On se laisse visiter ses avions la nuit, décortiquer son pod CME sans rien dire sur les bases américaines,

on les remercie de venir squatter Djibouti, bref ils ont toujours raison.

Lors d'un accident d'avions sur une base espagnole on entend dire « *pas de portable, les américains ne veulent pas* » – ah bon, on est en Amérique ? et personne ne relève ?

Le dressage (films, scolarité, beaux avions) a porté ses fruits – et c'est comme ça que l'on arrive à servir un autre maître que son propre pays. Mais l'exemple venant du plus haut du pouvoir politique depuis quelques années fait que cela n'est pas bien grave. On dénigrera les opérations africaines, la défense du territoire ou des territoires d'outre-mer en disant que c'est du " franco-français " et on ira tranquillement faire des guerres là où notre pays n'a rien à faire… en croyant faire plaisir à des gens qui de toutes façons ne changeront pas d'avis sur nous, nous méprisent dans leur grande majorité et ressortent toujours les mêmes histoires (ah les F111 qui se virent refuser le passage par les Pyrénées, l'Irak de 2003 où nous

TXT
TOUT PERSONNEL MARINE

PRIMO/
LA DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DE LA MARINE RECHERCHE DES
OFFICIERS VOLONTAIRES POUR HONORER LES OFFRES DE COOPERATION AVEC LA
SUEDE SUIVANTES :

ALFA/
INVITATION AU 'GENDER TRAINING OF THE TRAINERS (GTOT) COURSE'
ORGANISE PAR LE 'SWEDISH ARMED FORCES INTERNATIONAL CENTRE AND NORDIC
CENTRE FOR GENDER IN MILITARY OPERATIONS'
DU 12 AU 21 JUIN 2017 A
STOCKHOLM (SUEDE).

BRAVO/
INVITATION AU 'REGISTER FOR KEY SEMINAR ON GENDER' ORGANISE PAR LE
'SWEDISH ARMED FORCES INTERNATIONAL CENTRE AND NORDIC CENTRE FOR
GENDER IN MILITARY OPERTAIONS' LES 12 ET 13 JUIN 2017 A STOCKHOLM

n'étions pas) alors pourquoi dans ce cas se donner la peine de les aider dans leurs guerres, en y perdant du monde ?

Remarquons en passant que l'OTAN est un fantastique aspirateur de conscience nationale, on y va parce qu'ils l'ont décidé – et après on utilise ce mot magique de coalition, bien commode pour que chacun se camoufle un peu, y compris les américains quand il y a pertes… ou bavures. Dans quelques années cette organisation sera en Birmanie ou en Angola si ça continue comme ça !

On y base presque toute les scénarios sur la politique du *rogue* – *rogue state* pour commencer, puis *rogue pilot*, c'est-à-dire l'homme qui décide de ne plus être lié par les accords de cessez-le-feu que son pays a signé, bref qui pète un plomb et qui va se ruer sur vous. C'est gentil pour le professionnalisme de leurs officiers – mais bon puisqu'ils sont le Mal, c'est comme ça que cela doit être, n'est-ce-pas (revoir le conditionnement des films) De notre côté on pratiquera le « *push* » c'est-à-dire en gros qu'on se jette sur eux en criant avant de rebrousser chemin, un peu comme un éléphant qui charge et qui s'arrête à trois mètres de vous… mais ça, ce n'est pas de la provocation ça (revoir le Bien face au Mal).

Reparlons de fascination : à des Belges on parlera anglais, on retournera en échange chez des Tchèques un an après et on se félicitera « *qu'ils aient fait des progrès en anglais* » (message reçu par eux : pas la peine de faire le plus petit effort en français… oublions l'Histoire européenne) – on s'obstinera à parler anglais à des Roumains francophones, on copiera les structures de commandement US jusqu'au ridicule, reprenant à l'identique après traduction les nouveaux noms des grands commandements américains … Comme dans

Afghanistan : Briefing franco-américain avant un départ en patrouille

la pub et l'audiovisuel, on se gargarisera de *targeting*, de *counter-strike*, de *refueling*, de *close-loop*, des cercles de Warden, on ne s'équipera plus avant d'aller à l'avion, ce sera le *dress* suivi du *walk* … et plus on empilera de ces termes, plus on sera sûr d'impressionner au détriment de toute véritable réflexion. J'ai lu un livre sur les opérations aériennes en Afghanistan, où il semblait que la seule qualification qui importait était l'aisance à jongler à la radio avec tous ces mots-codes et ces accents – et là on impressionne au retour, car on absolument hermétique pour ceux qui n'y ont pas été ! Petit rappel : à ce petit jeu, nous serons par définition toujours inférieurs, que ce soit en l'air ou en réunion, de par notre formatage linguistique – à moins de devenir réellement bilingues, tels des Danois ou des Hollandais. Est-ce que nous voulons réellement ?

Un Suédois me disait un jour que dans leur pays ils étaient très bons en anglais car leur petit nombre rendait non-rentable les doublages de films, et il n'y avait donc que des VO sous-titrées qu'ils regardaient dès l'enfance… Amsterdam est parait-il devenue une ville bilingue, les études supérieures s'y font en anglais, et dans le monde entier des familles d'expatriés français mettent leurs enfants dès la maternelle à l'école anglaise, comme ça « on ne perd pas de temps » Fort bien – rappelons-nous toutefois que l'on n'arrivera jamais à s'élever au niveau des *5 eyes country* vous savez, les US et ces quatre autres pays peuplés … des mêmes gens en fait ! et tout cela crée le réseau Échelon d'espionnage planétaire, dont la caractéristique est de ne faire confiance à personne d'autre, et que les ceux qu'on espionne n'y attachent qu'un intérêt poli (exemple : chancelière allemande, gouvernement français …) mais puisque c'est pour la bonne cause (voir les films, plus haut).

On dira « IED » au lieu de mines, en Afghanistan puis en Afrique par mimétisme, alors que c'est aussi long à prononcer – comment ne pas penser à la réplique de Jean Reno dans « l'Enquête corse » : « *tu te fais appeler Jack palmer ? ah oui, ça fait américain, c'est mieux… »* et on arrivera chez nous à parler anglais lors d'opérations africaines parce qu'on ne saura plus

s'exprimer que comme ça – ou on s'exprimera dans cette langue parce qu'il y en aura deux sur quarante participants à une réunion... Que sont devenus les enfants des cuirassiers d'Eylau ?

On va commencer par ne plus apprendre ça à l'école, comme ça tout disparaitra et on ne sera plus embêté, n'est-ce-pas ? Et au final on se retrouve avec la chargée de communication sénégalaise de l'Élysée qui nous dit « *yes, la meuf est dead* » en parlant de Simone Weil…. Un député européen était quand à lui hier tout heureux de parler le « *globish* » c'est-à-dire le mauvais anglais.

Les réflexions stratégiques comme les retours tactiques des récents conflits en seront que la resucée des pensées américaines – les américains disent que, ont trouvé – et les Anglais, les Turcs, les Sud-africains, les Indiens, tous ces gens qui ont leurs guerres, ils n'ont rien à nous apprendre ?

Quand avons-nous pour la dernière fois développé un système d'armes de notre invention, original, au lieu de copier ce qui se fait outre-Atlantique avec dix de retard au minimum ? Pas la peine de se donner du mal de toutes façons, puisque les chefs d'états-majors nous disent que nous ne serons plus jamais seuls, que nous serons toujours au sein d'une coalition – et pas besoin de vous dire avec qui. On se persuadera qu'un grand pays comme la France ne peut plus techniquement faire de guerre seul, à des petits pays comme la Serbie ou la Lybie déjà affaiblis par des années de blocus… ou

alors les raisons de ces guerres sont si peu claires qu'il vaut mieux les partager avec d'autres. Dans tous les cas, celui qui contestera cet état de chose le paiera bien vite d'une mise à l'écart.

Et à propos de contester, vous pouvez toujours vous y essayer, la chance est forte qu'on vous enverra aussitôt à la figure, le débarquement de juin 1944, que vos interlocuteurs soient vos nationaux ou de la famille anglo-saxonne. Ah, s'ils n'étaient pas venus nous aider … combien de fois l'avons-nous entendu, pour des opérations qu'on n'a jamais tant fêté qu'elles s'éloignent (cette année 2017, on nous a rajouté leur arrivée en 1917, pour bien enfoncer le message) Quelques petites considérations : nous étions en chemin… et s'il avait été techniquement plus intéressant de débarquer sur la côte belge au sud d'Anvers, c'est comme ça que cela se serait passé, poursuivant ensuite vers l'Allemagne, ce qui n'aurait pas posé de problème (voir comment la moitié de la France se vida de ses Allemands une fois la tenaille refermée par la Provence) On entend tout sur cette époque, que les US sont entrés en guerre contre l'Allemagne – faux, c'est Hitler que sa folie poussa à déclarer cette guerre en premier, le 11 décembre 1941 ayant attendu quatre jours après Pearl Harbor – alors que les Américains avaient déjà assez à faire avec les Japonais qui venaient de les attaquer et ne se pressaient pas de faire plus… on m'a aussi soutenu agressivement que Soviétiques et Américains sont rentrés simultanément dans Berlin (demandez au général Patton !) on l'a aussi appris à mes enfants à l'école – et là je crois que les lecteurs de cette revue n'en ont pas besoin de plus…

Qui a jamais fait le compte précis des victimes des bombardements alliés en France en 1944 – le Havre, Lyon, Brest, Caen… – Calais et Royan c'était juste pour garder la main, on n'allait pas ramener les bombes ! Près de 80 000 morts, à peu près autant que l'occupation allemande en France et encore, si on compte les déportations….

En 1944 se déroula la grande offensive d'été de l'Armée Rouge, l'opération Bagration, infiniment plus vaste que l'opération Overlord de Normandie. Deux millions trois cent mille soldats et vingt-quatre mille canons pour libérer la Biélorussie et y progresser de plus de 500 km, avant l'offensive finale sur l'Oder en janvier 1945 … La Wehrmacht ne devait pas s'en relever – mais qui s'en souvient en France, on n'a pas fait de film là-dessus avec Bourvil, John Wayne et Robert Mitchum… En 1946, 57 % des Français considéraient comme primordial le rôle de l'Armée Rouge dans la victoire sur le nazisme – soixante ans plus tard en 2015, ce pourcentage était tombé à 8 % ... Les films sur les sauveurs de la planète et le rouleau compresseur culturel avaient fait leur œuvre. Pensez-y juste, car si on ne se souvient plus des héros de Stalingrad c'est comme s'ils mourraient une deuxième fois….

Tout ce qui précède et les développements que vous pourrez y ajouter, vous fera immanquablement qualifier d'anti-américanisme primaire : vous avez compris, si vous n'êtes pas d'accord c'est que vous n'avez pas d'instruction…. Or parler une langue, admirer des avions ne devrait cependant pas être une raison de prendre à son compte tous les projets et vices d'un autre pays. Souvenons-nous quand même que le latin a fini par s'écrouler sous on propre poids…

V.G.

LA SUPERCHERIE DU DROIT-DE-L'HOMMISME

Bruno GUIGUE
Essayiste et analyste politique

Hormis les réactionnaires qui pensent que les hiérarchies sociales sont fondées en nature et qu'il y a des hommes faits pour commander et d'autres pour obéir, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut défendre les droits de l'homme. Mais il faut admettre que les uns et les autres ne parlent pas de la même chose. Si l'on entend par cette expression la possibilité pour chacun de jouir du bien commun, alors l'accès à l'emploi, au logement, aux soins et à l'éducation fait partie des droits de l'homme - ou des droits humains, ne jouons pas sur les mots - au même titre que la liberté d'expression ou le choix de son orientation sexuelle. Prendre au sérieux les droits de l'homme, c'est y inclure les droits collectifs, c'est-à-dire la possibilité de vivre dans des conditions matérielles décentes.

Les militants des droits de l'homme, pourtant, ne s'intéressent qu'aux droits individuels et délaissent ostensiblement les droits collectifs. Que des individus soient emprisonnés ou empêchés de s'exprimer par des gouvernements autoritaires leur est insupportable, mais que des masses d'affamés subissent la loi d'airain du capital mondialisé leur est indifférent.

Leur compassion pour l'humanité souffrante est étrangement sélective. Ils ne se mobilisent que pour des minorités ou des individus isolés, ils agissent au cas par cas en sélectionnant les individus ou les groupes qu'ils jugent dignes de leur attention, et on ne les voit jamais prendre fait et cause pour une classe socialement opprimée.

Le vocabulaire de la plupart des ONG - majoritairement anglo-saxonnes - en témoigne clairement. Elles entendent combattre la

discrimination et non l'exploitation, l'exclusion et non la pauvreté, la privation de liberté infligée à quelques-uns et non la misère imposée au grand nombre. Leur philosophie est celle de l'individualisme libéral, qui ne connaît que des individus porteurs de droits et se soucie peu de savoir s'il y a parmi eux des riches et des pauvres. Ne parlons pas de la lutte des classes, ce gros mot qu'elles ne veulent même pas entendre prononcer. La seule lutte qui compte à leurs yeux, c'est celle qui vise à aligner des individus abstraits sur un standard restreint aux libertés formelles - et individuelles - en oubliant allègrement que ces libertés n'existent que sous certaines conditions.

Pour tout dire, le droit-de-l'hommisme ordinaire occulte le fait que ces libertés individuelles ne sont effectives que si les droits collectifs sont garantis par des structures sociales qui les favorisent. En d'autres termes, les droits individuels ne sont réels que si les individus sont correctement nourris, logés, éduqués et soignés, et ces conditions ne sont réunies à leur tour que si un rapport de forces entre classes sociales les inscrit dans la durée. Bref, les droits-de-l'hommistes oublient tout bonnement que les individus ne sont rien sans la société et que les droits individuels dont on réclame l'application ne sont que du vent si la société est divisée en dominants et dominés.

Cette indifférence aux conditions d'exercice des droits dont ils font pourtant leur fonds de commerce n'est pas étonnante. Petits-bourgeois des pays riches, les défenseurs des droits de l'homme défendent les droits dont ils jouissent, dont ils pourraient jouir ou dont ils voudraient que jouissent ceux qui leur ressemblent. Pourquoi dépenseraient-ils leur énergie à lutter contre la faim dans le monde quand leur assiette est pleine ? Pourquoi se battraient-ils pour l'appropriation collective des richesses puisqu'ils n'ont aucun problème de fin de mois ? En luttant pour les droits de l'homme, ils aspergent d'eau bénite leurs états d'âme de nantis que leurs conditions d'existence n'amènent jamais à interroger les ressorts de l'oppression et de l'injustice qu'ils ont constamment à la bouche, mais sans savoir de quoi ils parlent.

Que les pauvres soient pauvres importe peu à leurs yeux, car les pauvres revendiquent en général autre chose que la reconnaissance de droits individuels rendus impossibles par l'absence de droits collectifs. Lorsque l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté,

revendiquer la liberté d'expression avec un minimum de sérieux impliquerait d'exiger l'expropriation des capitalistes qui contrôlent la presse afin de créer les conditions d'une information plus objective. Mais on n'a jamais entendu un droit-de-l'hommiste formuler ce genre de revendication.

Le contrôle des médias ne s'expose à sa foudre vengeresse que s'il est exercé par de méchants dictateurs qui défient le nouvel ordre mondial. Pour les autres, il n'y a pas de problème.

Sélective, cette indignation pseudo-humaniste choisit ses victimes. Les autres peuvent crever. Lors de la chute du communisme, en 1991, les organisations droits-de-l'hommistes ont crié victoire. L'idéologie des droits de l'homme ayant été inventée pour lutter contre l'URSS, cette victoire finale sembla consacrer leur vision du monde. Mais aucune de ces organisations n'a souligné que les prisons soviétiques étaient vides depuis longtemps et que le totalitarisme dont la philosophie politique des années 70 faisait un mal absolu était une coquille vide. On ne s'émut pas davantage, chez les humanistes, en constatant que sous la présidence Eltsine (1991-2000) l'espérance de vie régressa de dix ans sous l'effet des réformes structurelles dictées à la Russie par le FMI. C'est normal. Les petits vieux qui meurent en masse dans le paradis capitaliste n'intéressent pas les défenseurs des droits de l'homme.

L'humanité souffrante dont se soucient des ONG pétries d'humanisme se résume à un agrégat indistinct d'individus abstraits, atomisés, dont le sort

n'est intéressant que s'il témoigne d'une violation de leurs droits individuels, de préférence dans un pays exotique dont le procès est instruit par la doxa occidentale. Mais on n'a jamais vu « Amnesty International » - dont le seul intitulé relève de la publicité mensongère - s'insurger contre le fait que 800 millions de personnes souffrent de malnutrition, ou que des centaines de milliers d'ouvrières sont surexploitées par les multinationales occidentales dans les « maquiladoras » de la frontière mexicaine. On répondra sans doute que ce n'est pas l'objet social de cette organisation, et je répondrai à mon tour que c'est précisément le problème sur lequel il convient d'insister.

Cette triple sélectivité dans le choix des droits en question, des individus concernés, et enfin des pays sur lesquels on braque le projecteur, explique donc beaucoup de choses. Elle explique que l'on fasse le tri parmi les victimes en évitant soigneusement d'incriminer les structures - celles de l'exploitation capitaliste mondialisée – qui sont responsables de 90 % des malheurs qui frappent l'humanité. Elle explique aussi la fascination des ONG droits-de-l'hommistes pour la défense des LGBT. La lutte contre les discriminations qu'ils subissent est légitime, mais il faut être lucide sur l'effet de cantonnement qu'elle génère. Car cette cause, aux yeux du droit-de-l'hommisme petit-bourgeois, présente l'avantage de transcender la division sociale, d'évacuer la question des rapports de classe, bref de conférer à la lutte pour les droits humains une universalité abstraite qui sert les intérêts dominants.

La sélectivité du droit-de-l'hommisme permet aussi de comprendre pourquoi la condamnation des violations incriminées épouse toujours un axe nord-sud. Aucune ONG vénézuélienne ne mène campagne contre la mainmise d'une poignée de milliardaires sur la quasi-totalité des médias en France ou aux USA. En revanche, les ONG occidentales dénoncent sans relâche les violations de la liberté de la presse au Vénézuéla, alors que la presse, loin d'y être opprimée par le pouvoir, appartient à une poignée de capitalistes qui combattent le gouvernement. Machine de guerre contre les États récalcitrants, le droit-de-l'hommisme bénéficie donc de financements colossaux, à l'image de ces « Casques blancs » qui jouent au djihadiste côté cour et au brancardier côté jardin grâce aux 15 millions de dollars versés par des fondations britanniques. Moyennant une trousse à maquillage, ils arrivent même à fabriquer des victimes pour émouvoir le populo scotché devant les petites lucarnes.

Ces exemples montrent également que la fonction expresse de l'idéologie droit-de-l'hommiste - servie par ces appareils idéologiques de masse que sont les ONG - est de saper la souveraineté des États qu'elle

a pris pour cibles. De la fondation de George Soros aux officines qui participent aux conflits armés sous couvert d'action humanitaire en passant par les révolutions de couleur organisées de l'étranger, la galaxie droit-de-l'hommiste intervient partout, distribuant subventions, éléments de langage et certificats de moralité à qui-mieux-mieux dans le seul but de semer le désordre dans des pays dont la liste est fournie par la CIA et dont le seul tort est de faire obstacle à l'hégémonisme occidental. La Russie en sait quelque chose, et on comprend qu'elle ait neutralisé cette poignée d'exhibitionnistes à moitié débiles (Femen) dont l'activisme desservait les intérêts du peuple russe.

Savamment orchestrée au nom des droits de l'homme, toute cette agitation a pour but de vider de sa substance le droit des peuples à s'organiser comme ils l'entendent. Dirigée contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, cette ingérence fait peser une menace d'implosion sur les sociétés dont l'essor ou la résistance déplaît à Washington, Londres ou Paris.

Pratiquée à grande échelle, l'intervention militaire chez les autres n'a pas toujours donné les résultats escomptés. Elle est désormais remplacée par cette épée de Damoclès planant sur la tête de tous ceux qui osent défier l'Empire et contester le monopole du dollar. Faute de pouvoir vitrifier ses opposants étrangers à l'arme lourde, un Occident arrogant brandit alors l'étendard de l'internationalisme humanitaire. Relayé par un gauchisme qui dissout ses illusions perdues dans le pathos et oublie Trotsky avec BHL, il agite frénétiquement le miroir aux alouettes des droits de l'homme, éblouissant beaucoup de bonnes âmes qui ne voient pas que cette idéologie est le faux-nez de l'impérialisme.

L'Occident a beau croire qu'il a découvert la pierre philosophale, la conception des droits de l'homme, pourtant, n'est pas univoque. Pour les Chinois, le premier des droits est celui de ne pas mourir de faim. Cette priorité n'est pas celle de la gauche occidentale, sinon elle mobiliserait davantage d'énergie à lutter contre la faim dans le monde qu'à promouvoir les droits des minorités. Mais cette divergence n'est pas une raison suffisante pour dire que les idées chinoises ne valent rien. « A plusieurs, nous sommes moins sujets à l'erreur que lorsque nous sommes seuls à décider », disait Aristote. On veut bien admettre qu'un milliard 379 millions de Chinois puissent se tromper, mais on peine à croire que ce soit le cas tout le temps, d'autant que leur pays qui était un champ de ruines en 1949 est aujourd'hui la première puissance économique du monde. A défaut de quelques coups bien mérités sur le museau, un peu d'humilité éloignerait homo occidentalis de son penchant indécrottable à donner des leçons à la terre entière.

B.G.

Les antifas devront-ils enfin rendre des comptes à la justice ?

Gérard BRAZON
Auteur patriote et agitateur d'idées.

Un procès s'est enfin ouvert contre des militants antifas. Serait-ce la fin de cette engeance qui règne sans entrave dans les rues et sévit avec ou contre les manifestations suivant qu'elles sont de gauche ou de Droite.

En mai 2016, en marge d'une manifestation contre la loi El Khomri, une voiture de police avait été incendiée avec deux agents à bord. L'un d'entre eux, Kévin (surnommé « Kung Fu Cop ») avait ensuite été violenté à coups de barre de fer. Huit suspects comparaissent devant la justice à partir du 19 septembre 2017[1].

Qui sont les antifas ? Des humanistes ? Des défenseurs de la veuve et de l'orphelin ? Des résistants contre le fascisme affirment-ils ! Mais qu'est-ce que le fascisme ? Depuis plus de quarante ans, les médias, les écoles de journalisme, les éducateurs en tous genres, nous bassinent sur le fascisme ! Pas une génération qui a pu éviter l'expression fasciste. L'insulte suprême après Nazisme ! Pas un étudiant ne peut ignorer que le fascisme serait forcément d'extrême droite ! Qu'en est-il ? Pour s'informer, se cultiver, les bonnes âmes apeurées par le fascisme en France devraient vérifier en allant simplement sur internet.

C'est Benito Mussolini, ancien directeur du quotidien socialiste Avanti qui fonda le premier parti fasciste (PNF – Parti National Fasciste) en 1921. Avant la guerre de 14/18, il abandonna l'international socialisme de Lénine pour mener une action nationale socialiste en Italie. Il fut, il est vrai, aidé par son exclusion du PSI pour cause d'appel à la guerre en 1914. Ce qui n'a rien enlevé à ses convictions socialistes !

Pour mieux réaliser les tendances politiques dans ces

années 1920/30, il faut aussi comprendre les liens d'admiration d'Adolph Hitler pour Benito Mussolini en 1923. Hitler à la différence de Mussolini, a lui, investi un parti d'extrême gauche, le NSDAP (Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands) plus connu sous le nom de parti nazi. Comme son nom l'indique, tout comme le parti Fasciste, ce sont des partis politiques issus de la mouvance socialiste. Ils n'avaient pas grand-chose à voir avec les vieux partis des Radicaux ou Conservateurs du moment. Que ce soit en France, en Italie ou en Allemagne. D'essence révolutionnaire, ils souhaitaient l'abolition des régimes de l'époque, pour un pouvoir ou la démocratie serait abolie.

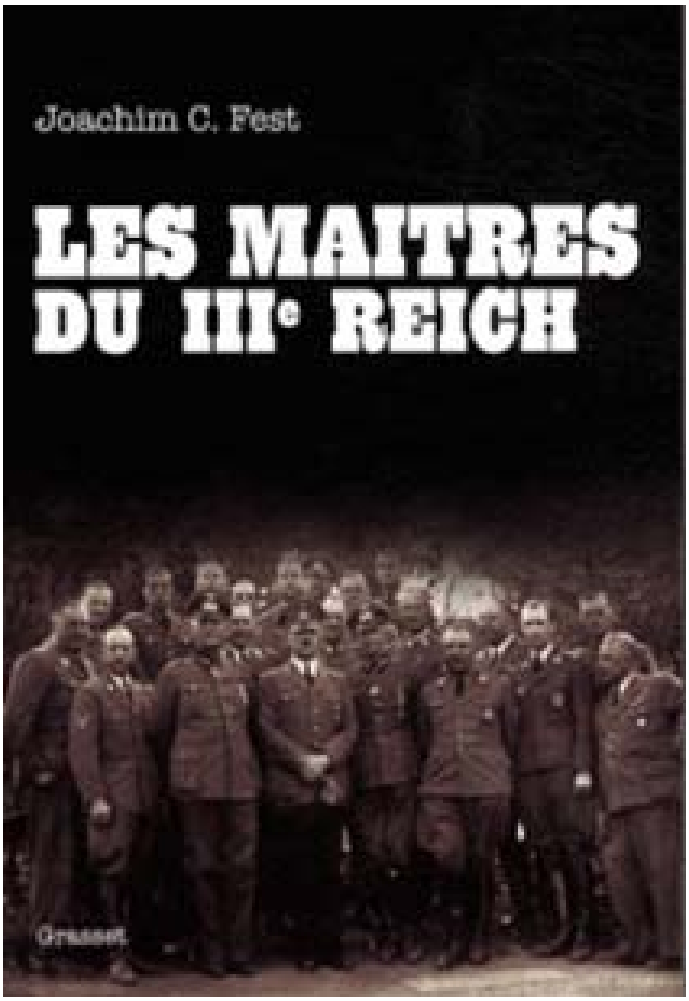
Pour les puristes, on notera une grande différence entre le fascisme de Mussolini et le nazisme d'Hitler ! Le premier n'ayant jamais intégré les discours raciaux et antisémites des nazis, au moins jusqu'en 1943, lorsqu'il est passé sous la coupe d'Hitler en tant que chef de l'État de la République sociale italienne (RSI). En clair, nous pouvons dire que les antifas, sont des groupes qui s'ignorent d'extrême gauche, ou qui sont totalement idiots. Le seul parti fasciste qui ait existé en France, est le PPF, (Parti Populaire Français) de Jacques Doriot, un ancien haut responsable communiste.

Il n'en reste pas moins que ces nazillons, me font penser à la SA (la Section d'Assaut d'**Ernst Röhm**). Leur mission étant de semer la terreur dans les rues et d'imposer par la force, l'effacement de toutes manifestations et donc, de nier la démocratie. La police n'est qu'un paramètre négligeable dans leurs actions. Sans doute parce que les responsables politiques socialistes ont été particulièrement tolérants avec les « antifas » !

Enfants du socialisme dur, les antifas ont vraiment des liens de parentés avec cette gauche qui pratique le fascisme, tout en le dénonçant à la population via les médias complices. Vieille technique de manipulation digne des nazis.

Qui était Röhm, le chef nazi des Sections d'Assaut ? L'historien Joachim Fest note que Röhm se sentait plus proche, dans son activité de militant, « des communistes que des bourgeois ». N'est-ce pas là, la définition de ces « jeunes » antifas, et qui explique le soutien de certains politiques situés à gauche ? La plupart d'entre eux sont des branleurs de la bourgeoisie très aisée. Ils font les macaques entre deux cours à l'école privée, deux shits payés avec l'argent de papa. Ils règlent surtout des comptes œdipiens, à défaut de faire de l'anorexie comme maman. Des révolutionnaires en peau de lapin !

Les « fils de travailleurs » sont soit au chômage et galèrent, soit ils se tapent les 3/8 dans les usines, bossent dans l'artisanat, ou étudient sérieusement à la Fac pour ne pas avoir, à finir raides comme leurs parents. Deux mondes ! Je viens du second et j'emmerde le premier. Surtout ces gâtés de dégénérés qui demain, grâce à papa, trouveront des postes gratifiants.



Il serait temps que des journalistes honnêtes et des médias responsables, affirment clairement que les antifas ont bien des méthodes de fascistes.

George Orwell disait que si la gauche est « antifasciste », elle n'est pas anti totalitaire, et qu'en ces temps d'imposture, la vérité est révolutionnaire. Disons là cette vérité. La gauche socialiste couve en son sein des monstruosités, et probablement une « bête immonde » puisqu'elle couvre l'islamo-fascisme.

Bien entendu, et il fallait s'y attendre. Des « personnalités » s'activent et dénoncent. Pour eux, la manifestation qui a dégénéré en 2016 était une réponse légitime au rassemblement des policiers le même jour « contre la haine antiflics ». Une manifestation à laquelle avaient participé Gilbert Collard, Marion Maréchal-Le Pen ou Eric Ciotti. Etait-il normal de vouloir se faire du flic, et si possible d'en brûler quelques-uns ? Qu'en pensent ces personnalités de la gauche radicale comme la députée Danièle Obono (La France insoumise), d'Olivier Besancenot, de Frédéric Lordon, un économiste propagandiste de Nuit debout, et Houria Bouteldja, présidente du Parti des indigènes de la République, auteur de Nique la France.

Du côté des -organisations qui dénoncent, on trouve, l'Union syndicale Solidaires (USS), Alternative - libertaire, les maoïstes de l'OCML-VP ou encore le NPA. Tous de braves gens qui aiment bien la démocratie et la liberté d'expression pour peu qu'ils puissent la savater, la matraquer ou l'écraser avec leurs rangers.

Un anarchiste basque de 31 ans. Une Américaine transgenre. Un étudiant en sociologie de 23 ans, fils de bonne famille, descendant de l'écrivain Georges Bernanos. Un ingénieur en informatique de 37 ans, et deux casseurs manquant à l'appel : l'auteur d'un coup de pied dans le pare-brise et un étudiant suisse de 28 ans soupçonné d'avoir jeté le fumigène qui a mis le feu au véhicule. Ce dernier fait l'objet d'un mandat d'arrêt international.

Dans cette affaire, nous voyons bien à travers les acteurs et leurs soutiens, dans quelle situation infernale la France se trouve. Faire confiance à la justice ? Si cela n'avait pas été contre la Police, et sous l'éclairage médiatique, nous pouvons être certains que cette affaire n'aurait pas vu le jour en justice. Combien de magasins démolis et pillés, de

voitures brûlées, de mobiliers urbains détruits et d'innocents agressés sans qu'il y ait des suites judiciaires ? Combien de ces actes commis par ces groupes fascistes, ont été mis dans la corbeille du procureur en charge ? Comme au temps de la SA de Röhm en Allemagne, dans les années 1930.

« *Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir* » disait le Marquis de Rivarol. L'estime du peuple de France envers sa Justice, ses pouvoirs publics, ne sont plus qu'une illusion pour les plus conscients, une farce pour les plus avertis. Des Français conscients qui sont de plus en plus nombreux à le comprendre. Une illusion, une farce entretenue par les médias !

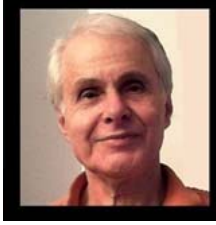
Avoir confiance en la justice aujourd'hui, il faut bien le dire, c'est se mettre la tête dans le sable et attendre un formidable coup de pied dans le cul.

G.B.

Note :

1 http://www.fdesouche.com/885499-voici-antifa-agresseurs-de-kungfucop-lors-manifs-elkhomri-ont-ete-identifies-malgre-leurs-masques

L'antifascisme chimérique des antifas du Québec



Gaétan BOUCHARD
Correspondant de "Sans Frontières" au Canada

Les antifas du Québec sont éloquemment silencieux sur le slogan nazi ukrainien, « Slava Ukraini !» - (Слава Україні ! - Gloire à l'Ukraine !) écrit le 24 août dans un message officiel du Premier ministre libéral du Canada Justin Trudeau destiné à tous ceux qui fêtent l'indépendance de l'Ukraine et le pire, au nom de tous les Canadiens. Ils le sont tout autant sur le support apporté par le gouvernement canadien du libéral Justin Trudeau au régime ukrainien actuel, qui est sous la poigne solide des bandéristes, version ukrainienne des nazis allemands. Ils sont aussi très silencieux sur le cadavre nazi dans le placard familial de la ministre libérale des Affaires extérieures du Canada Chrystia Freeland et le fait qu'elle ait caché ce fait aux électeurs canadiens avant de se faire élire. Ils voient des nazis où il n'y en a pas et où il y en a, comme dans l'Ukraine actuelle, ils sont aveugles. Ils ne les voient pas ou ne veulent pas les voir.

Non Monsieur le Premier Ministre du Canada, vous n'avez pas le droit de parler en mon nom et je ne fête pas l'indépendance illusoire de l'Ukraine, qui sert que de pion aux visées impérialistes va-t-en-guerrière de l'empire américain dans sa confrontation irraisonnée avec la Russie, qui risque à tout moment de déclencher un conflit nucléaire mondial.

Le support financier, diplomatique, militaire que le

gouvernement canadien apporte à l'Ukraine, fait du Canada le complice des crimes contre l'humanité perpétrés par l'armée ukrainienne au Donbass. Par la guerre du gouvernement ukrainien, sous le contrôle des néo-nazis, par les exactions de son armée et de ses bataillons néo-nazis, selon les statistiques officielles, 10 000 russophones sont morts au Donbass depuis 2014. Il y a eu 1,6 million de personnes déplacées selon les statistiques de l'ONU mais d'autres sources affirment plutôt 2,5 millions de réfugiés en Russie provenant de l'Ukraine et du Donbass.

Le gouvernement canadien supporte activement le régime actuel en Ukraine, notamment en envoyant un contingent de 200 soldats des Forces Armées Canadiennes pour entraîner l'armée ukrainienne, dans sa supposée lutte contre les terroristes du Donbass. Mais objectivement cette lutte n'en est pas une. C'est en réalité une tentative de nettoyage ethnique des russophones du Donbass par le régime ukrainien. Si ce n'était de la résistance acharnée des Donbassiens, les russophones des républiques indépendantes auraient été chassés systématiquement de leur terre ancestrale.

L'oligarchie financière mondiale a pour objectif de

détruire les liens sociaux qui unissent les êtres humains entre eux, tout particulièrement la famille et la nation, et de les soumettre à un nouvel ordre mondial où ils ne seront plus que des esclaves dociles, apatrides, des consommateurs aveugles de la production capitaliste mondiale robotisée, pour enrichir les oligarques financiers. Les pays qui ne se soumettent pas aux diktats de l'empire israélo-américain, soit directement ou par des intermédiaires, se font agresser militairement, comme par exemples : la Syrie, la Libye, le Donbass.

La question centrale pour les Québécois: comment allons-nous organiser la lutte pour résister efficacement aux actions destructrices de l'oligarchie financière, avec comme objectif de nous éliminer en tant que nation?

Pour contrer la destruction accélérée de nos programmes sociaux, de nos services de santé et d'éducation, allons-nous uniquement compter sur les prochaines élections au Québec et au fédéral ?

Comment allons-nous défendre la langue française qui recule de plus en plus au Québec ?

Je n'ai pas toutes les réponses à ces questions, mais certainement que l'indépendance du Québec est un prérequis incontournable. Il faudrait que les indépendantistes québécois s'attellent à la tâche primordiale de faire la promotion systématique de l'indépendance du Québec auprès de sa population.

Concernant la « guerre des drapeaux », voici ce que je pense sur la campagne de dénigrement systématique du professeur de Cégep Xavier Camus contre les soi-disant fascistes du Québec.

https://xaviercamus.com/2017/08/31/sur-le-drapeau-nazi-observe-a-quebec/

Drapeaux des Forces Armées Allemandes de 1871 à 1945

L'article du professeur de Cégep Xavier Camus sur son blog, sur le prétendu drapeau nazi observé lors de la manif de la Meute à Québec contient des faussetés. La photo du drapeau que l'on voit dans l'article du professeur de philosophie, est celui des Forces Armées Allemandes de 1933 à 1935. Ce drapeau à la croix noire pattée, est le drapeau de guerre du Reich, en allemand «Reichskriegsflagge», qui a été en vigueur de 1871 à 1935, sous diverses variantes, sous plusieurs différents régimes politiques, mais toujours avec la même constante, la croix noire pattée. Que le drapeau ait été en vigueur 2 années sous le régime nazi n'en fait pas pour autant un drapeau nazi, comme le symbole de la croix rouge n'est pas un symbole nazi parce qu'il a été en usage sous le régime hitlérien.

Le drapeau nazi est caractérisé par la croix gammée noire orientée vers la droite, dans un cercle blanc, sur fond rouge. On ne peut certainement pas qualifier le «Reichskriegsflagge» de 1871 à 1935 de drapeau nazi. Je m'étonne au plus haut point qu'un professeur de philosophie de Cégep ne semble ne pas pouvoir faire la différence entre les deux, d'après son article.

Xavier Camus Gaétan: Anyway je laisse déjà entendre que les vrais drapeaux nazis sont proscrits en Allemagne, donc ce drapeau fait office de drapeau nazi.
J'aime · Répondre · 20 h

Monsieur le professeur de philosophie, premièrement, vous avouez implicitement ici que le «Reichskriegsflagge» n'est pas un drapeau nazi. Deuxièmement nous ne sommes pas en Allemagne ici. Troisièmement vous devez prouver que le porteur de ce dit drapeau avait l'idée en tête que « son drapeau faisait office de drapeau nazi », chose pratiquement impossible à faire. Je vous invite alors dans les articles de votre blog, d'être plus méthodique et de ne pas écrire du n'importe quoi. Il serait grandement préférable de débattre sur les idées de vos adversaires politiques au lieu de tenter de ternir leurs réputations avec vos allégations des plus malveillantes. Vous employez la même méthode, que ceux que vous prétendez combattre, le 1 %, qui consiste à salir ses adversaires politiques et éviter à tout prix tout débat sérieux sur des questions concernant l'avenir de la nation québécoise.

Je constate que les antifas ne savent vraiment pas ce qu'est un nazi, ils créent dans leur tête des chimères pour justifier leurs actions. Ils projettent leurs chimères sur des personnes réelles, ici au Québec, et ils les attaquent verbalement, s'en prennent aussi à leur réputation et parfois peuvent même les agresser physiquement.

Un danger qui menace sérieusement la nation québécoise, concerne la perte accélérée de la conscience nationale parmi sa jeunesse et parmi toute sa population. À mon avis nous devons sérieusement trouver une solution à ce problème d'une importance capitale pour notre nation en péril.

Pour conclure, il faut s'engager dans une lutte verticale, contre l'oligarchie financière mondialiste et multiculturaliste qui veut notre peau et ne pas se laisser détourner dans des combats horizontaux, une section du peuple contre une autre. C'est un appel à l'unité du peuple québécois. J'ose rêver qu'un jour, nous nous lèverons tous debout comme un seul homme pour affirmer nos droits en tant que nation souveraine !

G.B.

Agriculture

La spiruline : une réponse à la malnutrition au Tchad

François MAURICE

Au début des années 1990, à l'occasion d'une opération militaro-humanitaire en République du Tchad, il m'a été donné l'occasion de découvrir la culture et l'exploitation de la spiruline. Après plusieurs mois passés avec la population urbaine de N'Djamena, capitale du pays, et celle d'Abéché, ville de transhumance de culture arabo-musulmanes vivant principalement du commerce et de l'élevage, je découvrais après une remontée en pirogue sur le fleuve Chari l'immensité du Lac Tchad et la vie très différente des populations vivant autour du Lac.

Vue aérienne des abords du Lac Tchad

Au-delà des familles vivant au sud du Lac partagées entre pêcheurs et agriculteurs, je découvrais plus au nord, dont particulièrement dans la région du Kanem, différentes exploitations d'une algue bleue nommée « Dihé » par les Tchadiens. Ce dihé n'était autre que la spiruline, de son nom scientifique « Arthrospira platensis et ainsi nommée en raison de sa

En pirogue sur le Lac Tchad en avril 1991

forme spiralée, une micro-algue d'eau douce faisant partie de la famille des cyanobactéries ou algues « bleu-vert ». Cette cyanobactérie existe sur Terre depuis plus de trois milliards d'années et est vraisemblablement le micro-organisme le plus ancien de la planète !

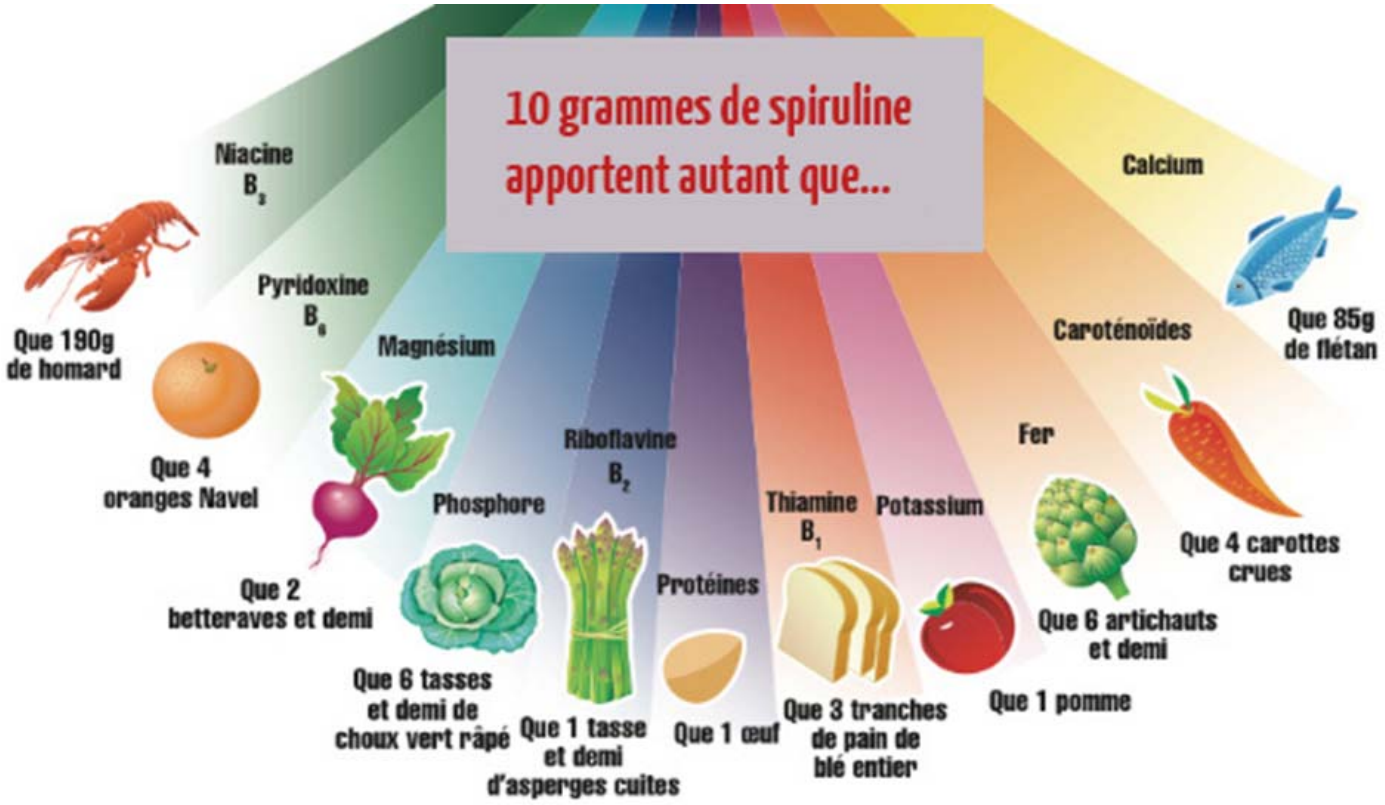
Bien que la spiruline existe depuis les temps les plus anciens, ce n'est que dans les années 60 qu'un botaniste belge, Jean Léonard, l'a redécouverte. Il ne comprenait pas pourquoi plusieurs tribus du lac Tchad étaient mieux portantes que d'autres et a découvert que les membres de ces communautés mangeaient le « dihé », poussant spontanément dans les eaux chaudes du lac[1].

La spiruline est effectivement un concentré de nutriments. Elle est ainsi extrêmement riche en bêta-carotène, en fer, en vitamine B12, en vitamine E (puissant antioxydant), en protéines, en minéraux et oligo-éléments (calcium, phosphore, magnésium, zinc, cuivre). Elle contient aussi de la chlorophylle et de la phycocyanine, un pigment aux vertus antioxydantes.

Aujourd'hui, différentes études permettent d'affirmer que la spiruline est d'une composition nutritionnelle idéale.

En effet, selon son origine, la spiruline renferme entre 55 % et 70 % de protéines d'excellente qualité (grâce à leur proportion d'acides aminés). Cette micro-algue contient effectivement les huit acides aminés qui doivent impérativement être fournis à notre organisme. Normalement, on ne les trouve tous ensemble que dans les produits d'origine animale, peu dans les végétaux : les micro-algues sont des exceptions à la règle.

Plusieurs études montrent que la spiruline ou ses extraits empêchent ou inhibent des cancers chez



l'humain ou l'animal. En effet, la spiruline interagit avec le système immunitaire qu'elle contribue à stimuler. Les recherches montrent que la spiruline a aussi une action antivirale.

La spiruline contient également une quantité intéressante d'acides gras insaturés de la famille des oméga-6 (acides gamma-linoléniques).

Aux environs immédiats du Lac Tchad, plusieurs oasis, appelés ouaddis, ont la particularité d'avoir en leur centre une nappe d'eau fortement concentrée en natron, mélange naturel de sel de sodium, dans laquelle se développe la spiruline et sont donc dédiés à cette culture.

Lors de ma rencontre, le procédé généralement utilisé par les femmes pour cueillir la spiruline consistait à prendre dans des récipients en fer l'eau de la mare et de la verser dans une cuve sphérique pratiquée dans des dunes. Celle-ci filtrait l'eau et laissait des dépôts d'algues qui formaient par la suite une sorte de galette d'environ 2 cm. Toutefois ce mode d'exploitation et de séchage à même le sable laissait beaucoup d'impuretés dans les galettes. Le dihé était alors plus souvent consommé sous forme de sauce et de baumes par les populations du Kanem et du Lac. Car en ce début des années 90 les anciens, qui ne connaissaient pas sa valeur nutritive, l'utilisaient principalement comme médicament ou pour soigner des problèmes de peau. Ceux l'utilisant en complément alimentaire le mélangeaient à du lait caillé.

Aujourd'hui, grâce au projet scientifique de lutte contre la malnutrition et la mise en œuvre d'une démarche qualité, les procédés ont radicalement changé et les femmes tchadiennes filtrent, tamisent, concentrent et sèchent la spiruline, pour en faire des spaghettis, cakes ou gélules.

Au Tchad, comme j'ai pu l'évoquer, les techniques de récolte et de séchage de la spiruline sont restées jusqu'à nos jours des activités dévouées uniquement aux femmes kanembous et aux femmes de la caste des Haddads (forgerons et artisans).

Lors de ma visite, une dizaine de femmes était en train de récolter la spiruline mais j'apprenais qu'il y avait près de trois cents femmes qui pratiquaient cette cueillette dans les deux régions avec une production journalière de cette algue variant de 8 à 20 kg par femme. Aujourd'hui ce sont près de 1 500 Tchadiennes qui travaillent quotidiennement à

la culture et l'exploitation de la spiruline.

Néanmoins, si la qualité de la production n'a pas été affectée, la quantité de spiruline produite a considérablement diminué depuis des sécheresses successives entraînant l'assèchement de certains lacs permanents qui produisaient cette algue recherchée. Le Lac Tchad est loin d'être épargné malgré sa superficie de 1 350 km² puisqu'il a perdu près d'un quart de sa surface en un demi-siècle en raison à la fois d'une surexploitation de son eau et du réchauffement planétaire. En conséquence, certaines zones où l'on trouvait eau et spiruline se sont depuis taries.

Toutefois, un marché est en train de naître. Quelque 400 tonnes sont déjà commercialisées chaque année et l'exportation a débuté. Le prix du kilo est passé de 1. 000 à 5. 000 FCFA (de 1,5 à 7,62 euros). Une manne importante dans une région où les hommes, souvent des pêcheurs, voient leurs revenus chuter avec le rétrécissement du lac Tchad et son appauvrissement en poissons.

Gageons qu'au-delà de l'exploitation commerciale de la spiruline, le Tchad saura profiter de cette algue nutritive pour alimenter d'autres régions désertiques du pays où les habitants sont malheureusement encore victimes de malnutrition, voire de famine.

F.M.

---

[1] On peut aussi trouver la spiruline à l'état naturel dans certains lacs d'Inde et du Mexique.

Progressivement, la Russie prend conscience qu'elle est le dernier rempart dans la lutte mortelle contre les valeurs morbides de l'Occident.

À l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre 1917, nous avons l'intention de poser la même série de questions aux personnalités de la Moldavie, la Roumanie, la Russie et les pays occidentaux. Ces entretiens ont pour but de représenter une modeste contribution à la réévaluation des événements qui ont marqué le XXe siècle. Bien que 100 ans se soient écoulés, dans la conscience du public de l'espace ex-communiste et du monde entier, il y a encore beaucoup de préjugés sur les causes profondes de ce bouleversement majeur, mais aussi sur la façon dont la « révolution prolétarienne » est traitée par l'élite politique, le milieu universitaire et la hiérarchie de l'église. Trouver des réponses appropriées à certaines questions d'une telle complexité : cela nous semble absolument vital.

Iurie Roşca : Quelles sont les origines spirituelles, intellectuelles et idéologiques de la Révolution d'Octobre?

Valérie Bugault : Il n'est pas certain que l'on puisse parler d'origine spirituelles de la Révolution d'Octobre, en tout cas pas au sens traditionnel du terme spirituel qui suppose notamment une élévation de l'âme au-delà de la matière ; en effet, la Révolution d'Octobre, qui se fonde sur la lutte des classes, me semble plutôt être d'ordre matérialiste. L'idée officiellement proclamée était de réaliser l'égalité matérielle et politique entre les hommes ; on cherche vainement une quelconque idée transcendantale dans ce type de préoccupation. Par ailleurs, la spiritualité repose sur une certaine moralité que je ne suis pas certaine de percevoir dans la Révolution d'Octobre 1917.

Quant à savoir s'il y a des racines et une idéologie de type religieux derrière les préoccupations purement matérialistes affichées par les révolutionnaires d'Octobre, certains auteurs, et non des moindre, le pensent et avancent en ce sens des arguments vraiment très convaincants mais je ne suis personnellement pas assez au fait de ces problématiques pour en parler. Quoiqu'il en soit, il s'agirait d'une forme d'anti-religion.

En revanche parler d'origine intellectuelle et idéologique de la Révolution d'Octobre me semble fondé. La construction intellectuelle et idéologique du marxisme, axé autour des revendications du prolétariat, a permis de justifier et pérenniser l'ordre politique nouveau issu de ladite Révolution.

Nous pourrions établir un parallèle entre la Révolution d'Octobre 1917 et la Révolution dite française de 1789. Dans les deux cas de figure, il s'agissait, sous des prétextes populaires et sous la revendication de l'égalité, de renverser un ordre politique ancien afin de le remplacer par un ordre politique nouveau. Dans ces deux types de Révolution, des dysfonctionnements sociétaux et des mécontentements réels mais gérables (qui existent et existeront partout et de tout temps, car ils sont liés à la diversité humaine) ont été exacerbés et instrumentalisés de façon à créer une agitation populaire propice au chaos. Ces nouveaux régimes en devenir ont bénéficié d'une certaine inertie et incapacité de réagir des régimes politiques monarchiques en place ; mais cette incapacité elle-même a été partiellement ou totalement due à des causes extérieures, c'est-à-dire à de la subversion politique ayant préalablement miné leurs institutions. S'agissant de la Révolution d'Octobre 1917, il faut rappeler que la Russie de Nicolas II avait au surplus

été affaiblie par une guerre coûteuse avec le Japon, guerre résultant, dans une large mesure, des menées de certains banquiers internationaux (notamment Jacob Schiff) hostiles au régime tsariste.
Les Révolutions de 1789 et 1917, par manœuvres directes et indirectes, ont été, dans les deux cas de figures, largement financées par des éléments de l'étranger qui avaient intérêt à faire disparaître les régimes politiques fondés sur l'Ordre chrétien. Il en est résulté, en 1789 comme en 1917, des exactions intérieures (dictature) ainsi que des manifestations d'agressivité extérieure (c'est-à-dire dans les relations étrangères et internationales de ces nouveaux régimes).
Nous avons affaire, dans un cas comme dans l'autre, à une banale prise de pouvoir déguisée derrières des revendications populaires : l'aspect populaire étant le paravent utile de ce type de renversement de régimes par la violence.

I.R. : Pourquoi ce coup d'État s'est-il produit spécifiquement en Russie et dans quelle mesure est-ce un *« projet importé »* **?**
V.B. : La réponse à la question est partiellement donnée ci-dessus.
Quant à savoir pourquoi ce « coup d'État » s'est spécifiquement produit en Russie à cette époque, il semble que **le Tsar de Russie, Nicolas II**, s'était récemment opposé de façon radicale à la création sur le territoire russe d'une *« banque centrale »*, organisme dont le contrôle capitalistique est privé mais qui est faussement paré de l'apparence étatique.

Or ce mouvement de création de banques centrales est une constante qui a historiquement précédé ou accompagné le changement de nature des régimes politiques occidentaux, c'est-à-dire les renversements des ordres politiques fondés sur la religion chrétienne.
L'avènement des banques centrales a été le moyen dont les banquiers et les principaux propriétaires de capitaux enrichis par le commerce international – issu des grandes découvertes et des grandes navigations qui se sont produites entre les XVe et XVIIe siècles – se sont servis pour s'octroyer la création monétaire, faisant de facto échapper la prérogative régalienne de battre monnaie des mains des dirigeants politiques.
Le contrôle des monnaies ayant changé de mains, le pouvoir politique issu de l'organisation spontanée des peuples était dès lors condamné à court et moyen terme à se transformer en coquille vide, tout comme le concept d'État lui-même. Je renvoie le lecteur curieux à mon article sur la géopolitique des banques centrales, publié en français sur le Saker francophone ainsi qu'en anglais sur *Katehon*, je crois qu'une version russe de cet article circule également.

I.R. : Le régime soviétique a produit une idéologie spécifique qui est aussi nommée la religion de la civilisation soviétique. Quelles sont les causes et les caractéristiques de la soviétolâtrie? Comment expliqueriez-vous le fait que le virus communiste persiste encore en Russie et dans les anciens pays socialistes, même après plus d'un quart de siècle?
V.B. : Pour commencer, je ne pense pas que l'on puisse dire que le système politique soviétique, qui n'a duré qu'un peu plus de soixante-dix ans, ait généré une *« civilisation »* particulière.
S'agissant du système de croyance qui s'est imposé en Union soviétique, le parallèle entre les deux évènements de 1789 (Révolution dite française) et 1917 s'impose à nouveau. Il semble en effet ne pas y avoir de différence fondamentale entre ce que vous appelez la *« religion soviétique »* et le *« culte du grand architecte »* qui s'est imposé en France suite à la Révolution de 1789. Dans les deux cas de figure, il s'est agi (pour le nouvel ordre politique) de remplir le vide laissé par la religion en tant que structure à part entière de l'ordre social et politique, par un nouveau "culte" de nature laïque.
Je ne sais pas ce que vous appelez *« soviétolâtrie »*.
Je peux en revanche imaginer que les Russes et les habitants des pays sous domination soviétique aient largement eu l'occasion de regretter l'ordre soviétique après avoir subi le choc culturel de la privatisation de l'État consécutive à la chute du régime soviétique. Alors que les soins, l'éducation et les produits alimentaires de base étaient à la portée de tous, les habitants de ces pays se sont, du jour au lendemain, trouvés dans un dénuement total dans le même temps que les richesses de leur pays étaient accaparées par des vautours privés.

D'un point de vue plus général, le communisme est une idéologie qui se donne l'apparence de ce que serait le paradis sur terre : un régime politique où il n'existerait plus ni inégalités ni injustices. Cette apparence, trompeuse, génère une utopie politique qui peut, encore aujourd'hui et particulièrement au vu des excès de l'idéologie libérale, être source d'espoir, et même d'un regain d'espoir pour certaines personnes.
La seule façon, à mon sens, de lutter contre une utopie est de la confronter à la réalité. La nature humaine est à la fois imparfaite et variée, il en résulte des antagonismes rendant, dans une large mesure, la justice hors de portée humaine. Aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, les hommes n'ont jamais été égaux : certains sont grands, d'autres petits, certains sont forts, d'autres plus fragiles, la variété se déclinant à l'infini… Tout cela a des conséquences incalculables sur l'organisation humaine : les faibles physiquement développeront probablement des capacités supplémentaires

d'intelligence ou de ruse pour survivre. Alors que certaines capacités seront très efficaces dans un contexte donné, d'autres qualités deviendront primordiales dans un autre contexte, rendant l'ensemble des qualités potentiellement utiles (un jour ou l'autre) à la survie de l'espèce. C'est en réalité la *« force de vie »*, ou appelez-le *« 'instinct de survie »*, qui est au centre de tout : elle détermine les conditions dans lesquelles les humains évoluent et s'organisent pour vivre ensemble sur un territoire donné.

La sagesse politique, qu'une saine organisation politique doit refléter, me semble être d'observer et de considérer la réalité des antagonismes irréductibles afin de se donner les moyens structurels de corriger les déséquilibres de nature à mettre en péril la diversité, qui est une condition essentielle au maintien de la vie.

L'organisation politique des sociétés humaines ne devrait tendre qu'à assurer, autant que faire se peut, un équilibre protégeant la diversité. On est ici à l'opposé exact des idéologies, quelles qu'elles soient (y compris bien entendu l'idéologie communiste mais également l'idéologie libérale), dont l'objectif est d'imposer, par la force, un ordre non naturel permettant d'assurer la pérennité de la domination du groupe qui a pris le pouvoir, peu importe les caractéristiques dudit groupe (celles-ci sont historiquement variables dans le temps et l'espace), au détriment de tous les autres. La mise en péril du vivant est une conséquence inéluctable de l'idéologie.

Évidemment, l'organisation sociale telle qu'elle devrait être, c'est-à-dire dépourvue de toute idéologie, nécessite, pour sa mise en œuvre, des individus dévoués et dont l'intérêt personnel passe après leur mission politique, de nature professionnelle ; nous parlons ici d'hommes intègres. L'intégrité est un des éléments sur lesquels l'organisation sociale doit ou plutôt devrait insister : je veux dire par là que les organisations humaines doivent mettre en place des garde-fous permettant structurellement d'encadrer les fonctions politiques afin de garantir un minimum d'intégrité des différents acteurs. A cet égard, remplacer le *« mandat représentatif »* par un *« mandat impératif »* me semble être une nécessité première, vitale, pour les peuples. Une autre nécessité vitale est de permettre la représentation politique effective de toutes les strates de la société, c'est-à-dire de toutes les activités humaines, les activités économiques ne devant évidemment pas accaparer à elles-seules l'intégralité de la représentation politique. Le gouvernement politique, dont le rôle fondamental est de faire respecter l'équilibre de toutes les composantes de la Société, doit pouvoir être correctement informé des difficultés et contraintes de chaque composante sociale afin de pouvoir arbitrer correctement.

On peut mettre en place toutes les structures et toutes les garanties institutionnelles possibles, toute organisation humaine ne repose, finalement, que sur l'intégrité et la bonne volonté des hommes qui la composent… Malgré tout, mieux vaut insister sur les garde-fous à intégrer dans l'organisation sociale et politique, tout en conservant à l'esprit que rien n'est acquis pour toujours et que les bonnes conditions de développement dépendent et dépendront toujours de la vigilance de chacun.

I.R. : Ceux qui critiquent l'expérience soviétique fonctionnent souvent avec le système de référence de la démocratie occidentale pour aborder les effets politiques et économiques de cette période. Pourquoi les aspects du religieux, spirituel, métaphysique restent-ils la plupart du temps au second plan?

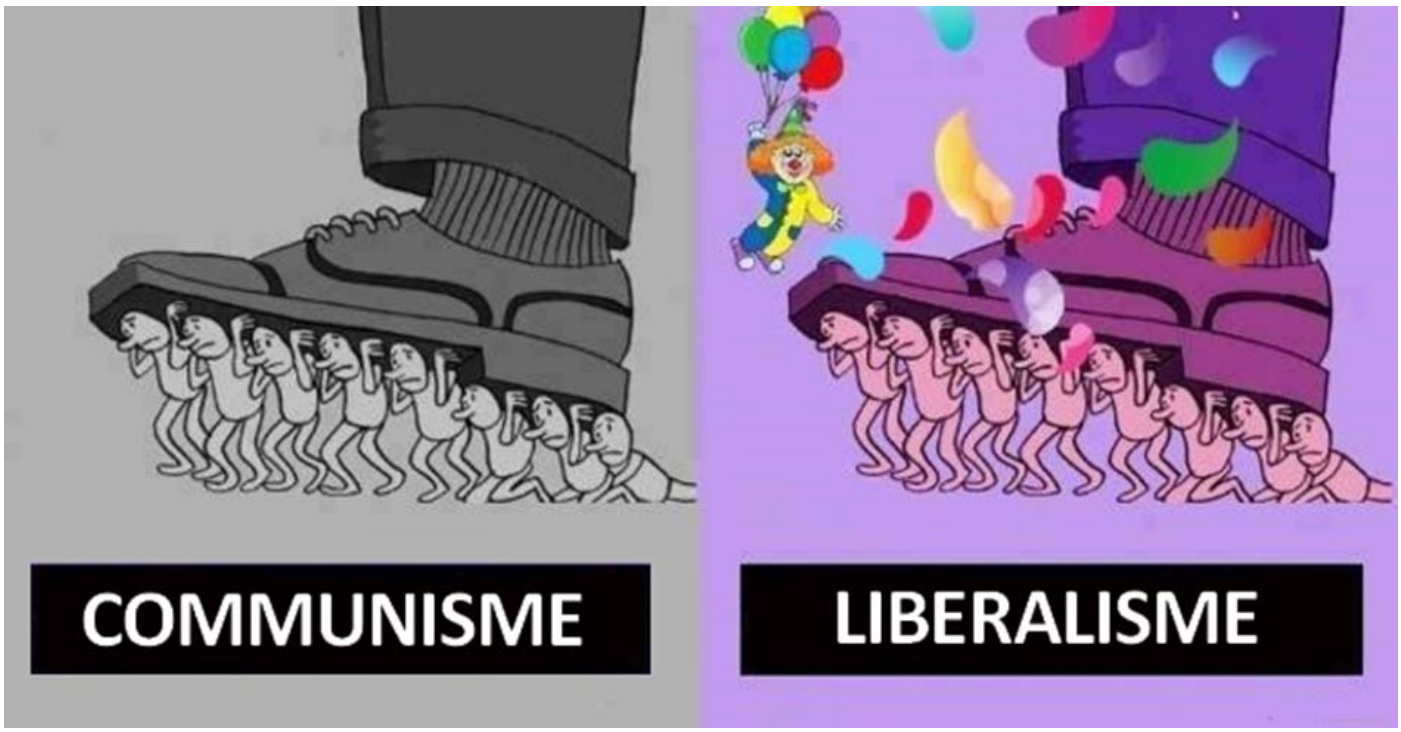
V.B. : La principale force des idéologies me semble être dans le concept d'*« opposition contrôlée »*, une idéologie se définissant en positif ou en négatif, toujours par rapport à une autre. Ainsi, si vous n'êtes pas communiste vous êtes libéral, si vous n'êtes pas intégriste religieux (salafisme, wahabisme et autre jihadisme) vous devez être partisan de la laïcité, etc.

Pour sortir de ce schéma, vicieux entre tous, il faut simplement repartir des nécessités pragmatiques et des raisons d'être de tout système, quel qu'il soit, en termes d'utilité sociale et non en termes d'utilité pour un groupe particulier d'individus identifié.

Ainsi, de façon pragmatique, on peut constater que l'Homme a toujours eu besoin d'un référentiel transcendantal afin de réussir à sublimer ses propres limites, celles liées tout simplement à la condition humaine. La recherche du "bien" et du "bon" est intimement liée pour l'espèce humaine à l'instinct de conservation. C'est un fait, un simple fait que chaque personne douée d'un minimum de sens de

l'observation et de raison peut percevoir.
Il reste que les idéologies qui dominent actuellement le terrain politique partout dans le monde font tout pour empêcher les gens de percevoir les réalités simples.
En particulier, les systèmes éducatifs et médiatiques ont précisément pour rôle et fonction de retirer aux individus les outils conceptuels leur permettant de percevoir de façon naturelle et saine les réalités dans lesquelles ils évoluent, les empêchant de faire la part des choses entre les contraintes innées propres à l'espèce humaine et les contraintes induites par artifices afin de pérenniser le pouvoir dans les mains de quelques-uns.
S'agissant des aspects spirituels et métaphysiques, ces derniers ne pourront être vécus de façon sereine que le jour où ils pourront être abordés de façon naturelle et pacifiée. Je veux dire par là que les religions, en particulier tous les monothéismes, ont fait l'objet à un stade où à un autre de leur développement, d'entreprise de subversion. Tant que la subversion demeurera, le fait religieux ne représentera rien de bon pour l'avenir de l'humanité ; nous le voyons aujourd'hui de façon évidente avec le développement du fondamentalisme musulman ; nous pourrions également parler du fondamentalisme *« catholique »* consistant à imposer aux peuples européens des flux migratoires aussi importants qu'incontrôlés. D'une façon générale, il semble évident que l'aspiration humaine naturelle pour la transcendance est en soi aussi dangereuse pour la caste des dominants qu'une organisation politique pacifiée. L'idéologie politique et la subversion religieuse sont des instruments très efficaces, dans les mains de ceux qui ont pris le pouvoir, leur permettant de le conserver.
Pour résumer, le seul et véritable ennemi de l'actuelle caste des dominants économiques est tout ce qui est *« naturel »* : la nature humaine dans toute sa diversité, l'aspiration humaine à la transcendance, le *« droit naturel »,* etc.

I.R. : Aujourd'hui, le libéralisme et le communisme sont considérés comme deux idéologies totalement différentes. Cependant, en les examinant de plus près, nous pouvons identifier une série de coïncidences et de complémentarités frappantes. Comment décririez-vous les différences et les similitudes entre ces théories politiques?
V.B. : Toutes les idéologies ont pour point commun d'assurer la domination d'un groupe d'individus sur les autres. S'agissant en particulier des deux idéologies que sont le communisme et le libéralisme, on peut constater en effets de sérieuses similitudes.
D'une part, ces deux idéologies ont pour



caractéristique de tourner autour du seul concept économique : l'économie leur sert de cadre orthonormé, de référentiel indépassable.
D'autre part, concrètement ces deux idéologie ont besoin l'une de l'autre pour se définir et, par voie de conséquence, assurer leur pérennité.
Enfin et surtout, ces deux idéologies sont de nature matérialiste : elles se définissent – contrairement au fondamentalisme religieux – par un contenu en terme de ressources, humaines ou naturelles. Ce qui a pour conséquence particulière que ces deux idéologies aboutissent à considérer l'humain comme une chose, une matière périssable, interchangeable et remplaçable comme le sont, par exemple, les énergies fossiles (pour ne prendre que cet exemple).
On voit ici les limites de l'exercice : ce système idéologique est limité par la quantité disponible des matières premières, dont les humains font partie… Mais peu importe ces limites pour ceux qui instrumentalisent ces idéologie car celles-ci ne sont qu'un outil dont ils se débarrasseront lorsqu'il sera devenu inutile, c'est-à-dire, concrètement, lorsque leur pouvoir politique sera définitivement acté au niveau mondial. Pour résumer, les deux idéologies que sont le communisme et le libéralisme répondent, in fine, aux mêmes fondamentaux, reposent sur les mêmes *« piliers »*, ont le même point d'ancrage économique. Il n'y a donc absolument pas à s'étonner du fait que ces deux idéologies aient été imposées par le même groupe d'individus, le groupe des banquiers commerçants enrichis par le commerce international (évoqué ci-dessus à l'occasion de la réponse à la deuxième question).

I.R. : Certains chercheurs affirment que le projet communiste a trouvé une suite logique dans le projet globaliste. Dans quelle mesure cette opinion est-elle valable ?
V.B. : La réponse à cette question résulte de l'analyse faite ci-dessus : les deux idéologies que sont le communisme et le libéralisme reposent sur les mêmes fondements et ont été imposées par le même groupe d'individus, il est logique qu'elles finissent, finiront fatalement, par fusionner dans ce qu'il convient d'appeler le *« projet globaliste »* dont l'objectif est l'instauration d'un pouvoir central mondial aux mains des banquiers commerçants enrichis. Tout le monde aura ici reconnu le fumeux projet de

« Nouvel Ordre Mondial », qui n'est rien d'autre que la matérialisation politique de la domination du monde par la caste des banquiers commerçants.

I.R. : Dans le monde ex-communiste et en Occident, la russophobie est alimentée par la confusion entretenue artificiellement entre l'Union soviétique et la Russie (jusqu'en 1917 et après 1991), les crimes de l'ancien régime communiste étant attribués à la nation russe. C'est la même chose que si le nazisme était attribué à la nation allemande, quelque chose qui devrait causer la germanophobie. À qui profite le maintien de cette confusion et comment pourrait-il être surmonté?

V.B. : Comme je l'ai déjà dit, une idéologie ne peut survivre qu'en se définissant par rapport à une autre idéologie. L'idéologie a pour fonction de casser le référentiel naturel spontanément utilisé par l'esprit humain, c'est-à-dire de brouiller la perception naturelle que les gens ont de leur environnement.

Avec cette clef de raisonnement associée au fait que les idéologies totalitaires ayant émergé au XXe siècle sont de nature essentiellement économique – avec la réserve que l'idéologie nazie associait la nature économique et la suprématie raciale –, et qu'elles ont besoin l'une de l'autre pour survivre, vous comprendrez qu'il faut maintenir vivace aux yeux des populations, la fiction d'un *« méchant »*, lequel doit être apprécié selon le même référentiel qui permet de déterminer le "gentil".

Effectivement, rompre ce schéma vicieux peut passer par la mise en évidence aux yeux du public des contractions de ce système. Il me semble particulièrement pertinent de mettre en avant le fait que confondre le soviétisme avec le peuple russe est aussi absurde que confondre le nazisme avec le peuple allemand. Dans les deux cas de figure, les peuples ont été pris en otage par des idéologies utilisées plus ou moins consciemment par leurs dirigeants qui peuvent, au choix, avoir été des pions consentants et corrompus ou des idiots utiles à la solde de la caste des dominants économiques cachés derrière l'anonymat des capitaux (de fort mauvais aloi, soit dit en passant).

I.R. : Une autre confusion fréquente en Russie et dans l'ancien espace communiste est l'attachement simultané d'une partie de la population à la fois à l'Église et à la civilisation soviétique, qui est par définition antichrétienne. Que faut-il faire pour surmonter cette approche au moins incohérente ? La hiérarchie de l'Église pourrait elle-même contribuer de façon substantielle au dépassement de ces déviations ?

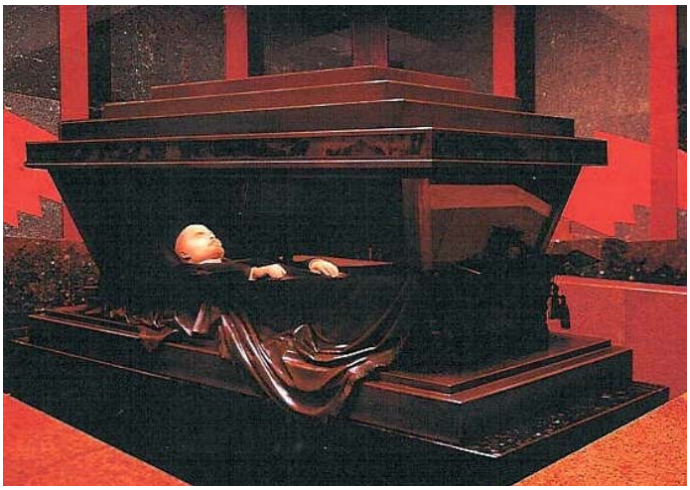
V.B. : L'attachement simultané de la population russe à l'Église et au soviétisme me semble relever d'une confusion : les peuples, et en particulier le peuple russe, est pris en tenaille entre le besoin naturel de transcendance que j'ai évoqué plus haut, et le matraquage idéologique dont il a été pilonné durant toute l'ère soviétique. Cette situation a engendré une difficulté d'ordre conceptuelle : celle consistant, pour les gens, à faire la part des choses entre les contraintes naturelles, irréductibles car liées à l'espèce humaine, et les contraintes artificielles créées de toute pièce par les tenanciers des idéologies (lesquelles répondent au seul objectif de pérenniser le pouvoir de la caste des dominants).

Dans ce contexte, les individus ont besoin de temps pour prendre conscience de la distinction entre les contraintes irréductibles et les contraintes dont ils peuvent se débarrasser. Les idéologies agissent sur le cerveau humain un peu à la manière de la consommation de drogue ou d'alcool, il faut du temps pour se désintoxiquer et reprendre conscience des réalités.

Ceci étant dit, je ne pense pas souhaitable de faire reposer le travail de désintoxication des esprits sur un groupe particulier ou sur un autre ; nous avons vécu, en Occident, l'expérience de la subversion totale de l'église catholique et cette expérience historique semble pouvoir être rééditée avec n'importe quelle religion ou courant religieux (à preuve la subversion en cours de la, ou devrai-je dire, des religions

musulmanes).
Aussi, il me semble préférable que le discours de désintoxication des esprits soit réalisé par toutes les parties intéressées au bien public : le clergé (toutes religions confondues) en effet, mais aussi les milieux intellectuels, les hommes en charge du pouvoir politique etc. Même si c'est un lieu commun de dire que *« l'union fait la force »*, cette expression est révélatrice de la réalité sociale qu'elle recouvre. Un message a plus de chance d'être compris et entendu s'il vient de différents horizons que s'il ne provient pas que d'une seule source.

I.R. : Comment pourrait-on l'expliquer que plus d'un quart de siècle après la chute du communisme et de l'URSS, le mausolée de Lénine soit intact et que ses restes mortels ne soient pas enterrés ? Les explications qui visent à éviter d'agiter la sensibilité d'une partie des personnes âgées qui nourrissent la nostalgie ou celles de l'opportunité politique ne résistent pas à la critique. Quelles sont les causes spirituelles qui déterminent cette paralysie volitive et que devraient faire l'élite russe, l'Église, les intellectuels de pointe, l'administration gouvernementale pour sortir du filet de cette malédiction historique ?
V.B. : La réponse à cette question est liée à l'ensemble de l'analyse faite à l'occasion des réponses aux questions précédentes.
Le peuple russe est encore confus quant à sa perception de l'ordre naturel des choses. Je ne doute pas qu'il y ait eu des hommes, sous le régime soviétique, qui ont été de vrais patriotes, ces gens étaient dans la méconnaissance absolue de la nature et de la source de l'idéologie dans laquelle ils vivaient. Nous avons en Occident le même problème en miroir avec la distinction entre partis politiques de droite et de gauche.



Des deux côtés de la barre il y a, il y a eu, et si nous n'y prenons garde il y aura encore, des hommes intègres qui se sont battus pour le bien commun et qui étaient de vrais patriotes : ces hommes ont été sacrifiés en pure perte sur l'autel de l'idéologie ; ils ont servi de jouets dans un jeu qui n'était pas le leur.
Un régime politique qui vise à la pacification des esprits et à la paix sociale ne peut pas prendre sur lui d'alimenter des haines fondées sur une imposture, l'imposture imposée par l'idéologie. En ce sens, et en toute connaissance de la scélératesse de ce que fut Lénine (très performant sur les problématiques économiques en raison du fait qu'il était justement un élément essentiel du rouage idéologique), je comprends parfaitement que les actuels dirigeants russes refusent de forcer le destin en pratiquant une purge *« léninesque »*. Cette purge se fera à mon sens de façon naturelle beaucoup plus sûrement qu'elle ne se ferait par la force. A condition bien entendu que toutes les parties préoccupées du bien commun mettent leurs efforts en commun pour désintoxiquer les esprits des idéologies (voir ma réponse à la question numéro ci-dessus). S'il ne faut pas employer la force brute, il faut en revanche employer la cohésion sociale et les différents groupes composant l'organisation sociale pour rendre ses droits à la réalité naturelle, ce qui fera naturellement tomber les idéologies dans l'absurdité qui est la leur. Les restes de Lénine reprendront dès lors leur place naturelle, celle de l'oubli et de l'insignifiance la plus totale.

I.R. : Au cours des dernières années, de plus en plus de gens se tournent vers la Russie comme un bastion des valeurs traditionnelles du monde. Le courant de pensée anti-libéral en Russie pourrait-il avancer à la mesure d'une Révolution conservatrice d'envergure mondiale et quelles sont, selon vous, les chances d'une résurrection religieuse d'envergure qui pourrait supprimer le paradigme libéral dominant de la scène de l'histoire?
V.B. : Je suis quelque peu mal à l'aise avec la terminologie idéologique, dans laquelle je range précisément les termes « *anti-libéral* », « *révolution*

dans lequel les mots, qui n'ont plus de sens commun, ne servent plus à communiquer ;

⇒ décrypter comment l'économie a été utilisée à des fins politique et géopolitique par le biais du prétendu mouvement de libre-échange (qui est en réalité du libre investissement des multinationales) et des différents organismes internationaux.

conservatrice », « *paradigme libéral »* etc. Vous comprendrez ma pensée si vous avez suivi de façon correcte mes analyses ci-dessus.

Le renouveau, pour arriver, doit se départir de tous les attributs de l'idéologie, et cette dernière dispose du langage comme d'une arme (et ce n'est pas la moindre, loin s'en faut). Tout ce qui a trait aux termes de Révolution, libéralisme, anti-libéralisme, est à mon avis à éviter (au moins temporairement) car ces termes véhiculent encore beaucoup trop de valeurs idéologiques. Ils pourront être réhabilités dans le langage commun seulement après que le processus de désintoxication idéologique ait agi en profondeur et de façon pérenne dans l'esprit des gens.

Au lieu de l'utilisation de ces termes (très sujets à caution), je trouve beaucoup plus judicieux de mettre au grand jour tous les processus techniques qui ont été utilisés par les tenanciers économiques pour prendre le contrôle du phénomène politique ; et l'installation d'idéologies est justement en bonne place de ces techniques.

Ainsi, mes propres préoccupations sont les suivantes :

⇒ déterminer comment les banquiers ont pris le pouvoir, comment ils ont spolié les peuples et ont corrompu les esprits en leur imposant des idéologies mortifères et un langage orwelien

J'estime, d'un point de vue méthodologique, qu'il est très largement préférable de revenir à la stricte réalité politique qu'est la domination (très simple à comprendre par tout le monde), afin d'en rendre les gens conscients, plutôt que de chercher à faire une Révolution, conservatrice ou non. Historiquement, les Révolutions ont été l'apanage de la caste des banquiers commerçants. Il me semble donc préférable de prendre une autre voie et d'autres moyens afin de revenir à un Ordre naturel des choses. Nous pourrons alors, après nous être largement collectivement égarés sur le chemin de l'<u>école buissonnière</u> (cette dernière expression étant, à dessein, employée au sens figuré autant qu'au sens étymologique) idéologique, retrouver le chemin de la civilisation.

La Russie semble aujourd'hui en effet être le seul État dont les dirigeants donnent l'apparence de vouloir restaurer un Ordre naturel. Les dirigeants russes semblent déterminés à mener à bien la restauration du bon sens politique ; l'avenir dira s'ils sont assez forts, subtils et intelligents, pour lutter contre leurs propres ennemis de l'intérieur et mener à bien la mission, de nature civilisationnelle, qu'ils semblent s'être donnée. Il est très souhaitable pour tous qu'ils le soient…

I.R.

1918 - 1930 Une autre histoire franco-allemande

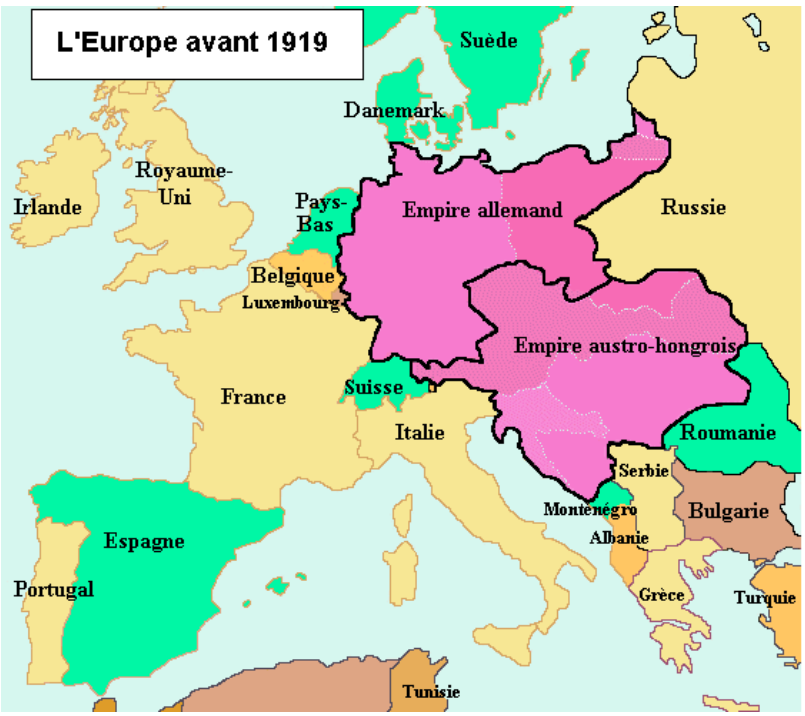
par Alexandre WATTIN
Président de l'ORFACE

Le 11 novembre 1918 à 6 heures du matin, les généraux allemands signent l'**Armistice** avec les Alliés. Dans un wagon-restaurant, près de la gare de **Rethondes** dans l'Oise aménagé en salle de réunion, l'amiral Wemyss, le maréchal Foch et le général Maxime Weygand mettront fin à quatre ans de guerre.

L'armistice rend vaine l'offensive de Lorraine devenue désormais inutile. Il est certain que les moyens aériens mis en place, en cas de déclenchement de l'offensive de Lorraine, auraient été primordiaux pour la réussite de cette campagne. Infime honneur en faveur de l'aéronautique française, c'est à un Breguet XIV piloté par le lieutenant Minier, que reviendra l'honneur d'acheminer, après moult péripéties, le texte signé de l'accord de l'Armistice vers le haut commandement allemand.

BILAN D'UNE EFFROYABLE BOUCHERIE

Avec plus de 8 millions de morts, 6 millions d'invalides, 4 millions de veuves et 8 millions d'orphelins, l'Allemagne, la France et la Russie à elles seules concentrent 60 % des pertes humaines. Au niveau économique les conséquences sont également effroyables. L'Europe est presque ruinée : en France tout le Nord et l'Est sont à reconstruire, les dépenses de guerre causent à la France et à la Grande Bretagne dix milliards de dollars de dettes auprès des États-Unis. La France, qui a été partiellement occupée, subi les destructions les plus importantes avec des centaines de milliers d'immeubles et usines détruits et 3 millions d'hectares de terres agricoles rendues inutilisables à la suite des bombardements. Le coût financier de la guerre est énorme: les monnaies ont été dépréciées à cause de



l'inflation[1].

Politiquement et idéologiquement, c'est la victoire de la démocratie naissante en Allemagne, Hongrie ou en Turquie et du bolchévisme en Russie. Sur le plan géographique, l'Europe est découpée : l'Alsace-Lorraine revient à la France, l'empire Austro-hongrois est disloqué en plusieurs États indépendants (Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.). L'Allemagne est amputée à l'Est d'une grande partie de son territoire et coupée en deux par la Pologne à qui les Alliés donnent un accès à la mer.

L'Allemagne est rendue responsable du conflit et doit payer seules les réparations ! Son armée est réduite à sa plus simple expression (avec seulement 100 000 hommes) et livre aux alliés canons et mitrailleuses. La Rhénanie (région frontalière à la France) sera démilitarisée et occupée pour réduire une potentielle menace.

Le Traité de Versailles dispose que les territoires occupés soient placés sous l'autorité d'une haute autorité civile, qui siège à Coblence au sein de la « Haute Commission interallié des Territoires Rhénans[2] ».

De telles dispositions laissent les Allemands profondément insatisfaits et pleins de rancœurs. Les Alliés usent de leur victoire et de leur ressentiment. Les puissances victorieuses laissent aux Allemands la graine de l'amertume et la colère d'une trahison.

En effet, les soldats revenus de front ne se sentent pas vaincus. L'armée impériale allemande avait toujours réussi à empêcher en temps de guerre l'occupation de son sol. Humiliée, l'armée allemande se sentira trahie et reprochera longtemps, aux gouvernements « sociaux-démocrates », ce « défaitisme honteux » qu'un certain caporal autrichien saura bientôt exploiter à son avantage. La date du 1er décembre 1918 marque la démilitarisation ainsi que l'occupation de la région rhénane par les forces alliées, qui se parachève en février 1919.

«SUR LA RIVE GAUCHE DU RHIN VOUS VOUS SOUVIENDREZ QUE LES ARMÉES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE A L'AURORE DES GRANDES GUERRES DE LA RÉVOLUTION SE COMPORTÈRENT DE TELLE SORTE QUE LES POPULATIONS RHÉNANES ONT VOTE PAR ACCLAMATION LEUR INCORPORATION A LA FRANCE ET LES PERES DE CEUX QUE VOUS ALLEZ RENCONTRER ONT COMBATTU COTE A COTE AVEC LES VÔTRES SUR TOUS LES CHAMPS DE BATAILLE DE L'EUROPE PENDANT VINGT-TROIS ANS SOYEZ DIGNES DE VOS PERES ET SONGEZ À VOS ENFANTS DONT VOUS PRÉPAREZ L'AVENIR »1

L'ENTRÉE DES ARMÉES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE
L'EXEMPLE DE MAYENCE

Les conditions d'armistice stipulent que l'armée allemande démilitarise la rive gauche du Rhin et installe des têtes de pont à Cologne, Coblence et Mayence et respecte une zone neutre en rive droite. Des têtes de pont de 30 km de rayon sur la rive droite du Rhin sont installées et au-delà de ces têtes de pont, une zone neutre et non militarisée s'étendra sur 10 km de la frontière hollandaise au nord et à la frontière suisse au sud.
Les clauses du traité de Versailles prévoient le démantèlement définitif des fortifications, ce qui sera mené à bien à Mayence, même s'il en subsiste quelques vestiges aujourd'hui dans le centre-ville, comme la Citadelle.

Démobilisés depuis le 11 novembre, de nombreux Alsaciens-Lorrains rentrent chez eux, libérés du service militaire allemand. Les troupes allemandes, quant à elles, ont 31 jours après la signature de l'Armistice pour évacuer la zone occupée tandis que les habitants de ces pays sont interdits d'évacuation. Au matin du 8 décembre 1918, le dernier soldat allemand évacue la ville de Mainz et à midi, de ce même jour, la 65ème division d'infanterie sous le commandement du général Victor Goybet investit la ville ; suivi de près des autres unités de la Xème armée du Général Mangin sous l'égide du groupe d'armées Fayolle dont le quartier général est installé quant à lui à Kaiserslautern.
Parmi les troupes d'occupation, plusieurs éléments aéronautiques rejoignent les troupes terrestres et s'installent sur les terrains d'aviation militaires abandonnés auparavant par les pilotes allemands. Six groupes d'observation et un groupe de reconnaissance, soit dix escadrilles et deux en création, s'installent au début à Gonsenheim dans la banlieue de Mayence.
À Mayence, les troupes du Général Mangin stationneront plus de 12 000 hommes, dont plus de 5 400 dans les casernes limitrophes. Cette arrivée massive de troupes provoque une crise du logement,

car les troupes d'occupation françaises investissent les plus grands bâtiments. Il n'y a pour finir plus aucune maison à Mayence et dans les proches environs qui n'héberge pas un ou plusieurs soldats Français.

Sur ordre du Maréchal Foch on garde en place les lois et règlements allemands. En revanche, toute nouvelle loi devait être soumise aux autorités militaires des forces d'occupation.

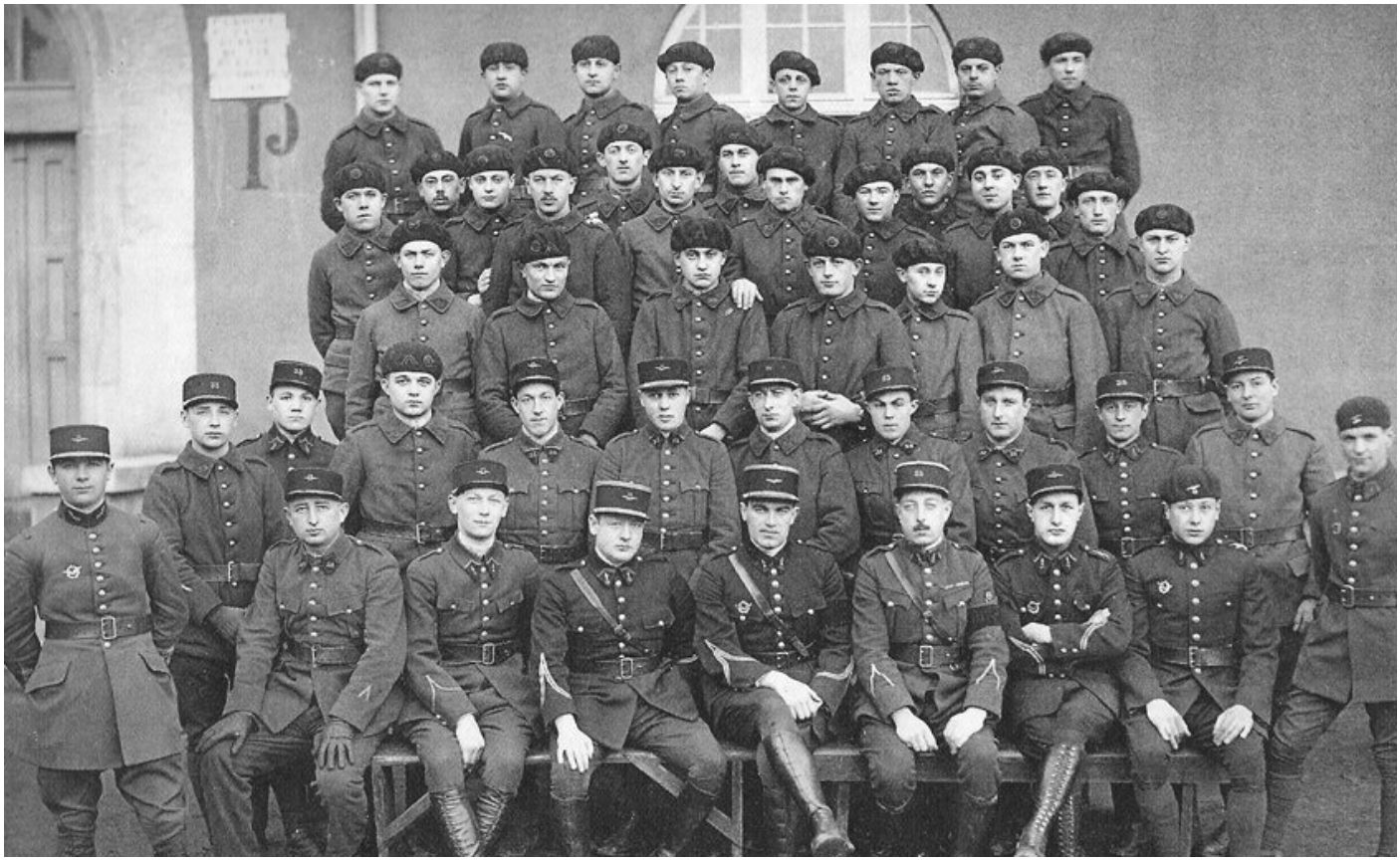
Il n'est pas dénué d'intérêt de s'intéresser aux premiers sentiments qu'éprouvent à l'époque la population Mayençaise sur la présence de la « soldatesque » française. Bien qu'occupant, les Français, pour se concilier la population et désireux d'éduquer la population aux « vertus françaises », apportent dans un premier temps leur langue et leur culture. Des cours de français sont institués afin de supprimer la barrière de la langue.

Le retour à une certaine normalité est rapidement confronté aux crises économiques et politiques successives de part et d'autre du Rhin. En effet, les nombreux conflits d'intérêts, conjugués aux divergences entre Alliées sur la politique à adopter envers l'Allemagne, n'arrangent rien et ne favorisent guère l'amélioration des relations internationales et bilatérales.

Dès la défaite régnait, au sein de la population allemande, le sentiment d'avoir été injustement traité par les Alliés. Bien que le président des États unis ait promis des élections libres et le droit à l'autodétermination des millions d'Allemands sont coupés du Reich et le tracé arbitraire des frontières laisse place à l'amertume et à une rancune tenace à leur égard. Il faut avoir dans l'esprit qu'au sein des écoles allemandes tous les enfants connaissent les territoires amputés ainsi que les milliards de réparations exigés par les alliés.

SITUATION POLITIQUE FRANCO-ALLEMANDE TRÈS TENDUE

En avril 1919, la tension monte entre les alliés et la République de Weimar à la suite de l'incursion de la Reichswehr venues combattre, les mouvements insurrectionnels de gauche, en zone occupée. Par cette violation du traité de Versailles, les troupes françaises et belges réagissent immédiatement en occupant les villes de Darmstadt et de Francfort, distantes d'une cinquantaine de kilomètres de Mayence.



Le 33ème Régiment d'Aviation Mixte

Confrontée à de très graves problèmes politiques internes, de pénuries alimentaires et le chômage ; l'entrée en vigueur du traité de Versailles en 1920, amputant l'Allemagne de ses colonies en Afrique et de nombreux territoires de l'Est ne favorisent guère les relations entre les deux pays. S'y conjuguent les confiscations diverses et variées, comme les avoirs allemands à l'étranger ou la mainmise sur la marine marchande allemande.

L'exécution du traité de Versailles commence également à soulever de sérieuses difficultés. L'Allemagne s'applique à en tourner systématiquement les prescriptions et, dès le début de l'année, l'exécution des clauses relatives aux réparations en nature donne lieu à des difficultés. Les livraisons atteignent à peine 30 p. 100 des tonnages que la Commission des réparations avait mise l'Allemagne en demeure de livrer aux Alliés.

N'arrivant pas à chiffrer le montant des indemnisations, les Alliés exigent de l'Allemagne de livrer mensuellement des millions de tonnes de charbon ainsi que de désarmer.

Jusqu'alors La France n'a perçu que deux annuités, lorsque que l'Allemagne décide d'arrêter les paiements. Les dommages subis par les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais durant la guerre privent pour de longs mois de l'essentiel de ses ressources nationales. Il est donc d'une nécessité vitale pour la France que les livraisons allemandes prévues, au titre des réparations et qui doivent atteindre plus d'un million et demi de tonnes par mois, fussent rigoureusement effectuées.

Malheureusement il était loin de régner, au sein des Alliés, une unité de vue satisfaisante à ce sujet. Devant le manque de volonté manifeste des autorités allemandes la France met en garde le gouvernement du Reich contre le non-paiement de ses obligations en matière de réparations.

L'OCCUPATION FRANÇAISE DE LA RUHR

La Ruhr, cœur économique et industriel de l'Allemagne, est une zone vitale pour l'Allemagne et en proie de 1919 à 1920 à une très forte agitation révolutionnaire qui frôle la guerre civile. En outre, les désaccords entre les Alliés sont tels qu'ils confortent la volonté de résistance des Allemands et de leurs gouvernements successifs à ne pas remplir leurs obligations. Par son souci de poursuivre son intérêt purement immédiat, l'Allemagne continue sa lutte pour la non-application des clauses financières du traité de paix.

Dès l'après-guerre, le gouvernement français, soucieux de voir enfin s'accomplir le règlement du paiement des dédommagements de guerre, admet la nécessité d'une mesure de pression et anticipe l'occupation plus ou moins totale de la Ruhr. Entre 1920 et 1923 plusieurs plans sont élaborés, à l'établissement desquels les vols de reconnaissance photographique effectués par le 33ème ROA ne sont pas étrangers, qui permettent une appréciation la plus juste possible.

C'est l'échec de la conférence de Paris, du 2 au 4 janvier 1923, qui met fin à cette longue période d'hésitation et amène les responsables politiques français à passer aux actes. Appuyant leur intervention sur une nouvelle et solennelle constatation du manquement de l'Allemagne aux dispositions du traité de paix consacrées par la Commission des réparations, et n'obtenant pas d'écho de la part des autorités allemandes, 47 000 hommes dans cinq divisions, trois françaises et deux belges, sous les ordres du général Degoutte, traversent le 11 janvier 1923 la zone démilitarisée et occupent la Ruhr. Fantassins, cyclistes, chasseurs alpins, cavaliers, automitrailleuses et blindés arrivent en masse et s'installent dans les villes d'Essen, Düsseldorf, Bochum et Dortmund. Les troupes opèrent le désarmement de la police d'Empire, patrouillent et renforcent les contrôles.
L'opposition allemande s'organise et exige le retrait des baïonnettes. Mais les autorités françaises, décidées à faire plier l'Allemagne, passent et débute alors la période dite de résistance passive.

LA RÉSISTANCE PASSIVE ET SES CONSÉQUENCES

Sur toute la zone occupée la situation se complique, y compris pour les Allemands employés par les autorités françaises, suite au début d'une grève générale. L'éviction de Rhénanie de plus de 147 000 Allemands, dont 46 200 fonctionnaires et de leur famille de janvier à novembre 1923, fournit assez d'arguments pour « prouver » la bonne volonté des Français.
Le souvenir du blocus fut mis en avant du côté

Allemand et se traduit par l'évacuation de milliers d'enfants vers l'Allemagne non-occupée pour les faire échapper à la « famine ». La Ruhr représente, sans aucun doute, le climat de cette poursuite de la guerre du côté français comme du côté allemand. L'occupation de la Ruhr est démonstrative du climat d'esprit vengeur de la part des troupes française à l'égard de la population allemande et marquée par des exactions[3] en écho à l'occupation allemande de 14-18. Symétriquement, les Français multiplièrent les tracts rappelant la dureté du régime d'occupation allemand pendant la Grande Guerre.
Elle s'accompagne de violences d'État de la part des Français (réquisitions, expulsions, condamnations, répression de grèves…) et organisées (attentats, grèves) de la part des Allemands. Aux assassinats répondent des représailles de soldats français, lesquelles ouvrent à diverses reprises le feu au cours de manifestations orchestrés par les syndicats, blessant et tuant de nombreux participants. Les attentats perpétrés contre les militaires français appellent de la part des forces franco-belges à la proclamation de l'état de siège.
L'engrenage inéluctable de la répression et des actes de sabotages est en marche. Aussi les arrestations massives de la part des troupes franco-belges encouragent à la révolte de plus en plus d'ouvriers Allemands …soutenus en cela par les ouvriers Français[4]. Durant ce temps le gouvernement allemand laisse le champ libre à la propagande des mouvements nationalistes et d'extrême droite.
Toutes ces actions paralysent totalement l'activité économique et sociale de la région. La période entre février-mars et juin-juillet 1923 correspond à la période de résistance la plus violente entre occupants et occupés. La répression sera plus forte et se caractérise par des violences plus spontanées et individuelles telles que les heurts et les viols qui connaissent une recrudescence pendant la période d'opposition.
La violence dépasse le cadre du conflit interétatique pour se répandre dans le corps social. Le nombre de victimes par arme de guerre oscille entre 154 civils tués et 112 grièvement blessés selon les sources allemandes, contre 118 et 74 selon les sources françaises.
Certains évènements prennent valeurs de symbole et sont ensuite mythifiés. Il en est tout particulièrement

de l'exécution, le 26 mai 1923, de l'activiste nazi Albert Leo Schlageter[5], ou encore du « Samedi Saint sanglant d'Essen » qui s'est soldé par la mort sous les balles françaises de 13 ouvriers grévistes. Ces épisodes tragiques et leur instrumentalisation permettent de transformer les victimes en martyrs. Il en va de même du côté français[6].

LA FIN DE LA CRISE

Pendant ce temps de nouvelles turbulences politiques secouent les relations internationales. La crainte de Londres de voir émerger un État rhénan autonome, et favorable à la France, l'incite à faire pression sur elle avec l'aide des américains et le nouveau président du Conseil, Édouard Herriot, accepte en mai 1924 les conditions contenues dans le plan Dawes qui, tout en réaffirmant le principe des réparations, réaménage les paiements allemands en échange d'une évacuation de la Ruhr.

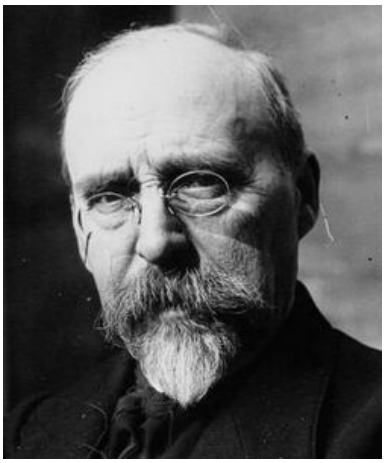
Du côté allemand, face aux innombrables difficultés financières auxquelles sont confrontés les ouvriers allemands, la résistance passive s'effrite. Après avoir financé au début la grève générale, et face à une situation économique catastrophique, le chancelier Cuno[7] démissionne et **Gustav Stresemann**[8] lui succède.

Celui-ci décide l'arrêt de la résistance passive, alors même que la politique de fermeté de la France semble porter ses fruits.

Au niveau de la politique intérieure la ferme opposition de la gauche, à l'occupation de la Ruhr, a semé le trouble dans l'opinion publique française. Pour ce qui est de la politique extérieure, la France se trouve de plus en plus isolée face à ses alliés britanniques et américains et le gouvernement Poincaré fait face à plusieurs problèmes contribuant à affaiblir la position française au niveau européen.

La principale conséquence de cette crise pour l'Allemagne est d'aggraver sa situation économique désastreuse, tout en redonnant une forte vigueur au nationalisme allemand.

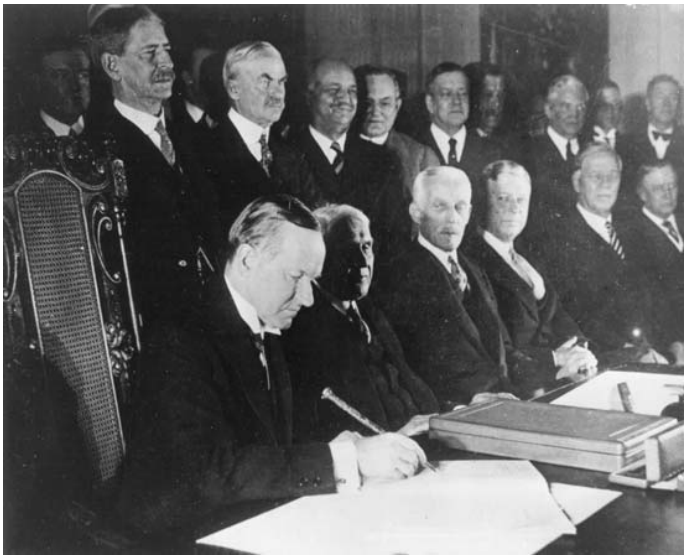
LA FIN DES ESPÉRANCES



Ferdinand Buisson, fondateur et président de la ligue des droits de l'homme, et partisan de la première heure de la Société des Nations, s'était consacré au rapprochement franco-allemand après 1923, en invitant des pacifistes allemands à Paris et en se rendant à Berlin. Il recevra le prix Nobel de la paix avec le professeur allemand Ludwig Quidde[9].

Néanmoins, l'opposition entre les tenants du pacifisme et revanchards nationalistes de part et d'autre du Rhin portent des coups contre les gouvernements démocratiques et freinent toute relation normale et durable. Les nationaux socialistes d'Adolf Hitler prennent de plus en plus d'influence au sein de la société allemande et organisent leur premier congrès à Nuremberg.

Quelque semaines plus tard, dans un discours prononcé sur les lieux même de la bataille de Tannenberg, le Président Hindenburg rejette la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement



Signature du Pacte Briand-Kellog

de la Grande Guerre et au mois de mars 1929 débute par l'évacuation française de la Sarre.
Quelques mois plus tard le pacte Briand-Kellog[10] est signé à Paris, pour entrer en vigueur le 24 juillet 1929, où les 15 pays signataires renoncent à la guerre « en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ». L'Allemagne s'appuie, entre autre, sur cet élément nouveau pour obtenir du gouvernement français l'évacuation de la Rhénanie.

LE KRACH DE 1929 ET SES CONSÉQUENCES

La crise boursière qui ébranle les économies des grandes nations économiques, entre le jeudi 24 octobre et le mardi 29 octobre 1929, marque le début de la Grande Dépression, la plus grande crise et catastrophe économique du 20ème siècle.
Pour l'Allemagne, comme pour d'autres pays européens touchés par la crise, elle a des répercussions particulièrement graves au niveau économique et social. Elle entraîne pour l'Allemagne, le retrait des capitaux étrangers, américains notamment. Ce retrait de capitaux provoque la faillite de nombreuses banques allemandes et affaibli le mark. Les exportations s'effondrent ainsi que la production industrielle d'une façon générale. L'Allemagne doit faire face à une très forte montée du chômage. Il y aura plus de 600 000 chômeurs en 1928[11].

LA FIN DE L'OCCUPATION FRANÇAISE ET LE DÉPART D'ALLEMAGNE

Les changements notoires obtenus dans les relations politiques et économiques, entre l'Allemagne et la France d'une part et les alliés d'autre part, aboutissent à une révision du plan Dawes[12].
C'est sur une initiative d'un groupe de financiers américains, présidé par Owen D. Young, que l'on renégocie le traité de Versailles et accompli un nouvel étalement du paiement des réparations allemandes. Il établit un nouveau calendrier des réparations dont le point cardinal est la décision du plan Young[13] d'abolir la surveillance économique de l'Allemagne qui a pour corolaire la mise en cause de la présence militaire française en Allemagne.
Après que le gouvernement allemand consent au plan Young, les gouvernements français, britanniques et belges croient pouvoir sacrifier leur prétention quant à l'occupation de la Rhénanie. Le traité de Versailles a fixé à quinze années la durée de l'occupation de la rive gauche du Rhin.
Par d'habiles négociations lors de la conférence de La Haye en août 1929, et peu avant sa mort, le ministre des affaires étrangères allemand, Gustav Stresemann, obtient des assurances notoires. Aussi, les alliés conviennent de retirer prématurément leurs troupes de la Rhénanie ; avec cinq ans d'anticipation sur les conventions du traité de Versailles.
La fin de l'occupation étant actée, les Français commencent leur départ anticipé, dès l'automne l'ensemble des personnels commencent à préparer leurs cantines puis à évacuer le Rhin. Le retour des troupes impose néanmoins un étalement du rapatriement sur plusieurs mois.
Malgré des relations « plus apaisées » entre hommes politiques de part et d'autre du Rhin cela n'enlèvent pas la méfiance à l'égard du voisin allemands, aussi le 4 janvier 1930 la Chambre approuve la construction de la ligne Maginot.
Le 8ème régiment d'infanterie, qui est la dernière unité stationnée à Mayence, rentre le drapeau tricolore pour la dernière fois le 30 juin 1930 à 11h30.
Escorté par la troupe il est porté, depuis le siège du commandement de l'Armée du Rhin, jusqu'à la gare devant une population mayençaise qui ne manifeste encore, ni satisfaction, ni guère d'hostilité devant cet événement.

Départ des troupes françaises de Mayence

ÉPILOGUE

Par cette étude nous avons voulus attirer l'attention du lecteur sur le fait que la guerre ne s'était pas arrêté en 1918 et que l'aviation militaire française avait tenue durant l'entre deux guerre un rôle indispensable dans un contexte politique international particulièrement difficile.

Après le départ du dernier détachement militaire français de Mayence, les troupes de police allemandes entrent en ville. Le départ volontaire des Français n'est pas perçu en Allemagne comme un acte d'amitié bienveillant qui mène à une amélioration entre les deux pays, malgré les efforts engagés du côté Français de proposer l'organisation d'une célébration commune. Elles ne vont déjà plus dans le sens du gouvernement prussien et sont brutalement rejetés.

La retenue de la population rhénane, et de toutes les autorités, ne dure guère et l'occasion est trop belle pour la population de l'ancienne zone occupée de célébrer dans la liesse leur libération du joug Français. Toutes les villes rhénanes sont décorées de drapeaux, de couronnes et de guirlandes. Tous les journaux commentent abondamment et sous tous les angles le départ des Français et abordent en détail la période d'occupation.

L'euphorie patriotique exacerbée fait du Rhin le but idéal d'excursion et de congé et devient un phénomène de mode. Cet enthousiasme nationaliste entraîne instantanément la fabrication d'une multitude de souvenirs commémoratifs : assiettes souvenirs, trophées sportifs, etc, accompagnés par les mots « Libération 1930 » même une bière spécifique fait son apparition. On réalise des pièces de monnaies avec la citation suivante « Le Rhin fleuve allemand » et non frontière de l'Allemagne » laquelle provoque une irritation considérable en France étant comprise comme une révision des frontières. Aussi, pour de nombreux historiens les célébrations de libération du Rhin sont interprétées comme une véritable césure entre les deux nations et comme un éloignement important entre les deux pays. C'est « la fin de l'ère de Locarno. »

L'enthousiasme de cette « libération » laisse rapidement place aux ressentiments anti-français. Dans de nombreuses villes et communes rhénanes des actes de violence massifs sont commis contre d'anciens séparatistes ainsi que contre des bâtiments et des magasins d'allemands jugés pro français. Bien que les mesures de rétorsion sont conséquentes de la part de la police et malgré les avertissements correspondants et appels au calme des services publics, la chasse aux séparatistes prétendus est ouverte[14].

La récupération politique ne se fait pas attendre. Quelques jours seulement, après le départ des troupes françaises profitant de l'enthousiasme ambiant, le Président Paul von Hindenburg avise les autorités locales de sa présence à la grande manifestation patriotique ayant lieu à Coblence. Il met cependant une condition sine qua none : qu'il soit accueilli par une garde d'honneur formée de ses fidèles du « Stahlhelm[15]».

Ayant obtenu satisfaction, Paul von Hindenburg quitte le 19 juillet 1930 Berlin pour son voyage en pays Rhénan. Son premier arrêt est pour la commune de Germersheim, puis Speyer, Neustadt, Ludwigshafen, Mayence et Wiesbaden.

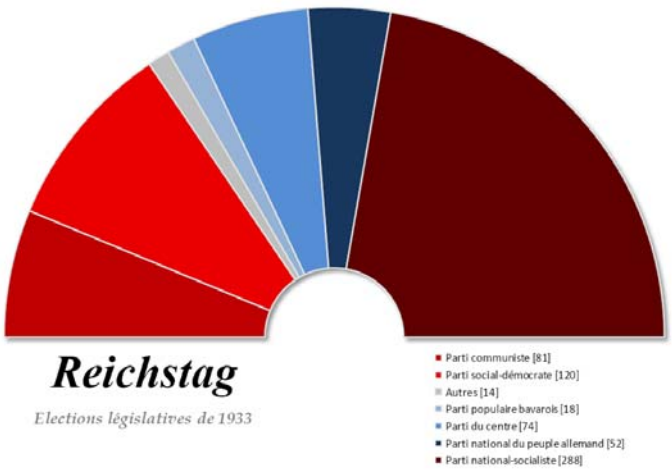
Le mardi 22 juillet un bateau à vapeur l'amène à Coblence où le Président Hindenburg est triomphalement accueilli par près de 2300 élèves de toutes les écoles de Coblence, au son des cloches et des chorales entonnant des chants patriotiques. À l'hôtel de ville, il est reçu par les représentants de tous les corps et organisations constitués, soit près de 250 visiteurs représentant le gouvernement, les organisations professionnelles ainsi que les membres des diètes régionales et de l'État.

Cette journée historique est retransmise par toutes les stations de radio allemandes. Signe des temps, le ministre des Affaires étrangères Gustav Stresemann, dont la patiente politique avait permis le retrait des soldats belges et français, n'est que brièvement cité. Le gouvernement allemand ne juge pas utile de l'honorer.

L'APOCALYPSE EST EN MARCHE

Le Krach de Wall Street de 1929 a bouleversé et plongé le monde entier dans le marasme économique. Cette crise sans précédent sera l'une des conséquences de l'impossibilité pour l'Allemagne de tenir ses engagements financiers mais elle se manifestera également au niveau politique.

Les coalitions gouvernementales deviennent de plus



en plus fragiles et n'arrivent pas à bloquer la montée de l'extrême-droite. Il y a une agitation politique et un climat de tension entretenu par les nazis.

Le chancelier Brüning sera obligé de dissoudre le Reichstag en 1930. Les élections anticipées profitent aux partis extrémistes qui attirent à eux les voix des plus mécontents.

Tandis que les députés communistes passent de 54 à 77 sièges, le parti nazi obtient 107 sièges (contre 12 en 1928). Dès lors, Adolf Hitler devient un personnage politique de premier plan et le 30 janvier 1933, il sera nommé chancelier par le président Hindenburg.

Par conséquent affirmer que tout débuta en 1933 est le fruit d'une profonde méconnaissance des faits historiques et des responsabilités des Alliés dont les intérêts économiques et politiques ont rapidement repris le dessus. La montée du nazisme et la prise de pouvoir ne sont pas le fruit d'une problématique purement allemande mais l'aboutissement d'une multitude d'erreurs et de jugement politiques erronés commises par les Alliés

On oublie trop facilement l'extrême misère et la détresse profonde qui règnent avant l'avènement du 3ème Reich dans les couches populaires allemandes en raison du chômage, des réparations de guerre, des émeutes révolutionnaires et enfin la crise économique de 1929. L'ascension d'Hitler s'explique par plusieurs faits, les Allemands peuple fier confrontés depuis plusieurs années à des bouleversements telles que grande puissance continentale se retrouvent marqué du sceau de l'infamie, occupé et dont le pays sera dépecé, dépossédé de ses colonies.

Il n'est donc pas surprenant qu'après de multiples crises majeurs où les mouvements nationalistes et extrémistes l'emportent grâce au soutien des milieux bourgeois conservateurs contre les mouvements révolutionnaires bolchéviques un homme du peuple « providentiel » leur rappellera la grandeur d'antan et les appelle à relever la tête et à se venger de cette déchéance imposée.

Pour Hitler la Rhénanie est d'une importance vitale, à la fois pour des considérations économiques et pour sa politique de réarmement[16]. Profitant de la faiblesse et du désaccord entre Alliés, Hitler réoccupe la zone démilitarisée de la Rhénanie et rétablit la souveraineté du Reich sur la frontière occidentale de l'Allemagne.

Cette transgression ouverte des dispositions du traité de Versailles n'a pour le « Führer » aucune conséquence vraiment fâcheuse et constitue une nouvelle étape dans son programme pour refaire de l'Allemagne une grande puissance. Après les premiers atermoiements des puissances victorieuses, et d'abord le Royaume-Uni, se laissent apaiser par les assurances pacifiques d'Hitler.

Malheureusement la suite nous est trop bien connue.

A.W.

Notes :

[1] Entre 1914 et 1919, le mark perd 90% de sa valeur et le franc 75 %.

[2] Pendant la période d'armistice, le maréchal Foch, commandant en chef, avait reçu, par la convention d'armistice, le pouvoir suprême en territoires occupés, lui permettant d'exercer un pouvoir réglementaire, dans

le but d'assurer la satisfaction des besoins et la sécurité des troupes d'occupation. Le commandant en chef créa, à cet effet, un Contrôle général de l'administration des territoires occupés, dont le siège fut primitivement fixé à Luxembourg, puis transféré, dans les derniers temps de la période d'armistice, à Coblence. Le Conseil suprême économique créa, pendant cette période d'armistice, un organisme interallié appelé « Commission interalliée des territoires rhénans » (C.I.T.R.), chargé de régler les questions économiques soulevées par la situation de l'Allemagne au lendemain de la guerre et par l'occupation. Paul Tirard, conseiller d'État, fut nommé contrôleur général de l'administration des territoires rhénans et président de la C.I.T.R. Il devait par la suite assurer les fonctions de Haut-commissaire français et de président de la Haute Commission interalliée et fut, pendant douze ans, le défenseur des intérêts de la France sur le Rhin. L'arrangement rhénan du 28 juin 1919, annexé au traité de paix, prévoyait la création d'un organisme interallié qui, lors de la mise en application du traité, devait se substituer au pouvoir militaire pour assurer le contrôle de l'administration allemande ainsi que la satisfaction des besoins et la sécurité des troupes d'occupation. Après ratification, le traité de paix était mis en application le 10 juin 1920, la Haute Commission entrait en fonctions à la même date et tenait sa première séance. La Haute Commission était composée d'un Haut-commissaire français, président, d'un Haut-commissaire britannique et d'un Haut-commissaire belge. L'Italie envoya un représentant siégé à la H.C.I.T.R. pendant les sanctions économiques de 1921 et de 1923, car, bien qu'elle ne participât pas à l'occupation, elle était concernée par le règlement de la question des réparations de guerre qui motivèrent des sanctions. Les organismes interalliés de l'occupation comprenaient le Secrétariat interallié de la H.C.I.T.R. et les différents comités et sous-comités qui ont fonctionné pendant la période normale et pendant la période des sanctions. La Haute Commission était représentée dans le territoire par des délégués supérieurs dans les provinces et par des délégués dans les cercles. Il y avait des délégués supérieurs à Mayence, Wiesbaden, Coblence, Trèves, Bonn et à Spire, et des délégués de cercles. Les délégués de cercles étaient subordonnés aux délégués supérieurs. Ils étaient, les uns et les autres, investis de leurs pouvoirs par la Haute Commission interalliée. La tâche considérable du représentant de la France et la place que le pays devait tenir sur le Rhin, ainsi que les nécessités de l'occupation, imposèrent la création de différents services français, sous l'autorité du Haut-commissaire de France. In : État général des fonds des Archives nationales (Paris). Mise à jour 2009 Commission interalliée des territoires rhénans (1918-1920) puis Haute Commission interalliée des territoires rhénans (1920-1930) Haut-commissariat français auprès de la HCITR.

[3] De janvier 1923 à juillet 1924, il y aurait eu selon les sources allemandes, en Rhénanie et dans la Ruhr, 87 viols et 45 tentatives de viols et selon des sources françaises, 59 viols et 20 tentatives de viols, dont les 2/3 environ de février à juin 1923 selon les sources françaises.

[4] En effet les partis communistes européens protestent énergiquement contre les mesures prises par le gouvernement français en rédigeant le « Manifeste d'Essen ». Les mineurs français de la CGTU se mettent en grève par solidarité avec les mineurs rhénans.

[5] Albert Leo Schlageter, est un combattant allemand des Freikorps, considéré comme un martyr pendant la République de Weimar et surtout, à des fins de propagande, au début du Troisième Reich, à partir de 1933. Avec l'occupation de la Ruhr, Schlageter travaille comme chef de groupe, et dirige une troupe de choc illégale qui oppose une résistance active contre les troupes d'occupation françaises à Essen. Son groupe surveille le service d'espionnage français à Essen, et abat au moins un agent. Pour empêcher le départ du charbon vers la France, Schlageter et ses hommes mènent des attaques à l'explosif en mars 1923 à la gare d'Essen et sur un pont de la ligne ferroviaire Düsseldorf –Duisbourg.

[6] Ainsi lorsque le lieutenant Colpin originaire de Lille fut tué dans la Ruhr le 10 mars 1923, on éleva un monument mentionnant qu'il était bien mort pour la France.

[7] Wilhelm Cuno est chancelier du Reich sous la République de Weimar, durant l'occupation franco-belge de la Ruhr, en 1923. Il est aussi directeur général de la compagnie de transport maritime Hamburg-American Line. Sa tentative en janvier 1923 de combattre par la résistance passive l'occupation franco-belge dans la Ruhr visant à recouvrir les sommes dues au titre des réparations échoue. La vague de grèves

connues sous le nom de Grèves Cuno en août 1923 est dirigée contre son gouvernement. La majorité au Reichstag exige alors un nouveau cabinet. Cuno démissionne, le 12 août 1923, après un exercice de neuf mois en tant que chancelier.

[8] Gustav Stresemann (né le 10 mai 1878 à Berlin et mort le 3 octobre 1929 à Berlin) est un homme politique allemand, fondateur et dirigeant du Deutsche Volkspartei, chancelier en 1923 et ministre des Affaires étrangères de 1923 à sa mort. Figure incontournable de la République de Weimar, Gustav Stresemann a permis à l'Allemagne de retrouver un poids diplomatique et économique perdu après la Première Guerre mondiale en mettant en œuvre une politique pragmatique. Cette politique où les compromis ont eu une large part n'a pas été menée aux dépens de l'Allemagne. À chaque concession allemande a correspondu une avancée soit diplomatique, soit économique. Après avoir jugulé l'hyperinflation qui menaçait l'existence même de l'Allemagne, Stresemann s'est attaqué à d'autres problèmes comme l'occupation de la Ruhr par les armées française et belge, les réparations de guerre ou encore les frontières définies par le traité de Versailles. Le caractère pragmatique de sa politique lui a attiré beaucoup d'ennemis, et c'est abandonné par une grande partie de la classe politique que Stresemann a dû mener ses combats. Avec Aristide Briand, il a été l'artisan d'un rapprochement franco-allemand et de changements diplomatiques sur le plan européen, ce qui leur a valu à tous les deux le Prix Nobel de la paix. Ce rapprochement a toutefois été arrêté net dans sa lancée à la mort du ministre allemand à l'âge de cinquante et un ans. Avec sa mort, la République de Weimar perd l'un de ses derniers défenseurs.

[9] Ludwig Quidde (né le 23 mars 1858 à Brême - mort le 4 mars 1941 à Genève), était un historien, un écrivain, un pacifiste et un homme politique libéral allemand sous l'Empire allemand et la République de Weimar. Connu pour ses critiques sévères contre l'empereur allemand Guillaume II, il reçoit le prix Nobel de la paix en 1927 conjointement avec Ferdinand Buisson pour ses activités en faveur du mouvement pacifiste. En tant que pacifiste, il s'engage de nombreuses années comme chef de la Deutsche Friedensgesellschaft (DFG) et participe à de nombreux congrès internationaux pour la paix et organise par exemple le seizième congrès mondial de la paix en 1907 à Munich. Ludwig Quidde meurt en exil en Suisse en 1941, à l'âge de 83 ans.

[10] Le pacte Briand-Kellogg, ou pacte de Paris, est un traité signé par soixante-trois pays qui « condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ». L'initiative de ce pacte revient à Aristide Briand, ministre des affaires étrangères français et Frank Kellogg, secrétaire d'État américain, c'est un traité qui fut signé le 27 août 1928 à Paris et entra en vigueur le 24 juillet 1929. C'est le climat détendu des relations internationales qui permet la signature de ce pacte, par 15 puissances dont la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne et le Japon, pour la renonciation générale à la guerre. Si le pacte est accueilli dans l'enthousiasme aux États-Unis, il suscite une réserve indéniable en Europe. C'est de plus, un texte ayant une portée limitée, en effet, aucune sanction n'est prévue en cas d'infraction, seule une réprobation internationale est envisagée.

[11] à 6 000 000 en 1932, soit 33% de la population active.

[12] Le plan Dawes est un arrangement des réparations dues par l'Allemagne signé le 24 juillet 1924, à la suite du traité de Versailles de 1919 et ayant pour objectif de lutter contre l'hyperinflation qui mettait à mal la survie de la République de Weimar.

[13] Le plan Young est une seconde négociation du traité de Versailles permettant à l'Allemagne un paiement réduit, échelonné, modulé, et contrôlé des réparations. Il a été signé à Paris le 7 juin 1929 mais ne fut jamais réellement exécuté du fait des conséquences de la crise de 1929.

[14] À Trèves, par exemple, de nombreuses personnes se voient dans l'obligation de quitter la ville.

[15] Trad : casque d'acier. Association d'anciens soldats. Une organisation d'extrême droite interdite en Rhénanie et en Westphalie depuis 1929 ! Ce n'est qu'une fois le « casque d'acier » autorisé dans ces deux régions par les autorités locales que les célébrations voit le jour.

[16] Car c'était dans les parties démilitarisées de la Ruhr que se trouvaient traditionnellement les usines qui fabriquaient le matériel de guerre du Reich.

« Mon ami Johnson » savait-il qu'il jouait dans la cour des Grands ?

Richard Le Hir
Juriste, homme politique et auteur

Vigile publiait il y a quelques semaines les révélations extraordinaires du journaliste Pierre Schneider sur les circonstances très suspectes du décès de l'ancien premier ministre Daniel Johnson père, survenu le 28 septembre 1968 à Manic-5.

Ces révélations et les questions qu'elles soulèvent méritent une enquête approfondie, même après tant d'années. Il y a de bonnes raisons de croire que Daniel Johnson père n'est pas mort de causes naturelles et qu'il aurait été empoisonné. Toute la question est évidemment de savoir par qui, et pourquoi.

Les années 1960 ont connu une grande effervescence au Québec, nous le savons. Ce que les Québécois savent moins, c'est que ce fut également le cas dans le reste du monde, et que, le Québec faisant partie de ce monde, il était tout naturel qu'il soit touché par ce qui se passait dans le reste du monde, à fortiori s'il choisissait justement ce moment-là pour hausser son profil comme c'était le cas avec la tenue de l'Exposition universelle à Montréal en 1967.

Au Québec, les années 1960 sont celles de l'émergence de l'État du Québec sous les Libéraux de Jean Lesage et celles des retrouvailles avec la

France. Ces deux éléments sont aussi complémentaires que les deux bras d'un même corps. Pour des raisons historiques aussi évidentes qu'incontestables, un État du Québec ne peut être que français. Et l'existence de cet État ne peut être que saluée et encouragée par la France dont il est historiquement issu.

Lorsque la France est dirigée par un personnage de l'envergure du général de Gaulle avec la vision qui est la sienne, « La France ne peut-être la France sans la grandeur », il y a tout lieu de s'attendre à ce qu'il tente de donner de la grandeur aux gestes qu'il pose au nom de la France.

L'exploit qu'il a réussi de sauver la France malgré elle pendant la Deuxième Guerre mondiale est passé à l'histoire.

On peut bien se douter que lorsqu'il est revenu au pouvoir en 1958, ce n'était pas pour inaugurer les chrysanthèmes, comme il se plaisait lui-même à le dire.

En fait, en dix ans de pouvoir il abattra une besogne extraordinaire, entre autre en tirant le Québec des limbes de l'histoire où il se languit.

Dès son retour aux affaires, répondant favorablement à une invitation du premier ministre Diefenbaker de venir au Canada, il demande à ses services de prendre contact avec le Québec, alors dirigé par Duplessis. L'accueil est favorable, et commence alors la préparation du voyage de 1960 qui sera émaillée des décès de deux premiers ministres, Maurice Duplessis en 1959 et Paul Sauvé quelques mois plus tard au début de 1960.

Antonio BARRETTE

C'est finalement à Antonio Barrette, le bref successeur de Paul Sauvé (8 janvier au 22 juin 1960), qu'échoira le privilège de recevoir le 20 avril 1960 le général de Gaulle lors de sa tournée en Amérique du Nord.

Le dessein de de Gaulle apparaît clairement dans les discours qu'il prononcera au Québec[1], d'abord à l'université Laval, puis lors du dîner d'état offert par le Gouvernement du Québec au Château Frontenac, et lors du banquet offert par la Ville de Montréal le lendemain.

Le Devoir titre à la une « Merveilleuse visite du chef de la France à Québec – Le président de Gaulle est ému par le fait français » sous la plume de Pierre Laporte[2], alors encore journaliste et éditorialiste, avant de devenir plus tard ministre Libéral sous le premier gouvernement Bourassa, et de décéder aux mains du FLQ en 1970.

METEOROLOGIE
Ensoleillé, plus chaud
Min.: 42 — Max.: 60
Gracieuseté de :
Shearer Lumber Co. Ltd.
MONTREAL

LE DEVOIR

Directeur : Gérard FILION — FAIS CE QUE DOIS — Rédacteur en chef : André LAURENDEAU

FETE DU JOUR
S. ANSELME
Les Librairies F. PILON Inc.
Papeterie - Dactylographes
Accessoires de bureau

VOL. LI — NO 87 — MONTREAL, JEUDI, 21 AVRIL 1960 — 10 cents l'exemplaire

Merveilleuse visite du chef de la France à Québec

Le président de Gaulle est ému par le fait français

Par Pierre LAPORTE

QUEBEC. — "C'est la France qui vous rend visite aujourd'hui, et elle vous le doit bien". Cette phrase prononcée hier par le président Charles de Gaulle dans la capitale du Canada français, dans cette ville de Québec qui refuse d'avoir un visage anglais malgré le trop peu de soin qu'elle prend de sa physionomie, était bien faite pour aller droit au coeur des Canadiens français.

Le général a été acclamé aux quatre coins de la ville, à la Croix du souvenir où il a déposé une couronne de fleurs, au Bois de Coulonge où il a été reçu à déjeuner par le vice-roi de la province, à l'université Laval et au Petit séminaire de Québec, où, selon l'expression d'un collégien qui a lu une adresse, il a "immortalisé son passage" en accordant un grand congé, et à l'hôtel de ville.

L'illustre visiteur français a constaté que le fait français est une réalité vivante au Canada. Il s'est écrié: "L'oeuvre de Samuel de Champlain dure, en dépit des vicissitudes de l'histoire. Ce qu'il a fait est magnifique".

Comme à Ottawa, le président de la République française a pénétré à trois occasions au milieu dans la foule pour serrer quelques-unes des centaines de mains qui s'offraient. A tous les endroits où le président s'est arrêté il y avait des milliers de personnes, particulièrement à la Croix du souvenir, à un jet de pierre de l'hôtel du gouvernement, siège du seul parlement français en terre canadienne.

L'avion qui transportait M. de Gaulle et sa suite est arrivé à l'aéroport de l'Ancienne Lorette avec quelques minutes d'avance. Le soleil brillait du plus bel éclat, mais le froid était vif. Nu tête, sans pardessus, l'hôte d'honneur a salué le vice-roi, M. Onésime Gagnon, le premier ministre, M. Antonio Barrette, l'archevêque de Québec, Son Eminence Mgr Maurice Roy, le maire de la Vieille Capitale, M. Wilfrid Hamel.

(suite à la page 8)

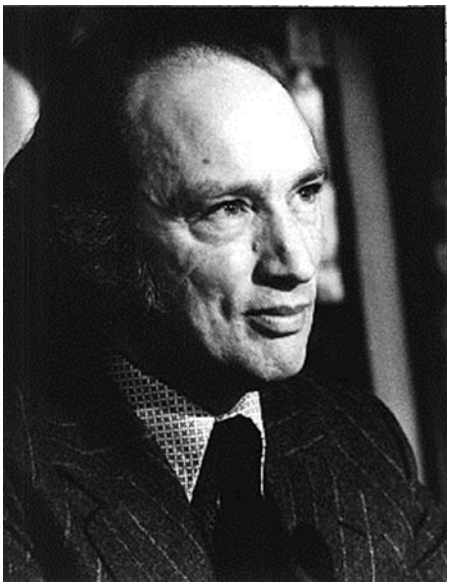
Ottawa réitère son objection à la reprise des essais nucléaires

OTTAWA — Voici le texte français d'une déclaration remise hier à la presse, par le premier ministre Diefenbaker à la suite de ses entretiens avec le président de Gaulle:

"La visite du président de

LE GENERAL DE GAULLE A QUEBEC : A sa descente d'avion, à l'aéroport de l'Ancienne-Lorette, hier, le général de Gaulle a été accueilli par le lieutenant-gouverneur de la province, l'hon. Onésime Gagnon.

Il faut être conscient de tous les préparatifs qui entourent ce genre de déplacement et du suivi qui est fait par le personnel diplomatique des pays concernés. Ils sont l'occasion de nombreuses rencontres tant entre politiciens, fonctionnaires qu'avec des représentants de la société civile. Jean Lesage, encore chef de l'Opposition au moment de la visite du général en 1960, aura ainsi l'occasion de le rencontrer, et des contacts s'établiront dès lors entre le gouvernement français et le PLQ.



Pierre Elliot Trudeau, premier ministre du Canada

En 1967, après le « Vive le Québec libre ! », le gouvernement fédéral canadien, après l'arrivée au pouvoir de Pierre -Elliott Trudeau, reprochera à la France d'avoir abusé de la situation et envoyé dès 1960 au Québec, sinon des espions, du moins des « agents plus ou moins secrets » comme Philippe Rossillon qui sera déclaré « *persona non grata* » au Canada sur la base d'un rapport de la GRC, alors responsable du contre-espionnage[3].

En 1960, de Gaulle est encore aux prises avec la situation algérienne qui le limite dans son élan diplomatique. Il s'en libère en 1962 et s'embarque alors dans une ambitieuse stratégie tous azimuts pour redonner à la France son statut de grande puissance. Comme le vacuum qu'elle a laissé en s'abîmant dans ses guerres coloniales en Indochine et en Algérie a été rempli par l'alliance atlantique des intérêts américains et britanniques, c'est contre eux, à leur détriment, et à leur plus grand dam, qu'il va le reconquérir.

OR CONTRE DOLLARS

Sur le plan économique tout d'abord, et sur les conseils de son ministre des Finances Antoine Pinay et de l'économiste Jacques Rueff, de Gaulle va regarnir les réserves d'or de la France en demandant aux États-Unis de lui échanger en or au taux officiel de 35 $ l'once les centaines de millions de dollars US qui affluent régulièrement dans les coffres de la Banque de France par l'entremise du réseau d'institutions financières françaises toujours présentes en Indochine malgré la défaite française aux mains des Vietnamiens du Nord en 1954.

Depuis cette date, les Américains ne cessent d'augmenter leur présence, et leurs dépenses, en Asie du Sud-Est, et tout leur argent se retrouve dans les banques françaises qui le transportent par bateau de Saïgon à Marseille tous les vendredis. De Gaulle organise une navette de bâtiments militaires français qui vont se présenter régulièrement pendant quatre ans dans le port de New York chargés de dollars, et retourneront en France chargés d'or. Les Américains sont furieux. Combinée aux autres mesures économiques prises par le gouvernement français à cette époque, la reconstitution des réserves d'or de la France la replacera rapidement dans une situation économique enviable.

FORCE DE DISSUASION NUCLEAIRE ET RETRAIT DE L'OTAN

Afin d'assurer l'indépendance militaire de la France, de Gaulle annonce dès les premiers mois de son retour au pouvoir son intention de la doter de l'arme atomique à des fins dissuasives. Les États-Unis et l'alliance atlantique (OTAN) dont fait partie le Canada sont fortement opposés à voir la France faire cavalier seul et vont multiplier en vain, dès 1960, les pressions sur lui pour qu'il renonce à ce projet. On en trouve d'ailleurs un écho dans un article du Devoir qui accompagne en première page le compte-rendu de sa visite au Québec en 1960 sous le titre « Ottawa réitère son objection à la reprise des essais nucléaires ».

De Gaulle réalisera son projet en quatre grandes étapes. En 1960, avec le premier essai français d'une bombe A à Reggane, dans le Sahara algérien. En 1964, avec la création des Forces aériennes stratégiques. En 1966 avec la réalisation de la 1ère composante de la force de dissuasion dont il profitera pour annoncer le retrait de la France de l'OTAN.

Et en 1968 avec l'explosion contrôlée de la première

bombe H française sur l'atoll de Mururoa en Polynésie française. Entre 1960 et 1968, la France procédera à quelques 200 essais nucléaires.

L'AMERIQUE LATINE

En 1964, De Gaulle entreprend une grande tournée en Amérique latine qui, dans le contexte de l'époque, apparaît comme une provocation délibérée. L'Amérique latine vit en effet sous la tutelle pesante des États-Unis qui voient en elle leur arrière-cour exclusive en application de la doctrine énoncée par l'ancien président James Monroe en 1823, « l'Amérique aux Américains ».
Proposant aux pays visités la voie de l'indépendance, il est reçu chaleureusement, et parfois même triomphalement, partout, et il oppose sa vision multipolaire au monde bipolaire qui repose sur l'antagonisme entre le capitalisme et le communisme, entre les pays de l'Ouest et l'URSS et la Chine avec laquelle il vient d'ailleurs, en début d'année, d'établir des relations diplomatiques à la consternation des États-Unis.
Ainsi, le 28 septembre 1964, De Gaulle déclare en Bolivie :
Que chaque peuple dispose à tous égards de lui-même, afin que son avance en fait de civilisation soit effectivement la sienne.
Qu'il fasse en sorte que son progrès soit celui de tous ses enfants pour susciter dans les profondeurs les ardeurs et les capacités qui multiplient les efforts, qu'il transforme en émulation créatrice et productrice par rapport aux autres nations ce qui demeure trop souvent rivalité d'ambitions, que les puissances qui en ont le moyen prêtent leur concours au développement des moins avantagés, cela suivant les affinités réciproques, et sans qu'il y ait, sous aucune forme, intervention étrangère dans les affaires de qui que ce soit, voilà, en effet, quelles sont, pour la France, les conditions nécessaires de l'équilibre général, du progrès de tous et de la paix dans l'univers. (Pochette du disque « Charles De Gaulle, Discours aux peuples du monde », Disques Déesse DDLX 87, Paris)

Il est assez frappant d'observer les similitudes dans le discours de de Gaulle à l'époque et celui que tient Vladimir Poutine aujourd'hui.
Comme il fallait s'y attendre, les États-Unis sont outrés de l'intrusion intempestive de de Gaulle dans leur chasse-gardée.

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

C'est également au cours des années 1960 et notamment en 1963 et en 1967, quelques semaines avant sa visite au Québec, que, usant du veto de la France à la stupéfaction de tous (partenaires européens, Royaume-Uni, États-Unis et communauté internationale), il claque fermement la porte de ce qui n'est encore alors que le Marché commun au nez de l'Angleterre, en invoquant essentiellement l'absence de compatibilité entre les intérêts économiques insulaires du Royaume-Uni et ceux du continent européen. Cinquante ans plus tard, le BREXIT lui donnera raison.

De Gaulle redoutait également l'apparition d'« une Communauté Atlantique colossale sous dépendance et direction américaine, et qui aurait tôt fait d'absorber la Communauté de l'Europe. C'est une hypothèse qui peut parfaitement se justifier aux yeux de certains, mais ce n'est pas du tout ce qu'a voulu faire et ce que fait la France et qui est une construction proprement européenne. ». Pour plus de précisions à ce sujet, je vous invite à consulter l'excellent article suivant : Les deux veto du général de Gaulle à l'Angleterre[4].

DE GAULLE ET LE QUEBEC

C'est donc dans ce contexte politique extrêmement mouvementé par les agissements de Gaulle sur la scène internationale qu'il faut situer sa vision pour le Québec, et comprendre que celle-ci est en opposition directe à celle des États-Unis et de ses alliés atlantistes, dont le Canada, regroupés au sein de l'OTAN, et cherchant à étendre leur influence en Europe pour en prendre le contrôle.

Pendant toutes les années 1960, d'abord sous le gouvernement Libéral (PLQ) de Jean Lesage à compter de sa première élection en juillet 1960, puis sous le gouvernement Union Nationale (UN) de Daniel Johnson père, les liens entre le Québec et la France vont se multiplier et s'intensifier.

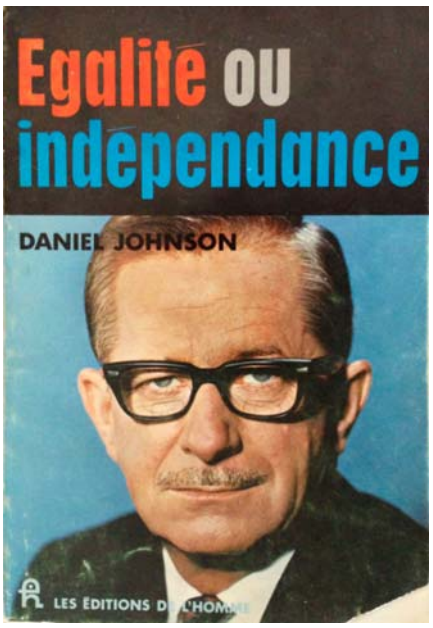
Pour les fins de cet article, on retiendra l'ouverture de la Délégation générale du Québec à Paris en 1961 sous le gouvernement Lesage. En lui accordant les privilèges et les immunités accordés aux ambassades, de Gaulle envoyait un premier signal puissant de ses intentions futures.

Jean Drapeau (maire de Montréal) et André Malraux (ministre d'État français aux Affaires culturelles)

Sur le plan des symboles, il faut retenir la multiplication des visites ministérielles québécoises en France pendant toute cette période et les réceptions fastueuses auxquelles elles donnent lieu à l'Élysée, à la consternation des autorités fédérales canadiennes.

En 1963, de Gaulle profitera de la tenue de l'Exposition française de Montréal au Palais du commerce pour envoyer son ministre d'État aux Affaires culturelles et plus fidèle allié André Malraux en visite officielle au Canada et au Québec. La grande notoriété et le prestige personnel de Malraux contribuent à donner un maximum de relief à sa visite.

En 1965, le chef de l'Union Nationale, Daniel Johnson père, publie un ouvrage dans lequel il explique les positions constitutionnelles que son parti entend défendre au cours des années à venir. Voici ce qu'en dit le Bilan du siècle de l'Université de Sherbrooke :



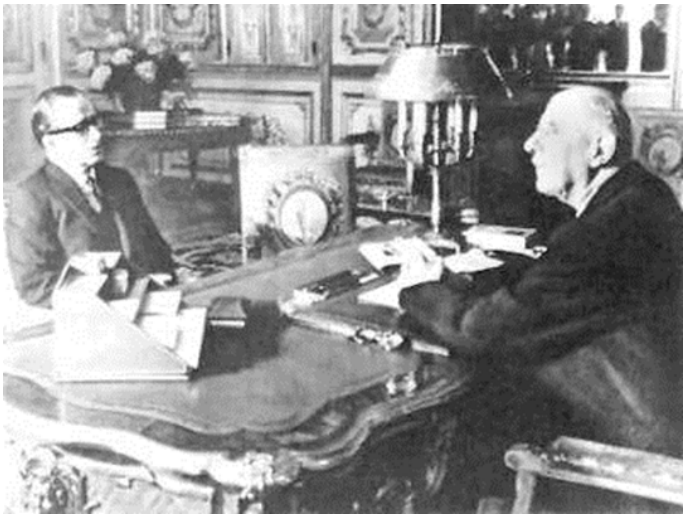
Même si l'Union nationale est dans l'Opposition, « Égalité ou indépendance », l'ouvrage au titre accrocheur de Daniel Johnson, marque une nouvelle étape dans le débat constitutionnel québécois. L'auteur y revendique « l'égalité des minorités francophones du Canada comme pour la minorité anglophone du Québec, le droit à l'autodétermination des Québécois, leur droit à s'épanouir normalement selon leur entité ethnique et culturelle distincte, dans un cadre juridique politique et institutionnel clairement défini, la reconnaissance effective des Canadiens-français comme l'un des deux peuples fondateurs du Canada et du statut particulier qui en découle pour le Québec, leur foyer national, et la reconnaissance élargie du français comme l'une des deux langues officielles ».

Un autre passage du livre qui sera longuement discuté par les analystes est celui dans lequel Johnson tient « …à dire clairement que la Confédération n'est pas une fin en soi ; et que si, après avoir tout tenté pour la rendre également

habitable à nos deux communautés culturelles, nous constatons un jour la vanité de nos efforts, elle ne nous paraîtra plus digne d'être sauvée. » L'année suivante, la victoire de l'Union nationale permettra à Daniel Johnson de devenir premier ministre du Québec.

L'ouvrage de Daniel Johnson, son statut de chef de parti susceptible de former le gouvernement, et l'ouverture qu'il propose sur l'indépendance du Québec, se trouveront à donner à cette option un degré de légitimité qu'elle n'avait pas encore atteint jusque-là.

Après la défaite du PLQ de Jean Lesage aux mains de l'Union Nationale de Daniel Johnson aux élections générales de juin 1966, les rapports avec la France vont même s'intensifier, en prélude à la visite que doit faire le général en 1967, et le 18 mai de cette année, Daniel Johnson rencontre de Gaulle à l'Élysée. Les deux dirigeants conviennent d'établir une proche collaboration entre la France et le Québec dans tous les domaines, et règlent les derniers détails de la visite que fera le général au Québec deux mois plus tard.



Daniel Johnson à l'Élysée

Il ne peut faire aucun doute que les États-Unis, l'OTAN et les autorités fédérales canadiennes suivaient ce ballet avec la plus grande attention et que leur inquiétude croissait au fur et à mesure que les intentions et la direction de de Gaulle et de Johnson se précisaient. De nombreux analystes, tant en Europe qu'aux États-Unis, iront même jusqu'à se demander dans quelle mesure de Gaulle n'est pas en train de faire le jeu de l'URSS, et à voir en lui un instrument sinon volontaire du moins inconscient de sa stratégie.

Si l'on peut penser que les autorités fédérales canadiennes (ministère des Affaires extérieures et GRC) avaient une idée assez claire de la menace que pouvait représenter de Gaulle pour l'équilibre mondial et la stabilité politique du Canada, le Gouvernement du Québec et la classe politique québécoise étaient loin de disposer d'un appareil quelconque leur permettant d'apprécier la situation géopolitique que les actions de de Gaulle étaient en train de créer, donc de mesurer adéquatement le risque pour le Québec de se prêter à sa stratégie, et de le gérer en conséquence.

En d'autres termes, celui que le général allait baptiser « Mon ami Johnson » n'avait pas une idée claire des conséquences que pourrait avoir pour lui-même et le Québec l'ingérence du général de Gaulle, donc de la France, dans le processus politique canadien, et à travers celui-ci, dans ceux de l'OTAN et de la construction européenne auxquels le Canada était alors et est encore étroitement associé.

On peut reprocher à ce jour au camp souverainiste en général et au Parti Québécois en particulier de ne jamais avoir suffisamment pris en compte dans l'élaboration de leurs stratégies le caractère existentiel de la menace que leur action faisait peser sur le Canada et la force et la violence de la riposte que les autorités fédérales allaient se sentir pleinement justifiées de lui opposer.

Chose certaine, il n'en a jamais été question dans les délibérations du Conseil des ministres en 1994 et en 1995 au moment du dernier référendum, et j'en parle en toute connaissance de cause y ayant participé à titre de ministre délégué à la Restructuration, chargé de la préparation des études référendaires.

En 1967, suggérer aux Québécois de faire l'indépendance était perçu par les États-Unis, le Canada, l'OTAN et les élites européo-atlantistes comme un acte complètement hostile à leurs intérêts. Dans le cas du Canada, cette perception était exacerbée par une conscience très aiguë des conséquences extrêmement négatives que cette indépendance aurait sur l'intégrité territoriale et politique du pays.

Personne n'a parlé de guerre à l'époque. Pourtant, dans une perspective canadienne, le « Vive le Québec libre ! » était bel et bien un *casus belli*. Le fait

L'ASSASSINAT DE JOHNSON

Il est donc tout à fait raisonnable de croire que, devant la gravité de la menace que faisait courir le gouvernement Johnson à l'intégrité territoriale et politique du Canada en 1967 et 1968, et indirectement à la réussite des plans des États-Unis, de l'OTAN et des élites européo-atlantistes, la décision ait été prise, au niveau de l'une ou l'autre de ces instances ou sur une base concertée, de se débarrasser de la menace qui s'incarnait essentiellement dans la volonté affirmée de deux hommes, Johnson et de Gaulle. En d'autres termes, de les liquider.

Aux yeux des autorités fédérales, Johnson est un traître.

Il a facilité le voyage de de Gaulle au Québec et son périple triomphal le long du Chemin du Roy. Il a violé son serment d'allégeance à la Reine en se présentant en territoire canadien au côté du général de Gaulle revêtu de l'uniforme d'une puissance étrangère à l'occasion d'une série d'événements politiques ayant pour but ultime de miner la fédération canadienne et a entonné avec lui la Marseillaise en ignorant l'hymne national canadien.

Le fait que Johnson ait alors été le premier ministre d'une province canadienne ne faisait que renforcer le qu'il n'ait jamais été qualifié de tel constitue la meilleure preuve de la fragilité politique du Canada, une fragilité qui perdure à ce jour. Il suffit de se poser la question de comment les Québécois auraient réagi à une déclaration des autorités fédérales que le général de Gaulle venait de commettre un acte justifiant une déclaration de guerre du Canada à la France pour comprendre la levée de boucliers qui en aurait résulté. Il est loin d'être certain que l'autorité du gouvernement fédéral en serait ressortie renforcée.

C'est toujours dans l'émotion que l'opinion publique bascule, et l'on comprend dès lors que le jeu des autorités fédérales canadiennes a toujours été de banaliser à l'extrême les situations susceptibles d'exacerber les tensions entre les Québécois et Canada anglais. Qu'il suffise penser à l'attentat terroriste de Richard Henry Bain contre Pauline Marois le soir de son élection comme premier ministre.

La question de l'indépendance du Québec est un enjeu existentiel pour le Canada. Confronté à un tel enjeu, tout État prend toutes les mesures pour se défendre, y compris des mesures extrêmes dont il est inconvenant de parler dans les salons.

Les commissions d'enquête Keable et McDonald nous ont révélé dans les années 1980 quelques-uns des moyens illégaux employés par la GRC au Québec dans les années 1960 et en 1970 pour contenir la menace séparatiste. Nous n'avons découvert que la pointe de l'iceberg.

caractère séditieux de son geste et la responsabilité politique et juridique qui en découle.
Johnson décède dans des circonstances troubles en 1968, à l'occasion d'une visite à Manic 5, à l'époque un endroit encore très reculé où ne se rendait pas qui voulait. Les révélations toutes récentes du journaliste Pierre Schneider, fondées sur le témoignage d'une personne se trouvant en sa compagnie au moment de son décès, suggèrent qu'il aurait pu être empoisonné.
Nous venons de voir qui aurait pu avoir intérêt à sa mort et pourquoi.

À l'annonce du décès de Johnson, de Gaulle demande à assister à ses funérailles par l'entremise de ses services diplomatiques. Le premier ministre par intérim, Jean-Jacques Bertrand, donne instruction au chef du protocole André Patry de répondre à ses homologues français que la présence du général serait inopportune en rajoutant, pour le bénéfice de Patry : « C'est fini les chicanes avec le fédéral ».

LE SORT DE DE GAULLE

Le sort de de Gaulle est différent. Il est encore au Québec que les médias français et plusieurs membres de la classe politique y compris de son propre parti dénoncent déjà la gaffe diplomatique d'un « vieillard gâteux ». Ce mouvement va s'amplifier dans les mois qui suivent. « Comme par hasard », les étudiants vont se soulever en mai 1968 et leur action l'amènera à s'interroger sur l'opportunité pour lui de demeurer à la présidence.
Il trouvera sa réponse en Allemagne, auprès du général Massu alors commandant en chef des forces françaises en Allemagne, en résidence à Baden-Baden, à l'occasion d'un épisode dont plusieurs points nébuleux restent à éclaircir. De Gaulle est-il allé cherché un soutien ou lui a-t-on livré un message ou même des ordres ? François Asselineau, universitaire reconnu, chef du parti UPR et candidat tout récemment à la présidentielle française, n'hésite pas à voir la main de la CIA dans ce qui aurait été sa première « révolution de couleur ».
Toujours fortement contesté après l'apaisement des tensions sociales en France à l'automne 1968, de Gaulle décide de jouer son va-tout et propose la tenue d'un référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation qui vise essentiellement à re-légitimer son pouvoir présidentiel, en précisant d'entrée de jeu qu'il quittera ses fonctions en cas de défaite. Le 27 avril 1969, à l'annonce des résultats qui accordent 52,41 % au camp du NON, de Gaulle démissionne et rentre chez lui, à Colombey-les-Deux-Églises.
Qui que l'on soit, le prix à payer pour une transgression majeure de l'ordre établi - et aucune transgression de ce genre n'est si grande que d'œuvrer activement au fractionnement d'un pays - est très lourd. Sa vie, sa santé, son pouvoir, sa carrière, sa fortune, sa réputation, ses relations familiales et professionnelles, tout peut y passer.

R.L.H.

Notes :

1. http://www.cfqlmc.org/bulletin-memoires-vives/bulletins-anterieurs/bulletin-n-36-juin-2013/le-voyage-de-de-gaulle-au-canada-en-avril-1960-et-les-relations-france-quebec/b-visite-au-canada-du-general-charles-de-gaulle

2. http://collections.banq.qc.ca:81/jrn03/devoir/src/1960/04/21/5226335_1960-04-21.pdf

3. http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/1958.html

4.https://www.les-crises.fr/les-deux-veto-du-general-de-gaulle-a-langleterre/ et http://fresques.ina.fr/de-gaulle/impression/fiche-media/Gaulle00085/conference-de-presse-du-14-janvier-1963-sur-l-entree-de-la-grande-bretagne-dans-la-cee.html

HAGOB ET L'HOMME DU DÉSERT

Dr. Samir ANTAKI

Nouvelle écrite en 1995 en arabe et traduite en arménien et publiée dans plusieurs journaux et revues en Syrie, au Liban et aux E.U, et que j'ai décidé de traduire en français pour le centième et triste anniversaire de ce génocide. Ce récit a été écrit en 1995 en arabe, traduit en arménien et publié dans plusieurs journaux et revues en Syrie, au Liban et aux États-Unis. Vingt ans après, l'auteur, un médecin d'Alep qui vit aujourd'hui au Canada, a décidé de le traduire en français pour le centième anniversaire du génocide des Arméniens.

Hagob est un ancien ami, bien qu'il ait quelques années de plus que moi, peut-être a-t-il l'âge de mon père ou même plus, mais ceci n'a pas d'importance car après quarante ans on a tous le même âge, surtout si on a les mêmes idées et principes.

Hagob me rend visite au cabinet une fois l'an pour son examen oculaire annuel, de plus il accompagne ses enfants et petits-enfants ainsi que quiconque de ses amis intimes qui dit « mon œil »; il ne tarde pas à l'amener chez moi, tout en étant bien fier de son toubib et son amitié. Heureusement que la plupart de ses visites ont été couronnées de succès.

Nous étions si proche l'un de l'autre qu'il était toujours à ma rescousse quand j'avais des problèmes avec mes instruments au cabinet ou à l'hôpital, de plus il était toujours là quand ma voiture tombait en panne ou que j'avais des problèmes d'électricité, ou n'importe quel autre tracas. On s'entraidait chacun dans son domaine.

Hagob n'avait pas une grande instruction, car il n'avait pas eu la chance d'aller à l'école, et, bien qu'il soit illettré, il était doté d'une intelligence et d'un savoir hors pair; de plus il avait un bon sens et une logique à rendre jaloux un universitaire...

Hagob est arrivé à Alep en 1915 avec les rescapés des massacres barbares et inhumains perpétrés contre son peuple les Arméniens ainsi que contre les Syro-Chaldéens, les grecs et autres minorités Chrétiennes, par les Ottomans. Il avait à peine trois ans, il faisait partie, lui, sa mère ainsi que sa sœur, son ainée de deux ans, du groupe de rescapés qui a réussi à atteindre Alep après une longue et pénible marche à travers le désert et les steppes de Syrie, qui a duré des semaines; alors que sont tombés en cours de route, son père son frère ainé ainsi que ses trois oncles.

A leur arrivée à Alep ils furent logés, comme la plupart des réfugiés, dans des camps de fortune, avec des baraques en bois et une bâche comme toit, sans aucune facilité sanitaire. Sa mère pour subvenir à leurs besoins, elle qui était reine chez elle, fut obligée de travailler comme garde-enfants et cuisinière à la fois chez une famille Aleppine bien nantie.

Elle réussit grâce à son courage et sa détermination à s'occuper de ses deux enfants et à améliorer relativement leur qualité de vie.

A l'âge de dix ans sa mère lui trouva du travail dans un atelier mécanique ou il travailla nuit et jour dans des conditions difficiles et avec un salaire de misère. Il finit par acquérir une grande expérience et une dextérité sans pareil, que le patron le nomma chef de l'atelier.

Un beau jour alors qu'il venait d'avoir dix-sept ans, sa mère lui dit : mon fils il est temps que tu aies ta propre boutique, tu as assez souffert, tu mérites de devenir ton propre chef. Ils louèrent, avec le peu d'argent mis de côté, une petite bicoque dans le quartier Meidan. Hagob réussit à trouver des outils usagés mais en bon état et à un très bon prix et démarra à son compte.

Après des années de labeur et de privations et grâce à son savoir, son courage, son honnêteté, sa persévérance et sa diligence, Hagob devint le propriétaire de plusieurs ateliers mécaniques. Il se maria, s'acheta une belle maison, et le plus important de tout c'est qu'il eut quatre enfants qui ont bien réussi, dont un médecin, une ingénieure, un musicien, sans oublier son aîné qui travailla avec lui, et qui modernisa les ateliers en introduisant de nouvelles techniques et outils. Et mon ami Hagob est bien fier de tout ceci.

Un beau jour de printemps Hagob vint me voir au bureau, et délicat comme il est, il s'installa avec les autres patients dans la salle d'attente. Quand son tour arriva, je vis rentrer dans mon bureau Hagob avec un bédouin un peu plus jeune que lui, habillé de la façon traditionnelle avec sa djellaba, son abaya et la tête recouverte avec ce grand foulard typique noir et blanc. De plus il avait le menton et le dos de la main tatoués. Après le salam alyakom de rigueur et les accolades, Hagob me présenta le monsieur qui l'accompagnait en me disant : je te présente mon frère Hajj Mohammad Al Rmeylan. Je serrai chaleureusement la main du monsieur, puis me tournant vers Hagob, je lui dis : est-ce que le Hajj Mohammad est le type qui gère les terrains agricoles que tu as au Djézireh et tu le considères comme un

frère ? Il me répondit : mais non, je te jure que c'est mon frère, de mon père et de ma mère. Je lui dis, tout en invitant le monsieur à s'assoir sur la chaise d'examen : voyons donc, assez de blagues Hagob. Mais sitôt en face de moi je m'aperçus qu'il avait les mêmes yeux qu'Hagob ainsi que le nez si typique à beaucoup d'Arméniens. Là je ne comprenais plus rien, je demandai alors à Hagob de s'asseoir et de tout me raconter.

Bon, puisque tu insistes, docteur, eh ben voici mon histoire : « Quand j'ai eu quarante ans, ma mère, qui avait pris de l'âge et qui était bien malade, m'appela à son chevet pour me faire part d'un grand secret. Elle me dit : il y a trente-sept ans, quand on a été déporté de Turquie et durant la marche de la honte à travers le désert Syrien, sous un soleil de plomb le jour et le froid désertique la nuit, nous n'avions pour nous nourrir que les herbes et les racines des plantes si rares dans ce coin-là et à peine un peu d'eau souillée au compte-gouttes pour nous désaltérer.

Un de ces jours, on nous arracha ton père et un des soldats le décapita tout en rigolant avec ses copains, un autre poussa ton frère ainé Hovsèp et ton oncle Dikran dans un ravin, comme ils le firent avec beaucoup d'autres. Les soldats se plaisaient à inventer chaque jour une nouvelle méthode de torture, au point qu'ils éventraient les femmes enceintes avec les baïonnettes et lançaient le fœtus en l'air et s'amusaient à lui tirer dessus, c'est ce qui est arrivé à la pauvre Syranouche notre voisine. Alors que pour les viols, n'en parlons pas, c'était monnaie courante. Que de scènes d'horreurs, mon fils.

Toi, qui avait trois ans à l'époque, tu hurlais nuit et jour comme un animal traqué à chaque fois que l'un de ces truands s'approchait de moi pour m'asséner un coup de pied ou de crosse, pour me relever et continuer la marche avec Wannès ton jeune frère, qui avait à peine trois mois dans les bras.

Un jour mes forces me lâchèrent, le lait dans mes seins devint si rare, Wannès n'avait plus la force de réagir, il était brûlant, les yeux figés: je sentais qu'il s'approchait de la mort. Je m'assis par terre priant et suppliant Dieu et le ciel, tout en pleurant avec le peu de larmes qui me restaient. Soudain trois bédouins firent leur apparition, un d'entre eux me présenta une gourde et me dit : bois-en, tu as l'air desséchée, puis il te donna une gorgée ainsi qu'à ta sœur Azniv. Puis il sortit de sa bourse un bout de pain qu'il m'offrit en disant : quel malheur, comment ils osent faire ce qui est à l'encontre des livres de Dieu. Puis il me demanda : où est ton homme ? Je répondis : ils l'ont décapité. Ils restèrent silencieux. Se ressaisissant, il me dit : allez viens avec nous avec tes enfants: tu seras en sécurité chez nous à la maison, ma femme Fatmé s'occupera de vous le temps que vous repreniez un peu de force. N'ayant pas fini sa phrase qu'un des soldats qui a observé la scène s'approcha et somma les trois bédouins de quitter les lieux et en vitesse, en pointant son fusil vers eux. Dès qu'il se retourna, je laissai Wannès par terre et leur dis : au moins, emmenez mon nourrisson avec vous, s'il a la chance de vivre c'est tant mieux, sinon offrez-lui une sépulture décente. Le bédouin me dit: laisse-le par terre et lève-toi pour suivre les autres, les soldats ne s'en rendront pas compte, et dès que vous vous éloignerez nous le prendrons et nous te promettons de faire de notre mieux. Puis il cria à haute voix alors qu'on s'était déjà éloigné : nous sommes de la tribu des Rmeilan, rappelle-toi du nom ô pauvre femme.

Hagop continua son récit, tout en sanglotant lui et Hajj Mohammad : ce jour-là ma mère me dit : « pour que j'aie le cœur et la conscience tranquilles avant de quitter cette Terre, et bien que je sois certaine que mon nourrisson Wannès est décédé, je te supplie d'aller dans le désert pour retrouver la tribu Rmeilan, dans la région où ont été exécutés ton père et ton frère, et qui est à deux jours de marche de Tall Abyad; si jamais tu la trouves, demande à propos de ces trois bédouins que j'avais rencontrés et essaie de

Réfugiés arméniens dans le désert syrien en 1917

retracer la piste de ton frère Wannès. Car s'il est vivant, il doit être chez eux. Pour le reconnaître il a une longue cicatrice sur le dos qui va de son épaule droite jusqu'à sa hanche gauche, car il a été blessé par le bout de l'épée, quand l'ayant entre mes bras j'ai essayé de m'interposer entre le soldat et ton père. »

J'ai donc quitté Alep le jour même pour aller dans le nord-est de la Syrie à la recherche de mon frère. Après deux semaines de recherches intensives, je réussis à retrouver Wannès bien vivant. Je ne peux pas vous décrire, Docteur, les scènes de liesses qui ont accompagné ces retrouvailles, et ce qui m'a le plus surpris c'est la grande ressemblance entre nous deux. Il fallait voir la tête de ses deux femmes et de ses dix enfants, ils n'en croyaient pas leurs yeux. Ils égorgèrent plusieurs moutons en l'honneur de ces retrouvailles, et invitèrent presque tout leur monde à un festin plus que royal.

Là Hajj Mohammad prit la parole en disant : Quand j'ai eu vingt ans, j'ai demandé à mon père, Cheikh Machaal, à propos de la cicatrice que j'ai sur le dos. Est-ce que j'étais un garçon turbulent, et je me suis fait mal en tombant sur un rocher pointu en jouant ? Mon père me dit " ben non, tu es né avec. Tu es né le jour où on t'a arraché de la mort. Il me raconta alors toute l'histoire et tous les sévices perpétrés contre mes parents et ma communauté par les sauvages, et toutes les souffrances endurées par ma mère, me disant qu'il ne sait même pas si elle est arrivée à Alep ou elle a succombé en cours de route. Cheikh Machaal se ressaisit et me dit alors, puisque on n'a eu aucune nouvelles de tes parents, tu es maintenant notre fils, et tu sais bien que nous t'aimons autant, sinon plus que les autres. Tu dois te marier selon les lois de Dieu et son Prophète. Donc je me suis marié, j'ai été avec mon père en pèlerinage à la Mecque, et chaque fois que je faisais mes cinq prières journalières j'implorais Dieu de sauvegarder ma mère et mes frères s'ils étaient encore en vie, ou bien de leur accorder la paix éternelle et le paradis, s'ils n'étaient plus de ce monde.

Hagob intervint alors en disant : Vous savez, Docteur,

il y a beaucoup d'enfants arméniens qui sont dans le même cas que celui de mon frère et qui ont été sauvés d'une mort certaine par les tribus dans le désert de Syrie. Quelle bravoure, quelle noblesse. Il enchaîna : heureusement qu'on a été, nous les arméniens et les autres survivants de ces massacres bien accueillis en Syrie, ce qui nous a permis de nous relever de nos cendres et de prouver de quoi nous sommes capables! J'intervins alors pour dire : en effet, les arméniens font honneur à la Syrie, avec le lot de peintres, de sculpteurs, de musiciens, de médecins, d'avocats, d'ingénieurs, d'écrivains, de techniciens, de bijoutiers, de mécaniciens, de commerçants, d'industriels et d'hommes d'affaires qui ont contribué à l'essor de la Syrie, et la Syrie est fière de les considérer comme des citoyens à part entière.

Les deux frères répliquèrent en chœur : et nous, nous sommes fiers d'être Syriens.

Et comme ceci, nous nous sommes retrouvés après toutes ces années d'éloignements. Mais malheureusement, enchaîna Hagob, quand je suis rentré avec mon frère Mohammad à Alep pour le présenter fièrement à ma mère, elle était déjà morte et enterrée. Nous nous précipitâmes alors au cimetière arménien, là elle reposait en paix sur cette terre accueillante de Syrie, pour nous recueillir sur sa tombe. Nous priâmes ensemble, moi en arménien, lui en arabe et à tue-tête, dans l'espoir que nos prières puissent arriver au grand désert de Syrie où sont tombés pères, frères et oncles. Tout en priant, nous sanglotions comme des enfants, alors que nos prières s'élevaient comme une symphonie arméno-arabe, islamo-chrétienne vers le ciel, vers le seul et unique Dieu.

Par la suite, continua Hajj Mohammad, nous nous visitâmes les uns les autres, nos femmes et nos enfants firent meilleure connaissance, en fait c'était superbe de retrouver ma famille et mes racines. Mais ce qui m'a fait le plus mal, c'est que les circonstances ne m'ont pas permis d'embrasser les mains de cette sainte femme qui m'a porté dans ses bras des nuits et des jours tout en marchant sur les routes de l'exode avant que la Mort n'arrache mon père...

A peine sa phrase terminée, ma secrétaire ouvrit la porte de la salle d'examen pour s'enquérir de la raison de cette longue consultation : Docteur, vous n'avez pas encore terminé l'examen de monsieur Mohammad, depuis dix ans que je travaille avec vous c'est la première fois que ça vous prend autant de temps avec un malade. Cela fait plus qu'une heure qu'il est dans votre bureau et les patients dans la salle d'attente commencent à s'impatienter, ils sont déjà plus que quinze.

Je lui répondis : Je n'ai pas encore commencé l'examen, je ne suis qu'au questionnaire sur ses symptômes, ses antécédents, son histoire familiale, ses habitudes, ses allergies… et la raison principale de sa visite.

Elle continua : Mais quels sont ces symptômes si importants, qui ont pris tellement de temps à être énumérés ?

Je répondis : Il se plaint des atrocités que certains peuples se permettent de commettre sur d'autres peuples parce que leur religion, leur couleur, ou leurs idées ne leur plaisent pas. Il se plaint de la disparition de l'amour de certains cœurs, ce qui leur permet de torturer, de tuer et de déplacer des peuples entiers. Il se plaint de la sècheresse de ses yeux à force d'avoir versé des larmes sur une sainte dame qui a marché et marché pieds nus des jours et des jours fuyant la barbarie des gens. Il se plaint de l'épée qui a tranché la gorge de son père pour la simple raison qu'il était arménien, et que cette épée a laissé une trace, sur son dos à lui, qui restera à jamais une preuve de ce GENOCIDE.

Je me retournai vers Hajj Mohammad, alors qu'il déversait ce qui lui restait comme larmes et lui dis : c'est bien de cela que vous vous plaignez ?

Je sortis alors mon mouchoir de ma poche et j'essuyais moi aussi mon visage et mes yeux et dis à la secrétaire : accorde-moi encore quelques minutes pour que je termine l'examen, je te promets que ça ne sera pas long, et excuse-toi auprès des malades dans la salle d'attente pour cette heure de retard en leur disant qu'il y a un peuple en entier qui attend toujours des excuses depuis quatre-vingt ans !

Voici déjà que plus de vingt ans se sont écoulés depuis la publication de cette nouvelle. Hier, nous avons commémorer le centenaire de ce génocide, le premier du vingtième siècle, qui a coûté la vie à plus de deux millions d'arméniens, de chaldéo-assyriens, de syriaques, de grecs et d'autres minorités chrétiennes; et il y a encore un pays qui nie que ses aïeux l'ont perpétré.

Dr. S.A.

Anne de Kiev, princesse varègue devenue reine des Francs

Alexandre PAJON

Lorsque le président français, Emmanuel Macron, reçut château de Versailles, le 29 mai 2017, son homologue russe, Vladimir Poutine, ceux-ci n'hésitèrent à en appeler à l'histoire. Emmanuel Macron se référa à Pierre le Grand et son ouverture sur l'Europe quand Vladimir Poutine fit allusion à Anne de Kiev, contributrice de la dynastie capétienne et par la même occasion des deux maisons devenues plus tard européennes, la maison des Valois et la maison des Bourbon.

Si tout le monde connaît le tsar Pierre le Grand, qui connaît Anne de Kiev ? Et comment une princesse kiévoise se retrouva-t-elle reine des Francs ? Pour le comprendre, il est nécessaire de regarder vers ce qui deviendra plus tard la France.

En effet, le roi des Francs, Henri Ier, petit-fils du fondateur de la dynastie capétienne, Hugues Capet, venait de perdre son épouse Mathilde de Frise. Celle-ci n'ayant pu lui donner d'héritier, il chercha alors à contracter un nouveau mariage. Mais il ne pouvait chercher d'épouse dans la famille de sa défunte femme, même éloignée, car l'alliance étant considérée par l'Église comme un lien de parenté, celle-ci s'opposait aux mariages consanguins jusqu'au septième degré.

Henri envoya alors des ambassades aux quatre coins de l'Europe, chargées de lui signaler toute princesse à marier.

Pendant quatre ans il attendit que lui soit signalée une possible fiancée, car toutes celles dont on lui parlaient étaient peu ou prou ses parentes. Jusqu'au jour où lui fut révélée l'existence d'une princesse, Anne, fille du grand Iaroslav Vladimirovitch qui régnait à Kiev, et qui n'avait aucun lien de parenté avec le roi franc.

Sa mère était Ingrid de Suède, fille d'Olof III Skötkonung, premier roi chrétien de Suède. Anne ne manquait pas de patronyme puisqu'on la connaît sous les noms d'Anne de Kiev, Anna Iaroslava, Anne de Ruthénie, Anne d'Esclavonie, Anne d'Ukraine etc...

La petite-fille de Vladimir le Grand, Grand-prince de la Rus' de Kiev qui avait convertit le pays au christianisme, était réputée être une belle femme aux cheveux blonds, gracieuse et bien éduquée. Cette princesse ruthène, d'origine varègue - les varègues

étaient le nom donné aux vikings de Suède par les Slaves orientaux - naquit en 1027. Son éducation était celle de toutes les princesses slaves de Ruthénie : lecture, écriture, philosophie, langues mortes et vivantes, connaissance de l'Ancien et du Nouveau Testament...

En apprenant donc son existence, Henri chargea l'évêque de Châlons-sur-Marne, Roger, de porter des bijoux à Iaroslav et de lui demander la main de sa fille. Favorable à une politique d'ouverture, le prince de Kiev accepta la proposition.

Anne quitta alors sa ville natale en 1051 pour se rendre auprès de son futur époux qu'elle n'avait encore jamais rencontré. Après un voyage de plusieurs mois, elle arriva à Reims, apportant avec elle une dot de pièces d'or frappées à Byzance.

La légende raconte qu'une fois Anne sortit de son chariot, le roi se dirigea vers elle pour l'embrasser. La princesse ne protestant pas, la foule pouvait donc voir les fiancés blottis l'un contre l'autre. La légende continue en disant qu'Anne aurait rougit en s'exclamant « je suppose que c'est vous, n'est-ce-pas, qui êtes le roi ? ».

Le mariage eut lieu dans la basilique de Reims, la cathédrale n'ayant pas encore été construite. Il est probable qu'Anne fut ointe d'une huile ordinaire et non du baume de la Sainte Ampoule.

On ne sait pas grand-chose de ce qu'elle pensa du sacre, mais à en croire les *Chroniques de France,* « la dame, que sainte vie menait, pensait plus aux choses spirituelles qui à venir sont, qu'elle ne faisait aux temporelles, en espérance qu'elle en reçut le loyer en la vie perdurable. » Le sacre fut célébré par l'archevêque Guy de Châtillon. Henri avait 39 ans et Anne, 27.

La première alliance franco-ukrainienne, ou franco-russe selon les susceptibilités, ne dura pas longtemps, Henri décédant brusquement le 4 août 1060, à Vitry-aux-Loges, dans l'actuel département du Loiret. Mais Anne aura pu lui donner trois héritiers : Philippe, Robert et Hugues. Hugues reçut le comté du Vermandois, Robert mourut jeune, et Philippe, l'aîné, fut appelé à devenir roi.

Le prénom de Philippe était assez rare dans le vieux

Une page de l'Évangéliaire de Reims, livre apporté d'Ukraine par Anne de Kiev lors de mariage avec le roi de France Henri 1er

monde carolingien et au début de l'époque capétienne. Anne l'introduisit donc à la cour. Il signifie littéralement « celui qui aime les chevaux. » C'est également le prénom d'un des douze apôtres du Christ. Était-ce un choix personnel de la reine, très pieuse ? Nul ne le sait, mais la dynastie capétienne était enfin assurée. Henri pouvait mourir tranquille.

A la mort de son époux, Anne se retira au château de Senlis avec son fils Philippe, qui avait été sacré roi du vivant de son père. Elle ne s'était pas vu confier la tutelle: à cette époque, il n'y avait pas encore de coutume établie. Ce fut alors Baudoin V, oncle du jeune roi, qui fut désigné tuteur-régent.

Anne put donc vivre libre de toute obligation politique. En dépit de son veuvage récent, elle continuait à organiser des réceptions mondaines. C'est ainsi qu'elle rencontra Raoul le Grand, comte de Crépy-en-Valois, un puissant seigneur qu'elle épousa seulement trois ans après la mort d'Henri. Raoul répudia sa femme, Haquenez, pour que les deux amants puissent se marier. Cette union fit scandale dans le royaume. En effet, la reine se rendait coupable d'adultère. Haquenez, apprenant la raison pour laquelle elle fut répudiée, se plaignit auprès du pape Alexandre II. Ce dernier chargea alors l'archevêque de Reims, Gervais, de mener une enquête, et demanda ensuite à Raoul de se séparer d'Anne pour reprendre son épouse légitime. Mais devant le refus du comte, le pape l'excommunia et annula le mariage avec Anne.

Cependant, les deux amants continuèrent à rester ensemble, et devant l'absence de remords, leur union finit par être acceptée. Un peu plus tard, le roi

Ruines de l'abbaye de Villiers-aux-Nonnains

Philippe Ier, trouva sage de se réconcilier avec eux et accepta même Raoul à la cour. Anne y réapparut également avec le titre de reine mère, une fois le comte décédé. Depuis, Anne ne laissa plus aucune trace et nul ne sait ce qu'elle est devenue.

Il est dit qu'elle retourna sur sa terre natale. Mais une tombe, trouvée en 1682 dans l'abbaye de Villiers-aux-Nonnains, près de la Ferté-Alais, laisse à penser qu'elle n'a peut-être pas quitté la France. Cette tombe portait l'inscription « *Anne, femme de Henri* ». Son corps pourrait également reposer à Senlis, lieu qu'elle chérissait et où elle fit construire l'abbaye Saint-Vincent.

Le mystère demeure toujours mais Anne serait décédée entre 1076 et 1080, à Verneuil, près de Melun, sans avoir connu son petit-fils, le futur roi Louis VI le Gros, né en 1081.

A.P.

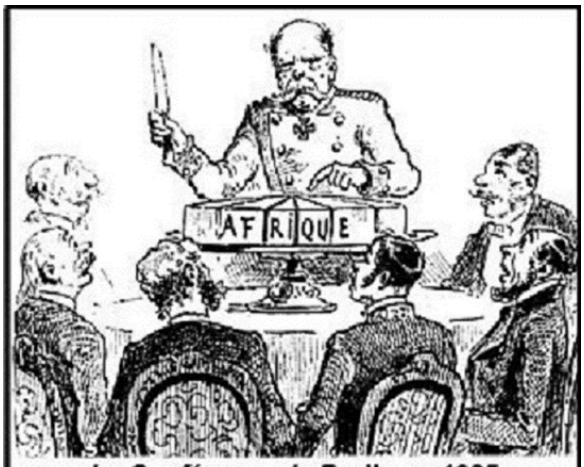
Ruines du château de Senlis

DE BERLIN A BANDUNG

Ardent PANGADJANGA

Novembre 1885, les nations du vieux continent se réunissent autour d'une table pour décider du sort et du partage de l'Afrique. Près d'un siècle plus tard, d'autres États se rencontrent aussi à leur tour pour décider de la restitution des pays africains à ses véritables fils, comme pour montrer que le respect et la dignité ne se demandent pas mais s'arrachent.

On pourrait croire à un scénario imaginé par un quelconque écrivain, mais c'est bien une page de l'histoire qui a été vécue et rempli d'aventures, d'actions et de drames.



La Conférence de Berlin en 1885 :
"A chacun sa part". Caricature française.

Comme avait dit Winston Churchill : « Je n'ai rien d'autre à offrir que du sang, de la peine, des larmes et de la sueur ». Bien que ces paroles aient été prononcées pour les Britanniques lors de leur engagement dans la Seconde guerre mondiale, c'est aussi à ce prix que les terres de l'Afrique ont été restituées à ses dignes fils.

Le 15 Novembre 1885, les pays européens, pas tous bien sûr mais uniquement ceux ayant une influence au sein du continent durant cette époque, se réunissent à Berlin, capitale de l'Empire allemand à l'époque et actuelle capitale de la République Fédérale

d'Allemagne, pour décider du partage de l'Afrique. A l'issue de cette conférence, bien connue sous le nom de « Conférence de Berlin », il en a été décidé des règles de la colonisation en Afrique. Pendant plusieurs décennies, les différents empires et royaumes qui ont marqués le continent africain par leurs histoires et conquêtes se sont vue diriger, contrôler, guider par des puissances européennes.

Bismarck se pose en médiateur de la crise, profitant de l'occasion pour affirmer un peu plus le rôle central de l'Allemagne dans le concert des nations. Quatorze puissances participent aux débats.

Deux conceptions s'opposent. D'un côté, Bismarck entend garantir la liberté de navigation et de commerce dans toute la zone. De l'autre, le Portugal, soutenu par le président du Conseil français Jules Ferry, conçoit les colonies comme un monopole commercial détenu par la métropole. Finalement, la conférence établit une liberté de commerce étendue dans les bassins du Congo et du Niger, mis à part dans le domaine du transport d'armes.

Les frontières du nouvel État sont fixées : au total, Léopold II de Belgique reçoit, à titre personnel, deux millions et demi de kilomètres carrés qui deviendront plus tard l'État indépendant du Congo6. Au nord-ouest de l'État ainsi formé, 500 000 km2 reviennent à la France (bientôt baptisé Congo-Brazzaville). La France se voit aussi attribuer la partie intérieure du Niger dont le Royaume-Uni contrôle le delta. Du côté allemand, on espère que les concessions territoriales faites à la France atténueront le ressentiment né de la perte de l'Alsace-Lorraine à la suite de la guerre franco-prussienne de 1870. Le Portugal abandonne ses

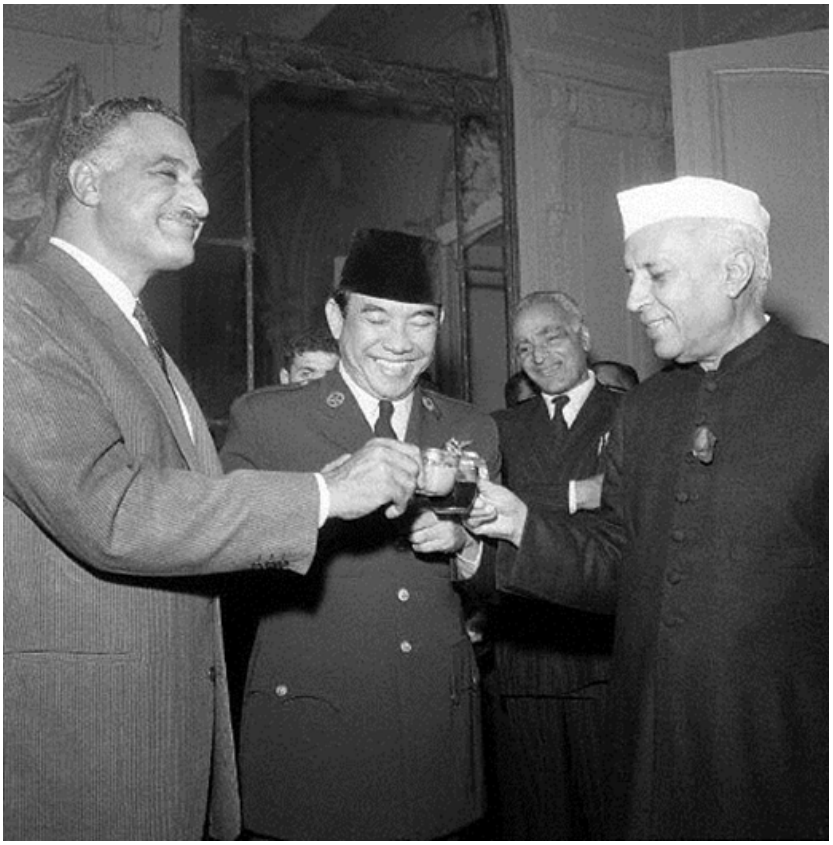
Conférence afro-asiatique de Bandung, Indonésie, 1955
On distingue notamment Nehru et Sukarno (à la tribune).

prétentions au nord de l'estuaire du Congo, sauf en ce qui concerne l'enclave de Cabinda.
Mais ce contrôle ou cette colonisation ne pourra être éternel. Ainsi, plusieurs mouvements de révolte et/ou d'indépendance ont commencé à naitre au fur et à mesure que les années passées.
Mais c'est le 18 Avril 1955, à Bandung, en Indonésie, qu'a eu lieu un événement unique en son genre. Il s'agit d'une rencontre de plusieurs Nations, pour la plupart des colonies européennes. Le pire dans tout ça c'est que c'était durant une période compliquée du XXème siècle, celle de la Guerre Froide. Et étant donné que ces pays colonisés ne pouvaient pas prendre part directement ou indirectement à ce conflit, ne pouvaient et ne voulaient pas s'associer à ceux du Bloc de l'Est et ceux de l'Ouest ils ont décidé alors de créer leur propre clan, celui des pays neutres.
Rappelons que tous les pays présents à la conférence de Bandung n'étaient pas seulement africains et colonisés, il y avait aussi des pays ayant déjà acquis leur indépendance et d'autres pays asiatiques. C'est même à l'initiative de ces deux derniers que cette conférence a été convoquée afin de se battre pour que les autres pays vivants encore sous le joug colonial puissent accéder à leur souveraineté nationale et territoriale.
Le communiqué final de la conférence de Bandung, inspiré par l'Indien Nehru, est marqué par le neutralisme et les principes de la coexistence pacifique mais peine à déterminer une ligne commune face aux « Grands » : aux non-engagés

Les pays participant à la conférence de Bandung en 1955

Source: La Documentation Photographique n° 8062

(Inde et Égypte), s'opposent, d'un côté, les pro-occidentaux, les pays du pacte de Bagdad, de l'OTAN ou de l'OTASE (Irak, Iran, Japon, Pakistan, Philippines et Turquie), et de l'autre, les pays ayant adopté le régime communiste (la Chine communiste et République populaire du Viêt Nam).



Nasser, Soukarno et Nehru trinquant au succès de la conférence

Outre le fait que la conférence de Bandung marque l'entrée du Tiers monde sur la scène internationale, la conférence a condamné la colonisation et l'impérialisme en général, et en particulier l'apartheid en Afrique du Sud, et la France qui est la première puissance coloniale en Afrique. Les pays signataires appellent les pays encore colonisés à lutter pour leur indépendance mais la solution pacifique et la recherche de la négociation doivent être préférées. Ils rappellent également leur volonté de ne pas appartenir à l'un ou l'autre des deux blocs en pleine guerre froide opposant les États-Unis et le bloc soviétique.

La conférence a contribué à l'accélération du processus de « décolonisation » et à l'émergence d'un nouveau groupe de pays qui feront partie du « tiers-monde » entre le bloc communiste et le bloc occidental. Dans la continuité, la conférence de Belgrade qui réunira certains de ces pays en 1961, posera les bases du mouvement des non-

Le réveil de l'Asie et de l'Afrique

« Bandung a été au cours de cette semaine le point de mire, la capitale, devrais-je dire, de l'Asie et de l'Afrique. Nous avons pris du retard. Nous avons été distancés dans la course du monde mais nous sommes résolus à rattraper notre retard. Nous sommes résolus à n'être d'aucune façon dominés par aucun pays, par aucun continent. Nous sommes de grands pays du monde et nous voulons vivre libres sans recevoir d'ordres de personne. Nous attachons de l'importance à l'amitié des grandes puissances, mais, à l'avenir, nous ne coopérerons avec elles que sur un pied d'égalité. Nous élevons notre voix contre le colonialisme dont beaucoup d'entre nous ont souffert pendant longtemps. Et c'est pourquoi nous devons veiller à ce qu'aucune autre forme de domination ne nous menace. Nous voulons être amis avec l'Ouest, avec l'Est, avec tout le monde. »

D'après NEHRU, *discours de clôture* de la conférence de Bandung, 24 avril 1955.

alignés. Cependant la conférence a mis en lumière les divisions existantes entre les pays plutôt proches d'un des deux blocs ou préférant le non-alignement. Le « non-alignement » est la position de certains États qui refusent de se ranger dans l'un ou l'autre des deux blocs, celui de l'Ouest ou celui de l'Est.

Du partage à la restitution de l'Afrique, Bandung a été un grand tournant pour l'histoire de l'Afrique, parce que c'est en grande partie aussi grâce aux idéologies acquises lors de cette conférence que les leaders des mouvements d'indépendances des pays africains colonisés ont pu offrir à leurs peuples la liberté tant recherchée et voulue.

C'est à Bandung, en Indonésie, très loin de l'Allemagne, que cette renaissance de retour à la source et de restitution a été engendrée.

A.P.

La littérature russe gardienne de l'Evangile

Anna GICHKINA
Docteur ès Lettres
Enseignante et Traductrice

La chose importante par laquelle je souhaiterais commencer ce texte est l'affirmation que la littérature russe est plus que de la littérature. Elle est bel et bien gardienne de l'Évangile. La portée didactique de la littérature russe est très forte et j'expliquerai plus loin pourquoi.

La première partie de cet exposé est historiographique et dans la deuxième partie j'introduirai les lecteurs dans l'univers des lettres russes.

I. « SAINTE LITTÉRATURE RUSSE »

Le rôle de la religion, plus précisément de l'orthodoxie, dans la construction de la culture russe est fondamental. La Russie devient orthodoxe au xe siècle et c'est à ce moment-là qu'elle connaît la naissance de la culture écrite. Avec la culture écrite naît la littérature. Les premiers textes traduits en vieux-slavon (système linguistique élaboré par les deux moines byzantins Cyrille et Méthode) furent les Évangiles, les Psaumes et d'autres livres nécessaires à l'exercice des cultes orthodoxes apportées de Byzance.

Une des premières études conséquentes au sujet du fond chrétien de la culture russe paraît à Paris en 1931 sous le titre Святые древней руси (Les Saintes de la Russie médiévale). Son auteur, historien et philosophe russe Georges Fédotov, attribue aux saints le rôle primordial dans l'apparition de la culture russe. Cette idée est développée par le philosophe et critique littéraire Vyatcheslav Ivanov en 1979. Dans son article « О русской идее » (Sur l'idée russe) Ivanov affirme que l'amour pour le Christ représente le fondement de la culture russe[1]. Puis, en 1995, paraît le livre de l'académicien Vladimir Toporov Святость и святые в русской духовной культуре (Sainteté et saints dans la culture spirituelle russe). Il y insiste sur l'importance de la sainteté en Russie médiévale affirmant que la sainteté y est devenue assez tôt l'idéal suprême[2].

Pour expliquer le caractère chrétien de la littérature russe revenons à ses origines. Dès sa naissance, au xe siècle, la littérature en Russie était profondément religieuse. Considérant l'Occident comme une terre d'un christianisme déformé, les Russes vont chercher la source de la culture et de la littérature à Byzance[3]. Le terme littérature exige ici quelques précisions. Jusqu'au xviie siècle la littérature en Russie était fondamentalement différente des belles-lettres au sens moderne et s'appelait словесность (slovesnost'), terme qui peut être traduit en français comme « art verbal[4] ». Le terme литература (literatura / littérature) n'est utilisé que lorsque le texte écrit cesse d'avoir uniquement le sens religieux et

devient la source d'un plaisir esthétique[5]. Le caractère sacré dont le mot était doté en Russie médiévale s'est profondément ancré dans toute la littérature d'après. Développant ce sujet dans son livre Методы и стили литературы (Methodes et styles de la littérature) théoricien de la littérature Alexandre Mikhaïlov estime que la conscience de soi ainsi que l'analyse de sa propre personne deviennent synonymes de la création du mot et du travail sur le mot. L'auteur affirme que le tout début de ces processus est toujours douloureux : le mot et l'image de l'homme, tous deux encore mal déterminés, se cherchent l'un dans l'autre. Le mot, selon Mikhaïlov, contient en lui le sens de la vie et explique à l'homme son image humaine. L'auteur affirme que ce phénomène explique la réalisation de la trinité indivisible et universelle du mot, de la connaissance et de la morale dans l'image de l'homme et à travers cette image, n'existant que comme la conscience et la connaissance humaines.[6]

Étant née dans les monastères en tant que littérature de moines, la littérature russe est restée pendant longtemps, jusqu'à la sécularisation au xviie siècle, imprégnée d'une aspiration spirituelle.

La seconde orientation de la culture russe commence au moment où l'isolement culturel par rapport à l'Occident disparaît suite aux événements qui surviennent au début du xviie siècle produisant un impact significatif dans la vie spirituelle de la société russe. Une crise très profonde de l'Église orthodoxe et l'apparition des premiers surgeons d'une littérature non soumise à une fonction didactique ni religieuse en sont des conséquences importantes[7]. À l'accession de **Pierre le Grand** sur le trône, à la fin du xviie siècle, la Russie connaît les processus de la sécularisation de la culture avec l'apparition dans la société de la conscience laïque qui prime sur la conscience religieuse[8] Ce changement de système provoque la division de la littérature russe en deux pôles : la littérature religieuse, basée sur la vérité chrétienne, et la littérature laïque basée sur l'imagination de l'auteur. La littérature religieuse reste enfermée dans les murs des monastères tandis que la littérature dite laïque prend de plus en plus de popularité et d'importance.

La sécularisation change l'image de l'homme dans la littérature. Dans les œuvres spirituelles de la Russie médiévale l'Homme est perçu comme l'image de Dieu. Ainsi, la littérature médiévale russe prêchait le rétablissement de la nature divine de l'Homme après le pêché originel, présentant la vie des saints comme exemplaire. Quant à la littérature laïque, l'image de l'homme y est relative au pêché[9].

De nombreuses réformes faites en Russie par le nouveau gouvernement ainsi que la diffusion de la culture européenne furent la cause, au xviiie siècle, du rejet de la part des Russes de leur culture nationale ainsi que de la tradition orthodoxe : Человек xviii века стремится превратиться во француза, немца, во что угодно, лишь бы не быть русским[10].

La foi orthodoxe rejetée par les européocentristes russes du xviiie siècle disparaît presque entièrement de la culture russe pour réapparaître de nouveau au début du xixe siècle grâce aux nombreux écrivains et philosophes. Selon Alexandre Ouzhankov, spécialiste de la littérature médiévale russe, seuls les écrivains romantiques du début du xixe siècle ont réussi à remettre en question le mépris européocentriste envers la Russie du Moyen Âge[11]. Il importe de préciser que la prédominance au xviiie siècle d'un esprit rationnel dans la littérature russe n'a pas fait disparaître la nostalgie du divin chez les poètes russes. Le genre littéraire appelé ода (oda / ode), glorifiant le tsar céleste et le tsar terrestre, en est un exemple.

Il a fallu attendre l'apparition du mouvement slavophile pour que la tradition religieuse reprenne son importance aux yeux des Russes. Ainsi, la Russie du xixe siècle connaît non seulement la naissance de la philosophie

religieuse avec des penseurs tels qu'**Alexeï Khomiakov**, Ivan Kireïevski, Costantin et Ivan Aksakov, Nikolaï Danilevski, mais aussi la critique littéraire représentée par Nicolaï Strakhov, Apollon Grigoriev, Constantin Leontiev, et la littérature représentée par Alexandre Pouchkine, Nicolas Gogol, Fiodor Tiouttchev, Sergueï Aksakov, Ivan Gontcharov, Nikolaï Leskov, Alexandre Ostrovski, Fiodor Dostoïevski, Léon Tolstoï. Cette époque-là, appelée l'âge d'or de la littérature russe, fut déterminante pour toute la culture russe. Cette période fait revenir la Russie à ses origines gréco-byzantines et au rétablissement de la conscience théocentrique dans sa littérature.

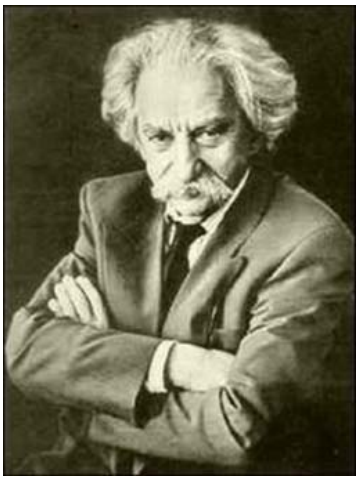
Un des premiers hommes de lettres à réveiller les consciences identitaires et orthodoxes en Russie fut Alexandre Pouchkine.

Si on regarde de près les œuvres de Gogol on verra également le fil conducteur évangélique. « J'ai poursuivi la vie dans sa réalité, non dans les rêves de l'imagination, et je suis arrivée ainsi à Celui qui est la source de la vie[12] », – écrira-t-il dans la Confession d'un auteur.

Au début du xxe siècle, l'esprit religieux de la littérature russe est étudié par presque tous les grands philosophes et littérateurs nationaux tels qu'Evgueni Troubetskoï, Nicolas Berdiaev, Paul Florensky, Guéorgui Fédotov, Nicolas Lossky, Sergueï Boulgakov, Viatcheslav Ivanov, Georges Florovsky, Alexandre Vesselovski. Tous ces spécialistes avaient devant eux une tâche difficile : faire redécouvrir l'histoire de la littérature russe d'avant l'époque de Pierre le Grand.

Quant à l'époque soviétique, l'idéologie passait sous silence les origines et le développement orthodoxes de la littérature en Russie en mettant l'accent sur le rôle social de la littérature russe[13]. Il importe de souligner que grâce à une forte propagande des principes et des valeurs fondamentales durant la période soviétique la littérature russe a su conserver son orientation morale[14]. Les valeurs chrétiennes étaient présentes même chez les écrivains soviétiques qui se disaient athées. Ces valeurs y étaient juste appelées humanistes au lieu de chrétiennes. Passant par l'époque de la lutte des classes dans la société ainsi que par une dure propagande socialiste, la littérature soviétique a perçu le lien profond avec une tradition chrétienne qui la précédait[15].

À la disparition de l'URSS le caractère orthodoxe de la littérature russe commence à attirer l'attention des spécialistes en littératures et des historiens. L'époque postsoviétique connaît ainsi de nombreuses études traitant des liens de la littérature russe avec la religion chrétienne. Un des premiers spécialistes de ce sujet était le philologue et l'académicien Alexandre Pantchenko. Dans ses articles rédigés à la fin des années 1980 il affirme que malgré l'éloignement, au xviie, entre la culture et la foi, la littérature russe des temps modernes garde un lien étroit avec la vision du monde orthodoxe et par se fait ne ressemble pas à la littérature européenne[16].



Au début des années 1990, la question de la présence de la tradition chrétienne dans la littérature russe attire l'attention de **Youri Lotman**. En 1991, dans son ouvrage « Русская литература постпетровской эпохи и христианская традиция » (Littérature russe de l'époque postpetrovienne et la tradiction chrétienne) il affirme que la littérature de l'époque petrovienne n'a pas connu de coupure avec la religion chrétienne. Selon Lotman, certaines traditions orthodoxes, par exemple l'écrivain-guide spirituel, continuent à persister dans la littérature russe[17].

Parmi les spécialistes postsoviétiques et contemporains travaillant sur les liens entre l'orthodoxie et la littérature russe on peut nommer Vladimir Zakharov, Ivan Essaoulov, Piotr Boukharkine, Mikhaïl Dounaev. Quant à Vladimir

Loukov, un des spécialistes contemporains du sujet, il revendique les origines morales de la littérature russe tandis que la littérature européenne, selon lui, a les origines esthétiques[18]. Dans son article « Основные особенности русской литературы » (Particularités principales de la littérature russe) Loukov parle principalement des écrivains du xixe siècle. Selon lui, la littérature à cette époque retrouve ses origines morales et la prédominance du contenu sur la forme. Comme exemple, il souligne la primauté du contenu dans les œuvres de Dostoïevski et de Tolstoï. Dans le même article, Loukov souligne que les sujets choisis par les écrivains russes sont souvent tragiques. La littérature russe ignore, selon lui, l'individualisme en présentant l'ambition carriériste, l'envie de s'enrichir, l'envie d'un confort et même le bonheur personnel comme quelque chose de négatif[19].

Nicolaï Zakharov soutient, lui aussi, l'idée de révision de l'histoire de la littérature russe. L'étude de cette dernière a besoin, selon lui, d'une nouvelle approche qui prendrait en considération ses véritables origines spirituelles et ses traditions nationales[20]. Dans son article « Православные корни русской классической литературы » (Origines orthodoxes de la littérature russe de l'Âge d'Or), Zakharov distingue trois particularités propres à tous les textes russes du xixe siècle, même à ceux qui n'ont rien à voir avec le domaine religieux. La première particularité consiste dans l'emploi des images et des motifs chrétiens ainsi que dans l'interprétation des légendes et des sujets bibliques ; le deuxième trait caractéristique réside dans l'utilisation du calendrier chrétien ; et la troisième particularité se manifeste dans l'attribution aux personnages des noms parlants[21]. Dans le même article, Zakharov s'intéresse également à l'image que la littérature russe donne aux forces du Mal. Il arrive à la conclusion que la conscience esthétique russe n'est pas capable de créer un véritable personnage diabolique.

Selon le philologue, le démon russe est une créature étrange mais pas méchante. Le diable des œuvres de Gogol est ridicule et malchanceux. Celui de Pouchkine est plutôt un diable sorti d'un conte de fée, le diable capable d'avouer son tort et son impuissance devant l'Idéal et la justesse de Dieu. Le diable de Lermontov, quant à lui, est dramatique. S'ennuyant de sa méchanceté, il est prêt, lui aussi, à se réconcilier avec le Ciel et à avouer une force puissante de l'Amour. Quant au diable qui apparait à Ivan Karamazov dans Frères Karamazov de Dostoïevski, lui non plus ne fait pas peur. Zakharov explique cet image positive du diable par une attitude chrétienne d'aimer son prochain qui se manifeste même à l'égard de l'esprit du Mal. Dans ce contexte, le philologue parle de l'humilité qui est, selon lui, un des traits distinctifs les plus marquants du caractère russe[22].

Après avoir énuméré de nombreux travaux sérieux au sujet du caractère chrétien de la littérature russe, il importe de souligner que chacun de ces spécialistes attribue à la littérature le rôle de porteur, de conservateur et de diffuseur de la morale dans la société. Voici comment Alexandre Mikhaïlov résume cette opinion collective :

> [...] ни сама литература, ни читатели, ни общество в целом не стремятся к новизне ради новизны; литература утверждает существующее в его моральном смысле, в его скрытом, очень часто искаженном, но всё же всегда реальном совершенстве, а общество благодаря литературе утверждается в истинности своих моральных убеждений, своей веры. Всякое произведение благодаря этому уже заранее несёт с собой нечто зведомо известное: целый слой его, а именно весь план морально-аллегорического толкования, задан наперёд, прочнейшими узами соединяет произведение и общество, произведение и его читателя или слушателя[23].

Un autre point commun de toutes ces contributions réside dans l'affirmation d'un lien génétique de la

littérature russe avec la religion chrétienne même si la plupart des écrivains russes ne se sont pas fixés l'objectif de présenter, affirmer ou approuver les postulats orthodoxes. Tous les spécialistes mentionnés plus haut traitant ce sujet affirment la présence dans la littérature russe de certaines traditions chrétiennes qui déterminent, selon eux, sa profondeur et son importance en la distinguant da la littérature européenne. Ainsi, l'attention des auteurs aux problèmes d'ordre spirituel, à la moralité, à la conscience et la recherche de la vérité et du sens de la vie représentent une caractéristique très importante de la littérature russe. La deuxième caractéristique, et non la moindre, réside dans le rôle didactique des œuvres russes ayant comme ambition l'enseignement de la vie à leurs lecteurs, d'où la perception des écrivains russes en tant que guides spirituels. Un autre trait caractéristique de cette littérature consiste en l'harmonie entre la personnalité de l'écrivain et les valeurs morales contenues dans ses livres. L'idée de соборность (sobornost' / communion, esprit d'unité) vient boucler cette présentation des traits principaux de la littérature russe.

En 1925, Nikolaï Troubetzkoï affirma que les études de la littérature russe ne prenant pas en considération son caractère chrétien enlèvent à cette dernière sa véritable histoire. Comme la littérature en Russie est, selon le penseur, rarement étudiée à ce prisme, elle continue de représenter un domaine très peu connu[24]. Cette affirmation reste actuelle de nos jours.

L'historiographie qui vient d'être présentée montre que les lettres russes sont et ont toujours été chrétiens dans leur fondement. L'appréhension de cette dernière dans son lien avec l'orthodoxie représente aujourd'hui plus que jamais un grand intérêt pour le monde littéraire russe.

II. LA LITTÉRATURE RUSSE DU XIXE SIÈCLE COMME MANUEL DE MORALE

Cette deuxième partie de mon exposé est consacré à la portée morale et salutaire de la littérature russe.

La littérature russe contient en elle et porte à ses lecteurs les valeurs chrétiennes que nous appelons « valeurs éternelles[25] ». Dans ce contexte les œuvres nationales sont le miroir où l'humanité entière pourrait voir son reflet. Voilà ce que le philosophe Nicolas Lossky comprend sous les valeurs éternelles : « нечто всепроникающее, определяющее смысл и всего мира в целом, и каждой личности, и каждого события, и каждого поступка[26] ».

Les réflexions de l'académicien et poète **Vassili Joukovski**, qui voyait le sens de la vie dans la propagande des idées favorisant chez l'homme la purification de son âme[27], pourrait résumer une des fonctions des œuvres littéraires russes – embellissement et perfectionnement de l'âme et de l'esprit humains, belle ambition qui, selon le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé, ambassadeur de la littérature russe en France, ne peut avoir lieu que si leurs auteurs sont eux-mêmes foncièrement bons[28].

Les écrivains russes du xixe siècle étaient soucieux de donner à leurs lecteurs une image d'un homme parfaitement bon en leur apprenant à lutter contre eux -même et non pas contre leurs ennemis. Cette victoire sur sa propre personne représente, selon le chercheur Vera Samokhvalova, l'objectif principal de la vie dans la société prôné par les écrivains russes[29]. Ainsi, l'humanisation, l'accentuation chez l'homme de ses meilleures qualités ainsi que la présence de nombreuses leçons de vie constituent une particularité essentielle des œuvres littéraires russe du xixe siècle[30]. Le développement suivant du philosophe Ivan Ilyine pourrait très bien résumer ce qui vient d'être dit :

Imaginez un être d'exception qui serait homme par la maturité de l'esprit, par la plus haute raison, tout en restant enfant par la simplicité du cœur ; qui réaliserait, en un mot, le précepte évangélique : « Soyez comme des petits enfants »[31].

Il s'agit d'un processus long et difficile d'un devenir honorable de l'homme, de sa naissance spirituelle au fond de lui-même. Ainsi, Pouchkine, Lermontov, Gogol, Tolstoï, Dostoïevski, Tchekhov essayaient de

trouver et accentuer ce qui est de plus humain dans l'homme.

À part démontrer à ses lecteurs la vie telle qu'elle est ou telle qu'elle ne doit surtout pas être, la littérature russe du xixe siècle incite, selon le chercheur Juri Sokhriakov, l'homme à aspirer à une vie idéale, une vie telle qu'elle doit être, une vie meilleure[32]. Dostoïevski, par exemple, ne pouvait pas penser la vie humaine sans idéaux. Selon l'écrivain, sans idéaux, sans envie de rendre la vie et soi-même meilleurs, la réalité se condamne à connaître de pires déchéances[33].

Les romans russes donnent à chaque personne qui les lit la possibilité de réfléchir au sens de l'existence ainsi que de comprendre l'aspect multidimensionnel de cette dernière. La littérature est ainsi capable d'aider l'homme à déterminer ses convictions, ses connaissances de ce qui est moral et immoral, à prévenir l'homme sur les conséquences possibles du choix de tel ou tel mode de vie, de tel ou tel comportement, de telle ou telle action qu'il entreprend.

Les romans russes apprennent, entre autre, à leurs lecteurs à aimer leur prochain, à éprouver la pitié, la compassion, à faire de la charité.

Il est curieux de constater que le génie national russe n'a produit, dans la seconde moitié du xixe siècle, qu'une dizaine d'ouvrages. Ils sont peu nombreux mais très « lourds[34]» à cause de leurs mots qui pèsent un poids conséquent. Ces derniers semblent à Vogüé être employés par les Russes non pas « en longueur », mais « en profondeur »[35] :

> [...] la physionomie matérielle des livres nous renseigne sur les mœurs littéraires d'un pays. [...] le lourd roman russe s'apprête à trôner longtemps sur la table de famille, à la campagne, durant les longues soirées d'hiver ; il éveille les idées connexes de patience et d'éternité[36].

Un autre phénomène qu'il importe de mentionner ici c'est la souffrance. Pour les écrivains russes écrire signifie souffrir[37] :

> [...] mais on aurait peine à comprendre ces livres si l'on ne savait la vie de celui qui les a créés, j'allais dire qui les a soufferts : peu importe, le premier mot renferme toujours le second[38].

Les œuvres russes représentent ainsi la concentration de toutes les convictions et de tous les engagements personnels de leurs auteurs ramenés au cri du cœur, mis sur les pages de leurs romans comme une sorte de confidence. Il s'agit du résultat d'une longue souffrance intellectuelle, spirituelle, parfois physique constituant leur expérience de la vie :

L'auteur essaye sur sa propre conscience cette analyse pénétrante, inexorable, qu'il promènera plus tard dans la société ; il se fait la main sur lui-même avant de la porter sur les autres[39].

Gogol, par exemple, avec ses difficultés financières, ses expériences de чиновник (tchinovnik / employé d'État en Russie tsariste), son dur chemin vers la gloire littéraire ainsi que son mysticisme et sa foi en Dieu, créa des œuvres satiriques, réalistes, des fois mélangées avec des éléments fantastiques tout en préservant leur fondement évangélique. Tourgueniev, quant à lui, est un combattant contre le servage, l'écrivain déraciné souffrant de mal du pays et d'amour de sa patrie, sentiment qui est mélangé dans le cœur de l'écrivain avec celui de la déception. Le sens de l'œuvre de Dostoïevski est de démontrer à l'homme sa vraie belle nature et sa voie dans la vie, voie qui mène à Dieu. L'exil en Sibérie rend l'écrivain sensible à la parole de l'Évangile lui ouvrant le cœur à la lumière venant de Dieu, ce qui déterminera par la suite toute son œuvre.

Tolstoï, quant à lui, est représentatif dans ce contexte par son chemin du nihilisme au Dieu, du rationalisme à la religion, du pessimisme à la joie, avec, au final, son choix de tout abandonner, de donner tout ce qu'il possédait aux paysans pour aller vivre dans la simplicité proche de la nature car le plus heureux, – selon Tolstoï, – est celui qui pense le moins, qui meurt le plus simplement[40].

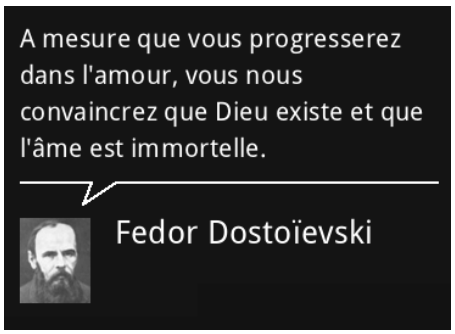
Pour démontrer comment l'expérience de la souffrance vécue par les écrivains russes du xixe siècle a contribué à l'affirmation de leur génie, Vogüé, dans son Roman russe, donne l'exemple de Pouchkine et de Tourgueniev :

Ce qualificatif impertinent [un grand homme], donné à un simple écrivain [Gogol], valut à Tourguénef un mois d'arrêts, puis le conseil d'aller méditer dans ses terres. J'imagine qu'il trouva alors la société très mal faite, tant nous sommes injustes pour le pouvoir qui veut notre bien. Il faut pourtant l'avouer, ce pouvoir sert quelquefois nos intérêts mieux que nous-mêmes, et les lettres de cachet sont généralement d'accord avec les vues de la Providence. Trente ans plus tôt, un ordre d'exil avait sauvé Pouchkine en arrachant le poëte aux dissipations de Pétersbourg, où il perdait son génie, en l'envoyant au soleil d'Orient, où ce génie devait s'épanouir. Si Tourguénef fût resté dans la capitale, la chaleur de la jeunesse et les amitiés compromettantes l'eussent peut-être entraîné dans quelque stérile échauffourée politique ; rendu à la solitude de ses bois, il y vécut des années laborieuses, étudiant l'humble vie de la province russe et en fixant les traits dans ses premiers grands romans[41].

Revenant à l'exemple de Dostoïevski, parce que c'est son destin à lui qui est le plus représentatif d'un devenir douloureux du génie littéraire et des bienfaits de la souffrance. Cet écrivain hors norme n'arrêtait pas de remercier le destin de l'avoir envoyé au bagne :

[…] Dostoïevsky a souvent affirmé depuis, et de la meilleure foi du monde, qu'il serait immanquablement devenu fou dans la vie normale, si cette épreuve et celles qui suivirent lui eussent été épargnée. Durant sa dernière année de liberté, l'obsession de maladies chimériques, le trouble de ses nerfs et les « frayeurs mystiques» le menaient droit au dérangement mental, à l'en croire ; il ne fut sauvé, assure-t-il, que par ce brusque changement d'existence, par la nécessité de se roidir contre les coups qui l'accablèrent alors[42].

De nombreuses années d'exil en Sibérie font comprendre à Dostoïevski la vérité de l'existence ainsi que la nécessité de la souffrance, l'idée qui pénétrera par la suite tous ses romans : « […] l'écrivain revient à son idée



obstinée, la suprématie [...] du souffrant [...] [43] ».

Ce trait caractéristique de la philosophie de l'écrivain inspire Vogüé d'appeler la vie et l'œuvre de ce dernier « la religion de la souffrance[44] », expression qui pourrait être attribuée à tous les écrivains russes du xixe siècle, époque de l'apogée des lettres russes et de la renaissance orthodoxe nationale.

Étant un concentré de l'expérience morale, émotionnelle, esthétique et spirituelle de la vie, les œuvres russes pourraient être envisagées non seulement comme un moyen indispensable à l'enrichissement littéraire de la France mais aussi comme une leçon de vie et un remède pour l'ennui, le matérialisme, le pessimisme et la déchéance morale et spirituelle, que connaît aujourd'hui, tout comme à la fin du xixe siècle[45], la France. La littérature russe est ainsi appelée à contribuer au rétablissement en Occident des valeurs chrétiennes devenues vulnérables et à embellir les âmes des peuples d'Europe car « l'âme, - comme dirait Édouard Rod, - ne saurait voir la beauté, si d'abord elle ne devenait belle elle-même[46] ».

A.G.

Notes :

1. Vjačeslav Ivanov, « O russkoj idee » [Sur l'idée russe], in Vjatčeslav Ivanov, *Sobranie sočinenij v 4 tomax*, Bruxelles, 1979, t. 3, p. 332.

2 Vladimir Toporov, *Svjatost' i svjatye v russkoj duxovnoj kul'ture* [La sainteté et les saints dans la culture spirituelle russe], M., Gnozis, 1995, t. 1 : Pervyj vek xristianstva na Rusi, p. 11.

3 E. Etkind (dir.), G. Nivat (dir.), I. Serman (dir.), V. Strada (dir.), *Histoire de la littérature russe. Des origines aux lumières*, Paris, Fayard, 1992, p. 7.

4 Ilya Serman, « De la littérature orale à la littérature écrite », in E. Etkind (dir.), G. Nivat (dir.), I. Serman (dir.), V. Strada (dir.), *Histoire de la littérature russe. Des origines aux lumières*, *op. cit*., p. 11.

5 Voir Nikolaj Zaxarov, « Pravoslavnye korni russkoj klassičeskoj literatury » [Origines orthodoxes de la littérature russe de l'Âge d'Or]. Adresse URL : http://www.zpu-journal.ru/e-zpu/2008/4/Zakharov/#_edn1 (page consultée le 4 décembre 2013).

6 Aleksandr Mixajlov, *Metody i stili literatury* [Méthodes et styles de la littérature], M., IMLI RAN, 2008, p. 38-39.

7 E. Etkind (dir.), G. Nivat (dir.), I. Serman (dir.), V. Strada (dir.), *Histoire de la littérature russe. Des origines aux lumières*, *op. cit*., p. 8.

8 Alexandr Užankov, « K voprosu ob istoritcheskoj poetike… », art. cit., p. 9.

9 *Ibid*., p. 9-10.

10 « L'homme du XVIIIe essaie de se transformer en Français, en Allemand ou en peu importe quel autre représentant de l'Europe juste pour ne pas être Russe. Cet état d'esprit s'explique par une attitude négative envers tout ce qui est russe en le considérant comme quelque chose de barbare. Ainsi, à cette époque, la littérature de la Russie médiévale est méprisée par les Russes du XVIIIe siècle jusque tel point qu'ils ne la considèrent même pas comme littérature. », Mixail Speranskij, *Istorija drevnej russkoj literatury* [Histoire de la littérature médiévale russe] [1914], SPb., Lan', 2002, p. 21.

11 *Ibid*., p. 209.

12 Cité par Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], Éd. critique par Jean-Louis Backès, Paris, Editions Classiques Garnier, 2010, P. 237.

13 Nikolaj Zaxarov, « Pravoslavnye korni russkoj klassičeskoj literatury », art. cit.

14 Vladimir Lukov, « Osnovnye osobennosti russkoj literatury », art. cit.

15 Nikolaj Zaxarov, « Pravoslavnye korni russkoj klassitcheskoj literatury », art. cit.

16 Voir à ce sujet Alexandr Pančenko, « Estetičeskie aspekty xristianizacii Rusi » [Aspects esthétiques de la christianisation de la *Rus'*], *Russkaja literatura*, n° 1, 1988, p. 50-59 ; Alexandr Pančenko, « Pëtr I i veroterpimost' » [Pierre le Grand et la tolérence religieuse], Priloženie k gazete *Literator*, n° 1, 1990, p. 21-32 ; Alexandr Pančenko, « Puškin i russkoe pravoslavie » [Pouchkine et l'Orthodoxie russe] , *Russkaja literatura*, n° 2, 1990, p. 32-43 ; Alexandr Pančenko, « Russkij poèt ili mirskaja sovest' kak religiozno-kul'turnaja problema » [Poète russe ou conscience mondiale comme

un problème religieuse et culturelle] , *O russkoj istorii i kul'turé*, SPb., Azbuka, 2000, p. 303-318.

[17] Jurij Lotman, « Russkaja literatura poslepetrovskoj èpoxi i xristianskaja tradicija » [Littérature russe de l'époque post-pétrovienne et tradition chrétienne], *Izbrannye stat'i v 3x tomax*, Talline, Aleksandra, 1993, t. 3, p. 127-137.

[18] Vladimir Lukov, « Osnovnye osobennosti russkoj literatury », art. cit.

[19] *Ibid*.

[20] Nikolaj Zaxarov, « Russkaja literatura i xristianstvo », art. cit., p. 5.

[21] Nikolaj Zaxarov, « Pravoslavnye korni russkoj klassičeskoj literatury », art. cit.

[22] *Ibid*.

[23] « [...] ni littérature elle-même, ni lecteurs, ni société n'aspirent à une nouveauté juste parce que c'est la nouveauté ; la littérature reflète et affirme l'existence de toute chose dans son sens moral […], dans sa perfection. Grâce à la littérature, la société s'affirme dans la vérité de ses convictions morales [...]. Ainsi, chaque œuvre littéraire porte en elle quelque chose déjà connu d'avance : sa signification allégorique et morale déterminée d'avance crée des liens solides entre l'œuvre et la société, entre l'œuvre et son lecteur. », Aleksandr Mixajlov, *Metody i stili literatury*, *op. cit*., p. 27.

[24] Nikolaj Trubeckoj, *Iztorija, Kul'tura, Yazyk* [Histoire. Culture. Langue], Moskva, 1995, p. 544.

[25] Vsevolod Troickij, *V poiskax puti pravednogo. Slovesnost' v škole: kniga dlja prepodavatelej russkoj filologii* [À la recherche du droit chemin. *Slovesnost* à l'école : livre pour les professeurs de philologie russe], M., Gumanitarnyj izdatel'skij centr Vlados, 2000, p. 123-124.

[26] « Quelque chose qui traverse et pénètre tout ce qui existe sur terre en déterminant le sens de l'existence de l'ensemble de l'humanité ainsi que celui de chaque personne à part, de chaque événement, de chaque action humaine », Nikolaj Losskij, *Cennost' i Bytie. Bog i Carstvo Božie kak osnova cennostej* [Valeur et Être. Dieu et Royaume de Dieu comme fondement des valeurs], Paris, YMCA-Press, 1931, p. 27.

[27] V. Troickij, *V poiskax puti pravednogo…*, *op. cit*., p. 148.

[28] Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], 2010, *op. cit.*, p. 253- 254.

[29] Vera Samoxvalova, *Krasota protiv èntropii* [Beauté vs entropie], M., Nauka, 1990. p.59.

[30] Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], 2010, *op. cit.*, p. 326.

[31] *Ibid*., p. 345.

[32] Voir Ivan Il'in, *O t'me i prosvetlenii : Kniga xudožestvennoj kritiki. Bunin, Remizov, Šmelev* [Livre d'une critique artistique. Bounine, Rémizov, Chmelev], M., Skify, 1991. p. 187.

[33] Fëdor Dostoevskij, *Dnevnik pisatelja: Izbrannye stranicy* [Joutnal d'un écrivain : Pages choisies] [1873-1881], M., Sovremennik, 1989. p. 179.

[34] « Le lourd roman russe », - écrira Vogüé. Voir Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], 2010, *op. cit.*, p. 352.

[35] *Ibid*., p. 309.

[36] *Ibid*., p. 352.

[37] *Ibid*., p. 300.

[38] *Ibid*.

[39] Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], 2010, *op. cit.*, p. 370-371.

[40] *Ibid*., p. 370.

[41] *Ibid*., p. 267.

[42] *Ibid*., p. 314.

[43] *Ibid*., p. 346.

[44] *Ibid*., p. 299.

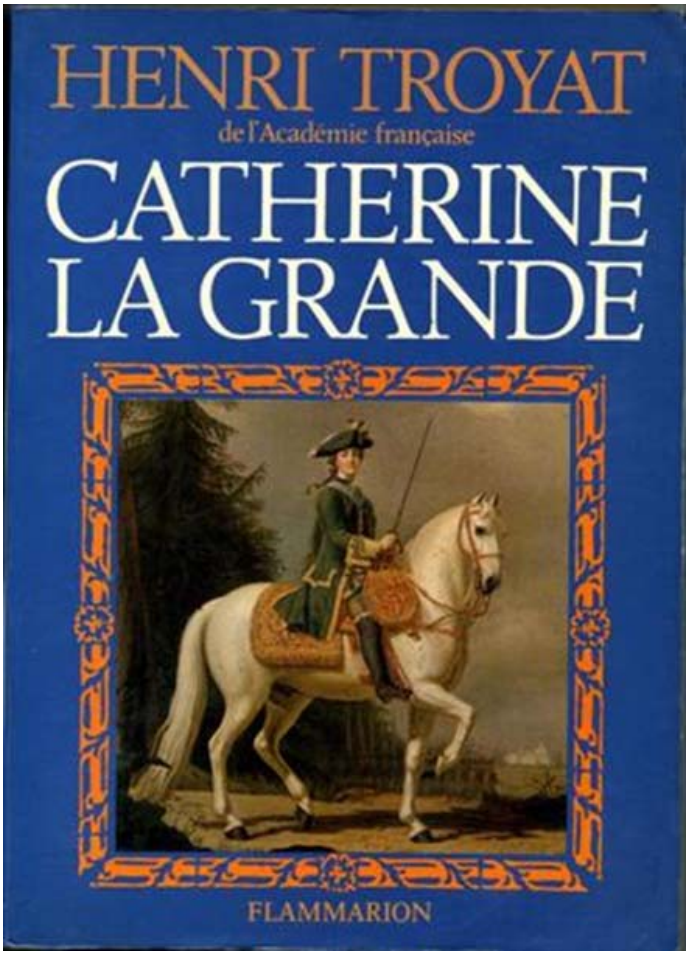
[45] V. Troickij, *V poiskax puti pravednogo…*, *op. cit*., p. 123-124.

[46] Edouard Rod, *Les Idées morales du temps présent,* Paris, Didier, 1891, p. 284.

CATHERINE LA GRANDE

Michel Mogniat
Auteur et Observateur critique

Il existe des centaines d'ouvrages consacrés à Catherine II, plusieurs d'entre eux sont cités dans la bibliographie à la fin de l'ouvrage d'**Henri Troyat, Catherine la Grande** qui a paru pour la première fois en 1977. Il existe aujourd'hui en collection de poche **(J'ai lu - Flammarion)** et occupe pas moins de 500 pages. Une chronologie récapitulant les principaux événements de et dans la vie de Catherine figure également en fin d'ouvrage. Cette chronologie met en parallèle ce qui se passait alors en Russie, dans le monde et la vie de l'esprit. C'est un indispensable outil pour se repérer dans le monde si complexe et si mouvant du dix-huitième siècle.



Le travail de biographe est toujours délicat : ne pas se laisser subjuguer par son sujet est difficile, Henri Troyat y parvient avec brio.

Il arrive à conserver une objectivité sur le personnage de l'Impératrice, il n'y a jamais de condamnation des défauts ni d'exhalation des qualités de celle qui fut peut-être la plus grande des impératrices de Russie. Mais ce n'est pas un portrait sans vie ou une étude psychologique distante que nous livre l'écrivain ; Catherine II, tout en étant d'un tempérament et d'un caractère exceptionnels est un être de chair et de sang, mais elle n'est pas tout à fait un être humain comme les autres ; c'est là que Troyat déploie toute la palette de son talent : ramener à notre échelle ce qui nous dépasse de plusieurs coudées, rendre humain ce qui est surhumain.

Le biographe est toujours un historien qui fouine les détails, que trop souvent négligent les historiens ou que ces derniers ne jugent pas utile de citer. L'ouvrage fourmille d'anecdotes pratiques et instructives sur les conditions de vie de l'époque. On apprend ainsi, à l'occasion du voyage qui conduira la future Catherine II en Russie, que :

> « En outre, la saison n'est pas propice aux déplacements. Il ne neige pas encore, mais le froid est très vif. Malgré le petit brasero qui brûle dans la voiture ». P.24

On se chauffait donc avec un braséro à l'intérieur des carrosses ! Vu les soubresauts qui ne manquent de se produire dans une voiture à cheval sur les pistes de terre, en y rajoutant les tenues vestimentaires de l'époque avec leur abondance de tissus, on imagine sans trop de mal, les conséquences fâcheuses que

cela pouvait entrainer.
Lors du voyage qui la mène de Moscou à Kiev, quand Catherine, qui n'est encore que Grande Duchesse, accompagne **l'Impératrice Élisabeth**, elle va d'étonnement en surprise et le lecteur la suit dans ses éblouissements :

> « Il y a environ mille verstes (une verste = 1 066,8 mètres) entre Moscou et Kiev. L'énorme caravane faite de carrosses pour les voyageurs et de charrettes pour les bagages, se traîne sur les routes sèches de juillet. Les jours passent, les villages succèdent aux villages, l'horizon recule indéfiniment et on est toujours en Russie. [...] Huit cent chevaux de rechange attendent, à chaque station l'arrivée de la caravane. » P.49

Certes, sans avoir lu la biographie de Troyat tout le monde sait que la Russie est immense. Mais il est difficile d'imaginer au dix-huitième siècle une infrastructure capable de pourvoir au remplacement de huit cents chevaux. Nous découvrirons, en avançant dans l'ouvrage, que le voyage que fit Catherine en Crimée en 1787 était tout aussi grandiose que celui qui conduisit Catherine de Moscou à Kiev, accompagnant l'Impératrice Élisabeth lors d'une de ses retraites religieuses.
S'asseoir sur le trône de toutes les Russies et s'y maintenir aussi longtemps (1762-1796) n'est pas à la portée du premier être humain ordinaire venu.
Il faut une force de caractère exceptionnelle, ardue et volontaire jusqu'à l'obstination, voire l'obsession. Ce caractère, la petite princesse allemande, Sophie-Frédérique-Augusta d'Anhalt-Zerbst, née le 21 avril 1729 le possède sûrement.

Cette force de caractère ne se contentera pas de se mettre au service de la conquête et du maintien du pouvoir, elle guidera également la vie sensuelle de l'Impératrice, vie sensuelle extrêmement riche et variée. Dès l'adolescence, la chair réclame sa voix au chapitre et son droit de cité :

> « La nuit surtout cette frénésie la saisit. Alors elle se met à califourchon sur son oreiller et, ainsi qu'elle l'écrira plus tard, « galope », dans son lit, » jusqu'a l'extinction de ses forces.» P.14

Hélas, celle qui, par son mariage avec Le Grand-Duc, deviendra Grande Duchesse de Russie avant d'en devenir l'Impératrice n'a pas trouvé en la personne du futur **Tsar Pierre III**, qui régnera très peu de temps, le compagnon idéal pour ses chevauchées nocturnes :

> « La chasteté ne lui pèse pas encore. Pierre, de son côté, a été averti qu'une légère imperfection physique l'empêche d'assumer son rôle de mari. Il suffirait d'une opération chirurgicale très bénigne pour le libérer. Mais il a peur du bistouri. Tout compte fait, il préfère demeurer dans l'enfance, à l'écart du monde, parmi ses jouets et ses rêves. » P.82

On ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec Louis XVI et Marie Antoinette !
Le Roi pataud, Louis XVI souffrait également d'un phimosis et il fallut que son beau-frère, l'Empereur d'Autriche, se déplace pour le convaincre de se faire opérer.
Hélas, une fois opéré, le futur Pierre III ne se comporta pas comme Louis XVI en bon époux pataud :

> « Ces divertissements enfantins ne l'empêchent pas de boire comme un trou et de courir les femmes. Finies les idylles sans conséquences avec des demoiselles d'honneur. Libéré de son phimosis, Pierre a des maitresses. » P.118

Catherine, en femme de caractère, aura sa première liaison extraconjugale à 23 ans. Là aussi, on est tenté de faire un rapprochement avec Marie Antoinette car Catherine, joue, s'endette et aime le luxe :

> « Sir Williams n'en est pas moins très satisfait des progrès de son protégé dans le cœur de la grande- duchesse. Par lui, il espère la gagner à la cause de l'Angleterre. Et, pour assurer son avantage, il offre à la jeune femme, en plus d'un amant agréable, de l'argent frais. Or Catherine est dépensière, insouciante, joyeuse (le montant de ses pertes au jeu, en 1756, est de dix- sept mille roubles) ; elle a le goût du luxe ; elle se ruinerait pour une robe. » P.117

Mais la comparaison entre Catherine et Marie-Antoinette s'arrête là. Si Marie-Antoinette a pris conscience trop tard de son état de reine de France, et parfois même jusqu'à la fin, se sentit plus autrichienne que française, ce n'est pas le cas de Catherine II, qui, très tôt, a su embrasser son destin d'Impératrice de Russie :

> « La même Catherine dira un jour à ses médecins : « Saignez-moi de ma dernière goutte de sang allemand pour que je n'aie plus que du sang russe dans les veines. » Passionnément attachée à la Russie, Catherine prend très au sérieux l'appellation de « petite mère » dont l'honorent ses sujets. » P.196

La conversion à l'orthodoxie ne pose aucun problème à cette jeune princesse allemande luthérienne qui apprend le russe avec passion :

> « Son désir de « russification » est si vif, que son professeur de russe, Adodourov, ne tarit pas d'éloges sur le zèle de son élève. Elle le supplie de prolonger ses leçons au-delà de l'heure prescrite. » P.38

Palais de Tver par Carlo Rossi, 1800

Bien que le caractère de Catherine II soit trempé et suffisant, curieusement et de façon toute naturelle – après que sa mère eut été renvoyée en Allemagne- Catherine prendra comme *imago*, comme modèle, l'Impératrice Élisabeth. Catherine reproduira nombre de ses comportements en se calquant sur celle qui la précéda sur le trône de Russie. Non seulement en ce qui concerne la conduite de l'État, mais également le comportement à la Cour. L'Impératrice Élisabeth avait elle aussi une libido poussée et exigeante doublée d'une dévotion religieuse aussi profonde :

> « L'exercice de la piété a toujours fait bon ménage chez elle, avec le goût des divertissements païens. Le plaisir la conduit à la prière et la prière la dispose au plaisir. » P.48

Et la Grande Catherine fera de même ; voyante et faite pour être vue, sa dévotion sera poussée, exhibée, mais bien réelle : elle passera des heures en prière dans les églises. À la Cour, tout en ayant une vie dissolue elle ne tolérera jamais les plaisanteries cavalières et les allusions aux choses de la sexualité.
Deux événements qui ont leur importance symbolique nous montrent comment Catherine organisa, comme Élisabeth, la vie de la Cour et de ses sujets quand la personne de la souveraine était atteinte d'une disgrâce passagère. L'Impératrice Élisabeth ayant mis trop de poudre, puis trop de teinture sur ses cheveux, fut obligée d'en arriver à la fâcheuse extrémité de se tondre, mais pas question d'être seule à porter la perruque :

> « Un jour d'hiver, en 1747, elle ordonne que toute les dames de la cour se fassent raser la tête et leur envoie « des perruques noires mal peignées » qu'elles devront porter jusqu'à la repousse de cheveux. Jeunes et vieilles sacrifient leurs crinières pour obéir à la volonté impériale. » P.79

Trente-cinq ans plus tard, Catherine imite feu sa belle -mère :

> « Afin de réprimer le luxe des toilettes et de combattre l'influence des modes parisiennes, toutes les dames de la cour reçoivent l'ordre d'adopter cette tenue peu seyante. Elles doivent même renoncer aux coiffures à la Reine ou à la Belle-Poule, un oukase du 22 octobre 1782 interdit les édifices capillaires dépassant deux pouces et demi de hauteur. » P.403

La femme est toujours chargée de donner un héritier à la couronne, et ce, quel que soit le Royaume ou l'Empire. La fécondité est la principale qualité des princesses et des reines. Cette fécondité fait d'ailleurs souvent l'objet d'une véritable mise en scène. Lorsque Catherine accouche pour la première fois, elle n'échappe pas à la règle :

« Quand le décor est dressé, Mme Vladislavov assied la grande duchesse sur son lit de velours couleur de rose, brodé d'argent, et tous les courtisans défilent pour lui présenter leurs félicitations. Après quoi on remporte les meubles et on oublie l'héroïne de la fête dans son coin ». P.109

Sitôt que l'enfant, le futur Paul Ier est né, l'Impératrice Élisabeth se livrera à un véritable enlèvement : elle confisque le bébé et se l'approprie afin de l'élever à sa guise. Catherine ne peut plus voir son propre enfant. Sa souffrance est immense. Vingt-trois ans plus tard, c'est elle qui kidnappe littéralement l'enfant de sa belle-fille, la Grande Duchesse Marie Fedorovna, deuxième épouse de Paul :

« Oubliant le chagrin qu'elle a éprouvé lorsqu'Élisabeth l'a, jadis, séparée de son fils, Catherine emporte le nouveau-né dans ses appartements. Les parents auront le droit de voir l'enfant, de temps en temps, mais c'est elle qui l'élèvera. » P.314

Le Trône de Russie avait besoin d'un héritier et Catherine jugeait que son fils, Paul, n'avait pas la trempe pour mener le pays, elle mit donc toutes ses espérances dans son petit fils. Paul régnera d'ailleurs très peu sous le nom de Paul 1er de 1796 à 1801, il sera assassiné par un groupe d'officiers.
Pour avoir cet héritier, « son » héritier qu'elle pourra formater à sa guise, Catherine usera de toutes les ruses et parfois se montrera d'une cruauté salvatrice envers son fils.
Ce dernier est marié à Nathalie, princesse allemande

Paul 1er

devenue Grande Duchesse. Cette dernière décède en accouchant d'un enfant mort-né.
Paul est inconsolable de la mort de sa femme. Comme il est d'un équilibre fragile, tout le monde pense qu'il deviendra fou. Catherine lui jette à la figure les lettres que son épouse encore tiède échangeait avec son amant.
Le choc est salutaire et Paul laissera Catherine agir à sa guise : elle trouvera une autre princesse allemande pour en faire une Grande Duchesse qui donnera un héritier au trône. Ce fut fait. Catherine élèvera cet enfant à la dure : pas de berceau, afin qu'il ne soit pas bercé, pas de tendresse ou d'amour inutile. Température froide dans la pièce où il vit, jamais plus de 14 °. Cet enfant deviendra le futur Alexandre 1er. C'est lui qui clôturera véritablement le *règne* des femmes sur le trône de Russie.

« Ainsi, succédant à l'Impératrice Catherine 1ere, à l'Impératrice Anne Ivanovna, à la

Régente Anne Léopoldovna, à l'Impératrice Élisabeth, c'est une cinquième femme, Catherine II, qui après deux brefs intermèdes masculins, prend en main les destinées du pays. » P.181

Pour mener sa politique, Catherine s'appuiera parfois sur ses amants. Le plus célèbre d'entre eux, le **prince Potemkine**, restera, après sa disgrâce du lit impérial en 1776, et jusqu'à sa mort, le conseiller le plus sûr de l'Impératrice. Catherine le nommera commandant en chef de l'armée russe en 1784.

Potemkine restera cependant une exception, cette femme qui a le flair pour débusquer des hommes politiques de valeur n'écoutera pas toujours leurs conseils ou leurs avis. Ainsi Grigori Orlov qui donna tout à l'Impératrice (Paul serait issu de leurs couches) organisa la conspiration qui détrôna le Tsar et fit de Catherine l'Impératrice.
Selon certains auteurs ce fut lui qui organisa l'assassinat du Tsar, tenu prisonnier dans une forteresse. Mais Orlov, devait se taire :

« Elle recherche ses baisers et le fait taire dès qu'il émet un avis sur les affaires publiques. À croire que la femme, c'est lui, dans ce couple disproportionné. Et, vraiment, la petite princesse allemande n'a pas seulement changé de patrie en devenant impératrice de Russie, elle a changé de sexe. Une double immigration. Oui, quand elle pense aux femmes, Catherine n'a pas l'impression d'appartenir à cette espèce qu'elle juge faible, frivole et geignarde. Seules ses entrailles ont parfois les mêmes exigences, les mêmes pulsions que celles de ses sœurs. » P.257

Il semblerait que les propos avancés par Troyat soient pleinement justifiés. Peut-être même que la Grande Catherine n'avait pas tout à fait les mêmes *pulsions* que celles de ses sœurs. Un autre favori de l'Impératrice en témoigne lui-même par écrit :

« [**Vassiltchikov**] Insoucieuse de ces ragots, Catherine s'amuse à choyer son nouveau favori. Elle lui offre un hôtel particulier, un domaine avec sept mille serfs, des bijoux, des tableaux, des bibelots pour le plaisir de l'entendre balbutier des remerciements. « Je n'étais qu'une fille entretenue, dira Vassiltchikov. On me traitait de même. » P.265

Mais si Catherine savait se montrer dure envers ses favoris, elle ne leur gardait aucune rancœur ni jalousie lorsque le temps de l'amour était fini. Ainsi Orlov qui épousa par la suite Catherine Zinoviev qui était sa cousine germaine se heurta aux religieux et au Sénat :

« Cette union fut annulée par une décision du Sénat, la loi civile et religieuse s'opposant aux mariages consanguins. Mais Catherine veille. Elle n'a plus de jalousie envers l'amant d'autrefois. Généreuse elle casse l'arrêt du Sénat. Comblés de cadeaux, les jeunes mariés

partent pour l'étranger en voyage de noces. » P.268

Sa générosité avec ses favoris relégués à l'oubli alla crescendo jusqu'à ce que soit établi un barème quasi officiel à la prime de licenciement qui venait s'ajouter à la prime d'embauche : des bijoux, des terres et des serfs par milliers.
Après une intrigue de cour, Potemkine lui ayant écrit une lettre d'amour, Catherine, qui avait des visées sur lui, congédie son amant Vassiltchikov :

« Catherine accède de grand cœur à sa prière et ordonne à Vassiltchikov de quitter la capitale pour « raison de santé ». En récompense de ses vingt-deux mois de loyaux services, le favori congédié recevra cent mille roubles, sept mille paysans, des diamants en vrac, une rente viagère de vingt mille roubles et un palais à Moscou d'où il ne devra plus bouger ». P.293

La liaison avec Potemkine ne durera pas plus de deux ans. Mais il prendra la sage précaution, afin de conserver un ascendant sur l'Impératrice, de lui fournir un nouvel amant « *un jeune et charmant ukrainien, Pierre Zavadovski.* » p.301. Zavadovski ne tiendra que quelques mois et sera remplacé par un certain Zoritch, toujours placé par Potemkine, qui lors du renvoi de Zoritch lui promettra la traditionnelle prime de départ. Ce dernier voulait faire une scène à l'impératrice. La prime de départ calme vite l'amant renvoyé : rente viagère, le don de quelques bonnes terres et sept mille paysans, c'est le tarif syndical, à la Cour de Russie les primes de départ sont stables et ne connaissent ni inflation ni déflation.

« Il plie bagage, tandis qu'un certain Rimski-Korsakov, poussé par Potemkine, s'avance d'un pas timide, sous le regard encourageant de la tsarine. D'autres viendront. » P.304

Mais la grande Catherine ne passa pas son règne et son existence à faire collection d'amants. Elle fut aussi une grande amie des arts, une propagatrice des idées nouvelles, des lumières. Toute sa vie elle se montrera une protectrice des artistes. Elle étudiera les philosophes et entretiendra une correspondance avec plusieurs d'entre eux. Mais, malgré son goût

pour les arts, la musique est restée pour elle inaccessible :

« Cette fâcheuse allergie l'accompagnera au long de son existence. « Rarement la musique est autre chose que du bruit à mes oreilles », dira-t-elle ». P.9

Si elle put casser la décision du Sénat lors de l'affaire Zinoviev-Orlov, c'est que le Sénat ne lui faisait pas peur :

« La tête formée, depuis son jeune âge, par la lecture de Montesquieu et de Voltaire, elle domine avec aisance ces dignitaires fainéants. » P.195

Elle ne se contentera pas seulement de lire les philosophes, elle entretint avec plusieurs d'entre eux une correspondance suivie et régulière. Elle invita Diderot à séjourner en Russie, afin qu'il puisse y publier L'encyclopédie, interdite à Paris. Le philosophe séjournera cinq mois -d'octobre 1773 à février 1774- auprès de l'Impératrice. Tous se livraient

à une surenchère de compliments auprès de la souveraine, chacun voulant avoir ses faveurs :

> « Une surenchère d'éloges s'établit entre lui [Voltaire] et Diderot. C'est à qui balancera le plus haut l'encensoir. Si Voltaire songe à mourir en Russie, Diderot regrette, soi-disant, de ne pouvoir y vivre, car c'est là, et nulle part ailleurs, qu'il s'est senti à l'aise dans le maniement des idées. » P.279

Mais si Catherine professe des idées libérales, elle reste une dirigeante de l'aristocratie qui conserve la tête sur les épaules. Si elle se montre parfois généreuse et humaniste, se prenant à rêver d'une grande Russie ou l'égalité serait un principe premier et émancipateur, comme le prêchent les philosophes des Lumières, ses démonstrations de générosité, lorsqu'elles abordent le cadre de l'aristocratie, connaissent une certaine limite :

> « Quelques mois pus tard, la première pierre de l'asile d'enfants trouvés est posée, les murs de l'école de sages-femmes sortent de terre, on s'attaque aux fondations de l'institut des jeunes filles nobles, qui deviendra le fameux institut Smolny. » P.216

> « Quelques jeunes filles de la bourgeoisie sont admises parmi les jeunes filles nobles. Cependant, si la couleur des vêtements est la même pour toutes, un tablier dénonce la condition inférieure de certaines. L'égalité selon Catherine a des limites. Elle en parle plus qu'elle ne la met en pratique. Les lettres qu'elle écrit à Voltaire, à Frédéric II, à Mme Geoffrin, à Diderot sont d'une souveraine libérale, mais ses décisions sont d'une autocrate qui ne se berce pas d'illusions. » P.232

La Russie est son peuple, sa terre. Elle veillera, mieux que s'il elle y était née, à la rentabiliser au maximum, à la faire avancer vers le progrès, vers une productivité des terres agricoles de plus en plus importante, en faisant *«.. venir des colons allemands pour cultiver les terres riches de l'Ukraine et de la Volga... »* p. 216. Ce qui ne l'empêcha pas, quelque temps plus tard d'étendre le servage à l'Ukraine.

Mais là où Catherine s'illustra le plus dans son progressisme fut sans doute la vaccination antivariolique qu'elle n'hésita pas à faire pratiquer sur elle-même, en dépit des désapprobations de la Cour. Elle fit venir de Londres Thomas Dimsdale qui la lui inoculera en octobre 1764. Le pays prie comme si Sa Majesté s'était donné la mort. Quelques jours plus tard, ce seront des actions de grâce et Catherine imposera la vaccination :

> « Une épidémie de variole ayant ravagé le pays, au printemps, Catherine rêve d'introduire la vaccination en Russie. Quelle gloire pour son règne si, devançant la France, elle parvient à imposer cette mesure à une nation que d'aucuns jugent rétrograde. » P.227

Personnage assez complexe qui n'hésite pas à faire preuve de dureté envers ses sujets et sait aussi se montrer magnanime envers son personnel :

> « Femmes de chambre et valets de chambre l'adorent. Elle ne les bat jamais et les gronde rarement. Un soir, ayant vainement agité sa sonnette, elle se rend dans son antichambre et trouve ses domestiques en train de jouer aux cartes. Avisant l'un d'eux, elle lui demande doucement de porter la lettre qu'elle vient d'écrire pendant qu'elle le remplacera à la table de jeux.» P.233

Le voyage que fit Catherine en Crimée en 1787 est peut-être ce qui frappe le plus le lecteur dans cette biographie. Le départ se fait en janvier et une étape importante aura lieu à Kiev où Catherine travaillera d'arrache-pied, comme à son habitude. La magnificence des attelages que nous raconte Henri Troyat est à peine croyable :

> « Les traineaux de Sa Majesté, des ministres, des grands dignitaires, des diplômâtes sont au nombre de quatorze. Ce sont de confortables maisonnettes, montées sur patins, éclairées par trois fenêtres de chaque côté, pourvues de sièges à cousins, de tapis, de divans, de tables. Les voitures sont assez hautes pour qu'on puisse s'y tenir debout. Huit à dix chevaux tirent ces salons princiers sur la neige. La « suite » et

les serviteurs s'entassent dans cent soixante-quatre traineaux plus modestes. Six cent chevaux attendent à chaque relais. Pour guider les conducteurs à travers la trompeuse blancheur du paysage, Potemkine a fait disposer sur le trajet d'énormes bûchers, qui brûleront nuit et jour, entretenus par des chauffeurs, jusqu'au passage du convoi. » P.365

L'impératrice Catherine II en tenue de voyage

Comme il est indiqué, c'est Potemkine qui organisa ce voyage. Une querelle existe encore à ce propos et donnera naissance à l'expression « village Potemkine ». Un village Potemkine désigne un trompe-l'œil. Le Prince Ministre aurait placé le long de la route des villages de carton-pâte à des fins de propagande. Pour les uns, ce serait là pure calomnie, pour d'autres un fait avéré. Le témoignage épistolaire du Prince de Ligne qui faisait partie du voyage est éloquent : il n'y avait pas de villages Potemkine, mais bel et bien des véritables constructions :

« On ne montre à l'impératrice que les boutiques bien bâties en pierres, et les colonnades des palais des gouverneurs généraux, à quarante-deux desquels elle a fait présent d'une vaisselle d'argent de cent couverts. On nous donne souvent, dans les capitales des provinces, des soupers et des bals de deux cents personnes. » (Lettre du Prince de ligne à la marquise de Coigny.)

Lorsque, au printemps, le voyage se poursuit en bateau, la démesure ne change pas :

« Sept galères gigantesques, peintes en rouge et or, sont réservées à la tsarine, et à ses hôtes de marque. Soixante-treize autres plus sommaires, transporteront le menu fretin de la cour. L'équipage total se compose de trois mille hommes.» P. 369

Catherine s'éteindra le 17 novembre 1796 à l'âge de 67 ans, son fils, Paul régnera grâce à une intrigue de cour, il sera assassiné, son fils Alexandre, le remplacera en 1801 sous le nom d'Alexandre Ier, comme le voulait la Grande Catherine. Les volontés des grandes dames finissent toujours par s'accomplir. Excellent livre que cette biographie, clair mais pas toujours concis : les familles impériales, qu'elles soient russes ou pas sont toujours composées d'un nombre considérable de membres, un peu comme dans un roman russe...

M.M.

LA DORMEUSE

Athanase VANTCHEV de THRACY

À Pierre Furnius

« Non seulement chaque étoile, mais chaque élément émet des rayons qui se modifient en fonction des rapports variables entre les étoiles ou les autres éléments, et les objets soumis à influence »

Al-Kindi

Nous sommes de lumière, de l'énergie d'Amour,
Reflet d'un Dieu unique qui ne s'arrête jamais
De dire son savoir, de rendre plus parfait
Les êtres et les choses vibrant dans leurs contours.

Ainsi parlait, ô âme, les rayonnants écrits
Des sages intemporels scrutant la matière,
Oracles Caldaïques, Cantiques incendiaires
Glorifiant les astres, veilleurs de l'infini.

Mais tu ignores, ô femme, les noms céleste qu'Adam

L'Adolescent candide a insufflés aux choses
Et ton sommeil est doux et tendre comme une rose

Pliant sa tige fragile sous le murmure du temps.

Et chaste comme un poème, ton cœur évanoui
S'adonne aux mauves baisers d'un rêve indéfini

Athanase Vantchev de Thracy

LA ROSE DE JÉRICHO

Gaétan BOUCHARD
Correspondant de "Sans Frontières" au Canada

Dédié aux peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance

J'offre ce poème à la belle et courageuse rose du désert, Asma el-Assad, première dame de Syrie, à l'occasion de son anniversaire de naissance du 11 août. Quand j'ai écrit ce poème, j'ai pensé tout particulièrement aux peuples: palestinien, syrien, donbassien, québécois, yéménite, il est cependant destiné à tous les peuples épris de liberté et qui luttent pour la conquérir.

La rose de Jéricho erre dans le désert saharien, poussée par les redoutables vents du destin, parfois pendant des siècles. Soudainement, sous l'onde déferlante elle s'enracine dans sa terre ancestrale. La pluie salvatrice à nouveau inonde la fleur cachée, alors surgit un nouveau pays, un chant nouveau.

La lune une nuit m'a raconté ton odyssée,
De ta quête de liberté, ô peuple opprimé !
Nation en éclosion, tu souffres amèrement.
Ces champs t'appartiennent, voici ton chant.

Tu errais dans le désert saharien,
Sur les dunes de sable brûlant,
Porté par le vent cruel du destin,
En ton cœur gisait un géant.

L'onde soudaine te réveilla un matin,
Tes racines s'accrochèrent à ton pays.
Retombe encore sur toi la pluie,
Et la blanche rose refleurit de ta main.

Se lève alors debout un nation piétinée,
Et le peuple s'élance vers sa destinée.
Résonnent les trompettes de Jéricho
Sous tes cieux retentit un chant nouveau !

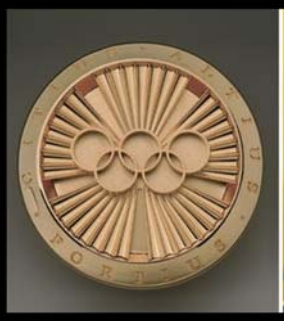
Et le glorieux drapeau ondule au vent,
Fièrement au bras du guerrier farouche,
Qui défend ses frontières ardemment,
Indéracinable comme une solide souche.

G.B.

LA MÉDAILLE PIERRE DE COUBERTIN

la plus prestigieuse médaille olympique

par Olivier MENUT
CEN(RC) - Auditeur IHEDN



Tout le monde, ou presque, connait Charles Pierre de Fredy, baron de Coubertin né le 1er janvier 1863 à Paris et mort le 2 septembre 1937 à Genève (Suisse). Ce brillant élève des Jésuites - dont la famille était d'origine italienne, fut anoblie au XIV° siècle et fait baron au XIX° - se destinait au métier des armes. Mais, il se tourna finalement vers les Sciences Politiques et fit son droit. Très influencé par la culture sportive des lycées anglo-saxons, il milita en France pour l'introduction du sport dans les établissements scolaires. Il fit sienne alors la devise du Père Didon, prieur du collège d'Arcueil « *Citius, Altius, Fortius* » qui signifie « plus vite, plus haut, plus fort », pour en faire la devise olympique de jeux rénovés.

En 1892, arbitrant, la finale du premier championnat de France de Rugby, il dessine et offre le trophée de l'épreuve, le fameux bouclier de « Brennus » du nom du président du Sporting Club Universitaire de France, Charles Brennus. En 1894, Pierre de Coubertin va finalement fonder la grande œuvre de sa vie : le Comité International Olympique, dont il sera le président de 1896 à 1925. Il sera également le fondateur en 1912 des scouts laïcs, dit « Eclaireurs Français » et s'installera en Suisse à Lausanne à partir de 1915, où il mourra, ruiné, d'une crise cardiaque à Genève, âgé de 74 ans après une vie sommes toute bien remplie mais qui lui couta sa fortune.

RÉCOMPENSÉ PAR TOUS, SAUF LA FRANCE

Pour l'anecdote, on notera que le baron de Coubertin fut distingué des plus grands ordres européens, mais jamais d'une seule distinction française, sa vision du sport entrant en opposition directe avec la vision officielle et plus républicaine d'une « éducation physique militaire », telle que prônée en France depuis la fin du XIX° siècle ! Il fut toutefois récompensé des ordres suivants qui sont conservés au musée international Olympique de Lausanne :

Affiche des premiers Jeux Olympiques modernes de 1896 et photo du premier Comité Olympique. (Pierre de Coubertin est sous la croix rouge)

- *Ordre impérial de François-Joseph d'Autriche,*
- *Ordre de Léopold II de Belgique,*
- *Ordre de la rose blanche de Finlande,*
- *Ordre du Phénix de Grèce,*
- *Ordre de Saint-Olaf de Norvège,*
- *Ordre d'Orange-Nassau des Pays-Bas,*
- *Ordre de la Couronne prussienne,*
- *Ordre de la couronne roumaine,*
- *Ordre royal de l'étoile polaire de Suède et*
- *Ordre de l'étoile de Roumanie.*

Décorations reçues par le baron Pierre de Coubertin

UN PENTATHLON DES MUSES !

Médaille d'Or de Littérature JO 1924

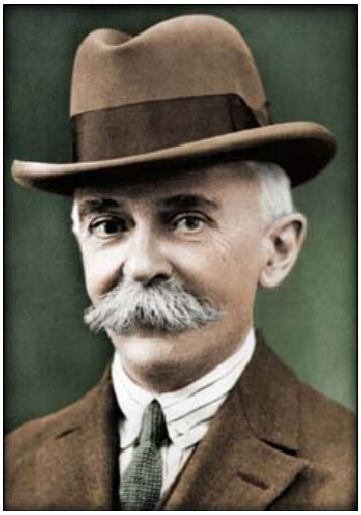
Ce que peu savent en revanche, c'est que Pierre de Coubertin, fut lui-même médaillé olympique. En effet, sous les pseudonymes de M. Hohrod (en langue française) et de M. Eschbach (en langue allemande) il se présenta et fut nommé champion olympique, et même médaillé d'Or, en littérature, aux Jeux Olympiques de Stockholm en 1912, pour son poème en prose, intitulé « Ode au Sport ». Il faut rappeler en effet que les premiers jeux comportaient également des disciplines artistiques. Dans son idéal du « mens sana in corpore sano », le Baron qui a écrit plus de 1.450 ouvrages et articles dans sa vie, avait également imaginé un « Pentathlon des Muses » qui décernerait des médailles dans cinq domaines artistiques : Peinture, architecture, musique, sculpture et littérature, en plus des disciplines purement sportives ! Les disciplines artistiques disparurent du programme olympique en 1954 pour cause de professionnalisme des artistes.

Enfin, avant d'en terminer sur la rapide présentation de ce singulier personnage – sur lequel il y aurait tant à dire tant sa personnalité était riche et ambiguë – nous rajouterons, qu'il n'aurait jamais prononcé la fameuse phrase : « L'important est de participer », devise somme toute, fort peut athlétique, mais aurait repris lors d'un cocktail à Londres en 1908, les mots de l'Évêque de Pennsylvanie : « L'important aux Jeux olympiques n'est pas d'y gagner, mais d'y prendre part, car l'essentiel dans la vie n'est pas tant de conquérir que de bien lutter ». Quoi qu'il en soit, les Jeux Olympiques que le Baron réinventa, tentèrent – à l'origine – d'installer un certain idéal humaniste autour du sport, même si nous ne devons pas être naïfs et reconnaitre que de nos jours des contingences beaucoup moins nobles habitent certains sportifs et nations…

LA MÉDAILLE DE LA SPORTIVITÉ

Mais l'objet de notre article porte sur un tout autre sujet. En effet, de toutes les médailles d'or, d'argent ou de bronze, que les athlètes olympiques peuvent rapporter des jeux éponymes, il en existe une, fort peu connue du grand public, qui récompense des mérites tout à fait particuliers et méritants : Il s'agit de la « Médaille Pierre de Coubertin » ! Cette distinction est en effet la récompense ultime des Jeux. Baptisée du nom du fondateur des jeux olympiques modernes, elle est destinée aux sportifs ayant le véritable esprit olympique et incarnant le mieux, les valeurs olympiques de la sportivité, de l'équité et de la décence ...

La médaille de Coubertin, aussi appelée « médaille de la sportivité » est un prix qui est donné par le Comité International Olympique (CIO) aux athlètes



ayant démontré un vrai esprit sportif lors des Jeux olympiques. La récompense a été inaugurée en 1964 et est nommée ainsi en l'honneur du baron Pierre de Coubertin, fondateur du Comité international olympique. Peu distribuée depuis son introduction en 1964, elle récompense – par exemple - des athlètes qui ont prêtés leurs équipements aux membres d'équipes rivales, en sauvant un participant de la noyade, en aidant un concurrent qui s'est blessé, etc… Selon le musée olympique situé à Lausanne, « cette médaille est l'un des honneurs les plus nobles qui peut être conféré à un athlète olympique ». Elle est considérée par beaucoup d'athlètes et spectateurs comme la récompense la plus importante qu'un athlète peut recevoir, voire plus importante qu'une médaille d'or. Cette médaille a été aussi décernée à des organisateurs s'étant particulièrement impliqués pour développer l'esprit sportif lors des Jeux ou dans l'organisation du CIO. Que l'on soit ou non médaillé des Jeux Olympiques, l'athlète a gagné un respect universel pour ses performances, son travail acharné et son dévouement ne serait-ce que pour avoir été sélectionné.

Mais quelques rares sportifs auront l'insigne honneur de repartir en plus avec la médaille Pierre de Coubertin. Ayant une symbolique plus forte qu'une médaille d'or, la médaille Pierre de Coubertin ne fut décernée qu'à une vingtaine de personnes entre 1964 et 2016. Cette distinction est promise aux seuls et rares athlètes qui ont fait preuve d'une attitude remarquable lors de la compétition. Elle récompense les sportifs qui - en plus de leurs performances physiques – ont su incarner « l'esprit Coubertin », transcendant l'esprit sportif (le fameux « Fair Play » anglo-saxon) au-dessus des pures performances athlétiques, comme le souhaitait le français Pierre de Coubertin !

CITIUS, ALTIUS, FORTIUS !

La « Médaille de la Sportivité », ou « Médaille Pierre de Coubertin » est une médaille circulaire qui porte sur son avers circulaire la devise olympique « Citius, Altius, Fortius », et au centre les 5 anneaux olympiques posés sur des rayons. Au revers, la médaille reproduit le portrait de ¾ de Pierre de Coubertin. La médaille est suspendue à un ruban blanc traversé des 5 couleurs olympiques : Vert, jaune, noir, rouge et bleu qui comme chacun sait reproduisent les 5 continents. Le drapeau Olympique fut d'ailleurs créé par … Pierre de Coubertin !

LISTE DES ATHLÈTES AYANT REÇUS LA MÉDAILLE PIERRE DE COUBERTIN

Sur les 22 titulaires de la médaille « Pierre de Coubertin » on ne compte que 3 femmes, 3 personnes la reçurent à titre posthume et 6 ne sont pas des athlètes olympiques. Nous présentons ci-après les 22 titulaires de cette prestigieuse décoration et présentons (pour la première fois) les motifs qui leur firent obtenir cette distinction !

N°	NOM	PAYS	DISCIPLINE	EVÈNEMENT	LIEU	DATE	MOTIF
1	Luz Long	Allemagne	Saut en longeur	JO été 36	Berlin (Allemagne)	1964 (Posthume)	Pour son fair-play avec Jesse Owen (USA)
2	Emil Zatopek	Tchécoslo-vaquie	Course de fond	JO été 52	Helsinki (Finlande)	2000 (Posthume)	Pour ses qualités humaines, sportive et son opposition aux soviétiques
3	Eugenio Monti	Italie	Bobsleigh	JO hiver 64	Innsbruck (Autrice)	1964	Pour avoir dépanner des concurrents anglais et canadiens de bobsleigh
4	Karl Heinz Klee	Autriche	Ski	JO hiver 76	Innsbruck (Autriche)	1976	Pour sa contribution au CIO comme avocat en droit du ski,
5	Franz Jonas	Autriche	Président fédéral d'Autriche	JO hiver 76	Innsbruck (Autriche)	07.1969	Pour récompenser son engagement dans le CIO et au CO Autrichien
6	Lawrence Lemieux	Canada	Skipper bateau	JO été 88	Séoul (Corée Sud)	09.1988	Pour avoir sauvé un concurrent de la noyade
7	Justin Harley McDonald	Australie	Basketball	JO hiver 94	Lillehammer (Norvège)	1994	Pour sa contribution exceptionnelle à la promotion de l'esprit olympique
8	Raymond Gafner	Suisse	Homme politique & hockey sur glace	CIO de Genève	Genève (Suisse)	1999	Pour sa contribution au CIO et au musée de l'olympique
9	Tana Umaga	Nouvelle-Zélande	Rugby	Test match de rugby 2003	Cardiff (Pays de Galles)	06.2003	Pour être venu au secours d'un concurrent blessé
10	Spencer Fox Eccles	États-Unis	Ski	JO hiver 02	Salt Lake City (États-Unis)	02.2002	Pour sa contribution au CIO et au sport olympique
11	Vanderlei de Lima	Brésil	Marathon	JO été 04	Athènes (Grèce)	04.04	Pour son fair play alors qu'il est agressé lors d'une compétition
12	Elena Novikova-Belova	Biélorussie	Escrime	XIe Congrès scientifique intern. de 2007	Minsk (Biélorussie	05. 2007	Première femme distinguée pour son esprit sportif
13	Shaul Ladany	Israël	Marathon (l'un des rescapés de la tuerie de Munich)	XIe Congrès scientifique international de 2007	Minsk (Biélorussie)	05. 2007	Pour service rendu à l'égard du mouvement olympique durant quatre décennies
14	Petar Cupać	Croatie	Skipper de voile	JO été 08	Budapest (Hongrie)	11.2008	Pour avoir aidé des concurrents danois qui avaient cassés leur mât
15	Pavle Kostov	Croatie	Skipper de voile	JO été 08	Budapest (Hongrie)	11.2008	Pour avoir aidé des concurrents danois qui avaient cassés leur mât
16	Ivan Bulaja	Croatie	Skipper de voile	JO été 08	Budapest (Hongrie)	11.2008	Pour avoir aidé des concurrents danois qui avaient cassés leur mât
17	Ronald Harvey	Australie	Dire. de l'institut australien du sport	CIO	Lausanne (Suisse)	04.2009	En reconnaissance de sa contribution à la promotion de l'esprit olympique
18	Éric Monnin	France	Historien et sociologue du sport	CIO	Lausanne (Suisse)	08.2012	Pour sa contribution exceptionnelle à la promotion de l'esprit olympique
19	Richard Garneau	Canada	Journaliste sportif	JO hiver 14	Sotchi (Russie)	02.2014 (Posthume)	Pour service exceptionnel rendu au mouvement olympique.
20	Michael Hwang	Singapour	Avocat et arbitre	Jeux asiatiques 2014	Incheon (Corée du Sud)	10.2014	Pour son travail avec le Conseil international d'arbitrage du sport
21	Nikki Hamblin	Nouvelle-Zélande	Course à pied	JO été 2016	Rio de Janeiro (Brésil)	08.2016	Pour avoir aidé une concurrente blessée lors de la course
22	Abbey D'Agostino	États-Unis	Course à pied	JO été 2016	Rio de Janeiro (Brésil)	08.2016	Pour avoir aidé une concurrente blessée lors de la course

L'EXEMPLE INITIAL DE LONG ET D'OWEN EN 1936

Le premier bénéficiaire de cette médaille, fut – à titre posthume en 1964 - le légendaire athlète allemand, Luz Long qui aurait aidé Jesse Owens lors des Jeux olympiques de Berlin de 1936. En effet, Luz Long (mort au combat en 1943) avait aidé le sportif noir

américain (notamment en lui conseillant de rallonger sa course d'élan), permettant à celui-ci d'obtenir la médaille d'or et de le féliciter fraternellement au grand dam d'Adolf Hitler, présent aux jeux ! Mythe ou réalité, cette légende illustre bien, en tout cas, l'esprit dans lequel est attribué la médaille Pierre de Coubertin !

L'INCROYABLE GÉNÉROSITÉ D'EUGÉNIO MONTI EN 1964

Eugénio Monti (à droite), pose avec l'un des membres de l'équipe de bobsleigh britannique qui a gagné la médaille d'or grâce à la générosité de l'Italien. En effet, juste avant la course de bobsleigh lors des Jeux Olympiques d'Innsbruck en 1964, le sportif italien Eugenio Monti remarqua que le bobsleigh de ses rivaux britanniques manquait d'un boulon indispensable. Il leur offrit alors spontanément un de ses propres boulons et les Britanniques finirent premiers et remportèrent l'or alors que Monti finissait 3ème et remportait le bronze. Ce geste lui fut reproché par les supporters italiens, mais il répliqua que les britanniques étaient de toute façon les plus forts et que même sans son ils auraient gagné. Quoiqu'il en soit son geste fut suffisamment généreux pour être récompensé et Monti sera le premier champion olympique - vivant - recevant la médaille de la courtoisie sportive, Pierre de Coubertin.

LE BRÉSILIEN, VANDERLEI DE LIMA EN 2004

La médaille Pierre de Coubertin fut également remise en 2004, aux Jeux Olympiques d'Athènes, au marathonien brésilien Vanderlei de Lima victime d'une « agression » en pleine course par un supporter hystérique alors qu'il était premier de la course. Il réussit tout de même à finir sa course et à se classer troisième de la compétition (médaille de bronze). Après l'incident et alors qu'on lui remettait la médaille Coubertin, il ne marqua aucune déception

de sa 3ème place et déclara que : « Cette médaille (Pierre de Coubertin) valait de l'or ! » faisant ainsi preuve d'un grand esprit sportif.

ERIC MONNIN, LE PREMIER ET UNIQUE FRANÇAIS, RÉCOMPENSÉ EN 2012

Éric Monnin est un historien et sociologue français du sport, spécialiste du Mouvement olympique international. Il né le 21 février 1968 à Besançon dans le Doubs. Agrégé d'Éducation physique et sportive, docteur en sociologie, il est Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté. Il est aussi un grand promoteur de l'esprit sportif olympique dans le domaine scolaire, universitaire et intervient régulièrement au sein de l'Académie Internationale Olympique (AIO) en Grèce. Il est également membre du Comité international Pierre de Coubertin.

C'est à ces différents titres qu'il reçut exceptionnellement du Comité International Olympique (CIO) la médaille Pierre de Coubertin en 2012, médaille qui lui fut remise en aout 2013 à Lausanne, par le président du CIO, Monsieur Jacques Rogge.

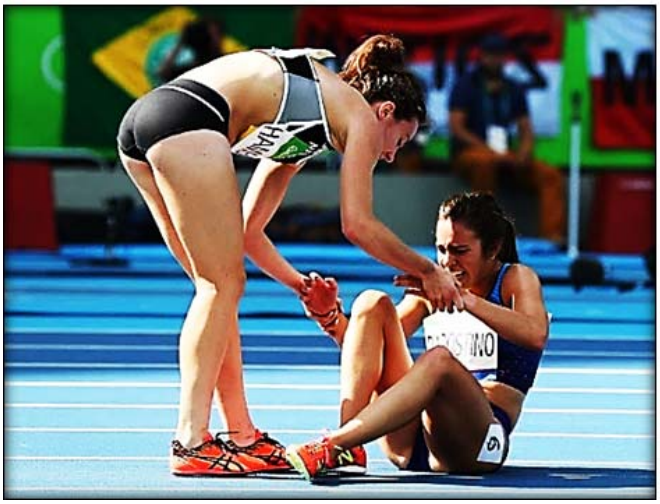
Il est le premier et unique français décoré de cette prestigieuse distinction !

LE GESTE SOLIDAIRE DE HAMBLIN EN 2016

Mais c'est sans doute en 2016 aux Jeux-Olympiques de Rio, que de la Néo-Zélandaise Nikki Hamblin illustra le mieux l'esprit de cette distinction. Celle-ci eut un geste magnifique en demi-finale du 5.000 mètre. En effet, elle s'arrêta en pleine course et aida sa rivale américaine Abbey D'Agostino, à terminer sa course alors que cette dernière s'était blessée durant l'épreuve (elle l'avait fait tomber involontairement). Elles finir ensemble la course, illustrant ainsi superbement l'esprit olympique si cher à Coubertin !

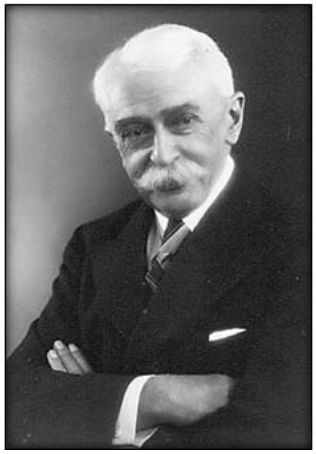
L'ORDRE OLYMPIQUE

Mais la médaille Pierre de Coubertin, en raison de son attribution exceptionnelle, ne peut récompenser tous les engagements des fervents supporters au profit du sport olympique. Aussi et dans le même ordre d'esprit le Comité International Olympique décida-t-il en Mai 1978 de créer « L'Ordre Olympique » en remplacement du simple « Certificat olympique ». L'ordre Olympique est la plus haute distinction liée à l'olympisme. Il comporte trois niveaux : bronze, argent et or. Tous ont la même forme et sont composés d'un collier métallique représentant les cinq anneaux du drapeau olympique.



Le collier se porte autour du cou comme sur la photo ci-dessous par la triple médaillée olympique en biathlon, Myriam Bédard qui reçut cet ordre le 23 juin 2001. L'Ordre olympique est décerné à une personne qui a illustré l'idéal olympique par son action, qui s'est distinguée par son mérite dans le monde sportif ou qui a rendu des services exceptionnels à la cause olympique, soit par ses exploits personnels soit par sa contribution au développement du sport. L'ordre est toutefois moins prestigieux que celui de la médaille Pierre de Coubertin. D'une dimension « plus politique » il récompensa notamment Jesse Owens, Steffi Graf, Alberto Tomba mais aussi Indira Gandhi, Nelson Mandela etc… Il existe enfin et dans le même esprit, une « médaille de l'ordre Olympique » créée à partir de 1980 et qui comporte 3 classes : Or, argent et bronze. Cette médaille est ronde avec des anneaux olympiques évidés au centre et suspendue à

Affiche des Jeux Olympiques d'été d'Athènes en Grèce en 1896 et médaille (d'argent) décernée aux premiers vainqueurs olympiques. L'avers représentait Zeus tenant un globe sur lequel reposait Niké, la victoire ailée. La légende « Olympie » en grec figurait à gauche de la médaille. Le revers représentait pour sa part l'Acropole surmontée de l'inscription en grec « Jeux olympiques internationaux d'Athènes 1896 ».
Le rêve du baron Pierre de Coubertin était alors devenu, réalité … !



Plaque devant la maison natale de Pierre de Coubertin au 20 rue Oudinot à Paris (VII° arrondissement)

« ODE AU SPORT" Poème du baron Pierre de Coubertin,
Médaille d'or de Littérature, au J.O. de Stockholm en 1912

I - Ô Sport, plaisir des Dieux, essence de vie, tu es apparu soudain au milieu de la clairière grise où s'agite le labeur ingrat de l'existence moderne comme le messager radieux des âges évanouis, de ces âges où l'humanité souriait. Et sur la cîme des monts, une lueur d'aurore s'est posée, et des rayons de lumière ont tacheté le sol des futaies sombres.
II - Ô Sport, tu es la Beauté ! C'est toi, l'architecte de cet édifice qui est le corps humain et qui peut devenir abject ou sublime selon qu'il est dégradé par les passions viles ou sainement cultivé par l'effort. Nulle beauté n'existe sans équilibre et sans proportion et tu es le maître incomparable de l'un et de l'autre car tu engendres l'harmonie, tu rythmes les mouvements, tu rends la force gracieuse et tu mets de la puissance dans ce qui est souple.
III - Ô Sport, tu es la Justice ! L'équité parfaite en vain poursuivie par les hommes dans leurs institutions sociales s'établit d'elle -même autour de toi. Nul ne saurait dépasser d'un centimètre la hauteur qu'il peut sauter ni d'une minute la durée qu'il peut courir. Ses forces physiques et morales combinées déterminent seules la limite de son succès.
IV - Ô Sport, tu es l'Audace ! Tout le sens de l'effort musculaire se résume en un mot : oser. À quoi bon des muscles, à quoi bon se sentir agile et fort et cultiver son agilité tt sa force si ce n'est pour oser ? Mais l'audace que tu inspires n'a rien de la témérité qui anime l'aventurier lorsqu'il livre au hasard tout son enjeu. C'est une audace prudente et réfléchie.
V - Ô Sport, tu es l'Honneur ! Les titres que tu confères n'ont point de valeur s'ils ont été acquis autrement que dans l'absolue loyauté et dans le désintéressement parfait. Celui qui est parvenu par quelque artifice inavouable à tromper ses camarades, en subit la honte au fond de lui-même et redoute l'épithète infamante qui sera accolée à son nom si l'on découvre la supercherie dont il a profité.
VI - Ô Sport, tu es la Joie ! À ton appel la chair est en fête et les yeux sourient ; le sang circule abondant et pressé à travers les artères. L'horizon des pensées devient plus clair et plus limpide. Tu peux même apporter à ceux que le chagrin a frappés une salutaire diversion à leurs peines tandis qu'aux heureux tu permets de gouter la plénitude du bonheur de vivre.
VII - Ô Sport, tu es la Fécondité ! Tu tends par des voies directes et nobles au perfectionnement de la race en détruisant les germes morbides et en redressant les tares qui la menacent dans sa pureté nécessaire. Et tu inspires à l'athlète le désir de voir grandir autour de lui des fils alertes et robustes pour lui succéder dans l'arène et remporter à leur tour de joyeux lauriers.
VIII - Ô Sport, tu es le Progrès ! Pour te bien servir, il faut que l'homme s'améliore dans son corps et dans son âme. Tu lui imposes l'observation d'une hygiène supérieure ; tu exiges qu'il se gare de tout excès. Tu lui enseignes les règles sages qui donneront à son effort le maximum d'intensité sans compromettre l'équilibre de sa santé.
IX - Ô Sport, tu es la Paix ! Tu établis des rapports heureux entre les peuples en les rapprochant dans le culte de la force contrôlée, organisée et maîtresse d'elle-même. Par toi la jeunesse universelle apprend à se respecter et ainsi la diversité des qualités nationales devient la source d'une généreuse et pacifique émulation.

un ruban blanc au couleur olympiques.

O.M.

MEDIAGRAPHIE

* Gentside Sport : La médaille Pierre de Coubertin est la plus difficile à remporter aux J.O. (Samuel Vaslin-fitou, 22.08.2016).

* Se coucher moins Bête : Pierre de Coubertin (30.08.2016).

* Wikipédia : Articles sur les titulaires des médailles Pierre de Coubertin.

* Le Temps : Pierre de Courbertin, la médaille publiée (L. Fe - 17 avril 2015).

* Bustel. com : "What is a Pierre de Coubertin medal, this rare Olympic prize celebrates sportsmanship" (Marissa Higgins – 19.08.2016).

* Wikisource : Ode au sport (P. de Coubertin – 1912)

DEUX COUSINS : LES VINS DE CAHORS FRANÇAIS ET RUSSES.

Nicolas SAVY
Docteur en Histoire médiévale

L'histoire du vin de Cahors commence avec la conquête romaine dans la province qui, la dernière, fit sa soumission à César. En effet, n'en déplaise à Uderzo et Goscinny, pères du célèbre Astérix, le dernier village d'irréductibles gaulois était situé non en Bretagne, mais en Quercy et s'appelait Uxellodunum. Cependant, après la prise de cette place forte en - 51, la région se romanisa rapidement et sa capitale, Divona Cadurcorum, la future Cahors, se couvrit précocement de monuments somptueux avec amphithéâtre, thermes, aqueduc, etc., tandis que la culture de la vigne connaissait un essor sans précédent.

On ne sait que peu de choses sur le vin de cette époque et il faut attendre la période médiévale pour trouver quelques anecdotes, comme cette mention du VIIe siècle faisant état de quelques barils envoyés par l'évêque de Cahors à son collègue de Verdun, en Lorraine, qui le remercia chaleureusement pour cette attention.

Ce n'est cependant qu'à partir des années 1200 que les informations deviennent plus précises. La diffusion de la production viticole quercinoise fut alors favorisée par le dynamisme des marchands de la province, les *cahorsins*, qui établirent des relations commerciales dans toute l'Europe occidentale, jusqu'en Lettonie et sur les pourtours méditerranéens ; elle se développa tout particulièrement en Angleterre, bénéficiant du fait que la région de Cahors était directement reliée au duché d'Aquitaine et à sa capitale, Bordeaux, par les cours du Lot puis de la Garonne, et que le duc d'Aquitaine n'était autre que le roi d'Angleterre lui-même qui, de plus, possédait plusieurs seigneuries en Quercy.

Le château de Mercuès surplombant le Lot

À Londres, le vin de Cahors concurrençait sérieusement celui de Bordeaux et, même lorsque

la guerre de Cent Ans enflamma toute la région, on continua à en exporter outre-Manche bien que les quantités produites aient considérablement diminué. Il n'était d'ailleurs pas uniquement vendu par des marchands quercinois, car des capitaines anglais, à l'instar du fameux Bertrucat d'Albret, en saisissaient de grandes quantités comme prises de guerre et se chargeaient de le vendre sur les marchés à des prix avantageux grâces aux exemptions fiscales accordées par le roi d'Angleterre.

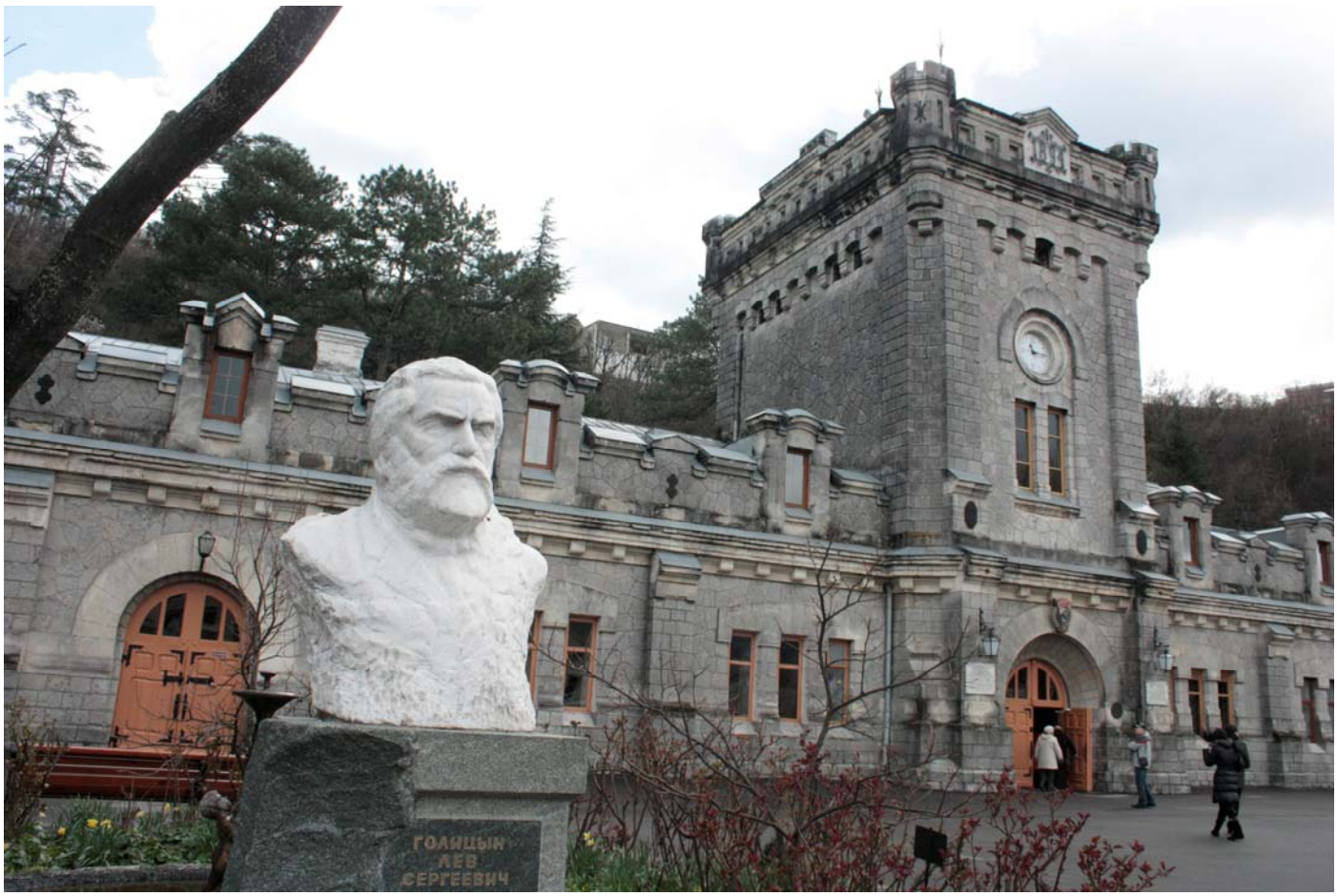
Le conflit centenaire se terminant, la viticulture de la province reprit toute sa vigueur. A la Renaissance, sa réputation grandit encore grâce à plusieurs Quercinois qui en vantèrent les mérites, à l'exemple de **Galiot de Genouillac**, seigneur d'Assier et grand maître de l'artillerie de François Ier, qui la lui fit connaître ; séduit, le monarque fit planter des vignes quercinoises au château royal de Fontainebleau ; quant au poète Clément Marot, favori de François Ier et de Louis XII, il en chanta les louanges à plusieurs occasions.

Au XVIIe siècle, la production et la diffusion du vin de Cahors prit une nouvelle importance grâce à l'amélioration de la navigabilité de la rivière Lot : il était désormais beaucoup plus facile et rapide d'envoyer des tonneaux à Bordeaux. Ce faisant, les viticulteurs quercinois concurrencèrent de manière beaucoup plus intense leurs homologues du Bordelais, aussi ceux-ci profitèrent-ils de leur mainmise sur le port pour mettre en place de nombreux obstacles à leur commerce.

C'est vers cette époque que le vin de Cahors commença à s'introduire sur le marché russe de manière significative ; il y était peut-être déjà présent de manière anecdotique durant les périodes précédentes : arrivé avec des marchands quercinois en Crimée ou à Riga, il avait pu transiter jusqu'à Kiev, Novgorod ou Moscou. Au début du XVIIIe siècle, des commerçants russes en ramenaient dans leur patrie via l'océan atlantique et la mer Baltique, mais c'est le tsar Pierre Ier qui le popularisa dans son empire : sujet à des ulcères d'estomac, il avait trouvé dans le précieux liquide un remède qui le soulageait efficacement. Dès lors, le vin de Cahors fut régulièrement servi à sa table. Est-ce là que le patriarche de Moscou découvrit ce vin dont la robe rouge foncée, symbolisant le sang du Christ, résistait mieux à la dilution dans l'eau que ceux venant du Caucase ou de Moldavie ? On ne sait, mais toujours est-il qu'il devint rapidement le vin de messe officiel de l'église orthodoxe. Il convient dès à présent de préciser qu'il s'agissait d'un vin doux obtenu par cuisson du mou avec ajout de sucre et d'alcool, technique adoptée pour mieux lui faire supporter le long voyage du Quercy à Saint-Pétersbourg.

Les besoins en vin des milliers d'églises russes firent que les exportations augmentèrent tout au long du XIXe siècle, atteignant des millions de litres, mais en 1865 l'arrivée d'un insecte américain se nourrissant de racines de vignes, le phylloxéra, remit tout en question : en quelques années, sur presque 60 000 hectares, la quasi-totalité du vignoble de Cahors disparut, laissant les producteurs dans la misère et les prêtres orthodoxe sans vin de messe.

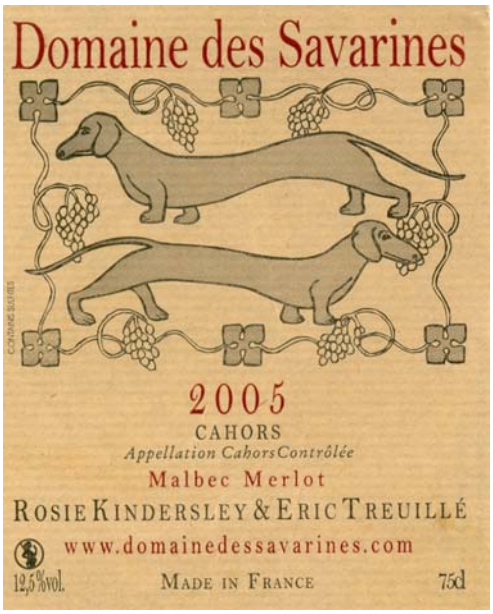
La réaction russe fut assez rapide et, dès les années 1880, on augmenta les importations de vin en provenance de la région de Valencia, en Espagne, avant que les vignes plantées en Crimée ne commencent à donner en quantités suffisantes. Cette nouvelle production, correspondant aussi au nationalisme économique caractérisant le règne du tsar Alexandre III, devait beaucoup au prince **Lev Sergueïevitch Galitzine** ; c'est lui qui élabora les règles strictes d'élaboration du Cahors russe à partir de raisin de Crimée et présida, en 1902, le premier congrès des producteurs et



Buste du prince Galitzine à l'entrée des caves du domaine de Massandra

vignerons russes. Le vin produit était toujours doux, chauffé et augmenté de sucre.

Après la révolution d'Octobre, outre la Crimée, la production de *Кагор* (« Kagor », traduction russe ancienne de « Cahors ») se développa en Moldavie et en Asie Centrale sous l'impulsion du nouveau pouvoir soviétique. Si, avec la baisse d'activité de l'église orthodoxe durant la période stalinienne, son utilité en tant que vin de messe décrut de pair, il resta un « vin de dessert » apprécié par l'ensemble de la population. Durant la Grande Guerre Patriotique, l'Armée Rouge en commanda de grandes quantités, en provenance d'Ouzbékistan notamment, pour les besoins de ses blessés hospitalisés et de ses officiers. Il resta ensuite un vin de consommation courante dont la production augmenta encore durant les années 1960 grâce à une politique volontariste dans ce domaine.



Étiquette d'un Cahors du domaine des Savarines

En France, quelques années après la crise du phylloxéra, quelques vignerons relancèrent une modeste production de Cahors en utilisant un cépage local hybridé, le Malbec, résistant aux attaques des insectes américains, mais les quantités restèrent modestes et la qualité médiocre. Il fallut attendre 1947 pour que des efforts d'amélioration significatifs soient entrepris, même si l'aire cultivée, quelques milliers d'hectares, était loin d'être ce qu'elle était quatre-vingt ans plus tôt.

Un premier palier fut franchi en 1951, avec l'obtention du label VDQS (Vin Délimité de Qualité

Supérieure) mais l'exploitation de ce succès fut compromise par les gels de 1956, à cause desquels de nombreux vignerons firent faillite.
Ceux qui subsistèrent poursuivirent néanmoins leur travail de régénération et, en 1971, le Cahors finit par obtenir le label AOC (Appellation d'Origine Contrôlée), qui marqua le début d'un nouvel et fructueux essor résolument orienté vers l'excellence.
Aujourd'hui, le vin de Cahors français est cultivé dans toute la vallée du Lot quercinoise en aval de Cahors et sur les rudes collines calcaires qui l'entourent, à partir de cépage Malbec pour au moins 70 %, ainsi que de Merlot et Tannat pour les 30 % restant. Après les vendanges et la période de vinification, le vin est élevé pendant un à trois ans.

Bouteilles de Cahors du domaine du Bout du Lieu

Vue des caves du domaine de Massandra

Tirant au moins 11,5 % d'alcool, il peut ensuite être gardé jusqu'à 10 ans pour les meilleurs crus. Les exploitations productrices sont tailles variées, de quatre à soixante hectares, et sont donc particulièrement nombreuses. Bénéficiant de l'exceptionnelle richesse du patrimoine quercinois, beaucoup sont installées dans d'antiques châteaux plus ou moins anciens, à l'instar de Mercuès, Hauteserre, Chambert ou Lagrezette, pour ne citer qu'eux, tandis que la plupart des domaines ont pour sièges de belles fermes traditionnelles bâties en pierre calcaire, comme aux Savarines ou au Souleillan.
Le cousin russe est quant à lui issu de vignobles de Crimée, du Caucase, du Kouban et de Moldavie plantés de cépages Merlot, Saperavi, Cabernet Sauvignon ou même, comme le Cahors quercinois,

Bouteilles de Kagor de Kouban-Vino

Le siège de Kouban Vino

de Malbec. Il est obtenu suite à un processus de chauffage du mou et d'ajout d'alcool et de sucre, ce qui permet d'obtenir un produit doux contenant aux alentours de 16 % d'alcool.

Toutefois, les règles d'élaboration sont moins strictes que pour son cousin français et l'appellation *Кагор* recouvre des vins de types sensiblement différents. L'un des producteurs les plus connus est le domaine de Massandra, fondé en 1894 ; il s'agit en fait d'un grand complexe regroupant plusieurs exploitations sur plusieurs centaines d'hectares ; il est situé dans le sud de la Crimée, au bord de la mer Noire.

Il produit plusieurs *Кагор*, mais ceux-ci ne constituent qu'une partie de sa production, vinifiée dans ses immenses caves creusées dans la montagne. Parmi les autres sociétés productrices, on peut citer Kouban -Vino, installée dans la région de Krasnodar, connue notamment pour son « École du Vin », destinée à

Étiquette d'un Kagor de Vinuri de Comrat

Étiquette d'un Kagor du domaine de Massandra

Vignobles en Crimée, au bord de la mer Noire

Vignoble de Cahors à Douelle

former les acheteurs, ou encore l'entreprise Vinuri de Comrat, sise en Moldavie.

Ainsi, il apparaît finalement que les vins de Cahors français et russes sont les descendants d'une même tradition viticole : le premier est produit sur le même territoire et avec le même cépage que son ancêtre du XIXe siècle, tandis que le second en a gardé, bien qu'évoluée, la technique initialement élaborée pour son transport et le caractère doux qui en résultait. Pourtant, ces deux cousins se rencontrent rarement sur les étals des marchands et sur les tables : comme vin sucré, le *Кагор* est très peu connu en France, tandis qu'en Russie, la réputation du vin de Cahors reste confidentielle.

Pourtant, on peut imaginer un repas où, en apéritif, du *Кагор* accompagnerait quelques zakouskis, puis, en plat de résistance, du Cahors pour faire passer des confits de canard avec des pommes de terre sarladaises.

N.S.

INSTITUT FRANCO-RUSSE DE DONETSK
ДОНЕЦКИЙ ФРАНКО-РУССКИЙ ИНСТИТУТ

SANS FRONTIÈRES
Certificat d'enregistrement AAA No 000105 du 21.02.2017
Édition en ligne depuis 2015

ISSN 2519-2639

NOS CONTACTS :
Rédaction « Sans Frontières »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69